

L'Institut Grand-Ducal, calqué – mutatis mutandis – sur le modèle de l'Institut de France, a été créé en 1868, dans le «but de cultiver les sciences, les lettres et les arts». Il groupe six sections : Histoire – Sciences naturelles – Médecine – Linguistique – Arts et Lettres – Sciences morales et politiques. Cette dernière section ne remonte qu'à 1966 et couvre «notamment la philosophie, les sciences sociales, politiques et économiques ainsi que les sciences juridiques». Conformément à son règlement organique : «La section groupe des personnes qui, par la valeur de leurs travaux scientifiques, méritent d'être réunies en un collège représentatif de ces branches du savoir».

L'activité des membres est bénévole et ne donne lieu à aucune rémunération.

Ils s'engagent à participer aux travaux, faute de quoi leur exclusion est automatique d'après le règlement.

Leurs travaux font l'objet de communications orales dont les textes sont réunis annuellement en un volume appelé «Actes».

Le présent volume comprend 3 études sur des sujets divers, le résultat d'une Table Ronde sur la Place Financière ainsi qu'un chapitre traitant du projet de réorganisation de l'Institut Grand-Ducal.

On y trouvera en outre le tableau des membres, l'inventaire des publications ainsi que des renseignements sur l'organisation actuelle de l'Institut.

ISBN 978-2-9599794-7-7  
© 2014 Institut Grand-Ducal  
Section des Sciences Morales et Politiques

Adresse pour la correspondance:  
andreelvinger@ehp.lu

**LB**

**77592**

+1

ACTES

de la

Section

des

Sciences

Morales

et

Politiques

Vol. XVII

2014

**Institut Grand-Ducal**

# ACTES

**de la Section  
des Sciences Morales et Politiques**

*Volume XVII*



**Luxembourg  
2014**

**Institut Grand-Ducal**

**A C T E S**

**de la Section  
des Sciences Morales et Politiques**

*Volume XVII*

Publication réalisée par Georges Als

**2014**



*Photo de la couverture*  
«Les Gens de Justice» par Daumier

© Institut Grand-Ducal 2014, Section des Sciences morales et politiques  
Imprimeur : Unijep Luxembourg, Bertrange  
ISBN : 978-2-9599794-7-7



## Table des matières

Préface du président.....	6
<b>I. COMMUNICATIONS (ordre chronologique) .....</b>	<b>11</b>
1. Jacques NEUEN : Le Rire et le Droit / Le Droit et le Rire (15.4.2013).....	13
2. Cyril WELCH : What counts as evidence ? (17.6.2013) .....	55
3. Jean EHRET : Comment et à quel prix est-il possible de « dire vrai » pour un chrétien? « Je suis le chemin, la vérité et la vie » (Jn 14,6) (26.9.2013).....	83
<b>II. TABLE RONDE :</b> <b>La place financière de Luxembourg – défis et perspectives</b> (7.12.2013).....	<b>117</b>
I) Accueil par le président et présentation des intervenants (André ELVINGER) .....	121
II) Introduction (Alain GEORGES) Des places financières en général : De la « Grosse aventure » aux plates-formes électroniques. Les fondements de toute place financière.....	129
III) Analyse des faiblesses et des forces de la place financière de Luxembourg : .....	143
1) Erosion de l'« avantage souverain » : dernier exemple : centralisation européenne de la surveillance des banques (Jean GUILL) .....	145
2) L'importance du Rating du Luxembourg (Fernand GRULMS).....	151
3) Le défi fiscal et budgétaire (Georges BOCK).....	163



Et pourtant :	
4) L'augmentation en quantité et qualité de l'infrastructure professionnelle de la place financière (André ELVINGER).....	177
5) Regards sur la formation (Robert URBÉ).....	181
6) « Outsourcing » : L'externalisation (ou sous-traitance) comme catalyseur du développement (Alain GEORGES).....	189
7) Influence de l'environnement juridique sur les activités de la place financière (André PRÜM).....	195
IV) La vocation du système bancaire :.....	203
1) Le rôle des banques, privé, public, social ? Corporate governance, pour qui et par qui ? (Robert URBÉ).....	205
2) L'éthique de la place (philanthropie, microfinance, impact financing, crowdfunding) (Marc ELVINGER).....	215
V) Allocution par Luc FRIEDEN présentant ses vues sur les défis et les perspectives de la place financière, à la lumière de son expérience en tant que Ministre des Finances au cours de la législature écoulée .....	219
VI) Etat des lieux des différents secteurs de la place financière :.....	227
1) Les banques devant l'échange automatique de renseignements (Fernand GRULMS).....	229
2) Les fonds d'investissement : explosion des avoirs en gestion, défis et opportunités de nouveaux marchés (André ELVINGER).....	243

VII) Discussion.....	249
VIII) Essai de conclusion par le président.....	263
<b>III. Tableau des membres.....</b>	<b>267</b>
a) Membres effectifs .....	269
b) Membres correspondants .....	276
c) Membres d'honneur.....	278
<b>IV. Publications de la Section 1967-2014 .....</b>	<b>281</b>
<b>V. Législation concernant la Section des sciences morales et politiques .....</b>	<b>317</b>
Règlement ministériel du 23.11.1966 portant création d'une section des sciences morales et politiques.....	319
Règlement organique de la section des sciences morales et politiques.....	320
<b>VI. Organisation de l'Institut.....</b>	<b>325</b>
Introduction – Sites Internet .....	326
1. Législation .....	327
2. Présence et secrétariat général de l'Institut grand-ducal .....	335
3. Adresses et administration des sections.....	335
4. Membres des sections.....	337
5. Fonctionnement des sections : Consultation.....v. Actes Vol. XV	
<b>VII. Projet de réorganisation de l'Institut.....</b>	<b>347</b>
Pourquoi une réorganisation ? .....	349
Texte de l'avant-projet de loi, exposé des motifs, commentaire des articles (version juillet 2013).....	349



## Préface du président

Ce nouveau volume de nos Actes renseigne, d'une part, deux conférences à sujet philosophique et une conférence consacrée au droit, mais à propos du « rire » sur ce droit, et d'autre part sur le plan résolument moral et politique, une Table Ronde sur les défis et les perspectives de la place financière de Luxembourg.

En ce qui concerne nos deux conférences qui se rattachent à la « branche » philosophie de notre Section, elles relèvent, au sens large, toutes les deux de la recherche de la vérité.

La première, prononcée en anglais par le professeur Cyril Welch, membre correspondant de notre Section, sous le titre « What counts as evidence », a pu, à première vue, dérouter nos juristes : notre confrère Patrick Kinsch ne nous avait-il pas parlé il y a quelques années, au volume XII des Actes, de « Probabilité et certitude dans la preuve en justice ». Notre conférencier a pourtant rappelé d'emblée que son sujet ne devait pas nous amener à confondre la notion anglaise de l'« evidence » avec le terme allemand « Evidenz » et donc avec la preuve dans notre droit, mais qu'« evidence », dans sa conception philosophique, doit plutôt être ramenée en allemand « auf das durch unmittelbare Anschauung oder Einsicht Erkennbare ». A partir de là, le conférencier a pu nous convaincre comment cette « evidence » pouvait s'étudier d'une part dans l'Antiquité, d'autre part dans les Lumières.

Sur un plan résolument orienté vers la théologie, M. Jean Ehret, professeur et prêtre, aborde avec courage et conviction la question de savoir comment et à quel prix il est possible « de dire vrai pour un chrétien ». Là encore nos lecteurs seront tentés de relire, au volume VIII des Actes, le texte de la conférence prononcée par notre confrère Hubert Hausemer sur « Religion et confiance ». A juste titre, le conférencier avait rappelé que sa recherche reprenait la question classique du rapport entre la raison et la foi, dont le fondement reste la parole du Christ qui déclare lui-même être « le chemin, la vérité et la vie ».



Une discussion attentive et de grande qualité, que nous nous sommes efforcés de reproduire dans nos Actes, a suivi ces deux conférences.

A ces thèmes graves et profonds, notre confrère Jacques Neuen a apporté une note de fraîcheur et de joyeuse distraction dans une présentation qu'il qualifiait d'emblée, par excès de modestie, d'impromptu, montrant d'abord, dans une fresque qui allait de l'antiquité à nos jours, comment le monde du Rire voit le monde du Droit et ensuite comment le Droit traite, souvent sans complaisance, le Rire, pour poser ainsi la question : « Existe-t-il un droit à l'humour ? ». L'auteur s'est astreint, après sa conférence, à une incursion dans l'actualité la plus récente avec une affaire Dieudonné qui a fait l'objet de la plus haute juridiction administrative française.

Une large place dans les pages de ce volume est réservée aux résultats de la Table Ronde organisée par la Section le 7 décembre 2013 sur « La place financière de Luxembourg – Défis et perspectives ». La date, au lendemain du changement du gouvernement, se prêtait de façon toute particulière à une prise de conscience de l'importance que revêt la place financière sur le plan économique avec ses retombées sur le plan culturel et social.

C'est l'occasion de rappeler que notre Section renouait ainsi avec l'heureuse tradition d'autres Tables Rondes et colloques, en dernier lieu en 2011 sur « Révision de la Constitution : où en sommes-nous ? », un sujet qui vient de reprendre toute son actualité à un moment où on pourrait s'attendre à de nouvelles orientations de notre loi fondamentale.

Les travaux de cette Table Ronde sur la place financière ont pris toute la journée avec les interventions de MM. Alain Georges, Jean Guill, Fernand Grulms, Georges Bock, Robert Urbé, André Prüm, Marc Elvinger et du soussigné.

Dans la convivialité du déjeuner, notre confrère Luc Frieden, tout juste sorti de ses fonctions de Ministre des Finances, offrit ses vues sur les défis et les perspectives de la place financière à la lumière de son expérience au cours de la législature écoulée. Très attendu et très écouté, il a brossé sur neuf points, dans ce que la presse a qualifié de « testament politique », un tableau éloquent des impératifs que commande le maintien et le développement de la place financière.

Le tout se terminait tard dans l'après-midi après une discussion qui témoignait de l'attention de l'auditoire à cette Table ronde. Celle-ci avait le mérite d'élever le débat en situant la place financière non seulement dans l'histoire, mais encore dans l'ensemble de ses aspects moraux et politiques qui sont au centre même des intérêts et des préoccupations de notre Section.

Nos Actes s'efforcent de reproduire l'ensemble de ces grands travaux et les interventions judicieuses faites au cours de la discussion.

\*\*\*\*\*

Sur le plan de nos institutions, nos lecteurs trouveront dans ces Actes la dernière version, datée du 13 juillet 2013, d'un avant-projet de loi portant modification du Règlement organique de l'Institut Royal Grand-Ducal de 1868. Cette version a été remise par notre Section au Ministère de la Culture à la suite des observations faites par le directeur Bob Kriepps et les juristes du ministère. Il est à espérer que ce projet pourra prochainement aborder la procédure parlementaire.

En attendant, la réactivation de l'Institut Grand-Ducal en son ensemble continue à se concrétiser. L'assemblée annuelle de l'Institut, telle que prévue par le Règlement organique, mais restée en veilleuse jusqu'il y a quelques années, s'est tenue une nouvelle fois le 29 octobre 2013. La Section des sciences naturelles, dont le président Pierre Seck avait assumé la présidence de l'Institut au cours de cette année, a, après une brillante conférence par le professeur Marie-Christine Maurel sur « D'où vient la vie : des origines biochimiques de vie sur terre », passé le relais à la Section des sciences médicales sous la présidence du Dr. Mario Dicato. Au de-là du renouveau institutionnel, la collaboration entre les différentes Sections continue à faire ses progrès par des échanges de plus en plus réguliers et féconds.

Luxembourg, avril 2014  
André Elvinger

#### *P.S. Décès de Georges Als*

Au moment où ce volume XVII de nos Actes est à l'impression nous parvient la douloureuse nouvelle du décès, le 7 avril 2014, de notre Secrétaire général Georges Als. Pour notre Section et l'Institut en général,

c'est une perte cruelle. Georges Als a été l'un des fondateurs de la Section des sciences morales et politiques, et lors de la séance académique tenue le 24 octobre 1967, qui marquait l'avènement de cette nouvelle Section de l'Institut Grand-Ducal, Georges Als était l'un des cinq orateurs avec sa contribution sur « Les fondements juridiques de la statistique ». La liste des communications qu'il a présentées à notre tribune et de ses autres publications pour notre Section comprend une vingtaine de sujets les plus divers, allant de l'économie à la philosophie, des questions de société à l'histoire et aux voyages, la dernière, d'une clairvoyance remarquable, en 2013, sur « Les impasses de nos finances publiques ». Surtout, Georges Als était notre infatigable et vigilant secrétaire général. Il est le créateur de nos Actes parus chaque année depuis 2000 dans un format auquel ce volume d'aujourd'hui répond fidèlement.

Il aurait été impossible d'inclure ici l'éloge funèbre digne de ce grand confrère. Nous tâcherons de le faire séparément et encore au prochain volume des Actes auxquels il s'est consacré avec tant de soin, d'ardeur et de dévouement.

## **I. COMMUNICATIONS**



Séance du 15 avril 2013

## LE RIRE ET LE DROIT / LE DROIT ET LE RIRE

---

par

Jacques Neuen

---

Né en 1947, Jacques Neuen, juriste de formation, a suivi une carrière d'avocat-conseil dans le domaine des médias, entrecoupée de passages en entreprises, notamment à la CLT (RTL Group), où il occupa les fonctions de secrétaire général. Il est membre de l'Institut grand-ducal, section des sciences morales et politiques, depuis 1979.



*En introduction, l'auteur explore succinctement le phénomène du rire et de l'humour, ses mécanismes et ses modes d'expression, pour examiner ensuite, dans un premier volet, comment le monde du rire (les humoristes, caricaturistes, satiristes...) voit le monde du droit (les magistrats, avocats, notaires, faiseurs de lois...) et en traite les travers par l'écrit, l'image et le son.*

*En deuxième partie, l'auteur retourne le miroir pour porter un regard sur la manière dont le droit s'occupe du rire, en passant en revue les légitimations et les garde-fous légaux et jurisprudentiels de l'expression satirique, illustrés par quelques cas particuliers où s'affrontent la liberté d'expression et la protection des personnes et des institutions (notamment religieuses). Il termine en faisant le point sur l'application du principe de la « pondération des intérêts » pour résoudre les conflits dans le domaine de la satire, en interrogeant in fine s'il existe un « droit à l'humour ».*

### Table des matières

<b>1. Le Rire, un phénomène complexe et fascinant.....</b>	<b>4</b>
1.1. La mécanique du Rire.....	4
1.2. Les déclencheurs du Rire.....	6
1.3. Les véhicules du Rire.....	7
<b>2. Le Rire et le Droit .....</b>	<b>12</b>
2.1. L'image humoristique .....	12
2.2. Le texte satirique.....	14
<b>3. Le Droit et le Rire .....</b>	<b>17</b>
L'Humour et son contexte politico-juridique .....	17
3.1. Les légitimations et les garde-fous de l'expression satirique....	18
3.1.1. à l'international.....	19
3.1.2. sur le plan national luxembourgeois.....	22
3.2. Coup de projecteur sur quelques applications particulières .....	38
3.2.1. Satire et droit d'auteur .....	38
3.2.2. Satire et droit des marques.....	38
3.2.3. Satire et publicité .....	39
3.2.4. Satire et racisme .....	39
3.2.5. Satire et religion .....	40
<b>4. Conclusion</b>	
Existe-il un droit à l'humour ? .....	41

## LE RIRE ET LE DROIT / LE DROIT ET LE RIRE



Honoré Daumier (1808-1879) *Les gens de justice*

En guise de clin d'œil de l'auteur:

### Avertissement au lecteur

*Lors d'un entretien avec le Président de notre Section sur la notion de parodie, en perspective de sa conférence sur le droit d'auteur, j'ai eu l'imprudence d'exprimer nonchalamment une idée de sujet pour une communication à l'Institut grand-ducal: la confrontation entre le Droit et le Rire. J'ai été pris au sérieux, alors que j'avais dit ça pour rire. Et me voilà engagé sur un terrain glissant que certains risquent de ne pas trouver drôle du tout. Mais je me suis dit qu'il fallait prendre cela avec humour, au sens où l'entend l'auteur allemand Otto Julius Bierbaum (1865-1910) alias Martin Möbius: « Humor ist, wenn man trotzdem lacht ».*

*Je me suis donc embarqué pour le Pays du Sourire que je pensais pouvoir atteindre sans trop d'effort, ayant eu la légèreté de croire que je pourrais traiter le sujet en « impromptu », c.à.d. en improvisation libre, sans préparation ou méditation, comme le définit le Littré. J'ai dû me raviser, car à y regarder de près, il n'y a rien de plus sérieux et de complexe que le rire... surtout quand il se frotte au droit. Et voici que mon impromptu s'est mué en exercice de recherche en cascade... dont j'ai toutefois dû arrêter le flot, pour nous éviter un roman fleuve. Voici donc un impromptu plutôt prompt - mais pas totalement improvisé - pour lequel j'en appelle à la bienveillance du lecteur.*

## 1. Le Rire, un phénomène complexe et fascinant

Le rire est un phénomène qui nous paraît simple, naturel, évident, mais qui s'avère en réalité complexe, multiforme, pluridisciplinaire ; vaste sujet qui relève autant de la médecine générale que de la psychanalyse, qui touche le corps et l'esprit, et qui a de tous temps occupé les scientifiques, les philosophes, les linguistes, les artistes, les juristes, bref un beau sujet transversal pour l'Institut grand-ducal et ses différentes sections.

Il est remarquable de constater combien d'expressions existent (du moins en langue française... ou plutôt... *gauloise*) pour qualifier l'action de rire : se marrer, rigoler, se bidonner, s'esclaffer, se gondoler... et combien il y a de nuances dans le rire : rire pincé, gêné, homérique, rire grinçant, rire jaune, rire nerveux, et le tout allant du **sou(s)**-rire au **fou**-rire. On peut rire sous cape, à gorge déployée, on peut pleurer de rire... et même mourir de rire.

L'humour, pour sa part, se décline également en subtiles nuances: humour noir, humour grivois, humour anglais, humour juif..., et il y a même un humour involontaire... souvent le plus drôle.

Juriste en inactivité professionnelle, mais rieur toujours actif, je suis souvent resté accroché dans mes recherches aux aspects légers et plaisants de l'humour en général, plutôt qu'aux démarches arides de l'exploration juridique proprement dite. Mais je dois avouer que le domaine du droit, souvent synonyme de sérieux et d'antithèse du rire, s'est révélé parfois capable de drôlerie et que les gens de justice, souvent caricaturés comme des personnages sinistres et sévères, peuvent avoir de l'humour, voire de la compréhension bienveillante pour ceux qui en usent, parfois hardiment.

### 1.1. La mécanique du Rire

Le Rire, c'est quoi ? Comment ça fonctionne ?

On peut retenir globalement que le rire est défini comme un comportement réflexe, exprimant généralement un sentiment de gaieté, qui se manifeste par un enchaînement de mouvements aboutissant à une mimique provoquée par la contraction de muscles faciaux, accompagnée d'expirations saccadées plus ou moins bruyantes.

« Techniquement », le rire provient de l'hémisphère droit du cerveau (cortex cérébral) et se propage dans tous les muscles du visage (en particulier, les fameux zygomatiques), dans le larynx, le diaphragme, la musculature abdominale et la cage thoracique. Les muscles se contractent puis se relâchent ; le rythme cardiaque qui augmente lors de l'éclat de rire diminue ensuite en même temps que la pression artérielle. Ainsi, le rire améliorerait le tonus musculaire, l'oxygénation cérébrale, le système cardio-vasculaire, le système digestif et le métabolisme général. En stimulant la production des endorphines, il agirait indirectement comme anti-douleur et calmant.

Que voilà donc un mécanisme physique agréable et bénéfique ! Et cela dès la prime enfance, avec le « rire silencieux » des bébés dès le plus jeune âge.

Mais, à propos : le Rire est-il le propre de l'Homme ? comme l'affirme François Rabelais dans son *Avis aux lecteurs* en préface au livre *Gargantua* (1534).<sup>1</sup>

Pour sa part, Nietzsche est d'avis que l'Homme a inventé le rire pour supporter sa souffrance.<sup>2</sup> Mais, l'Homme a-t-il gardé ce « remède » pour lui ; est-ce seulement l'être humain qui rit ? Ou est-ce que nos amis les bêtes sont également capables de rire ?

Des observations scientifiques montrent apparemment que des animaux tels que les primates rient eux aussi. L'un des premiers à avoir révélé le rire animal a été Charles Darwin<sup>3</sup>, ayant remarqué que de nombreux singes ou autres mammifères vertébrés pouvaient émettre des bruits rythmés qui avaient l'apparence du rire durant les jeux sociaux qu'ils entretenaient. Des études soulignent la similarité du rire chez divers primates (gorille, orang-outan...) et l'Homme, en déduisant que le rire provient d'une même origine mais que celle-ci a plus évolué chez certaines espèces. Certains psychologues comportementaux objectent toutefois que le vrai rire nécessite la conscience de soi ou l'aptitude à s'identifier auprès des autres, et qu'en conséquence, les animaux ne rient pas de la même manière que les hommes... ni probablement pour les mêmes raisons.

1 « Mieux est de ris que de larmes escrire, Pour ce que rire est le propre de l'homme »,

2 « L'homme souffre si profondément qu'il a dû inventer le rire », F.W. Nietzsche (1844-1900). *Fragments posthumes*.

3 *The Expression of the Emotions in Man and Animals*, John Murray, London, 1872.



## 1.2. Les déclencheurs du Rire

Ce qui nous amène à nous demander pourquoi nous rions. Qu'est-ce qui déclenche la mécanique du Rire ?

En gros, trois catégories de stimulations y conduisent : le chatouillement, le gaz hilarant et l'humour.

Je passe sur les phénomènes de réflexe pur que sont le chatouillement et le protoxyde d'azote, encore appelé gaz hilarant, pour ne retenir que la cause psychologique de nos éclats de rire : l'humour.

On ne saurait en parler sans évoquer Henri Bergson et son étude « *Le rire. Essai sur la signification du comique* ». <sup>4</sup> Sur le Comique en général, Bergson écrit notamment que « *la fantaisie comique est, avant tout, quelque chose de vivant* », qu'« *il n'y a pas de comique en dehors de ce qui est proprement humain* » (voilà sa parenté avec Rabelais), que « *le comique s'adresse à l'intelligence pure* », et que le rire n'est pas solitaire, mais nécessite une « *complicité avec d'autres rieurs, réels ou imaginaires* ». Au chapitre du Comique des formes, Bergson lance sa fameuse formule que le rire c'est « *du mécanique plaqué sur du vivant* », alors qu'il définit le comique de répétition comme « *du mécanique dans du vivant* ». Et de se lancer dans une étude fouillée de caractères, de personnages historiques et littéraires, pour montrer l'enjeu moral du comique.

D'autres philosophes (Platon, Aristote, Kant, Kierkegaard, Pascal...) se sont penchés sur le phénomène du rire, développant des théories basées sur des concepts comme l'incongruité, la supériorité, le soulagement...

Plus prosaïquement, on peut retenir que ce qui nous fait rire c'est l'inattendu, l'exagération, l'absurde, le décalé, le pompeux, le subversif... qui déclenchent notre rire et qui s'expriment par les modes de l'humour, les genres comiques que nous passerons brièvement en revue.

<sup>4</sup> Originellement publié en trois articles dans la Revue de Paris en février-mars 1900, réunis en texte coordonné en 1924 aux Editions Alcan ; le texte a été réimprimé, en 1959, par Les Presses Universitaires de France, « Édition du centenaire » des Oeuvres de Bergson.

## 1.3. Les véhicules du Rire

Nous voici donc à nous poser la question : De quoi rions-nous ? Quels sont les moyens d'expression, les « instruments » pour faire rire ?

Ce qui nous propulse dans l'univers de l'humour, mot anglais emprunté au français « *humeur* », désignant les fluides corporels (le sang, la bile...) considérés originairement comme influant sur notre comportement. Le Petit Robert le définit comme une « *forme d'esprit qui consiste à présenter la réalité de manière à en dégager les aspects plaisants et insolites* ». L'humour s'exprime par les genres comiques que sont la satire, la caricature, la parodie, le pastiche, ou encore la blague et le canular. L'humour est l'apanage du clown, du bouffon, du fou du roi, mais également du moraliste qui a un message (souvent inconfortable) à faire passer et qui le formule travesti en drôlerie.

La **satire** est « *une œuvre dont l'objectif est une critique moqueuse de son sujet (individus, institutions, événements...), souvent dans l'intention de provoquer ou de prévenir un changement* ». <sup>5</sup> Elle s'exprime par l'écrit, l'image et la parole.

Une des applications maîtresses de la satire est la **caricature**, qui est « *l'image non conforme à la réalité qu'elle représente ou suggère, et constitue par rapport à elle une altération déplaisante ou ridicule* ». <sup>6</sup> Elle est le plus souvent pratiquée en arts graphiques ou plastiques, mais peut également se rencontrer dans des textes. La caricature (de l'italien « *caricare* = charger », en l'occurrence charger le trait, exagérer le propos) constitue un moyen de tourner en dérision des conditions et institutions politiques, sociales ou religieuses, ou encore des personnages, groupes ou classes sociales, souvent avec une intention subversive.

L'intention moqueuse se trouve également dans la **parodie** (du grec *para* = autour et *ôdé* = poème/chant) qui s'entend comme une imitation burlesque d'une œuvre a priori sérieuse, et dans le **pastiche** (de l'italien « *pasticcio* », imbroglia, pagaille) défini comme étant une « *œuvre littéraire ou artistique dans laquelle l'auteur imite la manière, le genre d'un maître ou d'un modèle, par exercice de style ou dans une intention parodique* » <sup>7</sup>. Ces deux

<sup>5</sup> <http://fr.wikipedia.org/wiki/Satire>

<sup>6</sup> <http://fr.wikipedia.org/wiki/Caricature>

<sup>7</sup> Le Nouveau Petit Robert, édition grand format, 1996, page 1606

notions, parodie et pastiche, retiennent particulièrement l'attention du droit d'auteur qui en reconnaît, sous certaines conditions, la légitimité, tout en veillant à les délimiter par rapport au plagiat et à la contrefaçon.

L'expression humoristique se retrouve par ailleurs dans les **jeux de mots**, pratique que le Petit Robert définit comme une « *allusion plaisante fondée sur l'équivoque de mots qui ont une ressemblance phonétique, mais contrastent par le sens* ».<sup>8</sup> Exemples : *Où il y a concile, il y a bulle* (par dénaturation du mot « conciliabule ») ; *On dit d'un accusé qu'il est cuit quand son avocat n'est pas cru*.

Plus spécifiquement, les jeux de mots se déclinent notamment en contrepèterie et en calembour.

La **contrepèterie** est un « *jeu de mots consistant à permuter certaines lettres ou syllabes d'une phrase afin d'en obtenir une nouvelle, présentant souvent un sens indécent masqué par l'apparente innocence de la phrase initiale* ».<sup>9</sup> Exemple : *Le tailleur est submergé sous les amas de patentes* (i.e. des taxes professionnelles) devient - en permutant les sons *p* et *m* - *Le tailleur est submergé sous les appas de ma tante*. Notons que c'est le son et non l'orthographe qui compte. Le **calembour** est un « *jeu de mots oral fondé sur l'homophonie et la polysémie* » (c.à.d. ce qui possède plusieurs sens). C'est un « *trait de l'esprit, à connotation humoristique, qui, par le sens double d'une phrase, permet une approche ironique sur un sujet donné* ». Exemple : *Notre but est atteint, comme la tarte du même nom* (le dessinateur-humoriste belge Philippe Geluck jouant de l'expression « Tarte Tatin »).<sup>10</sup>

Tous ces moyens d'expression de l'esprit humoristique ont trouvé leurs applications de longue date, dans de multiples domaines et sous de nombreuses latitudes.

De premières traces de l'humour se trouvent notamment chez Aristophane, au cinquième siècle avant notre ère. Déjà à cette époque, les auteurs tournaient en dérision les hommes politiques et les personnalités d'Athènes. Chez les Romains, on a trouvé des caricatures peintes sur les murailles d'Herculanum et de Pompéi. Au Moyen Âge, il y avait les mascarades

<sup>8</sup> Le Nouveau Petit Robert, édition grand format, 1996, page 1225

<sup>9</sup> <http://fr.wikipedia.org/wiki/Contrepèterie>

<sup>10</sup> <http://fr.wikipedia.org/wiki/Calembour>

burlesques lors de banquets pour divertir les invités entre les plats. À partir du treizième siècle, les fous du roi exerçaient une fonction humoristique délicate réservée aux plus habiles, les bouffons osant dire tout haut au souverain ce que tout le monde pensait tout bas, ... sans risquer de se voir couper la tête. Au dix-septième siècle se développe la *commedia dell'arte*, où les acteurs improvisaient en s'en donnant à cœur joie pour railler des personnages et des mœurs. C'est aussi à cette époque que sont apparus les grands auteurs comme Shakespeare et Molière, dont les scénarios tournaient en dérision les grands de ce monde et les manies de leur temps. Au dix-neuvième siècle, avec le développement de la presse, c'est la caricature qui connaît un important essor dans la pratique journalistique, notamment au Royaume-Uni et en France.<sup>11</sup>

La satire, la caricature, la parodie se retrouvent dans tous les domaines : l'image, le texte, la parole, le son, et sur tous les supports et moyens de communication.

### En images

De grands noms de la peinture se sont lancés dans l'expression satirique, tels que les peintres Pieter Breughel et Jérôme Bosch, René Magritte et James Ensor ou plus récemment l'artiste chinois Yue Minjun. Le genre est pratiqué plus spécifiquement par des caricaturistes, comme Honoré Daumier ou Jean-Louis Forain en France, Wilhelm Busch ou Gerhard Hoffnung en Allemagne, Pol Leurs ou Carlo Schneider au Luxembourg, et se retrouve en foisonnement dans le domaine de la bande dessinée, avec des talents comme Gotlib (*Les Dingodossiers*, *Rubrique-à-brac*), Sempé (*Les Musiciens*), Greg (*Achille Talon*), Claire Bretécher (*Les Frustrés*, *Agrippine*)... sans oublier le luxembourgeois Roger Leiner, avec la série des *Superjhem*. La caricature se traduit également par ce qu'on appelle le dessin de presse, un raccourci graphique humoristique, parfois mordant, de thèmes d'actualité, souvent plus parlant qu'un long texte. Dans cette spécialité, on peut relever les talents particuliers des belges Philippe Geluck et Pierre Kroll (*Le Soir*), et des français Plantu (*Le Monde*), Cabu (*Charlie Hebdo*) et Reiser (*HaraKiri*).

Dans le domaine audiovisuel, le cinéma constitue un terrain fertile pour l'expression humoristique, avec les films burlesques d'un Mack Sennett, Charles Chaplin, Buster Keaton ou des Marx Brothers, les parodies de

<sup>11</sup> <http://www.humourdunet.com/effetdurire.html>

Mel Brooks, des Monty Python ou de Blake Edwards (*La Panthère Rose*), les oeuvres satiriques de Fellini, Pasolini, Woody Allen, Jacques Tati (*Les vacances de M. Hulot ; Mon oncle*), et Pierre Etaix (*Le Soupirant*), et d'innombrables comédies (du genre « *La Grande Vadrouille* »). A la télévision, le genre parodique est pratiqué dans des programmes comme « *Les Guignols de l'Info* » sur Canal+ en France, les *comedy shows* en Allemagne, les émissions de vidéo-gags ou de caméra cachée, ou encore les versions parodiques de journaux télévisés.

Et de nos jours, c'est de plus en plus sur Internet - avec ses caractéristiques de rapidité, d'universalité, d'ubiquité et de grande liberté - que s'exprime la satire et la critique humoristique, sur des plates-formes comme Youtube, Twitter et Facebook, sans oublier la circulation de blagues et de gags en tous genres par e-mails dont nous bombardent régulièrement nos amis.

### En musique

En musique également, le pastiche et la parodie (qui consiste à reprendre une musique ou des paroles existantes ou à copier le style particulier d'un compositeur ou d'un interprète) ont été largement utilisés.<sup>12</sup>

Citons par exemple les œuvres de compositeurs français comme Jacques Offenbach (*La Belle Hélène*, *La Vie Parisienne*, *La Périhole*), ou Francis Poulenc (*Les Mamelles de Tirésias*), œuvres considérées comme des opéras-bouffes (genre typiquement français, qui traite de sujets « légers » sur le mode satirique, et qui, à la différence de l'opéra proprement dit, a la particularité ne pas être entièrement chanté). On peut également citer le compositeur et pianiste français Eric Satie (1866-1925), qui a écrit des œuvres ironiques, aux titres extravagants, tels que *Trois morceaux en forme de poire*, *La Sonatine Bureaucratique*, *Les Embryons desséchés* ou encore *Quatre préludes flasques (pour un chien)*. Son sens de l'humour absurde se manifeste également dans une composition intitulée *Vexations*, une courte mélodie à jouer 840 fois de suite. Le compositeur d'avant-garde américain John Cage (1912-1992) a exécuté cette pièce dans son intégralité, durant presque 20 heures (ayant lui-même composé à l'inverse une œuvre courte pour piano absolument silencieux, intitulée *Quatre minutes trente-trois secondes de silence*).

<sup>12</sup> [http://fr.wikipedia.org/wiki/Parodie\\_musicale](http://fr.wikipedia.org/wiki/Parodie_musicale)

Enfin, on peut relever - au titre du comique en musique - les nombreuses chansons humoristiques, tels que *Tout va très bien Madame la Marquise*, *La danse des canards*, *Tu veux ou tu veux pas*, *Zorro est arrivé...*, sans oublier notre Fausti national avec ses fameuses *Zwou Bulle Mokka*.

### En mots (dits et écrits)

Bien sûr, la littérature, le théâtre, le cabaret et le music-hall constituent un terrain de prédilection pour l'expression de la satire et de la parodie.

La liste est longue avec les Aristophane, Rabelais et Molière, les Courteline, Feydeau, et Labiche, les Kaestner, Tucholsky et Morgenstern, les Cervantes et Mark Twain... et beaucoup d'autres. Au Luxembourg, nous avons également nos auteurs satiriques, notamment Auguste Liesch (*D'Hochzait an der Kathedral; Den Taucher*), Michel Rodange (*De Rénert*), Dicks, Batty Weber, Poutty Stein, pour ne citer que ceux-là. Et la liste s'allonge si on se tourne vers le monde des chansonniers et cabarettistes, avec - en francophonie - des auteurs-comédiens comme Raymond Devos, Pierre Dac, Laurent Gerra, Anne Roumanoff, les Lorient, Heinz Erhardt, Rüdiger Hoffmann en Allemagne, et les Pir Kremer, Josy Braun, Guy Rewenig, Mars Klein, Pol Putz, Roland Gelhausen, et Claude Frisoni au Luxembourg, où fleurit d'ailleurs une scène de cabaret très active avec des ensembles comme le *Cabarenert*, les *Makadammen*, ou la *Peffermillchen*...

Enfin, *last but not least*, la presse fait un usage intensif de la critique humoristique, qui fait les choux gras surtout des journaux dits satiriques que sont (ou étaient) notamment *Charivari*, *Le Crapouillot*, *Charlie Hebdo*, *Le Canard Enchaîné*, et *Hara Kiri*, en France, *Der Postillon*, *Titanic*, *Nebelspalter* et *NichtDieWelt*, en Allemagne, *Punch* (jusqu'en 2002) et *Private Eye* en Angleterre,... et le *Feierkrop* au Grand-Duché.

Pour sa part, le Centre National de Littérature à Mersch s'est penché sur le phénomène de la satire à Luxembourg au fil du temps, y consacrant notamment un débat public sur le sujet « *Satire - quo vadis ?* » et une intéressante exposition sur la littérature satirique au Luxembourg intitulée « *Vum Eilespill an anere Kregéiler* ».<sup>13</sup>

<sup>13</sup> v. Romain Hilgert « *Als Satire noch geholfen hat* », *Letzebuurger Land*, édition du 8 juin 2012.



## 2. Le Rire et le Droit

Voici donc planté le décor général. Voyons maintenant comment ces écrivains, peintres, dessinateurs, humoristes ont plus particulièrement traité le monde du droit, comment ils ont exprimé leurs critiques plus ou moins acerbes envers les politiques, les avocats, les juges, les procureurs... et leurs complices de la force publique.

### 2.1. L'image humoristique

Comme on l'a vu, la caricature, mode d'expression graphique des mécontentements par l'humour, existe depuis l'Antiquité et s'est développée sous le masque du Fou du Roi, dont les frasques ne sont toutefois pas toujours bien tolérées par les cibles nobles ou roturières visées, voire pas tolérées du tout dans certaines parties du monde.

#### a) La caricature politique

Critiquer la politique et les politiciens par le dessin ou le photomontage caricatural est un « sport » ancien et toujours allègrement pratiqué de nos jours. Créateur des normes du droit, le monde politique est une cible privilégiée des caricaturistes qu'il nourrit au quotidien, faisant l'objet notamment de dessins de presse croquant l'actualité.

Pour ne pas remonter jusqu'à Adam et Eve, relevons quelques perles en commençant par le dix-neuvième siècle, fertile en caricaturistes tel Honoré Daumier, un contestataire virulent qui s'est amusé en 1831 à représenter le roi Louis-Philippe en Gargantua sous la forme d'une poire, amusant ainsi le peuple qui critiquait sa façon de gérer les affaires du pays. Sa caricature mènera Daumier en prison. Après le vote d'une loi en 1835 interdisant la satire politique, il se tourne alors vers la caricature de mœurs, portant un regard critique sur la société bourgeoise, avec notamment sa série de dessins sur les gens de justice, non sans avoir jeté une dernière pique au pouvoir politique par une caricature de la Chambre des Députés, intitulée « *le Ventre législatif* », <sup>14</sup>

De nos jours, la caricature politique continue de foisonner : on n'a qu'à ouvrir un journal, surfer sur Internet ou fouiller dans les rayons de bandes

<sup>14</sup> Monographie illustrée, Honoré Daumier, Delpeire Editeur Paris 2008, pages 113 et 133.

dessinées, pour y dénicher une grande diversité de caricatures en tous genres... de qualité d'ailleurs fort inégale.

De la politique à ceux qui en appliquent les créations normatives il n'y a qu'un pas. Nous en venons donc aux caricatures faites des gens de justice.

#### b) La caricature judiciaire

La vedette en ce domaine est sans conteste le peintre, sculpteur, caricaturiste et lithographe français Honoré DAUMIER (1808 - 1879), avec sa série des *Gens de Justice*, dont les 38 lithographies ont paru dans le journal satirique *Le Charivari* entre mars 1845 et octobre 1848, avec un succès qui ne s'est pas démenti.<sup>15</sup> Dans le microcosme du palais de justice, Daumier examine la pantomime des gestes et des expressions et met à jour une théâtralité particulière fondée sur le contraste entre les attitudes et le rapport entre personnages et espace.<sup>16</sup> Il s'inspire des vignettes illustratives de l'époque pour décrire par exemple un avocat plaidant avec fougue devant des magistrats assoupis, la « confraternité » hypocrite entre avocats, les effets de manche des plaideurs, les promesses fallacieuses au client, avec toujours une bonne explication pour un « retournement » de situation, ou le sarcasme présomptueux des défenseurs ayant perdu le procès.

D'autres caricaturistes français se sont distingués dans le genre, comme Jean-Louis FORAIN (1852 - 1931) avec quelques scènes de justice, et Henri Gustave JOSSOT (1866 - 1951), qui a collaboré dès son lancement en 1901 au journal satirique *L'Assiette au beurre*, véritable révolution de la presse et du dessin de presse. Et plus près de nous, Claude WEISBUCH (né en 1927 à Thionville), qui s'est spécialisé dans la gravure et le dessin de personnages, surtout du monde de la musique, mais également de quelques scènes judiciaires. Citons encore l'artiste-peintre belge (précisons : Ostendais) James ENSOR (1860 - 1949), qui nous a laissé également l'une ou l'autre belle caricature, dont un tableau ironiquement intitulé « *Les Bons Juges* ».

Dans le domaine de la bande dessinée, on peut relever les aventures de Lucky Luke dans l'album « *Le Juge* » de Morris et Goscinny, pastiche du « pseudo-juge » américain Roy Bean qui - selon la légende - exerçait au Texas dans un saloon transformé en tribunal farfelu. Dans la BD, le Juge

<sup>15</sup> v. « *Der Michelangelo der Karikatur* », in *Die Warte* du Luxemburger Wort du 11 avril 2013.

<sup>16</sup> v. [http://www.faisceau.com/art\\_daum1.html](http://www.faisceau.com/art_daum1.html)



se sert d'un vieux Code Civil périmé (et tenu à l'envers), pour appliquer la loi à sa manière, c.à.d. absolument fantaisiste : il donne ainsi des amendes à tout le monde pour des motifs stupides et encourage les gens à faire des paris avant de confisquer les mises en disant que les paris et les jeux sont interdits par la loi.

Où en est la caricature des gens de justice à Luxembourg ? Il semblerait que le monde du droit inspire encore la crainte et le respect, car les caricaturistes restent plutôt timides en la matière semble-t-il... à la différence du monde politique, caricaturé plus courageusement à l'occasion.

Est-ce que ça signifie que tout y est pour le mieux dans le meilleur des mondes ? Il y a pourtant matière à réflexion, ne fût-ce qu'avec l'affaire dite du *Bommeléer*, qui a suscité l'un ou l'autre trait d'humour lié à l'ambiance « fumeuse » des débats, et l'architecture contestée de notre nouvelle Cité judiciaire, de temps en temps objet de sarcasmes et de blagues visuelles.

Le monde du droit n'a pas seulement été mis au pilori par l'image, mais a également été passé à la moulinette humoristique par le texte écrit et parlé.

## 2.2. Le texte satirique

### *Théâtre et littérature*

a) La moquerie des juristes est déjà allègrement pratiquée dans l'Antiquité, avec des pièces de théâtre, comme par exemple *Les Guêpes*, une comédie grecque antique d'**Aristophane**, produite en 422 avant notre ère. L'auteur raille de manière étonnamment osée la justice et les pratiques judiciaires de son temps, avec une histoire assez loufoque, dont les va-et-vient, les rebondissements font penser à certains égards aux vaudevilles qu'on connaîtra plus tard. Comme on verra, le genre sera perpétué plus tôt qu'on le croit, avec une œuvre surprenante de Jean Racine. Scénario des *Guêpes* en bref : Philocléon, un vieux fou, est atteint de « tribunalite aiguë », une obsession maniaque de s'ériger en juge de tout en permanence. Le chœur des jurés, déguisés en guêpes, vient à la rescousse de Philocléon, qui - pour calmer ses furieuses envies de rendre la justice - se voit offrir de juger un chien accusé de vol. En aparté, le chœur (ficelle classique du théâtre grec) explique au public le sens de son déguisement : tels des guêpes, les jurés assaillent de leur aiguillon leurs victimes, les accusés. L'affaire se termine - comme dans *Astérix et Obélix* - par un banquet, à la différence près que Philocléon en revient éméché et avec une prostituée sous le bras... guéri de sa « tribunalite ».

b) Dans le même registre satirique, mais dans un style nettement moins mordant, on trouve à la fin du Moyen Âge la fameuse *Farce de Maître Pathelin*, datant des années 1480. Généralement considérée comme anonyme, cette œuvre est parfois attribuée à des auteurs de renom comme François Villon, mais rien n'est moins sûr.

Maître Pathelin, avocat rusé, jadis populaire mais désormais sans cause, décide de refaire sa garde-robe sans que cela lui coûte un sou. Il dupe et vole le drapier Guillaume, emportant une pièce de tissu et invitant le marchand à venir se faire payer chez lui, où Pathelin joue la comédie du mourant et sa femme l'épouse en pleurs ; le drapier repart bredouille. Deuxième intrigue : Le berger Thibault vient trouver Pathelin pour lui demander de le défendre dans un procès contre son maître, le drapier Guillaume, dont il a égorgé des moutons. Pathelin propose que, devant le tribunal, le berger se fasse passer pour un simple d'esprit et réponde à toutes les questions en bêlant comme un mouton. À l'audience, Guillaume le drapier reconnaît Pathelin, et tente également de dénoncer son vol de tissu devant le juge. C'est alors que le juge, qui ne veut entendre parler que de l'histoire des moutons de Thibault, emploie la célèbre expression « *Revenons à nos moutons* ». À l'issue du procès, plaidé par Maître Pathelin, et gagné par le berger Thibault, Pathelin ne parviendra pas à se faire payer, car le berger, plus rusé que lui, répondra en bêlant à toutes les demandes de son défenseur.

c) Après *Pantagruel* et *Gargantua*, **François Rabelais** publie en 1546 son troisième ouvrage « *Le Tiers Livre* », où il poursuit ses attaques contre les formalistes, insérant au beau milieu de son livre une série de chapitres dans lesquels il raille la pesanteur livresque des juristes et leur souci maniaque de la conformité à la règle écrite. Le débat judiciaire auquel on assiste entre le juge Bridoye et la « *Court centumvirale* » accumule un ensemble de formules incompréhensibles, de citations pédantes parfaitement inutiles, le tout pour un bien piètre résultat. Rabelais tourne en ridicule la manie de ces propos grandiloquents qui, dans la bouche du juge, ne servent qu'à justifier sa manière peu orthodoxe de rendre la justice... qui sera finalement jouée aux dés.

d) En avançant dans le temps, on tombe sur une œuvre étonnante d'un auteur dramatique français généralement connu pour ses grandes tragédies : **Jean Racine**, qui a publié en 1668 une comédie (d'ailleurs, son unique comédie) : *Les Plaideurs*. Pour cette œuvre, Racine s'est inspiré des *Guêpes* d'Aristophane, en en retirant toutefois la portée politique pour ne conserver que la satire de mœurs. La pièce, qui suit *Andromaque* et précède *Britannicus*, est une farce inattendue dans l'œuvre de Racine : un



juge sort de chez lui par la fenêtre, des chiots urinent sur scène, deux jeunes amoureux se jouent du père de la jeune fille, le tout en alexandrins (884 au total). Quant au fond, c'est la satire de l'obsession procédurale, la fameuse « tribunalite » brocardée par Aristophane.

e) Ce qui nous met dans l'ambiance du vaudeville de l'époque des Labiche, Feydeau et - pour notre propos - **Georges Courteline**. Après le monde de l'administration avec sa pièce *Messieurs les rond-de-cuir*, le monde de la force publique avec *Le gendarme est sans pitié* et *Le commissaire est bon enfant*, c'est le milieu judiciaire qui est raillé par Courteline avec sa comédie burlesque en un acte *Un client sérieux* (1896).

Lagoupille, client du « *Pied qui remue* », un café tenu par M. Alfred, est traduit par ce dernier devant la justice pour coups et blessures. Lagoupille choisit comme avocat Maître Barbemolle. A l'audience du tribunal, alors que Maître Barbemolle vient de plaider avec enthousiasme la défense de Lagoupille, le procureur Mépié lit dans le « Journal Officiel » sa révocation et la nomination, à sa place, de Me Barbemolle. Le procureur déchu se retire, tandis que Barbemolle s'empare du pupitre du ministère public et prononce, avec un aplomb égal, un réquisitoire du plus haut comique, cette fois-ci contre Lagoupille dont il venait de présenter la défense, réduisant à néant tous les arguments qu'il avait développés juste avant.

### ... Quelques exemples plus prosaïques :

Pour clore ce chapitre, citons le vaste domaine des blagues spécialisées ayant pour cible les gens de justice. En voici deux brèves, dont, pour l'équilibre culturel, l'une en français, l'autre en allemand :

Au tribunal, l'avocat général :

- *Messieurs les jurés, il a tué son père et sa mère ! Je demande une peine exemplaire.*

L'avocat de la défense :

- *Messieurs, je réclame l'indulgence ; n'oubliez pas qu'il est orphelin !*<sup>17</sup>

Treffen sich zwei Anwälte. Sagt der eine: "Wie geht's?" Sagt der andere: "Leider schlecht - Ich kann nicht klagen."<sup>18</sup>

<sup>17</sup> <http://www.100blagues.com/view/Avocat/1029>

<sup>18</sup> <http://www.ra-carl.de/recht-lustig.html>

### 3. Le Droit et le Rire

Passons aux choses sérieuses, pour observer comment, en revanche, le Droit s'occupe du Rire et de ceux qui en font plus ou moins bon usage.

L'humour s'est l'envie de rire, mais aussi l'envie de faire rire. A ce dernier égard, il se crée comme un « combat à trois » (si je puis détourner l'expression de notre confrère Jacques Loesch à propos de la sécurité sociale), mettant en présence (1) l'humoriste, qui veut épingler en faisant rire, (2) la victime raillée cible de l'humoriste et - entre les deux - (3) les rieurs qui en rient... ou pas.

Peut-on rire de tout ? « *Oui, mais pas avec tout le monde* », répondait malicieusement l'humoriste français Pierre Desproges. Plus radical : à la question *Was darf die Satire ?*, l'auteur satirique allemand Kurt Tucholsky répondait : « *Alles* »<sup>19</sup>. Question de point de vue... et de temps et de lieu sans doute. En fait, on ne peut pas rire de tout, partout, à tout moment.

Juridiquement, le défi consiste à définir la sphère de liberté ludique de l'homme et de tracer la ligne de partage entre l'humour discutable et l'humour coupable. Au carrefour du droit, de la philosophie, de la sociologie et de la psychologie, le thème de la répression de l'humour et du rire oblige à départager le comportement déplacé et le comportement fautif.<sup>20</sup>

#### L'humour et son contexte politico-juridique

Après avoir été longtemps soumis au bon vouloir des Princes et subi la censure de l'obscurantisme, l'humour s'est progressivement libéré de ses chaînes, tout en se retrouvant contrebalancé par des dispositions protectrices des valeurs démocratiques et des droits d'autrui, qui ont vu le jour au fil du temps.

Mais les excès que provoque l'agressivité croissante des hommes qu'on observe actuellement pourraient faire replonger l'humour dans le ghetto muet des forces muselées. Car l'humour est une force (on parle de la « *vis comica* »), voire une arme que certains considèrent comme insupportable et qu'il faut désamorcer par avance en la mettant au placard avec moult cadenas.

<sup>19</sup> *Berliner Tageblatt* Nr.36 du 27 janvier 1919

<sup>20</sup> Pierre Rainville, *Les humeurs du droit pénal au sujet de l'humour et du rire*, Presses de l'Université Laval, 2005



Certains pays sont connus pour leur absence totale d'humour, on le sait ; je n'irai pas dans le détail, l'actualité nous procurant malheureusement chaque jour de nouvelles illustrations. D'autres font contre mauvaise fortune bon cœur, en montrant une apparence de tolérance.

Mais il y a des exemples d'inquiétantes régressions dans la tolérance de l'expression humoristique. Même si le mode d'expression n'était pas très drôle ni du meilleur goût, on peut s'inquiéter des suites réservées en Russie à la prestation satirique des *Pussy Riot* dans une église pour railler la politique de Vladimir Putin et la complicité de la hiérarchie orthodoxe, les jeunes femmes ayant été condamnées à deux ans d'enfermement dans un camp pour « hooliganisme » et « incitation à la haine religieuse » pour avoir chanté une « prière punk » appelant la Sainte-Vierge à chasser Vladimir Poutine.

Plus inquiétant : l'arsenal juridique existant ne semble pas être considéré comme suffisant, de sorte que la Douma russe a été saisie d'un projet de loi étendant les délits d'outrage religieux et les assortissant de lourdes peines de surcroît simplement administratives.<sup>21</sup>

Chez nous, l'humour ne fait pas l'objet du droit en tant que tel mais relève de principes généraux comme la liberté d'expression et le droit de critique dont bénéficient les praticiens de l'humour. Observons toutefois que certaines applications de l'humour, tels que la satire et la parodie, sont traitées spécifiquement par des dispositions légales spéciales, comme en matière de droit d'auteur, par exemple. À l'inverse, les cibles de l'humoriste, ses « victimes », disposent d'un arsenal juridique assez diversifié pour se défendre contre ce qu'ils peuvent considérer comme des atteintes à leurs intérêts moraux ou matériels causées par des abus de droit du satiriste ou caricaturiste. Au juge d'apprécier au cas par cas de quel côté doit pencher la balance entre ces droits et libertés.

### 3.1. Les légitimations et les garde-fous de l'expression satirique

Dans l'arène de l'humour, les « gladiateurs » - l'humoriste et sa cible - qui se battent devant le public des rieurs, disposent chacun d'un arsenal d'armes juridiques dont l'arbitre - la Justice - est parfois amené à départager l'efficacité respective, pour déclarer vainqueur l'un ou l'autre

<sup>21</sup> Le Parlement russe a voté le 11 juin 2013 cette loi destinée à réprimer les atteintes aux « sentiments religieux des croyants » (*Le Monde*).

des protagonistes. Cet arsenal se situe tant au niveau du droit international que sur le plan national.

#### 3.1.1. à l'international

##### • Les textes

Le terrain juridique de l'expression humoristique est balisé à l'international par des textes comme la **Déclaration Universelle des Droits de l'Homme** (sous l'égide des Nations Unies), la **Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés Fondamentales** (du Conseil de l'Europe) et la **Charte des Droits Fondamentaux de l'Union Européenne**, qui fait maintenant partie du Traité fondamental de l'Union, comme juridiquement contraignante depuis le traité de Lisbonne du 13 décembre 2007.<sup>22</sup>

a) Dans ce cadre, la satire peut s'épanouir en s'appuyant sur les dispositions de ces instruments internationaux qui protègent la liberté de pensée, d'opinion et d'expression qu'on trouve à l'article 19 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, et - avec de légères variantes rédactionnelles - à l'article 10 alinéa 1<sup>er</sup> de la Convention du Conseil de l'Europe, ainsi qu'à l'article 11 de la Charte des Droits Fondamentaux de l'Union Européenne.

b) Mais ces mêmes textes fondamentaux consacrent également des principes contrebalançant ces libertés en leur opposant le respect dû aux valeurs tels que le bien public, les bonnes mœurs ou les droits d'autrui.

Ainsi l'alinéa 2 de l'article 10 précité de la Convention Européenne des Droits de l'Homme précise que l'exercice des libertés d'opinion et d'expression comporte des devoirs et responsabilités et « *peut être soumis à certaines formalités, conditions, restrictions ou sanctions prévues par la loi, qui constituent des mesures nécessaires, dans une société démocratique, à la sécurité nationale, à l'intégrité territoriale ou à la sûreté publique, à la défense de l'ordre et à la prévention du crime, à la protection de la santé ou de la morale, à la protection de la réputation ou des droits d'autrui, pour empêcher la divulgation d'informations confidentielles ou pour garantir l'autorité et l'impartialité du pouvoir judiciaire.* »

<sup>22</sup> Journal Officiel de l'Union Européenne C30 du 17.12.2007 et C326 du 26.10.2012

Les textes internationaux précités contiennent par ailleurs certaines dispositions spécifiques susceptibles de limiter la liberté d'expression, tels que le droit au respect de la vie privée et l'interdiction de l'abus de droit (articles 8 et 17 de la Convention Européenne des Droits de l'Homme ; articles 7 et 54 de la Charte des Droits Fondamentaux de l'Union Européenne).

#### • La jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme

La Cour européenne des droits de l'homme, avec siège à Strasbourg, a été créée par les États membres du Conseil de l'Europe en 1959 pour connaître des allégations de violation de la Convention européenne des droits de l'homme. Elle a eu à juger un certain nombre d'affaires dans le domaine de la liberté d'expression, notamment dans ses aspects artistique et humoristique.

Déjà dans l'affaire *Müller et autres contre l'Etat suisse*<sup>23</sup> en 1988, la Cour a eu l'occasion de souligner que la liberté d'expression consacrée par l'article 10 de la Convention européenne des droits de l'homme englobait la liberté d'expression artistique et qu'il en résultait pour l'Etat l'obligation de ne pas empiéter indûment sur la liberté d'expression des artistes qui créent. Cette pétition de principe a toutefois été appliquée de façon nuancée par la Cour.

Ainsi dans un arrêt du 20 septembre 1994 dans l'affaire *Otto-Preminger-Institut contre l'Etat autrichien*<sup>24</sup> portant sur un recours contre la saisie d'un film qui donnait une représentation provocatrice de Dieu, de la Vierge Marie et de Jésus-Christ, la Cour a fait sienne l'argumentation des tribunaux autrichiens qui avaient conclu que la valeur intrinsèque du film en tant qu'oeuvre d'art ne compensait pas les inconvénients d'être perçu par le grand public comme essentiellement attentatoire à ses convictions.

De même, dans son arrêt du 25 janvier 2007 à propos d'une affaire *Vereinigung Bildender Künstler contre l'Etat d'Autriche*<sup>25</sup>, qui concernait une injonction interdisant l'exposition d'un collage du peintre autrichien Otto Mühl mettant en scène différentes personnalités publiques, telles

<sup>23</sup> Cour EDH, 24 mai 1988, Req. n° 10737/84; <http://hudoc.echr.coe.int/sites/eng/pages/search.aspx?i=001-62045>

<sup>24</sup> Cour EDH, 20 sept. 1994, Req. n° 13470/87; <http://hudoc.echr.coe.int/sites/eng/pages/search.aspx?i=001-62451>

<sup>25</sup> Cour EDH, 25 janv. 2007, Req. n° 68354/01; <http://hudoc.echr.coe.int/sites/fra/pages/search.aspx?i=001-79214>

que Mère Teresa et le politicien autrichien Jörg Haider dans des positions indécentes, la Cour a confirmé sa jurisprudence nuancée en matière de création artistique, estimant que les toiles en cause représentaient crûment des relations sexuelles et étaient exposées dans le cadre d'une manifestation ouverte au grand public sans aucune restriction, pour en conclure que la condamnation des requérants par les tribunaux autrichiens était légitime et n'avait pas enfreint l'article 10 de la Convention.

Par contre, dans d'autres affaires portant sur des comportements satiriques, la Cour des droits de l'homme a fait prévaloir la protection de la liberté d'expression, estimant par exemple dans son arrêt *Alves da Silva contre le Portugal*<sup>26</sup> que la condamnation pour une satire présentée lors du carnaval était contraire à la liberté d'expression et violait l'article 10 de la Convention. Le sieur Alves da Silva avait été poursuivi et condamné pour diffamation, pour avoir circulé, lors du carnaval, à bord d'une camionnette sur laquelle il avait installé un guignol en plâtre accompagné d'une pancarte portant une anagramme du nom du maire de la ville et d'un sac évoquant des sommes illicites non comptabilisées officiellement, avec diffusion d'un message sonore contenant des allusions à des actes illicites imputables à l'intéressé. La Cour a estimé que les expressions mises en scène relevaient de toute évidence de la satire, « forme d'expression artistique et de commentaire social qui, de par l'exagération et la déformation de la réalité qui la caractérisent, vise naturellement à provoquer et à agiter », et qu'elles pouvaient difficilement être prises à la lettre - a fortiori dans le contexte d'un carnaval - le maire devant d'ailleurs, en tant qu'homme politique, faire preuve d'une plus grande tolérance à l'égard de la critique.

La Cour a repris ces considérations de principe dans un arrêt du 14 mars 2013 dans l'affaire *Eon contre République Française*<sup>27</sup>. Faisant référence à une réplique très médiatisée du président Sarkozy, proférée lors du Salon de l'Agriculture en 2008, alors qu'un agriculteur avait refusé de lui serrer la main, Hervé Eon, militant et ancien élu, a brandi, lors d'une visite postérieure du même président à la ville de Laval, un petit écriteau sur lequel était inscrite la fameuse phrase « Casse toi pov'con ! ». Cet homme avait été pénalement poursuivi en France pour offense au président de la

<sup>26</sup> Cour EDH, 20 oct. 2009, Req. n° 41665/07; <http://hudoc.echr.coe.int/sites/eng/pages/search.aspx?i=001-95154>

<sup>27</sup> Cour EDH, 14 mars 2013, Req. n° 26118/10; <http://hudoc.echr.coe.int/sites/fra/pages/search.aspx?i=001-117742>



République, délit prévu et réprimé par l'article 26 de la loi française du 29 juillet 1881.<sup>28</sup>

Dans ses considérants, la Cour admet que l'expression apposée sur un écriteau, « *Casse toi pov'con* », brandi par le requérant lors d'un cortège présidentiel sur la voie publique, était certes « *offensante à l'égard du président de la République* », mais qu'en l'espèce on ne pouvait pas considérer que la reprise du propos présidentiel visait la vie privée ou l'honneur, ou qu'elle constituerait une simple attaque personnelle gratuite contre la personne de M. Sarkozy, le requérant ayant manifestement voulu adresser publiquement au chef de l'Etat une critique de nature politique. Retenant d'autre part que la formule abrupte, utilisée par le président de la République lui-même et largement médiatisée de façon souvent humoristique, avait été choisie par M. Eon pour exprimer sa critique sur le mode de l'impertinence satirique, les juges de Strasbourg ont considéré que « *sanctionner pénalement des comportements comme celui qu'a eu le requérant en l'espèce est susceptible d'avoir un effet dissuasif sur les interventions satiriques concernant des sujets de société, disproportionné au but visé et pas nécessaire dans une société démocratique.* » Ils ont dès lors dit, par six voix contre une, qu'il y a eu en l'occurrence violation de l'article 10 de la Convention des droits de l'homme.

### 3.1.2. Sur le plan national luxembourgeois

• **Les textes :** Je dois me borner à en faire une énumération très brièvement commentée, car chaque domaine concerné pourrait faire en soi l'objet d'une étude extensive à part, qui nous mènerait trop loin dans le cadre du présent tour d'horizon.

#### \* Dispositions légitimant l'expression satirique

##### - La Constitution luxembourgeoise

Elle proclame la liberté d'expression en son article 24 libellé comme suit : « *La liberté de manifester ses opinions par la parole en toutes matières, et la liberté de la presse sont garanties, sauf la répression des délits commis à l'occasion de l'exercice de ces libertés. - La censure ne pourra jamais être établie.* »

<sup>28</sup> Ce délit a été supprimé suite à l'abrogation de l'article 26 en question par la loi n° 2013-711 du 5 août 2013 (Journal Officiel de la République Française n°0181 du 6 août 2013 page 13338).

##### - La réglementation de la presse

La loi du 8 juin 2004 sur la liberté d'expression dans les médias telle que modifiée par la suite<sup>29</sup> consacre la liberté d'expression et le droit de critique, en précisant en son article 6 que la liberté d'expression « *comprend le droit de recevoir et de rechercher des informations, de décider de les communiquer au public dans la forme et suivant les modalités librement choisies, ainsi que de les commenter et de les critiquer.* »

Elle consacre la liberté de s'exprimer sur la vie publique des personnes, en disposant par exemple à l'article 15 que « *la communication au public d'une publication contenant une information en rapport avec la vie privée d'une personne n'engage pas la responsabilité de la personne responsable... lorsqu'elle est en rapport direct avec la vie publique de la personne concernée;...* ». Elle dispose de même à l'article 17 qu'« *une information portant atteinte à l'honneur ou à la réputation d'une personne n'engage pas la responsabilité de la personne responsable... lorsqu'elle est en rapport direct avec la vie publique de la personne concernée...* ».

##### - La réglementation des médias électroniques

La loi du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques telle que modifiée par la suite<sup>30</sup> garantit la liberté d'expression et d'information et consacre le principe du pluralisme d'idées également dans le domaine des services de médias, qui englobe la radio et tout service de médias audiovisuels. La satire et la caricature peuvent donc en principe s'y appuyer pour s'exprimer également sur ces supports.

##### - La législation sur le droit d'auteur

La loi du 18 avril 2001 sur les droits d'auteur, les droits voisins et les bases de données telle que modifiée par la suite<sup>31</sup> protège les œuvres littéraires et artistiques originales, quels qu'en soient le genre, la forme ou

<sup>29</sup> Texte coordonné du 30 avril 2010, Mémorial A - 62 du 30 avril 2010, p. 1325

<sup>30</sup> Mémorial A 1991 page 972, Mémorial A 2001 page 924, Mémorial A 2003 page 3990, Mémorial A 2004 page 1202, Mémorial A 2010 page 4024, Mémorial A 2011 page 1120 (texte coordonné in Recueil des lois spéciales vol.4 v° Médias), et loi modificative du 27 août 2013, Mémorial A 2013 page 3113.

<sup>31</sup> Mémorial A 2001 page 1042, loi modificative du 18 avril 2004 Mémorial A 2004 page 942, loi modificative du 22 mai 2009 Mémorial A 2009 page 1684 (texte coordonné in Recueil des lois spéciales vol.3 v° Droits intellectuels p.42)



l'expression. L'auteur jouit du droit exclusif d'autoriser la divulgation et la reproduction de son œuvre et de s'opposer à toute mutilation, modification ou atteinte à son œuvre préjudiciable à son honneur ou à sa réputation.

Le législateur a toutefois posé certaines limites à ce droit « absolu » de l'auteur, en édictant certaines exceptions aux droits de l'auteur, dont celle ayant trait à la caricature, la parodie et au pastiche. L'article 10 point 6 de la loi sur les droits d'auteur précise que, lorsque l'œuvre a été licitement rendue accessible au public, l'auteur ne peut interdire notamment « la caricature, la parodie ou le pastiche qui a pour but de railler l'œuvre parodiée, à la condition qu'ils répondent aux bons usages en la matière (en France, on parle des « lois du genre ») et notamment qu'ils n'empruntent que les éléments strictement nécessaires à la caricature et ne dénigrent pas l'œuvre... » ; la loi précise qu'en plus ces exceptions « ne peuvent porter atteinte à l'exploitation normale de l'œuvre, ni causer un préjudice injustifié aux intérêts légitimes de l'auteur. » L'article 46 de la loi édicte les mêmes exceptions aux droits dits voisins, consacrant la tolérance des caricatures, parodies et pastiches également par rapport aux prestations des artistes-interprètes, notamment.<sup>32</sup>

On peut retenir trois critères pour définir les bons usages ou les lois du genre à propos de la caricature, la parodie et le pastiche : 1. le but d'amuser, 2. sans intention de nuire, et 3. sans confusion possible pour le public. Si ces conditions ne sont pas réunies, l'exception légale n'est pas retenue et on tombe dans le plagiat, la contrefaçon ou le comportement parasitaire.<sup>33</sup>

Voyons maintenant les

#### \* Dispositions auxquelles peut se heurter l'expression satirique

##### - La Constitution luxembourgeoise

En contrepoids des libertés d'expression et d'opinion soutenant la communication humoristique, notre Constitution consacre certains droits que peuvent invoquer les « cibles » victimes de l'humour et qui sont donc autant de freins à la liberté des humoristes. Je citerai notamment l'article 11 paragraphe (1) sur le respect de la dignité humaine et paragraphe (3)

<sup>32</sup> pour plus de détails, v. Jean-Luc PUTZ, *Le droit d'auteur au Luxembourg*, éditions saint-paul, 2008, et une introduction résumée sub [http://www.innovation.public.lu/catalogue-publications/propriete-intellectuelle/droits-auteur/introduction\\_aux\\_droits\\_d\\_auteur\\_2010\\_FR.pdf](http://www.innovation.public.lu/catalogue-publications/propriete-intellectuelle/droits-auteur/introduction_aux_droits_d_auteur_2010_FR.pdf) (page 10).

<sup>33</sup> <http://www.sgd.l.org/juridique/la-minute-juridique-de-la-sgd-sur-webtv/772-pastiche-parodie-et-caricature>

sur la protection de la vie privée, en attirant également l'attention sur les incidences que peut avoir l'article 19 qui protège la liberté des cultes et leur exercice public, ainsi que la liberté de manifester ses opinions religieuses.

##### - La réglementation de la presse

###### a) La loi du 8 juin 2004 sur la liberté d'expression dans les médias <sup>34</sup>

(au sens large, englobant tout moyen technique, corporel ou incorporel, utilisé en vue d'une publication)

Face aux dispositions de liberté d'expression, de droit de critique, et d'exception de responsabilité dans l'information sur la vie publique des personnes, la loi édicte des règles de conduite aux médias, tels que le devoir d'exactitude et de véracité (art. 10), le respect de la présomption d'innocence (art. 12), la protection de la vie privée (art. 14), de la réputation et de l'honneur (art. 16), ou encore la protection des mineurs (art. 18), et accorde - en son chapitre VIII - un droit de réponse à « toute personne physique ou morale, toute association de fait ou tout corps constitué, cité nominativement ou implicitement désigné dans une publication périodique... » (art. 36), respectivement - en son chapitre IX - un droit d'information postérieure à « toute personne bénéficiaire d'une décision d'acquiescement... ou de non-lieu... » en justice (art. 51).

###### b) Les instruments d'autodiscipline de la presse

Au-delà de ces obligations légales, la presse luxembourgeoise s'est dotée en mars 2006 d'un *Code de déontologie* <sup>35</sup> volontaire, qui précise certaines règles à observer dans l'exercice de la liberté d'expression dans les médias, comme le droit à l'image de chaque individu, l'identification des photomontages comme tels, ou le respect de la vie privée de toute personne, d'ailleurs de notoriété publique ou non, toutefois avec la nuance que le public a le droit d'être informé sur ce qui est d'intérêt public et que la presse a le devoir de divulguer.

Par ailleurs, la *Charte de Munich* <sup>36</sup> (ou *Déclaration des devoirs et des droits des journalistes*) signée le 24 novembre 1971 et adoptée par la Fédération européenne des journalistes, consacre sur le plan européen dix

<sup>34</sup> Texte coordonnée du 30 avril 2010, *Mémorial A* - 69 du 30 avril 2010, p. 1325

<sup>35</sup> <http://www.press.lu/upload/manager/files/codedeontologie1.pdf>

<sup>36</sup> [http://eeas.europa.eu/delegations/tunisia/documents/page\\_content/charte\\_munich1971\\_fr.pdf](http://eeas.europa.eu/delegations/tunisia/documents/page_content/charte_munich1971_fr.pdf)



devoirs (dont le respect de la vie privée et de la vérité) et cinq droits qui doivent régir la communication journalistique.

#### - La réglementation des médias électroniques

Mis à part le respect des règles de protection édictées par la réglementation de la presse, les services de médias (radio et médias audiovisuels) tombent sous le coup de la **loi du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques**<sup>37</sup>, dont l'article 26bis interdit à ces services toute incitation à la haine fondée sur la race, le sexe, l'opinion, la religion ou la nationalité, tandis que l'article 27bis pose des exigences morales à la diffusion de la publicité, et l'article 27ter régit la protection des mineurs. En plus des recours de droit commun, le respect de ces règles de contenu des médias tombe sous la surveillance du Conseil national des programmes institué par cette loi<sup>38</sup>.

#### - La protection de la vie privée

L'humour doit respecter la vie privée, même si, comme on l'a vu, il y a des nuances, notamment quand il y va de l'intérêt public et du devoir d'information du journaliste. Mais le principe est certain et a été affirmé dans plusieurs dispositions légales, jusqu'à faire l'objet d'une législation spécifique, la **loi concernant la protection de la vie privée**<sup>39</sup> du 11 août 1982. Le législateur y proclame le droit de chacun au respect de sa vie privée, et accorde à la personne concernée les moyens de s'opposer à toute intrusion dans l'intimité, toute collecte d'éléments ou toute altération de sa personnalité contre son gré.

L'article 1<sup>er</sup> pose le principe que « *chacun a droit au respect de sa vie privée* » et que, mis à part le droit à réparation du dommage, les juges peuvent prescrire, même en procédure d'urgence, des mesures telles que saisie, séquestre et autres actes « *propres à empêcher ou faire cesser une atteinte à l'intimité de la vie privée* ».

Les dispositions subséquentes répriment des agissements attentatoires spécifiques, comme les écoutes et enregistrements des « *paroles prononcées* ».

<sup>37</sup> v. note 30 ci-dessus

<sup>38</sup> Une loi du 27 août 2013 modifiant la loi sur les médias électroniques (Mémorial 2013 page 3113) a créé l'établissement public « *Autorité luxembourgeoise indépendante de l'audiovisuel* » (Alia), qui remplace le Conseil National des Programmes ainsi que la Commission Indépendante de la Radiodiffusion, avec par ailleurs certaines prérogatives précédemment réservées au Ministre des Communications et des Médias.

<sup>39</sup> Mémorial A 1982, page 1840

*en privé par une personne, sans le consentement de celle-ci* » (art. 2), les montages sonores ou visuels réalisés « *avec les paroles ou les images d'une personne sans le consentement de celle-ci, s'il n'apparaît pas à l'évidence qu'il s'agit d'un montage ou s'il n'en est pas expressément fait mention* », (art. 5), les dérangements par « *appels téléphoniques répétés et intempestifs* », ou les harcèlements « *par des messages écrits ou autres* » (art. 6).

A certains égards, d'autres lois spéciales peuvent avoir une incidence dans l'appréciation de l'expression humoristique. Ne pouvant pas en aborder le détail ici, je me bornerai à attirer l'attention de l'humoriste sur les risques qu'il encourt par rapport à des législations comme la loi modifiée du 30 mai 2005 sur la protection des personnes à l'égard du **traitement des données à caractère personnel dans le secteur des communications électroniques**<sup>40</sup> (qui s'occupe notamment des distributions intempestives de messages électroniques non sollicités), la loi modifiée du 30 juillet 2002<sup>41</sup> réglementant certaines pratiques commerciales, sanctionnant la **concurrence déloyale** et la publicité trompeuse, et régissant la publicité comparative, et le **droit des marques** et autres droits de propriété industrielle, matière régie notamment par la loi du 16 mai 2006<sup>42</sup> portant approbation de la Convention Benelux en matière de propriété intellectuelle (marques et dessins ou modèles), signée à La Haye, le 25 février 2005.

#### - Le Code pénal

En plus de ces législations particulières, il faut garder un œil sur notre Code pénal qui traite d'une série de délits susceptibles d'être commis dans l'exercice de la liberté d'expression humoristique.

La satire politique ou religieuse peut par exemple se heurter aux dispositions traitant de

a) l'**Outrage** (articles 144/145 et 275 à 277 du Code pénal) c'est-à-dire « *l'offense grave et méprisante envers des personnes, institutions ou symboles, susceptibles de diminuer la considération des citoyens pour l'autorité ou les valeurs qu'ils représentent* »<sup>43</sup>.

<sup>40</sup> Texte coordonné du 10 août 2011, Mémorial A 2011, page 2941

<sup>41</sup> Intégrée dans le code de la consommation, créé par la loi du 8 avril 2011, Mémorial A 2011 page 1119

<sup>42</sup> Recueil des lois spéciales vol.3 v° Droits intellectuels page 7

<sup>43</sup> Cour 5 février 1979, P. 24, 230



Plus particulièrement, notre code pénal réprime l'outrage - « *par faits, paroles, gestes, menaces, écrits ou dessins* » - aux objets d'un culte (art. 144), ou à ministre d'un culte <sup>44</sup> (art. 145), ainsi qu'envers un député, un ministre ou un magistrat de l'ordre judiciaire ou administratif, dans l'exercice de leurs fonctions, pris individuellement (art. 275) ou collectivement en tant que corps constitués (art. 277) ; il en est de même de l'outrage à officier ministériel, agent dépositaire de l'autorité ou de la force publique, ou toute autre personne ayant un caractère public, dans l'exercice de leur fonction (art. 276).

De manière générale, l'humoriste satirique doit y réfléchir à deux fois, face aux dispositions sur

b) la **Calomnie** et la **Diffamation** que l'article 443 du Code pénal définit comme suit : « *Celui qui... a méchamment imputé à une personne un fait précis qui est de nature à porter atteinte à l'honneur de cette personne ou à l'exposer au mépris public, est coupable de calomnie, si, dans les cas où la loi admet la preuve légale du fait, cette preuve n'est pas rapportée. Il est coupable de diffamation, si la loi n'admet pas cette preuve.* ».

Les délits de calomnie et de diffamation n'existent qu'à la condition que le fait imputé ait un caractère de précision tel que sa véracité ou sa fausseté puissent - éventuellement - faire l'objet d'une preuve directe et contraire... dans la mesure où la loi le permet.

Relevons que l'article 452 du Code pénal précise que « *ne donneront lieu à aucune poursuite répressive, les discours prononcés ou les écrits produits devant les tribunaux, lorsque ces discours ou ces écrits sont relatifs à la cause ou aux parties* », mais que les juges peuvent toutefois « *prononcer la suppression des écrits calomnieux, injurieux ou diffamatoires...* » et - dans les mêmes cas - « *faire des injonctions aux avocats et officiers ministériels, ou même ordonner des poursuites disciplinaires* ».

Par ailleurs, la loi du 8 juin 2004 sur la liberté d'expression dans les médias prévoit des exceptions pour les responsables de presse, qui ne sont pas coupables de calomnie ou de diffamation, lorsqu'ils prouvent avoir fait toutes les diligences pour avoir des raisons suffisantes de conclure à la

<sup>44</sup> La jurisprudence précise que c'est celui qui par sa fonction est spécialement appelé à exercer les actes de culte proprement dits d'une communauté religieuse tolérée par l'Etat (Cour 11 juin 1904, P. 6, 500)

véracité des faits rapportés, et qu'il y a un intérêt prépondérant du public à connaître l'information litigieuse.

Pour le bon ordre, mentionnons également l'article 561 du Code pénal, qui réprime l'**injure** (si on peut dire : « résiduelle ») dirigée contre des corps constitués ou des particuliers.

Enfin, la satire, la caricature ou la parodie devront s'arrêter devant les dispositions réprimant

c) le **racisme, le révisionnisme et d'autres discriminations** (articles 454 à 457 du code pénal)

Au risque de s'exposer aux foudres de l'article 454 du Code pénal, l'humoriste doit s'abstenir de toute discrimination, c'est-à-dire de « *toute distinction opérée entre les personnes physiques à raison de leur origine, de leur couleur de peau, de leur sexe, de leur orientation sexuelle, de leur situation de famille, de leur âge, de leur état de santé, de leur handicap, de leurs moeurs, de leurs opinions politiques ou philosophiques, de leurs activités syndicales, de leur appartenance... à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminée* ». Il en est d'ailleurs de même envers les personnes morales, les groupes ou communautés de personnes.

Par ailleurs, le Code pénal réprime les délits d'incitation à la discrimination, à la haine ou à la violence, non seulement de celui qui s'exprime, mais également celui qui l'imprime. L'article 457-1 du Code pénal précise que de telles incitations sont prohibées quel que soit le mode d'expression (écrits, discours, dessins, images...) et quel qu'en soit le support, le moyen de fabrication, de transport et de détention.

Quant à l'humour révisionniste ou négationniste, il se heurte à l'article 457-3 du Code pénal qui punit « *celui qui a contesté, minimisé, justifié ou nié l'existence d'un ou de plusieurs crimes contre l'humanité ou crimes de guerre... l'existence d'un ou de plusieurs génocides* ».

L'arsenal est impressionnant et permet de conclure qu'il y a certes un droit à l'humour, mais que juridiquement on ne peut pas rire de tout.

Toutefois, cette panoplie juridique paraît bien compliquée et a d'ailleurs été plutôt délaissée en pratique par les victimes de l'humour, qui semblent



préférer recourir au **Code civil** et à ses dispositions sur l'abus de droit<sup>45</sup> ou la faute<sup>46</sup>, pour faire sanctionner une violation de leurs droits par la satire, la caricature ou la parodie.

*Pauvre Humour !* pourrait-on dire. Il peut certes s'appuyer sur des concepts nobles et des textes prestigieux, comme les droits de l'homme et les chartes constitutionnelles, mais son chemin est semé de nombreuses embûches sur lesquelles il peut trébucher.

Il faut toutefois convenir qu'une telle configuration de « liberté surveillée » de l'expression humoristique est sans doute nécessaire... car l'humour peut blesser moralement, parfois être physiquement dangereux et même plus grave : l'humour peut tuer ! On l'a vu avec l'issue dramatique du canular téléphonique initié par des animateurs d'une station de radio australienne, une speakerine s'étant fait passer pour la Reine d'Angleterre, avec imitation de sa voix, lors d'un appel téléphonique à une clinique londonienne, demandant à parler à sa belle-petite-fille la princesse Kate, qui y était hospitalisée, en début de grossesse. L'infirmière ayant pris l'appel y a cru et s'est empressée de passer la communication à la chambre de Kate. La blague une fois révélée, l'infirmière a apparemment été tellement affectée de s'être laissée piéger (ou l'a-t-on tellement harcelée de reproches ?) qu'elle a fini par se suicider. A l'inverse, sous certains régimes, c'est parfois l'humoriste qui risque la mort (on pense notamment à la répression des satires contre les totalitarismes politiques et aux oukazes contre les caricatures de l'intégrisme religieux).

Heureusement, l'ambiance est moins dramatique dans nos contrées, où l'humour s'en tire plutôt bien, comme on l'a vu avec la jurisprudence de la Cour des droits de l'homme et comme on le constate - avec l'une ou l'autre nuance - dans la pratique juridictionnelle à Luxembourg.

45 Art. 6-1 Tout acte ou tout fait qui excède manifestement, par l'intention de son auteur, par son objet ou par les circonstances dans lesquelles il est intervenu, l'exercice normal d'un droit, n'est pas protégé par la loi, engage la responsabilité de son auteur et peut donner lieu à une action en cessation pour empêcher la persistance dans l'abus.

46 Art. 1382. Tout fait quelconque de l'homme, qui cause à autrui un dommage, oblige celui par la faute duquel il est arrivé, à le réparer. Art. 1383. Chacun est responsable du dommage qu'il a causé non seulement par son fait, mais encore par sa négligence ou par son imprudence.

### • Jurisprudence luxembourgeoise traitant de la satire

Malgré la pléthore de bases juridiques susceptibles d'être invoquées pour réprimer l'humour, ce sont - chez nous - le plus souvent les dispositions du Code civil (quelques fois en liaison avec la loi sur la protection de la vie privée) qui sont mises à contribution pour régler la circulation sur le terrain glissant de l'expression satirique. En l'occurrence, les victimes d'un humour ressenti comme vexatoire ont recours la plupart du temps aux notions d'abus de droit et de faute ou négligence, qui font l'objet des articles 6.1 respectivement 1382 et 1383 du Code civil.

Une jurisprudence bien établie tient en haute estime la liberté de la presse, qui « a le droit et la mission de signaler les abus et les excès dans l'intérêt général », qui a « le droit de contrôler l'action des pouvoirs institutionnels »<sup>47</sup> et qui a même « le devoir de critiquer les abus qui se manifestent dans la vie publique ».<sup>48</sup>

Oui, mais cette liberté ne s'exerce pas n'importe comment, rétorque le juge, en précisant que « la presse peut engager sa responsabilité civile en cas de manquement à deux exigences : celle de la véracité et celle de la discrétion »<sup>49</sup> et que « la loi exige, dans son chef, une intention loyale et ne veut pas couvrir d'une immunité la méchanceté, la malignité ou la sottise qui cherchent par la publication à déconsidérer une personne ».<sup>50</sup>

On peut retenir des décisions intervenues à ce jour en la matière que les juridictions luxembourgeoises considèrent comme critères d'une satire légitime (1) la véracité (« il ne peut pas être permis de glisser dans un article humoristique une contre-vérité flagrante que le lecteur pourrait considérer comme avérée ») (2) l'absence d'intention de nuire (« une publication humoristique ne doit pas se livrer à un outrage délibéré destiné exclusivement à ridiculiser ou déconsidérer une personne ») et (3) le défaut d'atteinte à la dignité humaine<sup>51</sup>. A ces critères de la satire en général, le juge pénal ajoute que pour échapper à

47 Trib. Luxbg. 13 juillet 1988, Pas.27, page 368

48 Trib. Luxbg. 2 février 1993, aff. 188/93, n° Judoc 99316180 ; et Cour 30 janvier 1996, Pas.30, page 23

49 Trib. Luxbg. 13 juillet 1988, précité

50 Cour 30 janvier 1996, précité

51 Trib. Civil Luxbg. 10 juin 2004, n° 80723 du rôle, n° Judoc 99852541

la répression la satire politique doit être exempte de méchanceté, d'attitude odieuse et ne pas être mue purement par l'*animus injuriandi*.<sup>52</sup>

Ces critères aident la justice à arbitrer le conflit entre la liberté de la presse et le droit à la vie privée, à l'honneur, à la dignité, en ayant recours, à l'instar de la Cour européenne des droits de l'homme, à ce qu'on appelle la technique de la **pondération des intérêts** (*Interessenabwägung*). Car, comme l'a confirmé notre Cour de Cassation<sup>53</sup>, il n'existe pas de hiérarchie entre le droit à la vie privée et la liberté d'expression. L'une n'est pas supérieure à l'autre a priori, mais le juge doit examiner *in concreto* et décider dans chaque cas particulier laquelle des valeurs concurrentes doit l'emporter. Dans l'accomplissement de cet acte d'équilibriste, le juge devra apprécier si l'information livrée au public satisfait un intérêt légitime, si elle présente une utilité sociale, et si elle n'inflige pas à la personne mise en cause une lésion disproportionnée.

En pratique, il s'est avéré que cet exercice de mise en balance des droits et libertés respectives s'est souvent (mais pas toujours) soldé par une préférence donnée à la liberté d'expression, ce qui démontre l'attachement de nos juges à cette valeur démocratique, qui l'emporte généralement sur des réactions parfois un peu trop susceptibles de plaignants s'estimant lésés par des traitements satiriques.

On l'a vu dans quelques procès intentés à la fin des années 90 et au début des années 2000 au journal satirique **Den Neie Feierkrop**, principalement sur base des articles 1382 et 1383 du Code civil et accessoirement de la loi sur la protection de la vie privée.

On sait que cet hebdomadaire s'est spécialisé dans les satires cryptées par l'attribution de sobriquets plus ou moins transparents du genre « *Der Rabenschwarze Grossdiktator* », « *Viviane Muppesschnëss* », « *Jacques Digestif* » ou « *Robert Mehlsau* ». Et il est un fait que dans la majorité des cas, la déformation des noms imaginés occulte à peine l'identité des personnages visés, de sorte que les cibles des railleries satiriques afférentes sont la plupart du temps aisément reconnaissables. S'il me semble que le *Feierkrop* a perdu ces derniers temps un peu de son mordant humoristique, il connut une époque où son succès populaire était tel qu'il irritait autant

<sup>52</sup> Trib. Luxbg. 2 février 1993, précité

<sup>53</sup> Cass. 22 mai 2008, aff. 22/08, n° 2510 du registre ; et Cour d'appel du 15 février 2007, n° 30679 du rôle.

ceux qui y étaient caricaturés que ceux qui n'avaient pas « l'honneur » d'y figurer et qui estimaient avoir tout de même la notoriété et l'importance nécessaires.

Car il faut bien avoir une certaine notoriété pour être épinglé par un journal satirique. On l'a vu dans les affaires du *Feierkrop*, où les plaignants étaient des personnages connus du public par leur profession ou activité, sans être toutefois - à une exception près - de la classe politique proprement dite ; ce qui laisserait à penser que les politiciens victimes de la satire ont la peau dure et préfèrent passer sous silence les railleries dont ils sont l'objet, par application de l'adage « *les chiens aboient, la caravane passe* » : à quoi bon se plaindre, exercer un droit de réponse, si c'est pour donner encore plus d'écho aux élucubrations dont on s'estime l'objet.

Il convient d'ailleurs d'observer que la jurisprudence considère que les personnages publics, politiciens en tête, doivent subir avec une plus grande tolérance que le commun des mortels la critique satirique dont ils peuvent faire l'objet.

Dans une affaire relative à la pratique satirique du *Feierkrop*, qui avait affublé une personnalité un peu forte du sobriquet de « *NILPFERD* », la Cour d'appel<sup>54</sup> a jugé qu'un certain embonpoint n'est pas une défectuosité physique et n'appartient pas à une sphère si intime de la vie privée que toute allusion à cet aspect physique constituerait une atteinte intolérable à la dignité de la personne, pour conclure que le seuil de tolérance admis en matière de textes satiriques n'avait pas été dépassé. Au-delà de ces considérations juridiques, la Cour a précisé que ce n'était pas à elle de se prononcer sur le bon ou le mauvais goût de ce surnom de « *Nilpferd* », cette appréciation étant laissée au lecteur.

Par contre, la jurisprudence a retenu la responsabilité du *Feierkrop* dans une affaire où le journal avait déformé le nom de « *ROTH* » en « *KOT* ». Dans son arrêt du 5 mai 2004, la Cour d'appel<sup>55</sup>, après avoir réaffirmé la large tolérance dont doit bénéficier un journal satirique, a estimé qu'en l'occurrence cette déformation aboutissait à l'emploi d'un nom « *outrageusement méprisant et dépréciatif* » (le terme allemand « *Kot* » se

<sup>54</sup> Cour 2 juillet 1996, numéro du rôle 17890, n° Judoc 99617734 ; en l'occurrence l'assignation avait été adressée à l'encontre de l'imprimeur du *Feierkrop*, hebdomadaire qui venait d'être créé (v. Laurent Mosar et Patrick Goergen « *Liberté d'expression dans les médias* », éditions saint-paul, 2004, page 250, note 787 bas de page).

<sup>55</sup> Cour 5 mai 2004, n° du rôle 27792 n° Judoc 99852552



traduisant par « boue, crotte, excrément »), exposant la personne visée au ridicule scatologique, et dont la répétition multiple dans le texte en scellait le caractère injurieux et fautif. Il est à remarquer toutefois que, dans le même arrêt, la Cour a considéré que l'emploi des termes ironiques de « Kochkäse-Patriot » et de « taube Nuss » employés par le Feierkrop pour qualifier le plaignant n'avaient pas de caractère injurieux dans le contexte donné, mais relevait en l'occurrence de la satire tolérable. Il faut dire qu'à cet égard on n'était plus dans le domaine d'une déformation du nom patronymique, attribut de la personnalité plus sensible et protégeable *per se*.<sup>56</sup>

Dans un autre cas de déformation satirique d'un nom (traitée dans le cadre de deux affaires distinctes introduites par le même plaignant), le tribunal d'arrondissement de Luxembourg et la Cour d'appel ont eu des appréciations divergentes quant à l'atteinte aux droits de la personnalité, la Cour ayant donné la primeur au droit de la personne de s'opposer à ce que son nom soit déformé fût-ce à des fins satiriques, tandis que la juridiction inférieure a reconnu avec persistance le caractère légitime de l'utilisation même répétée du sobriquet en cause par rapport à un personnage que le tribunal qualifie de public ou du moins de notoriété publique, contrairement à la Cour, qui ne fait pas cette distinction, mais insiste sur la portée générale de la protection de la sphère privée.

Une première affaire visant la publication d'une révélation sur l'acquisition (d'ordre privé) par le plaignant d'un bien immobilier à l'étranger et de la déduction (fantaisiste) que celui-ci cesserait ses activités professionnelles pour s'y expatrier, et traitant par ailleurs du reproche par le plaignant de l'emploi dans l'article incriminé de la déformation de son nom en « Me GASTON PIEP-LAGAFFE », le tribunal civil<sup>57</sup> a estimé - à ce dernier égard - que, contrairement à ses affirmations, le plaignant est bien une « personne publique » et doit donc tolérer l'usage d'un sobriquet à son égard, la dénomination employée en l'occurrence n'étant pas fautive. Ce jugement a toutefois été réformé par la Cour d'appel dans son arrêt du 16 mars 2005<sup>58</sup>, la juridiction supérieure étant d'avis que le plaignant n'est pas à considérer comme personne publique et qu'il doit bénéficier pleinement de la protection de son nom comme attribut essentiel de la personnalité. La

<sup>56</sup> v. L. Mosar et P. Goergen « Liberté d'expression dans les médias », précité, page 250 note 790.

<sup>57</sup> Trib. Luxbg, 12 février 2001, n° 65860 du rôle, n° Judoc 99820078.

<sup>58</sup> Cour 16 mars 2005, n° 25600 du rôle, n° Judoc 99859217.

Cour a considéré que « tout individu a le droit de s'opposer à ce que son nom soit déformé, fût-ce à des fins satiriques, l'intention de nuire n'étant pas une condition *sine qua non* » et a interdit à l'hebdomadaire satirique de déformer le nom du plaignant à l'avenir.<sup>59</sup>

Dans une deuxième affaire civile, le même requérant a reproché au journal satirique *Feierkrop* la publication en 2004 de deux articles accompagnés de photomontages où ses yeux avaient été remplacés par des spirales, avec utilisation pour la nième fois du « nom idiot et vexatoire » de « Me GASTON PIEP-LAGAFFE ». Après avoir rappelé que « la satire, écrite ou discours, qui s'attaque à quelqu'un ou à quelque chose, a, tout comme la caricature, toujours bénéficié d'une large tolérance », et qu'elle « jouit d'une liberté plus étendue que d'autres modes d'expression », le tribunal d'arrondissement de Luxembourg a jugé que la photo modifiée du demandeur constitue une plaisanterie anodine qui ne n'est pas de nature à porter le discrédit sur la personne visée par la blague visuelle. Par ailleurs, le tribunal a estimé que l'utilisation même répétée du sobriquet « Piep-Lagaffe » - en l'occurrence envers un « homme public » ayant pour habitude de prendre position, dans la presse écrite et audiovisuelle, sur des sujets intéressant la vie culturelle et politique - n'avait rien d'outrageusement méprisant ou dépréciatif, et n'était « rien d'autre qu'un jeu de mots inoffensif », les juges ayant malicieusement relevé qu'on voit mal « quel rapprochement il y aurait à faire entre le requérant, qui est un avocat réputé de la place, et le personnage (de bande dessinée) Gaston Lagaffe, un doux rêveur, allergique au travail ». <sup>60</sup>

Une affaire ultérieure de déformation satirique d'un nom a donné l'occasion de soumettre la question de la satire à l'ensemble des degrés de juridiction nationale, allant du tribunal d'arrondissement à la cour de cassation, en passant par la cour d'appel, aboutissant à un rééquilibrage jurisprudentiel de la liberté de la presse satirique par rapport à la jurisprudence précédente de

<sup>59</sup> v. Georges Ravarani « La responsabilité civile », *Pasicrisie luxembourgeoise*, 2006 page 82. Comme l'auteur de l'ouvrage précité en avait exprimé l'espoir, cette jurisprudence de la Cour, regrettable eu égard à la généralité des termes employés, s'est avérée provisoire, comme on le verra au plus tard dans l'affaire « Alz-Heimer ».

<sup>60</sup> Trib. civ. Luxbg, 23 décembre 2005, n° 86626 du rôle, n° Judoc 99861506. Cette décision de première instance, qui résiste à l'arrêt prononcé le 16 mars 2005 par la Cour dans l'autre affaire « Piep-Lagaffe », précité sub note 58, n'a pas été jugée en appel, de sorte qu'à ce stade l'interdiction prononcée (d'ailleurs sans astreinte) par la juridiction supérieure subsistait. L'hebdomadaire *Feierkrop* a semble-t-il bravé encore un temps l'interdit de la Cour, pour finalement - sans doute de guerre lasse - abandonner l'utilisation dudit sobriquet.

la Cour d'appel, trop péremptoire dans sa proclamation de la prééminence des droits de la personnalité. En l'occurrence le *Feierkrop* a échappé à la responsabilité pour l'utilisation d'une déformation du nom de « ALS » en « ALZ-HEIMER » dans le cadre d'un article consacré au débat sur la statue controversée *Lady Rosa of Luxemburg* (utilisant l'image enceinte de la « Göllefra »), raillant les prises de position de personnes contestataires, dont le plaignant. Les premiers juges <sup>61</sup> ont estimé que, l'outrance étant de l'essence de la satire, la déformation de nom, dans le contexte donné, n'avait rien de méprisant et dépréciatif, alors que la maladie d'Alzheimer n'a rien de honteux ni de méprisant, que la personne visée par le surnom satirique ne souffre manifestement pas de cette maladie et qu'à aucun moment il n'est allégué ou insinué que tel serait le cas. On peut discuter de cette qualification en droit, quant au caractère outrageant ou non de cette déformation de nom, mais il me semble que l'association d'idées exprimée par le sobriquet en question était pour le moins de mauvais goût. Toutefois, comme se sont exprimés les juges dans l'affaire sous revue, ce n'est pas à la justice de décider ce qui est de bon ou de mauvais goût d'un propos tenu dans un journal satirique, cette question étant laissée à l'appréciation du lecteur. Dans son arrêt du 15 février 2007, la Cour d'appel <sup>62</sup> a confirmé l'analyse et les conclusions du tribunal, en rejetant cette fois-ci les considérations excessivement protectrices des attributs de la personnalité qui avaient été à la base de l'arrêt précité du 16 mars 2005 dans l'affaire « Piep-Lagaffe », et en retenant l'argument que « la déformation du nom d'une personne dans un journal satirique dans le but de faire rire n'est pas fautive en soi, à condition que la déformation n'aboutisse pas à un emploi d'un nom outrageusement méprisant et dépréciatif » ; en l'occurrence, la Cour a dénié ce caractère au sobriquet incriminé, dont l'emploi a dès lors été considéré comme non-fautif.

La susdite affaire a été portée jusqu'en cassation, où elle n'a toutefois pas connu d'issue différente à celle prononcée par le tribunal et la cour d'appel. Tout d'abord, la Cour de cassation a précisé dans son arrêt du 22 mai 2008 <sup>63</sup> que contrairement à l'argumentation du demandeur, qui a fait plaider que, hiérarchiquement, le droit au respect de la vie privée présenterait une valeur supérieure à la liberté d'expression, « le juge doit, en présence d'un conflit entre le droit à la liberté d'expression et de la presse et celui au respect de la vie privée, avoir recours, à l'instar de la

<sup>61</sup> Trib.civ.Luxbg., 12 octobre 2005, n° 69077 du rôle, n° Judoc 99861859

<sup>62</sup> Cour 15 février 2007, n° 30679 du rôle.

<sup>63</sup> Cass., arrêt 22/08 du 22 mai 2008, n° 2510 du registre

*Cour Européenne des Droits de l'Homme, à la théorie de la pondération des intérêts en jeu* », ce que les juges du fond ont fait correctement en l'occurrence. Ensuite, la Cour de cassation a estimé qu'en retenant que la déformation du nom d'une personne dans un journal satirique n'est pas fautive à condition de ne pas aboutir à l'emploi d'un nom outrageusement méprisant et dépréciatif, les juridictions inférieures ont simplement précisé une exemption à la faute et n'ont pas ajouté une condition supplémentaire pour en faire indûment une faute caractérisée (à la place de la faute la plus légère déclenchant normalement la responsabilité). Par ailleurs, à la question de savoir s'il n'est pas discriminatoire d'accorder une plus grande tolérance aux publications satiriques, la Cour de cassation a répondu par la négative en ces termes : « en tenant compte de la spécificité de l'activité du journaliste satirique, la Cour d'appel n'a pas créé de régime légal de responsabilité plus favorable, non prévu par les articles 1382 et 1383 du code civil, au profit d'une certaine catégorie de personnes, ni violé l'article 10bis de la Constitution ».

On peut retenir qu'en l'état actuel de la jurisprudence luxembourgeoise, la confrontation de l'expression satirique aux droits des personnes s'apprécie *in concreto* au moyen de la mise en balance (ou pondération) des intérêts en cause, sans *a priori* de prééminence de principe de l'un ou l'autre de ces droits et libertés. Il semble également acquis que le genre humoristique et satirique, tel qu'il est protégé par l'article 10 de la Convention européenne des droits de l'homme, autorise un plus grand degré d'exagération et même de provocation, pour autant qu'il n'induisse pas le public en erreur sur les faits et ne dépasse pas certaines bornes comme l'outrage méprisant et dépréciatif, l'attaque méchante à l'honneur ou l'atteinte gratuite à la vie privée.<sup>64</sup> Dans les faits, on constate un traitement en général assez bienveillant de l'expression satirique par nos juridictions, qui semblent globalement être sur la même ligne que la jurisprudence française et belge en la matière.<sup>65</sup>

Pour compléter cet inventaire luxembourgeois, jetons un coup d'oeil sur quelques applications particulières de l'humour, traitées notamment par la justice française, dans les domaines du droit d'auteur, des marques, de la publicité, pour terminer sur une note un peu amère avec l'humour raciste et la caricature religieuse.

<sup>64</sup> v. également Trib.civ.Luxbg., jugement 75/08 du 18 avril 2008, n° 106767 du rôle.

<sup>65</sup> v. notamment l'ouvrage de Bernard Mouffe, *Le Droit à l'Humour*, Editions Larcier, 2011.



### 3.2. Coup de projecteur sur quelques applications particulières

#### 3.2.1. Satire et droit d'auteur

Pastiche de la bande dessinée *Tintin et Milou* de Hergé, la série de romans (25 en tout) « *Les Aventures de Saint-Tin et son ami Lou* » traitant de la quête d'un jeune reporter pour retrouver ses origines, publiés par l'éditeur français « Le Léopard masqué », a été attaquée en justice par les éditions Moulinsart, qui avaient eu gain de cause en première instance, d'ailleurs non pas pour contrefaçon mais pour parasitisme et préjudice commercial conséquent. Mais la Cour d'appel de Paris a réformé ce jugement, estimant que ces publications (s'agissant d'ailleurs de romans et non d'une bande dessinée) relèvent du pastiche autorisé, eu égard à la dimension parodique évidente, perceptible d'emblée à la lecture des titres et à la vue des couvertures, tous deux renseignant le public sur la volonté des auteurs de faire rire.<sup>66</sup>

#### 3.2.2. Satire et droit des marques

GREENPEACE a lancé en 2001 une campagne internationale de dénonciation de l'attitude de la compagnie pétrolière ESSO, qui aurait mis tout en oeuvre pour empêcher le consensus scientifique sur le réchauffement climatique et ferait obstacle au protocole de Kyoto. A cet effet, Greenpeace a utilisé, notamment sur Internet, un pastiche du logo de la marque Esso que la société Esso France a tenté de faire interdire par voie judiciaire, d'abord en référé, puis sur le fond jusqu'en cassation, mais sans obtenir gain de cause. Estimant que Greenpeace France est « restée sur le seul terrain de la polémique... », « n'a pas critiqué les produits vendus sous la marque ESSO... » et « a inscrit son action dans les limites de la liberté d'expression », la Cour d'appel de Paris a rejeté l'action en contrefaçon menée par Esso. Et ce, notamment, en raison du « principe à valeur constitutionnelle de la liberté d'expression, ... qui permet à l'association Greenpeace de dénoncer dans ses écrits ou sur son site, sous la forme qu'elle estime appropriée au but poursuivi, les atteintes à l'environnement et les risques causés à la santé humaine par certaines activités industrielles. »<sup>67</sup> Pour sa part, la Cour de cassation française<sup>68</sup> a considéré que l'association Greenpeace n'avait pas abusé de son droit à la libre expression et qu'elle avait agi conformément à son objet, en dénonçant les conséquences sur l'environnement de certaines activités industrielles.

<sup>66</sup> Cour d'appel de Paris, arrêt 09/19272 du 18 février 2011.

<sup>67</sup> Cour d'appel de Paris, arrêt du 16 novembre 2005.

<sup>68</sup> Cass.com franç. arrêt du 8 avril 2008, Bulletin 2008, IV, N° 79.

Dans ce cadre, l'usage des marques d'Esso, de manière modifiée, dans un contexte polémique, constituait, selon la Cour, « un moyen proportionné à l'expression de telles critiques ».

#### 3.2.3. Satire et publicité

Dans ce domaine, je voudrais signaler la problématique posée par les campagnes publicitaires du créateur de mode italien BENETTON, dont la série publiée en Europe en 2011 utilise des motifs axés sur le slogan « *Unhate* ». Des photomontages affichés dans les villes montrent des personnalités qui s'embrassent sur la bouche, soit des leaders politiques comme le Président américain Obama et (l'ancien) Président chinois Jintao, ou Angela Merkel et Nicolas Sarkozy et même des chefs religieux, tel le Pape Benoit XVI et l'Imam égyptien Ahmed el Tadjeb, affiche qui a toutefois été retirée sur les instances du Vatican. Il m'échappe si des suites judiciaires ont été données à cette campagne publicitaire déjantée, qui s'apprécie d'ailleurs plutôt par une évaluation du bon ou du mauvais goût que par une analyse de critères strictement juridiques légitimant ou non une satire de ce genre.

Un autre exemple de publicité satirique (confinée sur *Youtube*) : en 2011, l'ONG suisse Solidar, qui se veut le défenseur du commerce équitable, notamment en matière de culture du café, a mis sur Internet un spot publicitaire parodié de NESPRESSO, où on voit un sosie de l'acteur américain George Clooney, qui approche d'une boutique de café, évite un piano à queue qui tombe des étages, (... jusque-là on est exactement dans le déroulement du spot original), mais ça se gâte ensuite quand se détache de la façade l'énorme enseigne *Nespresso* que le faux Clooney se prend sur la tête puis dans l'entre-jambes. Alors qu'il se tord de douleur sur le trottoir, une voix-off le raille : « *Sorry George, mais un cueilleur de café exploité ressent la même chose que toi.* ».<sup>69</sup> Il m'échappe si ce gag a eu des conséquences judiciaires, mais je ne pense pas que, si on compare à l'affaire Esso/Greenpeace, Nestlé aurait des chances de succès.

#### 3.2.4. Satire et racisme

Il y a quelques années, l'« humoriste » Dieudonné (de son vrai nom Dieudonné M'Bala M'Bala) a proféré lors d'un show à la salle de spectacles parisienne *le Zenith*, sur le ton d'un humour plus que douteux,

<sup>69</sup> [http://www.youtube.com/watch?v=oD4wi\\_8rwo](http://www.youtube.com/watch?v=oD4wi_8rwo)

des paroles injurieuses envers les communautés juives, et a fait monter sur scène le négationniste notoire Robert Faurisson pour lui faire remettre - par un individu déguisé en déporté juif - une pseudo-récompense, le « *prix de l'infrequentabilité* ». Les juges français n'ont pas ri du tout et l'ont condamné pénalement. Le personnage a récidivé maintes fois depuis et a fait reparler de lui en janvier 2014 avec ses insanités racistes dans le cadre d'un spectacle soi-disant humoristique intitulé « Le Mur », dont les représentations ont été interdites dans plusieurs villes de France par arrêtés préfectoraux, voire par le Conseil d'Etat (décision du 9 janvier 2014 interdisant le spectacle à Nantes), pour cause d'atteinte à la dignité humaine et risque de trouble à l'ordre public. Bien que le contenu du spectacle s'annonçait comme abject, on peut discuter de l'opportunité de telles décisions de censure a priori par des voies et moyens juridiquement pour le moins fragiles. Quoi qu'il en soit, la foire continue, le personnage en question ayant repris son spectacle à Paris sous un autre titre et en version « expurgée » de ses paroles (et gestes ?) racistes. A quand la prochaine récidive ?

### 3.2.5. Satire et religion

Autre cas d'humour provocateur, aux conséquences plus dramatiques : l'affaire des Caricatures de Mahomet et ses réactions en chaîne. Les caricatures de Mahomet sont une série de douze dessins parus dans le journal danois *Jyllands-Posten* en septembre 2005, en illustration d'un article consacré à l'autocensure et à la liberté de la presse. Ces caricatures ont provoqué l'indignation des communautés musulmanes (surtout la caricature représentant Mahomet coiffé d'un turban en forme de bombe) et ont été la cause de protestations parfois violentes dans le monde entier, mais aussi de manifestations de soutien au titre de la liberté d'expression. L'hebdomadaire français *Charlie Hebdo* a également reproduit ces caricatures en y ajoutant une treizième qui présente le prophète Mahomet se tenant la tête avec la légende : « C'est dur d'être aimé par des cons ».

Poursuivis sur plainte des organisations islamiques de France, *Charlie Hebdo* et son directeur de la publication ont bénéficié d'un acquittement à tous les degrés de juridiction, la cour d'appel de Paris ayant certes trouvé que - prise isolément - la caricature représentant Mahomet portant une bombe dans son turban était de nature à outrager les adeptes de l'islam, mais que le contexte et les circonstances de sa publication dans le journal satirique apparaissaient comme exclusifs de toute volonté délibérée d'offenser directement et gratuitement l'ensemble des musulmans, de

sorte que les limites admissibles de la liberté d'expression n'avaient pas été dépassées.<sup>70</sup> Ceci dit, il faut être conscient que la surenchère dans la moquerie de l'islam n'est pas sans danger, car la vindicte des intégristes extrémistes reste virulente et les railleries répétées mettent en danger des vies humaines.

## 4. En guise de conclusion

Ce tour d'horizon des textes légaux et de la jurisprudence, m'amène à la conclusion qu'il existe bien un droit de l'humour et que celui-ci engendre le droit à l'humour. Ceci notamment grâce à nos juges, qui - visiblement - ont de l'humour et qui le montrent volontiers, en accordant en général leur compréhension bienveillante à ceux qui veulent faire rire.

Je pense que c'est bien ainsi. Dans l'exercice jurisprudentiel de « pondération des intérêts » pour résoudre les conflits entre liberté d'expression et droits d'autrui, la balance penche très souvent en faveur de la liberté, ce qu'on ne peut que saluer, car - bien suprême - la liberté en tant que telle doit primer les droits, qui n'en sont que les serviteurs... sachant bien que ma liberté s'arrête là où commence celle des autres. Mais au moins, jusque-là on reste entre hommes libres.

Les temps agités que nous vivons, l'évolution des mœurs où les inhibitions à la violence (physique et verbale) s'estompent de plus en plus, font que - plus que jamais - nous avons besoin du rire : le rire pour combattre la bêtise et la méchanceté, le rire pour nous libérer de la tyrannie du réel, le rire pour retrouver notre sérénité (« *L'humour est la seule vraie résolution de la névrose* », disait Freud).

Souhaitons que le rire continue de fleurir, comme la Nature qui s'épanouit même sur les pires champs de bataille des hommes. Gardons le sourire, rions de bon cœur, y compris de nous-mêmes. Et dans la persévérance, car...

**Rira bien qui rira le dernier !**

<sup>70</sup> CA de Paris, 11ème chambre, section A, arrêt du 12 mars 2008, *Légipresse* n° 252. III. 107.



Séance du 17 juin 2013

## WHAT COUNTS AS EVIDENCE?

Inherited choices and present dilemmas

---

by  
Cyril Welch

---

### Note

Introducing me, the President (André Elvinger) read aloud the distinction between *Evidenz* and evidence (cited in the first Note at the end). Then I chatted for a few minutes about my interest in the current debates over and within evolutionary biology, economic policy and education; about my inability to contribute directly to any of these; about philosophy as posing the question of the bases of such debates (so that, while others pick up the ball and run, philosophers ask where the ball comes from); and about the recognition that we have two inherited ways of engaging in the question.



## Summary

### I.

Our educational and political institutions derive from two traditions of what counts as evidence, i.e. two possibly conflicting bases of decision-making.

- 1.1 Two meanings of the word – Husserl's "re-activating the evidence"
- 1.2 Two anecdotes from the world of education
- 1.3 Formally: immediate (intuitive) vs. mediated (discursive) insight
- 1.4 We today accept the Enlightenment answer (Galileo, Bacon, Descartes)

### II.

My proposal for "re-activating" the Enlightenment standard of evidence: contrast with that of the tradition the Enlightenment strove to replace.

- 2.1 The debate between Socrates and Thrasymachus (Plato's *Republic*)
  - 2.1.1 Thrasymachus: the "evidence" for "cynicism"
  - 2.1.2 Socrates: what does it mean to have power (*dynamis*)?
  - 2.1.3 Both agree on the source of evidence – *techné*
- 2.2 Historical questions:
  - 2.2.1 Why did they agree on looking to those engaged in a *techné*?
  - 2.2.2 Why did the Athenians object to Socrates, Plato, Aristotle?
  - 2.2.3 What was the "official opposition"? (Lucretius)

### III.

Consider (from the Ancient "place to stand") our Enlightenment standard: impartiality or objectivity.

- 3.1 Did anyone take notice of the shift?
  - Descartes' acknowledgment
- 3.2 What does this shift bring in its train?
  - Achievements of Newton, Darwin, Adam Smith
  - Basic elements and laws of nature: anticipated by Lucretius
- 3.3 What "official opposition" did / do we find to the shift?
  - Aristotle from the past. Leibniz at the time. Hegel later.
  - The Romantics. Critics of neuroscience. – All only "rearguard"

### IV.

Where do we stand today?

- 4.1 Continuity of the two traditions: concern for efficacy
- 4.2 Disharmony of public and private understanding of evidence
  - 4.2.1 Vignettes of psychologist, theologian, office worker

4.2.2 Physician as engineer and statesman as representative

- 4.3 The difference: accommodating to ourselves or the reverse (Kant)

### V.

What are the imperatives of excellent education today?

- 5.1 Force (Newton), survival (Darwin), self-interest (Smith)
- 5.2 How can youths commit themselves to the common good?
- 5.3. The commonplace answer: enlightened self-interest...
- 5.4 Thinking through the answers of our forebears

## Bibliography

## Discussion

## WHAT COUNTS AS EVIDENCE?

### Inherited choices and present dilemmas

#### I.

Two inheritances, I say. The one I will illustrate in reference to Plato, the other in reference to Galileo. Both imbue our educational systems and our political institutions – in a word our culture. Yet they conflict with one another on the question of what counts as evidence. And I would like to engage you in some reflections on this conflict with an eye to some of the pressing questions of our own time.

Before illustrating each inheritance, I draw your attention to two different, even if related meanings of the word “evidence.” The word sometimes refers to facts that serve to support or refute a judgement, either in a court of law or in the formation of theories in the modern investigation of nature; in this sense, evidence is only a means to an end. However, in much philosophical work the word means the special event in which a matter clearly shows itself as itself, apart from any further interest; in this sense, evidence is an achievement in itself.

The 20th Century saw much excellent and important reflection on how “evidence” as factual determination relates to truth as theoretical formation: I think of the family of thinkers from Karl Popper (the principle of falsification) through Thomas S. Kuhn (paradigm shifts), Paul Feyerabend (the limitation of methodology) and Ian Hacking. However, I ask you to bear in mind that my own reflections do not intend to cast any direct light on this relation. Rather, I wish to raise the question of how we today may understand at least two different sources for evidence in the other sense of the word: evidence as an achievement in itself – an end and not only a means.

Evidence in the philosophical sense Emmanuel Kant defines as *anschauende Gewißheit*, where the operative word is *anschauende*, direct looking. We can only enjoy *Gewißheit*, the certainty, once we have learned to look, each individually. I rather like Edmund Husserl’s formulation not long before his death: when genuinely reading the great scientific

works of our predecessors we must “reactivate the evidence,” *die Evidenz reaktivieren*. He then concludes: *Es scheidet sich also das passive Verstehen des Ausdrucks und sein reaktivierendes Evidentmachen*.

Before addressing the question of what it might mean to “reactivate the evidence,” I’d like to illustrate its importance in a context we have all experienced: classroom education. Already as students, and then especially as teachers, we all sense that there is a momentous distinction between clarity in explanation and clarity about the matter explained. Neither clarity corresponds necessarily with the other. Two examples . . .

A year or so ago I received an unexpected phone call. A former student of mine, now a professor of philosophy at a far-away university and poised for retirement, was still bothered by the fact that decades ago I had given her a first-class mark on some work she had done. While she could still recognize the clarity of her explanations, she knew that the matter being explained had not at all been clear to her. She knew the difference between the two forms of evidence.

The discrepancy occurs in reverse as well: a professor of music has assured me that he and his colleagues often judge a somewhat sloppy performance to be richer and indicative of more promise than a performance in which the student has mastered all the notes and techniques in perfect clarity. While it is easy for the teachers to pinpoint and explain errors in performance, the judges can only say they detect immediately the richness and promise.

While clarity in explanation appears necessary as proof of accomplishment, it’s clarity of the matter itself that engenders significant development, both personally and culturally. And, as in my examples, the two do not necessarily go hand in hand.

It is distinctive of the philosophical temperament to dwell on this question of the difference between immediate (or intuitive) and mediated (or discursive) insight. Starting with Plato thinkers have discerned in this difference our distinctively human destiny, the crucial element for understanding the dilemmas we all face, and especially those of us occupying responsible positions within prevailing institutions. We today are the heirs to their answers: that is, our institutions of justice, of education, of commerce, of natural and social science have grown out of the reflections of the most powerful thinkers of our western tradition.

The answers that ensconce us today are those of the Enlightenment, starting most clearly with Galileo, Bacon and Descartes in the 17th



Century and ever-more extended and nuanced throughout the 20th Century. We are still the children of the Enlightenment, only now grown old and perhaps a bit jaded. In our cultural youth, we (i.e. our ancestors) raised the question of evidence, of what counts as evidence, whereas in old age we think we basically know the answer. Very roughly stated, evidence is what we discern when we extract ourselves from direct involvements and examine matters freshly. The opposite of this backing off and looking for ourselves is to accept blindly the manners already established in the field in which we are responsible for making judgements. Galileo illustrates such blind acceptance by recounting the story of a learned gentleman who had attended an anatomy lesson in which the nerves of a corpse were clearly traced to the brain, and he afterwards expressed gratitude that he had read Aristotle clearly stating that the nerves are traceable back to the heart: otherwise he might have believed his eyes.

Four hundred years later, however, our own established manners are precisely those of the Enlightenment. Just as Galileo's contemporaries accepted the principles of ancient Greek science, thinkers now generally accept unquestioningly the principles advanced by Galileo. I am convinced that this uncritical acceptance severely constricts our present ability to respond adequately to our own Brave New World.

The alternative to accepting blindly the answers of the Enlightenment is to question them, to seek to understand the Enlightenment ambition as a whole. It is our most obvious inheritance, and rejecting it leaves us with nothing at all, and therefore helpless in the face of current exigencies. But how can we question the answers, seek to understand the aspiration as a whole? It is extremely difficult, even painful, to question the medium in which we solely live. In the words of the ancient astronomer Archimedes, I need a *pou sto*, a "place I might stand" – outside, yet close enough to keep our subject in view.

One such place to stand is the inheritance received and rejected by Enlightenment thinkers themselves and ever since increasingly silted over in our educational system. The advantage of resorting to the classical tradition rejected by our modern tradition is that we can make both the kinship and the difference evident – something much more difficult, perhaps impossible, if we resorted to the literature of a totally alien culture such as the ancient Chinese.

## II.

In an effort to excavate a tiny but crucial corner of our classical inheritance, allow me to plunge you directly into the famous debate between Socrates and Thrasymachus at the outset of Plato's *Politeia*, the familiar work on what it means to dwell in a community, and usually translated into English as "The Republic." The opening question of the work is: What is the basis of our decisions about what's right and what's wrong? (Very curtly formulated: What is justice?) As it turns out, this question is inextricable from three other questions: What is courage? What is moderation? and What is *sophia*? – "wisdom," the love of which Greek thinkers introduced as a vocation in itself. (The four together were later called the Cardinal Virtues, in contrast to the three Christian Virtues: faith, hope and charity.)

In this dialogue Thrasymachus soon barges in to advance his own answer to the question: decisions about right and wrong flow from whomever has the power to arrange things to his own advantage. The obvious corollary of this principle is that we do our best to achieve a position of power, bending ourselves to the power of others only to achieve and stabilize our own position: however compliant we may seem, our aim is really to arrange affairs to our own private satisfaction. What's right and what's wrong is then dictated by the interest of the stronger, most preferably our own (rather than another's) self-interest.

Thrasymachus obviously and unequivocally represents what we call the cynical view of private life and public policy. This view we may readily recognize in any epoch of recorded history – and, of course, in our present epoch. Yet Socrates refutes it, or at least seems to: Thrasymachus himself must admit his own defeat – at least in the verbal exchange, even if he still believes that the cynical view correctly describes life and politics as he knows it.

Although some readers may endorse the outcome of the debate, the refutation itself seems spurious: Socrates' objections to Thrasymachus seem to many readers to rest merely on words. Indeed, as you may remember, two youthful figures in the dialogue restate the cynical view more fully and defend it more arduously: the one imagining a magical ring allowing you to make yourself invisible and thereby enabling you to escape all punishment, the other describing the ever-current exhortations to virtue as praising not justice but the benefits of a good reputation. – of pasting a "counterfeit decorum" onto your self-serving actions. These youths then challenge Socrates to show how the cynic enjoying immunity from punishment and even the highest praises of others would still live a miserable life.

However, Socrates' objections to Thrasymachus rest on evidence, not on words – on evidence that even Thrasymachus admits. For us today, though, it is very easy to miss the point of the argument. The reason is, I suggest, that we fail to notice the difference between what today counts as evidence and what counted as evidence among the elite at the time of Plato and all the way to the time of Galileo. We today can only “get the point” of the argument, and thereby assess the refutation, if we first resuscitate the earlier understanding of what counts as evidence. Such resuscitation is no easy matter, since we must *make evident* what now lies buried under our most recently inherited presumptions. Indeed, as I hope to make clear, our inherited view asks us to suppress what we may in fact subliminally acknowledge. And this suppression, beginning already with the achievements of Galileo, Bacon and Descartes, accounts for a certain cognitive dissonance in our efforts to deal with contemporary dilemmas.

I propose, then, to pace you through the supposed refutation of cynicism – but solely with a view to eliciting the principle of evidence that serves as a premiss accepted by all parties in the dispute.

Thrasymachus claims that we all want to lord it over others to get what we happen to desire. The strong set the standard of conformity: the weak take this standard as their own out of fear or ignorance, perhaps hoping for an eventual increase in their own power. Any talk of morality in the usual sense, i.e. of proper behavior as contravening self-interest, is weaklings' talk – much encouraged by the strong as securing their own power.

Well, says Socrates, let's look at what it means to have power over circumstance. Who has power in such contexts as seafaring? That is, who can run a ship to get done what needs to be done: attend to its construction to make it sea-worthy, attend to members of the crew to get them to do their work, and attend to the vicissitudes of the voyage to get the ship and crew, cargo and passengers to port? The captain, of course. And how does the captain achieve his power? By learning what makes a ship sea-worthy, how to command effectively his crew, when to do what under trying conditions at sea, all the while positioning the ship to pass from one port to another. The captain must know what's good for the ship and respond to circumstances accordingly. Not only must he know these things. The captain serves the interests of them: of the crew, the passengers, those on land who have invested in the cargo – even, in a slightly different sense, the ship itself, keeping it sea-worthy to the best of his ability.

In this one example, having power means serving the interest of others, often to one's own discomfort: looking out for the weaker, not serving one's own interest – the polar opposite of the cynical view.

Thrasymachus continues to object, of course, citing examples of his own. But Socrates counters each objection by looking at the examples more closely. Yes, the shepherd will most likely sell the sheep he has raised, or slaughter them for his own consumption; yes, like the captain, he insists on being recompensed for his labors – precisely because he has not had time to concentrate on the satisfaction of his own desires. Both the shepherd and the captain may take time out to serve themselves, but during these intervals they are not exercising their power, and we ourselves are addressing the question of “what it's like” to be *actually* powerful, not to be enjoying the rewards later received from exercising one's power, as when dining long into the night or fooling around in bed.

And this question of power directs both Socrates and Thrasymachus, and us as well, to the evidence. Not to data and not to deductive reasoning: rather, to the workings of those who actually engage with circumstances effectively. Effective engagement steers the development, the becoming of things animal, vegetable or mineral, each toward a fulfillment of its own, a fulfillment that then, at another time, may serve the interests of those who have the power – or rather *had* it, since they are, as consumers, no longer exercising their art, the source of power.

Their art, I just said: their *techne*. Not only Socrates, Plato and Aristotle, but also Thrasymachus: they all accept the authority of what happens in the exercise of “know-how” – know-how in the knowing, in the handling of circumstances directly. The evidence for an argument about what's most advisable in life's policy-making – evidence now as the source of data – is the know-how in which something is being produced, whether animal, vegetable or mineral, and in which everything depends on doing it well, prior to any eventual benefit that may accrue to the artisan. In the one argument I have sketched for you, the most startling conclusion from the evidence is that the truly powerful devote themselves to the well-being of what or whom has less power – the shepherd's sheep, the captain's passengers.

But I wish rather to draw your attention first of all to the premiss of such argumentation, and only secondarily to some of the conclusions. Essential for us today may be to understand this answer to the question, What counts as evidence? And to contrast it with our own answer, or rather the answer that we have inherited from Galileo along with his colleagues, and that now defines a large swath of our present-day policy-making.

First, you may rightly ask why these people accept the workings of *techne* as the source of evidence. In answer, I remind you that their own literature (I think of Homer, Aeschylus, Sophocles, and Pindar) not only praises the work of artisans but ascribes divine origins to their various arts,



from the art of the smithy through the arts of pottery and horse-training, to the arts of leadership. The ancient Greeks already understood the glory of Greece to rest on the achievements of those "in the know" and thereby, until recent times, on the benevolence of the gods. In this choice of what deserves glory they contrasted themselves with their "Asian" neighbors.

Second, you may ask why, then, so many Athenians objected so vehemently to the way Socrates, Plato and Aristotle recurred to *techne* as the source of evidence. As admirers of their artisans, the Athenians, it seems, should have appreciated such attention to smithies and horse-trainers. However, their admiration was based on the *results* of art, along with the evident prowess of the artisans – much as we today might admire soccer players and natural scientists without participatively understanding their work. When Socrates and the others focus us on the performance of an art they *make evident* our own part (the human condition, we might say today) in the encounters with circumstance so ably handled by the artisans. Essential to this our own part (to the human condition, then) was (or is) the commitment to the good of what we handle: a kind of self-less-ness, we might today say. But this commitment is evident only to those who are fully prepared: prepared to slip into the perspective of the artisans who are fully effective in their work, and to take the evidence of this perspective as establishing the measure for themselves (for their own conditions as artisans).

Thirdly, you may ask what the "official opposition" had to say – what alternative sources of evidence were competing with Plato's. There were the usual two popular views, of course: religious fundamentalism (as in Plato's portrayal of Euthyphro in his dialogue of that name) and economic cynicism (as in Plato's portrayals of Thrasymachus). It has always been, and will always be tempting to answer questions by referring either to rules supposedly handed down from a Higher Authority or to more or less cynical opinions about human nature supposedly shared by most people (even if individuals are not always prepared to acknowledge what they really believe). But such popular views do not themselves offer any source of evidence at all. Indeed, those who give defensive voice to them essentially avoid the question. By definition, a genuine thinker will confute them, just as Plato does – not because they are in every sense wrong, but because they obscure their origins and thereby misrepresent their own conclusions.

In one sense, there was no "official opposition" at the time of Plato. Well-wrought opposition on the question of what counts as evidence came later, and marks the birth of modernity. Yet there were intimations of such

opposition, intimations that we today can detect *only* in the responses to them cited in the works of others. According to Plato and Aristotle, the thinkers of their own time attempted to account for circumstances without accounting for our own commitments to them. Such thinkers Aristotle called "the physicists" and presented these thinkers as believing only in the materiality of things – to the exclusion of purposes intrinsically directing the generation of circumstances and therefore to the exclusion of any inherent human commitment to their development. Plato and Aristotle then dispute such accounts.

It would be unfair of us today to adjudicate the dispute for the simple reason that the opposition comes down to us filtered by the winning side. Besides, what interests me here is not the views of these "physicists" but what they took to be the source of their evidence, something we never learn in the fragments cited by the winners in the dispute.

But in fact we do have one fairly complete work dating from late Roman antiquity. During the Renaissance, Poggio Bracciolini discovered a moldering manuscript from Roman antiquity that does serve as a kind of "official opposition": Lucretius' *De rerum natura*. This work explicates in detail the materialism critiqued by Plato and Aristotle, and it explicitly denounces the central conclusion of those winners, most importantly the conclusion introduced in the dispute with Thrasymachus and elaborated throughout the entire Platonic-Aristotelian corpus – the conclusion, namely, that the power of human agency rests with conformity to the power over which the agent exercises power (in Aristotle's formulation: a *techne* both completes and follows *physis*, i.e. the directionality built into things, their own *telos*, their own "purpose"). And while there is no explication of the source of evidence for the "atomism" Lucretius propounds, we may detect an intimation of this source in what Lucretius finds praiseworthy in the doctrine: it relieves us from the pressures of our circumstances, pressures self-engendered and illusory, products of our imagining that things have any purposes in themselves and therefore some rightful claims on us – claims of the sort suggested by Socrates in his dispute with Thrasymachus.

The liberated stance that Lucretius advances as an end in itself is the stance that Galileo, Bacon and Descartes advance as the starting point of investigation, the source of evidence itself. Thus the difference between Lucretius and his much later admirers: while he advances a kind of passivism, moderns advance an activism. This source of evidence is a stance of attentive and calculative non-involvement familiar to us today in the guise of *objectivity*.



## III.

To put it very briefly: What counts as evidence for us today, culturally if not always personally, are those determinations that issue from a carefully formed stance above (or to the side of) the events we wish to judge. Only determinations made from such a stance of non-involvement count as items of evidence in courts of law and investigations of nature. In either domain judges must be "impartial," as we say, and such impartiality should, we generally agree, prevail in less formal domains such as an employer's judgement of employees, a teacher's judgement of students, and parents' judgement of their children. The requirement of impartiality is, as we might say, *evident* – or, better, it's what must *become* evident in the process of growing up, learning responsibility. Yet impartiality, or *objectivity*, cannot be justified by appealing to facts as evidence: it is the *source* of evidence, and therefore can only be *itself* evident – *self-evident*. We find ourselves either imbedded in this source or not: we might think ourselves into it (learn it), but we cannot argue ourselves into it (deduce it). In traditional philosophical language, this principle of evidence is intuitive rather than discursive: like the axioms of geometry, even like the principle of *techné* in the works of Plato and Aristotle.

Still, I would like you to consider more carefully this source of evidence. Not at all to overthrow it. Rather, to make evident its challenges. The principle has so long been with us as an inheritance that we may miss both its originating power and its essential limitations. That is, we easily underestimate its power and overestimate its scope, and in either case fail to rise adequately to the challenges of circumstances themselves.

The first question you might raise is whether anyone took notice of the transition from the ancient to the modern endorsement of what counts as evidence. Around 1600, Galileo and Bacon were in fact endorsing it: their works show calculative observation at work and explicitly contrast this procedure with that of the Schools. So far as I know, however, only Descartes named the actual source, as distinct from naming Aristotle and the doctrines the Schoolmen had extracted from his work.

In Part Six of his *Discourse on Method* Descartes remarks on the difference between his own method and that of his predecessors: his method enables us to know "the force and the actions of fire, of water, of air, of the stars, of the heavens and of all the other bodies around us" – to know them just as discerningly as "we know the diverse skills of our artisans" (the "we" here being the Scholastic-Aristotelian *universitaires* of the time). This recognition on the part of Descartes lies buried within a longer and

oft-quoted defense of his method. I here cite the French version, starting immediately after he says he first hesitated to publish his new approach to intellectual work:

*Mais, sitôt que j'ai eu acquis quelques notions générales touchant la physique, et que, commençant à les éprouver en diverses difficultés particulières, j'ai remarqué jusques où elles peuvent conduire, et combien elles diffèrent des principes dont on s'est servi jusques à présent, j'ai cru que je ne pouvais les tenir cachées, sans pécher grandement contre la loi qui nous oblige à procurer, autant qu'il est en nous, le bien général de tous les hommes. Car elles m'ont fait voir qu'il est possible de parvenir à des connaissances qui soient fort utiles à la vie, et qu'au lieu de cette philosophie spéculative, qu'on enseigne dans les écoles, on en peut trouver une pratique, par laquelle connaissant la force et les actions du feu, de l'eau, de l'air, des astres, des cieux et de tous les autres corps qui nous environnent, aussi distinctement que nous connaissons les divers métiers de nos artisans, nous les pourrions employer en même façon à tous les usages auxquels ils sont propre et ainsi nous rendre comme maîtres et possesseurs de la nature. Ce qui n'est pas seulement à désirer pour l'invention d'une infinité d'artifices, qui feraient qu'on jouirait, sans aucune peine, des fruits de la terre et de toutes les commodités qui s'y trouvent, mais principalement aussi pour la conservation de la santé, laquelle est sans doutes le premier bien et le fondement de tous les autres biens de cette vie; . . .*

The dramatic introduction of the new *connaissances* and the emphasis on their service to *le bien général de tous les hommes* in the unending invention of technological devices to advance the interests of our earthly life – all this may distract from the historical shift in what counts as evidence: from the wisdom evident in immediate involvements to a wisdom generated by an arduous methodological non-involvement, again called physics.

The second question you may raise is what this shift brings in its train. What are we destined to learn once we adopt the stance of impartial observation and mathematical calculation? Descartes' answer has been corroborated by the advances of knowledge from his time to ours: we can know the behavior of elements in space and time, along with ways of intervening in their behavior to change their direction according to our own wishes. The behavior of the elements follows what we will call "laws of nature," and these laws will take mechanistic form. Our own ways of intervening will be called techniques. The knowable elements will appear at multiple levels with a corresponding multiplicity of names: so-called

atoms having themselves elements and then also forming compounds – from molecules to organisms to organs within organisms and societies of organisms. Excluded will be any essential knowledge of purposes: any supposed purpose will either be that of those exercising the technique, i.e. a human volition, or a loose way of projecting the future within a behavioral pattern of elements mechanically in motion. There can be no evidence, no data, justifying knowledge of purpose (i.e., internal power, *dynamis*, of fulfilment) of the sort glaringly evident to the likes of Socrates, even to the likes of Thrasymachus, in their appreciation of the art of the artisans.

For an illustration of the shift, you may recall Galileo's anecdote about the anatomy lesson: apart from poking fun at the fellow grateful that he had read Aristotle, since otherwise he might have believed his eyes, Galileo is asking us to accept the view of the human body engendered not by one who knows the body as an athlete does, starting from his own involvements "in" or rather *as* a body, but rather by one who only has something stretched out before him – an *object* in every essential distinct from himself. Such an object can *only* appear as a mechanism, and we are well on our way to the modern conception of medicine with its possibilities of arbitrary surgical alteration and drug-induced enhancement of athletic performance.

Philosophers up through Kant and Hegel engaged fully in the conceptual battles for refining the understanding of these *a priori* commitments of objectivity, drawing attention to our own role in it – our own "subjectivity," as it came to be called. Better known are the achievements of Isaac Newton in physics, Adam Smith in politics, and Charles Darwin in biology – achievements that still today set the standards for mainstream intellectual work in our universities. For an initial confirmation that these achievements follow upon the *a priori* commitments of standing outside engagements to discern what is happening on the inside, you may read Lucretius' *De rerum natura* and note that this work of late antiquity already anticipates modern discoveries – simply by virtue of the stance it proposes.

And a third question you might wish to raise is whether there was (and is) any "official opposition" to the once-new and now-prevalent understanding of what counts as evidence. I can easily name several oppositions, and you might name even more: (1) At the time, the official opposition was signaled by the name Aristotle and voiced by the *universitaires* of the time, mainstream churchmen who had appropriated the doctrines of The Philosopher to give structure to their theology. (2) There was even *some* internal opposition, *most notably* that of Leibniz (who aspired to retain both the ancient understanding of nature and the

modern source of evidence) and that of Hegel (who detected cognitive dissonances in efforts merely to explain or observe things). (3) Perhaps the most obvious "official opposition" was that of the Romantics during the 19th-Century: Coleridge, Herder, Thoreau, and Emerson drew on Kant's exposition of the conditions of the possibility of objectivity to argue that the transcendental subject (namely, we ourselves as investigators forever above anything investigated) could develop non-objective understandings of nature, whether inanimate bodies in movement, our own social organization, or the transformation of plants and animals. And (4) still today there is an undercurrent of opposition in the form of on-going criticism of the pretensions of some scientists to know everything about human being (currently, those neuroscientists wishing to reduce the mind to the brain by drawing upon Isaac Newton, Adam Smith and Charles Darwin in a kind of *Gesamtwissenswerk*).

Yet, as in the case of the opposition to the Platonic-Aristotelian interpretation of artisanship earlier on, the opposition to the Baconian-Galilean-Cartesian standard of objectivity has served (and continues to serve) only as a kind of rearguard reaction to the advancing armies of mainstream thought. It is hardly imaginable that courtrooms and parliaments, our research establishments and our school systems could ever forgo the principle of objectivity. Our political, scientific and educational institutions are what they are because they grew out of this understanding of what counts as evidence: deviation from the norm of objectivity would destroy the institutions defining our historically developed conditions.

#### IV.

Here you have my sketches of two contrasting inheritances on the question of what counts as evidence. Only sketches, of course: not only does each inheritance deserve more extensive consideration (partly to note the wide variety of internal questions driving their development), but together they invite us to wonder whether there is any connection between the two. While I have sketched them out to contrast starkly with one another, you yourself might notice a continuity as well: both our Ancient and our Enlightenment traditions appeal to *efficacy* as the measure of what counts as evidence – success in dealing with circumstances as they happen to come along. Socrates (with Thrasymachus' consent), and then Plato and Aristotle, ask us to look at those already successfully engaged in a recognizable *technē*; Bacon, Galileo, Descartes and the rest ask us to sharpen our own method of observation and calculation to develop our



own techniques of successfully rearranging our environment. Following through on this one word (*techne*: technique → technology), we could trace out the continuity of our two inheritances and likely detect a harmonious whole that we could rightly call Occidental as distinct from Oriental.

However, I would like rather to redirect your attention to our own condition as heirs, where I find an essential and often eery disharmony. Briefly formulated: our public understanding of what counts as evidence is explicitly that of our Enlightenment tradition, while our private understanding of what counts as evidence is “naturally” that of our Platonic-Aristotelian tradition.

First some anecdotal illustrations of the disharmony to which I am referring: (1) An academic psychologist studies human behavior mechanistically during his working hours, and must (on his own admission) set his objective view aside when returning to his wife and children. (2) An academic exegete of the New Testament analyzes the sayings of Jesus to show how they reflect the secular concerns of the time, and must (on his own admission) abandon this objective view when attending mass on Sunday. (3) A typical office worker applies himself all day meticulously and skillfully processing data on his computer, perhaps even helping to redesign the program itself, and must then resort to a hobby (a craft or a sport) to regain his sanity.

More subtly: (4) A medical doctor finds himself caught between the official creed that he must intervene as an engineer to prolong the life of a patient and his personal conviction that nature must also run her course, whether in healing or dying. And (5) an elected representative must constantly tell his constituents that he represents their wishes while knowing that he should exercise his own judgement about what is best.

The disharmony is very familiar, and often benign. And it is open to very different interpretations, especially in particular cases and by those directly involved in it. With only tenuous regard to the examples cited, I offer you a philosophical interpretation: at work (of the sort formed by the principles of the Enlightenment) we accommodate things to the system in which we work; at home (caring for our families, engaging in our hobbies, practicing a sport) we accommodate ourselves to things.

The key word here is “accommodation.” Two and a quarter centuries ago Emmanuel Kant detected the difference at the level of metaphysics: hitherto, he says, thinkers have assumed that cognition (*Erkenntnis*) had to adjust itself to things (*Gegenstände*), whereas it’s now time, after the challenges of Bacon, Galileo and Descartes, to try out the reverse: whether things don’t have to adjust themselves to our own condition as knowers (to

the conditions of possible knowing, whether artisanally or intellectually). Let me repeat this turning point in Western thinking by quoting the full text, dated “Königsberg, im Aprilmonat, 1787”:

*Bisher nahm man an, alle unsere Erkenntnis müsse sich nach den Gegenständen richten; aber alle Versuche über sie a priori etwas durch Begriffe auszumachen, wodurch unsere Erkenntnis erweitert würde, gingen unter dieser Voraussetzung zu nichte. Man versuche es daher einmal, ob wir nicht in den Aufgaben der Metaphysik damit besser fortkommen, daß wir annehmen, die Gegenstände müssen nach unserem [sic] Erkenntnis richten, welches so schon besser mit der verlangten Möglichkeit einer Erkenntnis derselben a priori zusammenstimmt, die über Gegenstände, ehe sie uns gegeben werden, etwas festsetzen soll.*

The contrast between adjusting ourselves to the nature of things and adjusting things to our own condition neatly states the difference between the ancient understanding and the modern understanding of what counts as evidence.

As I said, all these questions deserve more careful consideration than is possible in a late-afternoon conference.

## V.

I will close with a consideration drawn from my own life-time involvement in education. What are the imperatives of excellent education today? As heirs to the precepts and ambitions of the Enlightenment, youths today are implicitly educated in the physics of Newton, the biology of Darwin, and the political economy of Adam Smith, each one of which asserts the principle of self-serving decision-making. Yet these same youths must learn to participate in and contribute to what Descartes still called the common good of all (*le bien général de tous les hommes*). How is this possible – to be both self-serving in the manner of Thrasymachus and still committed to the well being of others?

The question has been acknowledged throughout the last centuries. The answer proposed at nearly every juncture is this: to serve one’s own interest effectively, one must enter into a bargain with others (a kind of free-trade agreement). The name for this willingness to cooperate is “enlightened self-interest.” Yet this answer lies exposed to the critique already offered by those two youths in Plato’s *Republic*: it encourages the cleverest among our own youths to find ways of cheating without being detected, all the while enjoying a good reputation.



What alternative do I propose? Nothing practical, I assure you. Rather simply this: that our youths be encouraged to think through the human condition rather than simply accepting the answers of their forebears. That is, to learn to contemplate freshly where and how they are. And to do this with the help of those thinkers whose answers they already imbibe with their mother's milk. To let these thinkers – whether Galileo and the rest, or Plato and the rest – help them contemplate where those answers come from. Along the way, no doubt, they will have to learn the distinction Edmund Husserl drew: *Es scheidet sich also das passive Verstehen des Ausdrucks und sein reaktivierendes Evidentmachen.*

### Bibliography

My procedure (contrasting traditions to eke out pressing questions) you may find in two other essays: one on our traditions of logic (Aristotelian vs. mathematical understanding of rationality) and one on our traditions of physics (Aristotelian vs. Newtonian understanding of *kinesis*, movement). Both are available on-line ([www.mta.ca/~cwelch](http://www.mta.ca/~cwelch)).

About the two different meanings of “evidence”; *Evidenz* (vom lateinischen *ex* ‚aus‘ und *videre* ‚sehen‘, ‚das Herauscheinende‘) bezeichnet das dem Augenschein nach Unbezweifelbare, das durch unmittelbare Anschauung oder Einsicht Erkennbare. Evident ist ein Sachverhalt, der unmittelbar ohne besondere Aneignung klar auf der Hand liegt. Der Begriff darf nicht mit dem englischen *evidence* verwechselt werden, der mit „Beweis“ oder „Beleg“, im juristischen Bereich auch mit „Zeugenaussage“ übersetzt wird. (From an on-line German dictionary of philosophy.)

About the “family of thinkers from Karl Popper”: the last mentioned, Ian Hacking (a Canadian), has published an easily accessible and very poignant account of “representing and intervening” in a book of that exact title (Cambridge University Press, 1983). Crucial is the thought that we may legitimately consider scientific representations to be “of real things” only as they permit us to intervene in what they describe.

Edmund Husserl's remarks about “reactivating the evidence” are found in his *Die Krisis der Europäischen Wissenschaften*, Beilage III (Martinus Nijhoff, 1962). An extensive account of his on the meaning of *Evidenz* you may find, for example, in his *Cartesianische Meditationen*, §24 (Martinus Nijhoff, 1963).

Galileo's representation of the scholastic appeal to Aristotelian authority (rather than to actual experience) is found in his *Dialogo sopra i due massimi sistemi del mondo*, especially the Giornata Seconda.

The famous remark of Archimedes (give me a place I might stand and I might move the earth) is reported (many centuries later) by Pappus of Alexandria (*Synagoge*, Book VIII, Prop. 10, Section 11).

For more on how the Socratic perspective irritated people at the time, you may read the portrayal of Alcibiades at the end of Plato's *Symposium*. This young man and future tyrant of Athens says Socrates engaged his interlocutors in discourse that, on the outside, appears ridiculous while, on the inside, proves to be the only discourse having sense (*nous*: 222A): discourse about pack-asses and smithies, shoemakers and tanners. In Plato's *Gorgias*, another dialogue on the question of justice, you will find Callicles likewise complaining that Socrates keeps bringing the discussion

back to farmers and cooks, cloth-makers and doctors (591A).

For critical responses to the most far-reaching claims of evolutionary biology, see for example:

"What Comes Naturally" by Louis Menand (*The New Yorker*, November 25, 2002; pp. 96 ff.): response to *The Blank Slate: The Modern Denial of Human Nature* by Steven Pinker.

"It Ain't Necessarily So" by Anthony Gottlieb (*The New Yorker*, September 17, 2012; pp. 84 ff.): response to *Homo Mysterious: Evolutionary Puzzles of Human Nature* by David Barsh.

"Kin and Kind" by Jonah Lehrer (*The New Yorker*, March 5, 2012; pp. 36 ff.): response to *The Social Conquest of the Earth* by E. O. Wilson.

"How Fit is E. O. Wilson's Evolution?" by Steven Mithen (*The New York Review of Books*, June 12, 2012; pp. 26 ff.): another response to *The Social Conquest of the Earth*.

"Homunculism" by Colin McGinn (*The New York Review of Books*, March 21, 2013; pp. 4 ff.): response to *How to Create a Mind: the Secret of Human Thought Revealed*, by Ray Kurzweil. (See also the follow-up dispute in "Letters to the Editor" in the issue of May 23, pp. 51-52.)

"The Religion of Science and its High Priest" by Thomas Meany (*The New York Review of Books*, October 15, 2012; pp. 61 ff.): response to *Auguste Comte: An Intellectual Biography* by Mary Pickering.

On the effort to complement the principle of self-serving with a principle of empathy with others (starting, very tellingly, with Adam Smith's 1759 *The Theory of Moral Sentiments*), see "The Case Against Empathy" by Paul Bloom (*The New Yorker*, May 20, 2013; pp. 118 ff.). The author is a professor of psychology, and he addresses the question (of suffering along with others in their suffering) with a view to efficacy in personal and social decision-making. Prior to the Enlightenment the question was rather how one's actions lock immediately into the well being of others (well being understood more in acting than in suffering); Kant still knew this.

It may seem inappropriate that I keep listing Isaac Newton along with Adam Smith and Charles Darwin. That might be because we have generally lost sight of the original debate over whether force (*bia*: essentially intercorporeal, i.e. external to any one body) could replace potentiality (*dynamis*: essentially internal to any one body). This conflict over the proper way to understand inorganic reality set the stage for the later acceptance of greed as the driving force of production in human organizations and of survival as the driving force of organisms of any sort.

# Discussion après la conférence de Monsieur Cyril Welch du 17 juin 2013

## What counts as evidence ?

**M. André Elvinger :** Cher conférencier, je pense que Georges Als, devant nous quitter un peu plus rapidement, aimerait poser une première question et je sais qu'il sera suivi.

**M. Georges Als :** J'aimerais féliciter le conférencier pour son discours de la méthode.

But let me now turn to English as all the talk was in English. I would like to ask two questions, a simple one and a nasty one. The simple one is addressed to our *conférencier*, the nasty one is addressed to all philosophers.

The simple question is this: You have talked a lot about the Enlightenment. I was astonished that you did not talk very much of what seems to me the essential characteristics of Enlightenment: experiment and then quantitative measurement and the assertion of mathematics.

Now the nasty question is this: Philosophy is about fundamental questions that every one of us asks himself: What is the sense of the universe, does God exist, what is good, what is bad? These questions are essentially simple. How is it that the philosophical discourse is so terribly complicated?

**Le conférencier :** Let me answer the first question first: a very good one, I must say.

Take the notion of experiment. An experiment is a primary example of the way we try to consider things while distancing ourselves from them. I have just been reading an article about an accomplished biologist, Temple Grandin, an American. She has written a book where she complains about the people who set up experiments to try to understand autistic children: on her view these people are distancing themselves from what's essential about autism; they are therefore limited to discovering only certain kinds of things. They never get inside what it means to be an autistic person. She happens to be autistic herself, one of the rare cases of such people who have earned a doctorate and do research despite their handicap.

The big question is whether there are important things we could ever understand by distancing ourselves from them immediately. That works for some things, nobody is denying that. But once you have set up an

experiment, you have set yourself above your subject and are no longer understanding yourself as a part of it.

Now, perhaps my first answer leads back to the nasty question you pose. I taught philosophy for forty years. I always had trouble getting students interested in the subject, and I often asked myself why this was the case.

When philosophers ask us to consider whether God exists, what is right or wrong and so on, they themselves address such questions by insisting that you understand yourself in them. There is no such thing as answering such questions except as each question is a part of a process of re-understanding yourself in the matter under consideration [Socrates]. This condition holds for any discourse that addresses these questions philosophically I would take my stand on this:

Any book that is written on such questions and is trying to tell you about what these things are like without engaging you in re-understanding your own self in it, is not philosophy. It is something else, another kind of discourse conducted in the name of philosophy.

But this form of address can be very irritating. We do not always like to be challenged. If you ask philosophers to tell you about the universe, they will say such things as: we all have *a priori* commitments to things, whether space and time and categories [Kant], ideas of reason [Plato] or something else. What are these philosophers talking about? About you. That is what they are talking about. Not about things independently of you.

Philosophers are essentially irritating. At one time they got themselves into serious trouble. Since nobody has ever threatened me, I sometimes think maybe I'm doing something wrong!!!

**M. Jean-Paul Harpes:** J'avais promis d'évoquer un certain nombre de questions qui pourraient être soulevées dans le contexte de la conférence de Cyril Welch. En fait, je me bornerai à indiquer quel est, à mon avis, l'objet central de cette dernière et quel type de questions celle-ci pourrait soulever en tout premier lieu.

Dans sa conférence, Cyril Welch examine les -ou certaines des- notions d'évidence qui ont gouverné l'histoire intellectuelle de l'occident à partir de l'antiquité et les, ou certaines, divergences importantes entre ces notions. Dans ce contexte, il examine, entre autres choses, au début de sa conférence, la notion d'«évidence» qui marquait la philosophie de Platon et qui gouverne, notamment, dans la République, la célèbre discussion entre Socrate et Thrasymaque.

Cyril Welch insiste sur le fait que nous disposons en fait de plusieurs héritages à l'égard de ce qui fait qu'une proposition donnée peut être prise

au sérieux et être considérée comme valable, susceptible d'être acceptée. En ce qui concerne la pluralité de nos héritages et des divergences entre ceux-ci, le conférencier insiste sur certaines ruptures d'approche marquantes. Il évoque d'une part ce que l'on pourrait considérer comme la révolte de Lucrèce contre la tradition. Il insiste par ailleurs, notamment, sur le fait que la philosophie des lumières marque une rupture complète à l'égard des approches précédentes. Galilée notamment accomplit une véritable révolution. Après lui la notion d'évidence sera toute autre. Elle consistera dans l'objectivité à l'égard du monde.

L'insistance de Cyril Welch sur la pluralité de nos héritages concernant la ou des notions d'évidence, sur les divergences entre ces héritages, sur les points de rupture historiquement importants des divers héritages, sur les conséquences qu'eurent ces ruptures tracent un large champ de débats intéressants que nous pourrions mener. D'autre part l'interprétation qu'il a proposée de ces divergences, ruptures et conséquences pourrait être commentée ou discutée.

Je voudrais ajouter une remarque plus contextuelle. Dans une Section telle que la nôtre qui est composée de philosophes, d'économistes et de juristes, l'exposé philosophique de Cyril Welch pourrait être complété par des remarques portant sur l'histoire de la notion d'évidence dans le droit et dans l'économie. Dans ce contexte, la conception de l'évidence dans le cadre de la jurisprudence romaine, pourrait, par exemple, être évoquée.

**M. André Elvinger :** Merci Jean-Paul et merci d'avoir un peu tout de même rappelé le droit dans tout cela. En effet, le droit s'occupe beaucoup, peut-être pas d'une vraie « evidence », mais tout de même de la possibilité de se rapprocher le plus près possible d'une autre notion qui est celle de la vérité. C'était d'ailleurs l'objet de la conférence de Patrick Kinsch à laquelle je faisais allusion.

**M. Henri Etienne :** L'évidence active. Je pense qu'il n'y a pas meilleur sujet et aussi matière à optimisme que le darwinisme, l'évolution. Si on regarde ce qui s'est passé maintenant du point de vue de la recherche de la vérité depuis Darwin et la journée d'aujourd'hui, on est arrivé à une quasi-évidence sur le sujet et ce par un système d'évidence active. Et ont contribué à cette évidence active toutes les recherches, toutes les découvertes qui ont été faites, ... pour approfondissement de la cellule, l'ADN, les enzymes etc., tout ce qui a contribué à la vie, ce qui veut dire que l'évidence est quelque chose de pluridisciplinaire et d'historique. Alors j'ai l'impression que du point de vue des lumières, nous sommes arrivés maintenant à un point zéro et le point zéro a été bien illustré par le décès de



Christian de Duve, le prix Nobel et un grand spécialiste de la cellule et de l'évolution etc. Né dans un milieu très catholique, professeur à l'université catholique de Louvain, il a viré suite à ses connaissances, à ses lumières, à la conviction que Darwin avait raison qu'il n'y a pas de principe autre qui explique la vie etc., et comme logique suprême, il y a six semaines, il est mort volontairement. Mais alors il y a eu une grande cérémonie à Louvain-la-Neuve, dans une église quand-même, et alors l'évidence que tout le monde en a tiré : que faire maintenant ? En somme nous avons atteint de ce point de vue une évidence extrêmement active, nous sommes arrivés presque au bout, mais maintenant vient l'autre problème. Merci.

**Le conférencier:** It is a very good question, and I appreciate it. I'll try to come back to a couple of points.

First, I wonder if I understand your example correctly. It would point out the limitation on one kind of research. We have two different ways to understand things, maybe more, and each one has its own kind of *vérité*. That's one of the things we have to learn about "la notion de la vérité": there are different kinds I very much appreciate the kind truth that is associated with objectivity and which is part of the Darwinian tradition; it has engendered a huge amount of important research, done in the way that you described.

I think we will someday have to learn that truth of the now familiar sort does not have to be absolutized. Fanaticism always lurks when you find important truths, e.g. the truth of the DNA and the like: discovering one thing, one is tempted to jump to conclusions about everything. This temptation can lead to a drive for totality that, we will have to learn, is pernicious. It is no surprise to me that we can't live in two different truths, but only so long as one or the other is supposed to be total.

I am not sure that this answers your question. In any case, I must repeat that, while I have read Darwin and continue to read books on contemporary research, I'm no biologist, and so I cannot take a stand on the questions in biology. As a philosopher, I ask myself where researchers are getting their evidence. Raising this question does not discredit them at all, it strengthens them. You strengthen your truth if you know where the evidence is coming from. I think you also know that it is *a* truth, not the whole truth.

I should answer Jean-Paul as well: While I do not know enough about law to talk about jurisprudence in any adequate way, I can offer a couple of anecdotes touching on something you may have experienced yourself.

The teaching world involves us in judgements about student work. Rather late in my teaching career a student submitted work that was clearly

plagiarised: I knew her previous work, and it was clear to me that she had simply downloaded an essay from the Internet. I confronted her with her deed. Now, until recently I could simply fail her. But now there are new regulations: I would have to prove to a court, submit objective evidence, that she could not have written what she submitted. The decision would then have to be made by people who didn't know anything about philosophy, who didn't know anything about the girl. I know philosophy, I know the girl, there was plagiarism. So what do we do? Plea-bargain! I told her: I will not report you, so that your record will be clean, and in return you just take the failure. And she was happy. She was happy with plea-bargaining. This saved me the trouble of submitting evidence of an objective sort, and her the trouble of having a blemish on her record. This sordid solution is now rampant in North American universities: a way of circumventing the pernicious effects of the insistence on one form of truth.

The same thing has come up with efforts to dismiss obviously incompetent professors. I can tell when somebody in my field is incompetent, but in court one only accepts as evidence what can be specified in the form of data. So you have incompetent professors who continue teaching until retirement because there is no way of getting rid of them. Except by plea-bargaining!

In Canada this idea of jurisprudence did not exist until sometime in the seventies or eighties. Canada was backwards in this regard. In the older days you could fail a student because you saw the plagiarism; you did not have to justify your decision to people not intimately involved.

I learn much talking with lawyers. Recently one who has retired (he was a *procureur général* in Canada) told me that if he were to set the program for law schools he would require students to spend their first year studying ethics and the philosophy of law, rather than pouring over case studies. I find that interesting, he knew there was something wrong in contemporary training of lawyers. Not long ago an elderly lawyer here in Luxembourg told me he himself had to study Plato's *Republic* when he was in law school. He thought it a shame that this practice was not longer being followed.

**M. Mario Dicato:** I have also a simple question for you. How do you verify the evidence ? Once you come to your evidence, how do you verify? And the notion of falsifying the evidence: Does that exist in philosophy ?

**Le conférencier:** How does one verify evidence and how does one falsify evidence ? This has to do with "evidence" in the English sense of the word and arises importantly in experimental work: *Feststellungen*

that you make at a distance from things, gather together according to an overall account (a theory) that counts as a theory only if you can state the conditions under which it could be falsified. If one has a theory that cannot possibly be falsified it is not a scientific theory, but something else presented in the name of science. Still, the verification processes are very complicated. My point it is that the other sense of evidence lurks, often unacknowledged, throughout any legitimization of our thinking; from there you verify *Feststellungen* and theories.

**M. Mario Dicato:** From a physician's point of view (I am a physician), I would say it takes at least six or seven hundred years to verify evidence, to change your evidence when you go from I-do-not-know-what century to Lucrèce and then to the Enlightenment, it is a big stretch to verify.

**Le conférencier:** Oh, "verify" evidence in that sense. How do I know that I am correct in my account of Plato's *Republic*? I talk about something that happened 2,500 years ago and so how do I know I am right or not? I quickly say: I do not know if I am right, I play it out. And that is the thing about evidence in the other sense, you play it out and if other people do not get it, then you fail, which is probably the case. I failed hundreds of times over forty years.

**M. Pierre Jaans:** Thank you very much for the panorama you gave us in such an elegant way on the problem of evidence. My question is more about, say, the coordinates, the place of where philosophy stands today. You mentioned neuroscience at the beginning of your conference: that there is a debate raging in the United States especially, but not only in the United States, about neuroscience – about the way neuroscience today is considered as a kind of rival to philosophy in the classical sense. Being a professional philosopher, what would be your feeling in the trend of this parallelism or of this asymptotic pace? Would you see philosophy in the end eventually disappearing into neuroscience, like something can disappear in a black hole?

**Le conférencier:** I rather suspect that what will happen is that the revolution in thinking offered by biology and neuroscience, along with social biology, will increasingly take over: that present circumstances will drive this revolution to its own end. It will then itself be called into question. This has happened before in history, and I think we are into this process now.

The imperatives of trying to run a world, a massive world, with all the people and the problems of dealing with the environment and keeping societies together – huge societies like China and the United States and the European Union – are going to require more and more techniques of control. Leaders will look more and more hopefully to biology, neuroscience and social biology to supply answers to these problems. It is answers that people want, not questions.

Throughout history we detect the same pattern. Very real problems arise, answers are sought, theories are proffered and work for a while and finally fall apart when confronted with new obstacles. It is at that point, when favorite answers prove to be inadequate, that there is more readiness for rethinking matters and more readiness for asking questions [Thomas Kuhn].

But I do not think that is the office of philosophy to run the world. There is always a kind of competition between philosophy and generally accepted opinion, as was recognized already in the beginning with its emergence in ancient Greece. Opinions are answers, and philosophers push us to think about these answers. It is the conceit of a philosopher that questions, not answers, engage us in matters more fully – more truthfully.

**M. Vincent-Emmanuel Mathon:** Je représente ce soir la Chambre de commerce.

Thank you very much for your talk; it is very interesting indeed. If I understood correctly what you said, you described the shift from Ancient to Enlightenment thinking by the introduction of objectivity, which you described as a chosen standpoint from which one can observe nature or things basically, and judge basically, by evidence; evident is what one can actually see (as you illustrated with the example drawn from Galileo: observers could actually see the nerves leading back to the brain). Then you say that today, with modern science, we have been experiencing a new shift where objectivity is not possible anymore. One cannot see phenomena without interacting with them; one cannot see the world as it actually is (for instance, we now live in a four dimension world, as Einstein proved: but we cannot see the fourth dimension). What do you think of this potential third shift ? Thank you very much.

**Le conférencier:** The best scientific work proceeds in full awareness that it is itself an engagement on the part of the investigators: that, as they are talking about things, as they are observing and calculating, they are in fact part of the story. Notice the difference between the activity of investigation and the results that get published: the results appear to be truths without

the investigation and the investigator [“knowledge without a knower”: Karl Popper]. This essential discrepancy reveals why it is important for any well educated person to learn a hard science very well, and to practice it; when you really learn a hard science you learn just how much you are part of what is happening and that your descriptions really are descriptions of the interaction between you and what you are investigating. The results that get published, particularly in the newspapers, leave us with the impression that research has somehow arrived at the truth independently of that interaction, and here we have the source of a serious illusion. There will always be such illusion because the media, already academic journals, do not, indeed cannot, present intellectual achievements along with the philosophical considerations that lend them their truth. As you say, the original obtaining of results is not simply a matter of looking, as the story told by Galileo might suggest.

**M. André Elvinger:** I am sorry that at this stage I must thank the *Fähnlein der sieben Aufrechten* who stayed with us until this very late time, and I regret that I am not able to express my thanks to a larger audience. Your persistent attention is *evidence* of the fact that our *conférencier* gave us a magnificent conference. We will read all this most carefully again in our “Actes”, unfortunately only in about six months from now. We have learned a lot. Thank you Professor, *cher confrère*.

**Le conférencier** added this note in October 2013:

Among the several members of the audience who spoke with me directly after M. Elvinger adjourned the meeting was a gentleman who, introducing himself as a neuroscientist, remarked that many in his own field (especially the younger ones) were turning ever more to the philosophers of our tradition for help in understanding the difficulties of their research. He believed neuroscience would become ever more philosophical rather than philosophy, in the phrase of M. Pierre Jaans, “eventually disappearing into neuroscience, like something can disappear in a black hole.”

Séance du 26 septembre 2013

**COMMENT ET À QUEL PRIX EST-IL POSSIBLE  
DE « DIRE VRAI » POUR UN CHRÉTIEN ?  
« JE SUIS LE CHEMIN, LA VÉRITÉ ET LA VIE. » (JN 14, 6)**

---

par

Jean Ehret

---

Jean Ehret est docteur en théologie et docteur en langue et littérature françaises. Il dirige actuellement le Centre Jean XXIII (Grand Séminaire) – Formation, recherche, dialogue et documentation à Luxembourg, tout en continuant d’enseigner la théologie dogmatique et la spiritualité au Grand Séminaire de Luxembourg, à la Sacred Heart University Luxembourg et à l’Université de Lorraine. Il exerce son ministère sacerdotal notamment comme aumônier de la communauté italienne se réunissant à la crypte de la cathédrale et comme aumônier de la Conférence Saint-Yves. Il est membre de l’Académie européenne des sciences et des arts.





## Sommaire

L'introduction présente le *Sitz im Leben* du sujet de la conférence : c'est la recherche de ce qui vaut la peine de donner sa vie. Cette recherche ne peut faire l'économie de la question épistémologique.

La première partie de mon exposé précise le concept de vérité en jeu : une synthèse de différents apports qui m'oblige, et en relève la relativité, si bien qu'on tend plus vers la vérité qu'on ne la « posséderait ». La deuxième partie commente la citation de l'Évangile selon saint Jean dans laquelle Jésus se présente comme « le chemin, la vérité et la vie » pour relever le caractère personnel, relationnel, progressif et discontinu du « dire vrai » chrétien. Enfin, la troisième partie intègre la relativité de la vérité et son enracinement dans des relations vivantes pour signaler brièvement comment on peut concevoir l'apport des sciences et des autres religions au « dire vrai » chrétien.

Ainsi, le prix que le chrétien doit payer pour « dire vrai » est celui de renoncer à un discours à prétention universaliste, pérenne ; il n'est cependant pas condamné au relativisme absolu : sa théologie sera toujours incarnée, topologique, issue de la relation qu'il entretient dans la foi avec son Seigneur et ses frères et sœurs dans le monde qu'il partage avec eux.

### Table des matières

Introduction.....	3
I. À travers toutes les médiations, tendre vers la vérité.....	4
II. La vérité comme chemin : aspects personnel, relationnel, progressif et discontinu du « dire vrai » chrétien.....	8
III. L'apport des sciences et des autres religions au « dire vrai » chrétien.....	13
Conclusion.....	16
Éléments bibliographiques.....	17
Discussion.....	19

## COMMENT ET À QUEL PRIX EST-IL POSSIBLE DE « DIRE VRAI » POUR UN CHRÉTIEN ? « JE SUIS LE CHEMIN, LA VÉRITÉ ET LA VIE. » (JN 14, 6)

Mesdames, Messieurs, je tiens d'abord à remercier la section des sciences morales et politiques en la personne de son éminent Président, Me André Elvinger, de me faire l'honneur de parler devant vous.

### Introduction

Le sujet que j'ai retenu pour cette conférence est le suivant : « Comment et à quel prix est-il possible de "dire vrai" pour un chrétien ? ». Posée de cette façon, la question de la vérité s'inscrit immédiatement dans la théorisation du discours et, partant, dans une communication entre personnes dans laquelle le locuteur est chrétien. La vérité abordée n'est donc pas un discours absolutiste et son locuteur se définit par sa relation au Christ Jésus, et à travers celui-ci à Dieu qu'il confesse être Père, Fils et Esprit : Trinité. Cette personne aimerait dire vrai : sur qui, sur quoi ? Sur Dieu, sur le monde (*Welt*), sur l'homme, sur lui-même et sur leurs rapports respectifs. Quelles seraient alors les conditions de possibilité de ce « dire vrai » ? Et si le sujet de ma conférence demande à quel prix il est possible de dire vrai, il s'attache tant à l'engagement personnel qui pourrait être réclamé au locuteur qu'aux limites d'un tel discours, à ce qu'il exclut.

En problématisant la question de la vérité comme discours avec des expressions qui peuvent rappeler tant Kant que Foucault, il ne s'agissait pas de proposer des arguments prétendument irréfutables capables de réfuter, voire de battre tous ceux et celles qui ne penseraient ou ne vivraient pas comme moi, de chercher à imposer par la force de la raison le dogme et la morale catholiques, mais de vous faire partager quelques aspects d'une recherche personnelle.

Celle-ci s'inscrit dans un chemin qui partait d'une certitude dans la foi portée par la doctrine de l'Église ; cette certitude fut par la suite mise en

doute, notamment par la découverte de la puissance fictionnelle humaine<sup>1</sup>, par l'apport des sciences tant humaines que naturelles et par l'expérience de la vie. Si la première, l'incontournable puissance fictionnelle humaine, me laissa entrevoir le pouvoir non seulement imaginaire du cerveau humain mais aussi sa puissance de construire des cohérences – cette prise de conscience m'a marqué davantage que la critique historique des textes bibliques à laquelle elle vient s'ajouter – l'apport des sciences humaines et naturelles changeait la compréhension de l'homme et du monde au point où il fallait repenser non seulement des données bibliques particulières, mais la relation entre la liberté de Dieu, l'autonomie de la création et la liberté de l'homme. Enfin, l'expérience de la vie qui ne correspondait ni aux catégories prévues par la doctrine, ni ne s'y laissait réduire, ni ne correspondait au jugement négatif que le magistère pouvait en donner mais permettait au contraire quelquefois de mieux répondre à des aspirations profondes de l'évangile, interrogeaient celui qui ne s'était pas seulement déclaré chrétien, mais avait engagé sa vie pour annoncer la foi et servir l'évangile dans l'institution de l'Église.

Dès le début, le chemin que ma recherche m'avait fait prendre me conduisit à m'interroger sur la connaissance : qu'est-ce qui valait donc la peine d'abandonner tout le reste, de donner sa vie ? Sur quoi pouvais-je me fonder pour ne pas construire ma vie sur du sable et comment pouvais-je être sûr que c'était le bon choix ? Ou bien, en d'autres mots : que pouvait donc être cette vérité s'il y avait un chemin – à déterminer par ailleurs – pour arriver à la connaître ?

### I. Tendre vers la vérité

Cette introduction personnelle permet en fait de cerner une notion, voire la réalité de la vérité à laquelle nous nous référons implicitement ou même explicitement au quotidien, mais qu'il est assez difficile de définir : que je croie que mon interlocuteur dit vrai et ne ment point fonde notre

<sup>1</sup> Le livre qui a créé le chamboulement est l'ouvrage de mon directeur de thèse en lettres : Marc-Mathieu Münch, *L'Effet de vie ou le singulier de l'art*, Paris, Champion, coll. « Bibliothèque de Littérature Générale et Comparée », n° 46, 2004. L'« effet de vie » désigne dans le vocabulaire de Münch l'effet qu'une œuvre d'art peut développer à la réception : plus que d'offrir du sens, le jeu cohérent des formes et des matériaux produit avec la collaboration de la psyché humaine que l'œuvre d'art requiert (cf. tout ce qui a été dit sur l'œuvre ouverte à la suite d'U. Eco) une vie fictionnelle ; l'œuvre d'art ne crée pas d'abord un sens, mais permet de faire l'expérience d'une « vie » par la collaboration de toutes les facultés de l'âme. En ce qui concerne la portée de la « théorie de l'effet de vie », voir Jean Ehret (dir.), *L'Esthétique de l'effet de vie. Perspectives interdisciplinaires*, Paris, L'Harmattan, coll. « L'univers esthétique », 2012.

communication et me permet de me situer par rapport à lui et à ce qu'il me présente comme « fait » ; comprenons qu'il n'est pas nécessaire qu'il renvoie à des « faits historiques ou scientifiques » : un monde littéraire fictif peut dire du vrai et il arrive même à intégrer une complexité d'éléments qu'un discours théorique ne réussit pas à systématiser.

Qu'est donc, par exemple, la vérité d'un crime sur laquelle on puisse fonder un jugement juste ? Le juge cherchera à établir la vérité sur les faits ; il fera jurer les témoins de ne dire que la vérité et de même les experts auxquels il pourra, le cas échéant, faire appel. Le psychologue viendra ajouter sa vérité, sa part de vérité. Qu'en serait-il du physicien, voire du biologiste ? Et l'avocat, ne dit-il pas aussi vrai, une autre (part de la) vérité ? La vérité doit se créer et se faire, semble-t-il. Elle apparaît dans ce contexte comme ce par rapport à quoi on désire se situer, prendre la juste attitude, l'attitude où justice est aussi justesse.

Poser la question de la vérité signifie poser celle d'une possible synthèse de différents savoirs à un moment donné et par rapport à laquelle on pourrait adopter une attitude juste. La question de l'attitude juste dépasse évidemment le domaine juridique dont j'avais tiré mon exemple. Elle intervient aussi quand il s'agit de dire la vérité sur une personne, sur l'homme, sur le monde, sur Dieu. Et s'il s'agit peut-être moins de définir ou de déduire que de construire ou constituer la figure (*Gestalt*) de quelqu'un, respectivement de quelque chose afin de savoir à qui ou quoi l'on a affaire afin d'adopter l'attitude juste, pour que justice soit ainsi faite à l'autre et à soi-même. De cette conception de la vérité qui se fait, advient, intégrant l'aspect nécessairement construit de toute vérité et soulignant qu'elle oblige, j'aimerais – d'une façon certes trop rapide qui ne rend pas justice aux luttes au fil de l'histoire – distinguer une autre conception qui m'apparaît aujourd'hui comme parcours trop simple, conclusion trop rapide, trop précise, trop rationaliste, voire positiviste.

Thomas d'Aquin avait défini la vérité, probablement à la suite du philosophe juif Isaak Israeli, comme *adaequatio rei et intellectus*. Je ne puis entrer dans l'histoire de la réception et de l'interprétation de cette expression. Elle est liée tant à la conception de la *res* que de l'*intellectus*, en particulier au rationalisme affirmant que la pensée pure a plus de pouvoirs cognitifs que l'expérience<sup>2</sup>. De plus, l'intelligence est fortement liée à la parole qui l'exprime si bien que l'on peut trop rapidement considérer que la définition des concepts détient la réalité elle-même, en devient la norme par rapport à laquelle il faut se situer. Certes, en théologie, on connaît à

<sup>2</sup> Cf. Jean-Yves Lacoste (dir.), *Dictionnaire critique de théologie*, 3<sup>e</sup> éd. revue et augmentée, Paris, PUF, coll. « Quadrige Dicos Poche », 2007, col. 1183.



côté de la *via positiva* et de la *via negativa* la *via eminentiae*, trois façons de parler de Dieu qui cherchaient précisément à ne pas l'enfermer dans le concept ou dans une expression. Il faut, dans ce contexte, aussi se souvenir du mouvement du nominalisme. Mais il est permis de douter que l'on ait toujours gardé assez présente l'idée que non seulement Dieu, mais toute la réalité sont plus riches que le concept ou l'expression ne le prévoit, que nos prétentions à dire vrai sont plus à comprendre comme des analogies que comme des univocités. Le concept n'est en fait jamais isolé ; il s'intègre dans une pensée systématique, dans un discours qui fonctionne comme grille de lecture de la réalité. Or, le système, le discours courent le danger de (vouloir) dominer la réalité, ce qui est donné : il s'agit d'une possibilité, voire d'un moyen nécessaire pour rendre le monde habitable, mais qui peut aisément se pervertir en prison.

C'est dans ce contexte que j'aimerais reprendre l'expression d'Adorno parlant du non-identique, c'est-à-dire de ce qui ne se laisse jamais réduire à un discours existant et qui interpelle la raison et l'existence même<sup>3</sup>. Ce qui ne se laisse ni ignorer ni assimiler vient évidemment mettre en crise le discours dominant et lui demande de se renouveler interminablement pour ne pas devenir obsolète au fur et à mesure que viennent s'ajouter d'autres non-identiques s'imposant ainsi comme faits que le discours ne réussit en fin de compte plus à les réduire à l'insignifiance.

Pendant une certaine période, l'Église s'est attachée à un néo-thomisme qu'elle avait voulu « canoniser » pour avoir une base solide à partir de laquelle approcher la réalité : elle offrait une grille de lecture, mais ne réussissait de plus en plus qu'à l'imposer avec autorité, voire avec un autoritarisme que le système requérait et justifiait en même temps. Elle contrevenait ainsi à ce que Thomas d'Aquin lui-même avait fait, à savoir entrer en dialogue avec une pensée nouvelle et différente, se l'approprier pour dire en un langage nouveau ce qu'était sa foi et, partant, découvrir de nouveaux aspects dans cette foi même. Face à ce qu'il est convenu d'appeler anti-modernisme, le Concile Vatican II a pris acte de l'histoire et inscrit l'Église, avec sa théologie, dans cette histoire même. Cette approche continue d'avoir de sérieuses conséquences pour l'exercice de la théologie ; elle a créé en fait la problématique que nous abordons aujourd'hui, celle de comprendre comment dire vrai dans un contexte déterminé, reconnaissant

3 Cf. Theodor W. Adorno, *Negative Dialektik*, Francfort-sur-le-Main, Suhrkamp, 1966.

le pluralisme des contextes, différant selon les continents, cultures et époques<sup>4</sup>.

Il n'existe donc pas de système de pensée qui puisse s'imposer à lui seul comme valable : il n'existe ni une seule théologie, ni une seule philosophie, ni une seule science. Tout au long de l'histoire, nous avons vu se suivre toute une série de systèmes de pensée et de vie. La théologie s'est confrontée à eux. De plus, ils ne se sont jamais vraiment substitués complètement l'un à l'autre. Ainsi l'aristotélisme n'a jamais éliminé complètement le platonisme ; l'idéalisme allemand n'a jamais complètement écarté la pensée scolastique ; le positivisme rationaliste n'éliminera pas la fascination pour les mondes imaginaires dont le romantisme s'est fait le héraut, et ainsi de suite. Nous comprenons aujourd'hui que nos formes de pensée sont liées aux contextes socio-culturels et politiques, qu'ils dépendent dans notre société occidentale, marquée par un certain bien-être économique, même de nos choix de vie personnels. Michel Foucault a par exemple montré comment la conception du malade a changé à travers la Révolution française, entre autres parce qu'elle avait créé une nouvelle urgence de soigner et de se confronter à la personne ayant besoin de soins<sup>5</sup>. La confrontation avec des systèmes issus d'autres cultures nous fait encore davantage prendre conscience de la relativité de nos conceptions. De plus, nous avons pris conscience que tout grand système de pensée dépend en fait de certains aprioris qui ne se laissent pas démontrer par ce système<sup>6</sup>.

Quelles conséquences en tirer ? Devrions-nous abandonner toute prétention à dire vrai ? Nous réduire à des opinions qui coexistent ? Ou sur quoi nous fonder si nous ne voulons pas nous limiter à un simple pragmatisme qui n'est pas capable d'assurer la justice ? C'est en fait la question de l'*intellectus quaerens fidem* : si je dis ceci, je ne comprends évidemment pas la *fides* immédiatement ou uniquement au sens religieux, mais comme un attachement fondamental sur lequel peut s'appuyer la démarche intellectuelle. Je pense qu'il est possible d'affirmer qu'il y a une vérité de Dieu, du monde et des choses, mais qu'elle ne nous est

4 Cf. Hans-Joachim Sander, « Theologischer Kommentar zur Pastoralkonstitution über die Kirche in der Welt von heute *Gaudium et spes* », dans Peter Hünemann et Bernd-Jochen Hilberath (dir.), *Herders theologischer Kommentar zum Zweiten Vatikanischen Konzil*, Fribourg-en-Brisgau, Bâle, Vienne, Herder, 2005, t. 4, p. 581-886 ; pour notre sujet plus particulièrement : *ibid.*, p. 835-864 : « II. urteilen. Der Ortscharakter der Wahrheit als neuralgischer Punkt der Rezeption von GS ».

5 Michel Foucault, *Naissance de la clinique*, Paris, PUF, coll. « Quadrige », 8<sup>e</sup> éd., 2009 [1<sup>re</sup> éd. 1963], présenté dans Frédéric Gros, *Michel Foucault*, Paris, PUF, coll. « Que sais-je ? » no 3118, 4<sup>e</sup> éd., 2010, p. 27-30.

6 Cf. Kurt Hübner, *Glaube und Denken. Dimensionen der Wirklichkeit*, Tübingue, Mohr Siebeck, 2<sup>e</sup> éd. revue, 2007, p. 18 : « Allgemeine Metatheorie ».

accessible qu'à travers la médiation historique et un interminable processus de réflexion, d'intégration et de purification. Elle est ce vers quoi nous tendons et elle advient au fil de nos vies individuelles et communautaires.

La recherche de la vérité en tant que fondement de notre discours commun et de l'attitude juste dans la vie me semble être une dimension qu'il ne faut en aucun cas abandonner. La raison devrait donc se fonder sur sa propre propension à chercher le fondement de tout. Puisque je considère la raison comme une puissance de l'homme, je ne lui attribue pas nécessairement un contenu ; même sa structure et ses principes de cohérence peuvent varier. Elle doit donc à un certain moment opter pour un enracinement, adopter un point de vue qui sera son *apriori*. Autrement, elle reste stupide, dans le sens de « l'inconsistance d'un esprit refusant de se donner un point fixe dans la possession d'une vérité acquise »<sup>7</sup>.

Dans la suite, j'aimerais voire comment le Christ peut être considéré comme ce point fixe et développer quelques aspects de la possibilité de « dire vrai » à partir de la citation tirée de l'Évangile selon saint Jean 14, 6 : « Je suis le chemin, la vérité et la vie ». Cette démarche cherche à comprendre la rationalité de la vérité chrétienne (*fides quaerens intellectum*) ; dans un troisième temps, j'aimerais chercher à préciser quelques éléments du processus que la rencontre des deux démarches engage.

## II. La vérité comme chemin : aspects personnel, relationnel, progressif et discontinu du « dire vrai » chrétien

La citation de l'évangile selon saint Jean a comme sujet une personne, Jésus, qui se désigne comme chemin, vérité et vie<sup>8</sup>. Nous pouvons dès lors voir en quel sens le christianisme n'est pas une religion du livre comme par exemple l'Islam où Dieu s'est révélé dans le Coran, considéré comme livre incréé dicté par Dieu. De fait, l'Église enseigne que « [l]a foi chrétienne n'est pas une "religion du livre". Le christianisme est la religion de la "Parole" de Dieu, non d'un verbe écrit et muet, mais du Verbe incarné et vivant. Pour qu'elles ne restent pas lettre morte, il faut que le Christ, Parole éternelle du Dieu vivant, par l'Esprit saint, nous "ouvre l'esprit à l'intelligence des Écritures" (Lc 24, 45) »<sup>9</sup>.

<sup>7</sup> Michel Foucault, *Philosophie, Anthologie*, anthologie établie et présentée par Arnold I. Davidson et Frédéric Gros, Paris, Gallimard, coll. « Folio essais » n° 443, p. 829.

<sup>8</sup> Ignace de la Potterie, *La Vérité dans saint Jean*, t. I : *Le Christ et la vérité, L'Esprit et la vérité*, Rome, Institut pontifical biblique, 1977 ; t. II : *Le croyant et la vérité*, Rome, Institut pontifical biblique, 1977, reste l'étude la plus complète de la problématique. En ce qui concerne plus particulièrement Jn 14, 6, voir I. de la Potterie, *op. cit.*, t. I, p. 241-278.

<sup>9</sup> *Catéchisme de l'Église catholique*, n° 108, [www.vatican.va/archive/ccc/index\\_fr.htm](http://www.vatican.va/archive/ccc/index_fr.htm) (site consulté le 10 novembre 2013).

Certes, la Bible est un livre de livres : mais ces livres sont aussi des livres écrits par main(s) d'homme qui rendent compte à partir de différentes perspectives de cet événement Jésus. Retenons que le Nouveau Testament ne gomme point ce pluralisme issu du *Sitz im Leben* de tout « dire vrai ». En même temps, l'intention des évangiles est de permettre au lecteur de connaître et de rencontrer ce même et unique Jésus que la foi confesse par ailleurs être vivant et avec lequel le croyant peut donc entrer en dialogue dans l'Esprit. C'est lui, le Verbe fait chair, qui est la révélation du Père, pas le livre seul. Toute herméneutique ne peut donc se limiter à un exercice d'interprétation textuelle mais s'inscrit dans un dialogue vivant qui part de l'Écriture et de tout ce qui fait la vie de l'Église pour développer une dynamique propre irréductible au système de médiation.

Par ailleurs, le livre n'est pas la forme originale de l'annonce de la foi, mais la prédication dans la communauté célébrant la mort et la résurrection du Seigneur, participant donc dans l'Esprit à l'action de Celui en qui elle croit. De même que la révélation – et la révélation en tant qu'automanifestation de Dieu qui veut se faire connaître dit donc « vrai » – est pour les chrétiens une personne, l'annonce de l'évangile se fait toujours de façon personnelle : les Écritures ne peuvent être dissociées de la Tradition qui consiste dans la succession apostolique, c'est-à-dire la succession des évêques annonçant la bonne nouvelle. Le texte sacré en tant que principe matériel reste inséparable du principe personnel interprétant, annonçant, actualisant. La vérité chrétienne, incarnée, spirituellement réactualisée, est donc irréductible à une doctrine affublée d'un *ne varietur*, mais elle naît d'un dialogue, s'inscrit dans une relation vivante et le croyant l'exprime tant par sa façon d'être que par sa parole et ses actions.

Ajoutons que comprendre une personne ne peut se faire par la seule raison, mais dans une rencontre qui engage deux ou plusieurs personnes et, dans le cas de la relation au Christ, la communauté de tous les croyants qu'est l'Église. L'intellect n'est donc pas la seule faculté de l'âme qui est sollicitée ; mais il faut bien aussi inclure l'affectivité, l'imagination, la mémoire etc. Tout ceci intervient dans la (re)construction ou appropriation de ce que je perçois de l'autre qui ne se laisse pas réduire à un concept ou une doctrine, mais donne lieu à la naissance d'une *Gestalt*. Je reprends ce terme, évoqué déjà plus haut, à Hans Urs von Balthasar qui le définit entre autres comme une totalité qui est plus que la somme de ses éléments<sup>10</sup> : il existe un moment de synthèse dans la perception de la *Gestalt* et, partant, de liberté dans sa genèse. Pour Balthasar, le Christ est précisément celui qui

<sup>10</sup> Cf. Hans Urs von Balthasar, *La Gloire et la croix. Les aspects esthétiques de la révélation*, t. I : *Apparition*, trad. de l'allemand par Robert Givord, Paris, DDB, 1990.



« imprime » sa *Gestalt* (que l'on traduit par forme ou figure) à ceux qu'il rencontre et son Église pour donner naissance à une expression toujours nouvelle : s'il vit pour les siècles des siècles, il prend vie aussi à travers les siècles dans la vie de ceux qui croient en lui. Les évangiles témoignent déjà de ce processus et leur quadruple expression rappelle que cette « impression » ou *Gestaltung*, qui – à proprement parler – « donne lieu » à leur « dire vrai », est inséparable de la polymorphie du contexte : chacune des quatre perspectives est marquée par l'apport des communautés dans lesquelles elle a vu le jour, chacune est marquée surtout par la nouveauté de la personne du Christ et par la façon dont il interpelle si bien qu'on ne peut donc ni séparer les évangiles de leur contexte, ni les réduire aux catégories, narrations, formes etc. environnantes. Il y a fondamentalement du nouveau, suscité dans l'aujourd'hui par la rencontre avec le Christ mort et ressuscité-glorifié ; il y a, en fait, du nouveau des deux côtés, du côté de la compréhension du monde comme de la foi.

Après m'être attardé sur le fait que Dieu dit donc vrai dans ce monde à travers la vie, mort et résurrection-glorification d'un homme et que le « dire vrai » chrétien est donc une vie marquée par la relation à ce Christ vivant si bien que le discours proprement dit (n')en est (qu')un élément, j'aimerais encore approfondir cette dimension et commenter le fait que le terme de vérité n'est pas le premier dans la triade : il est précédé par le terme de chemin qui nous laisse voir que la vérité se fait en chemin, qu'elle advient chemin faisant.

Jésus dit de lui-même qu'il est le chemin : être chrétien, c'est prendre ce chemin, y marcher, s'unir au Christ dans une relation intime, entrer dans la condition du disciple. Pour rester dans l'évangile selon saint Jean, on peut rapidement évoquer les passages qui racontent la vocation des premiers disciples, envoyés par leur ancien maître (Jean-Baptiste) à suivre Jésus qui les reçoit et les invite à demeurer auprès de lui (Jn 1, 29-39). Ils affirment alors avoir trouvé celui qu'ils cherchaient (Jn 1, 41) : le Christ vient ainsi combler une attente – et la dépasser, ce qu'il leur faudra apprendre. Mais, d'abord, ils vont inviter d'autres à prendre le même chemin : ainsi l'Évangile selon saint Jean dit qu'André « mena [son frère Simon] vers Jésus » (Jn 1, 42). Être disciple du Christ, c'est s'engager ensemble sur un chemin qui répond à un désir profond ; néanmoins il s'avère que l'on part avec des conceptions qu'il faut réviser en cours de route, ce dont les évangiles rendent également compte. En effet, les apôtres croient que Jésus est le messie : ils ne se trompent pas et se trompent en même temps fondamentalement. Il est le messie, mais d'une façon différant de leur conception : au lieu de triompher politiquement, il meurt et son triomphe ouvre l'accès à une dimension nouvelle qu'ils n'avaient pu entrevoir. On

pourrait ainsi relire toute l'histoire de Simon Pierre qui s'oppose d'abord à la passion pour ensuite dire à Jésus qu'il veut le suivre partout et le reniera avant d'être rendu capable de donner sa vie après la rencontre-réconciliation avec le ressuscité. Bernard de Clairvaux relit cette démarche comme une croissance dans l'amour qui va d'un amour uniquement charnel, vers un amour de sagesse et un amour rempli de force<sup>11</sup> tandis que Johann Baptist Metz, que l'on considère généralement comme le fondateur de la nouvelle théologie politique, met en garde contre toutes les interprétations qui aimeraient réduire l'évangile à une voie esthétisant la vie pour atteindre un bonheur éliminant toute souffrance<sup>12</sup> ; au contraire, la tension qui anime le chrétien appartenant au Christ et vivant pleinement dans le monde est une donnée incontournable de la foi chrétienne qui refuse de réduire un pôle à l'autre.

De fait, les évangiles attestent tous de la nécessité d'une deuxième conversion, qualitativement différente de la première et qui donne accès à la vérité sur la personne du Christ, c'est-à-dire à ce qui permet aux disciples de dire corps et âme qui il est en adoptant l'attitude juste. Les évangiles considèrent cette deuxième conversion comme un élément tellement fondamental qu'ils n'ont pas éliminé les situations dans lesquelles Pierre contredit Jésus sur sa passion future et qu'ils n'ont pas situé le sommet de la révélation sur le mont Tabor, mais sur le mont Golgotha. Ils montrent comment on s'engage donc sur un chemin avec le Christ qui conduit à une relation nouvelle.

On a pu proposer plusieurs interprétations sur le rapport entre les trois termes chemin, vérité et vie dans la citation tirée de l'Évangile selon saint Jean. On peut raisonnablement dire que le Christ est le chemin parce qu'il est la vérité. Que les deux termes soient cependant unis se laisse comprendre à la suite du cheminement des disciples comme la nécessité d'articuler cette vérité toujours de nouveau, à chaque époque de sa vie, du monde, à travers une relation qui cependant ne se laissera pas comprendre simplement à partir de ses composantes psycho-socio-anthropologico-politiques, mais qui contient un moment de dépassement qualitatif et de conversion dont l'expression devra toujours tenir compte. Il y a une synthèse nouvelle qui se fait et dont naît une attitude nouvelle.

Il faudrait évidemment approfondir davantage la notion de vérité à travers d'autres passages des évangiles et des Écritures, en particulier

<sup>11</sup> Cf. Bernard de Clairvaux, *Sermons divers*, t. II : *Sermons* 23-69, Paris, Cerf, coll. « Sources chrétiennes » n° 518, 2007, sermon XXIX, p. 122-135.

<sup>12</sup> Johann Baptist Metz, « Religion, ja – Gott, nein », dans Id. et Tiemo Reiner Peters, *Gottespassion. Zur Ordensexistenz heute*, Fribourg-en-Brisgau, Bâle, Vienne, Herder, 1991, p. 14-62.



ceux dans lesquels le rapport entre Jésus et son Père est exprimé. Je n'en évoquerai que sommairement un aspect : si Jésus se présente comme la vérité, c'est qu'il est le Fils dans lequel Dieu s'exprime complètement et en qui il manifeste la plénitude de son amour. Le Père et le Fils sont un et néanmoins distinct. Il en va ainsi aussi de l'Esprit que le Christ promet et qui introduira les disciples dans toute la vérité (cf. Jn 16, 13). Ces affirmations ont donné lieu aux développements trinitaires, au dogme. Loin de trahir la simplicité évangélique, elles viennent transmettre, approfondir, développer le donné de l'Écriture, exprimer autant qu'un discours peut le faire dans un contexte donné, quelque chose de la plénitude du « dire vrai » de Dieu qu'est la personne de Jésus, dont il ne faut par conséquent jamais les séparer. Le dogme ne remplace pas la relation vivante ; il peut la nourrir. Mais ce qu'il m'importait encore de dire, c'est que le dogme ouvre aussi des espaces de réflexion ; en ce qui concerne de nouveau la doctrine trinitaire, elle présente une clef différente pour articuler le rapport entre identité et multiplicité, sujet qui touche à la question de la vérité, puisque Dieu est en lui-même communion, dialogue, échange vivant.

Enfin, le Christ dit de lui-même qu'il est la vie, et il ne faut pas comprendre ou la vie organique ou la vie spirituelle ou la vie éternelle. En lui s'unissent ces différents aspects. Il est en fait le rapport juste entre les différents aspects. Les conciles ont exprimé ce rapport par la formule bien connue qu'en la personne du Christ, les deux natures humaine et divine ne sont ni séparées, ni mêlées<sup>13</sup>. Le Christ est donc le rapport et il faut chercher à le comprendre, ce que l'on ne peut faire que si l'on s'unit à lui dans une situation donnée.

Aujourd'hui encore le chrétien est donc celui qui se met à la suite du Christ pour développer une relation à Lui. Il se définit en fait par cette relation. J'aimerais souligner ce mot de relation qui est plus que connaissance, mais rapport vivant avec un tu dans la communauté du nous : le nous de la Trinité, le nous de l'Église, le nous de tous les hommes et femmes de ce monde et plus particulièrement des communautés dans lesquelles on a grandi, qu'on a choisie(s) comme lieu de vie, que l'on a rencontré dans la suite. Comment vient à naître cette relation concrètement ? Elle se fonde sur l'Écriture et la Tradition : elle est donc personnelle, communautaire et divine, engageant toute la personne. Elle est constituée dans le baptême, dans la participation au mystère pascal, une fois pour toutes, et, en même

<sup>13</sup> Pour un résumé succinct de l'évolution de la doctrine christologique, cf. *Catéchisme de l'Église catholique*, op. cit., no 464-469 ; l'ouvrage fondamental en la matière reste celui d'Aloys Grillmeier, *Le Christ dans la tradition chrétienne. De l'âge apostolique au Concile de Chalcédoine (451)*, nouvelle édition revue et corrigée, Paris, Cerf, coll. « Cogitatio fidei » n° 230, 2003.

temps, comme dimension à actualiser. Elle donne de participer à la vie éternelle, mais elle n'est pas la vie éternelle. Il ne faut pas penser pouvoir démontrer ou accomplir toute la vérité dans ce monde (c'est déjà fait dans la personne du Christ qui est né, a vécu, a souffert, est mort et ressuscité) ; on peut cependant l'attester et donner à d'autres d'y avoir part. On peut comprendre cette dimension puisque la vérité n'est pas uniquement de ce monde et toute démonstration se limite à ce monde. Enfin, cette vérité étant l'amour, elle demande un accueil personnel.

On pourrait maintenant critiquer cette position et dire qu'il s'agit de fidéisme, de traditionalisme, d'illusion puisque nous n'avons pas abordé la critique des sources de la foi chrétienne. En fait, puisque c'est l'homme entier qui s'engage dans cette relation, la raison est aussi engagée avec sa dynamique propre qui s'interroge sur Dieu, le monde et sur ses propres possibilités et limites dans le cadre de différentes sciences. Rappelons donc simplement que la foi telle qu'on l'a comprise, et encore moins le discours avec lequel on l'identifie, n'échappent point à la critique de la raison ou à la mise en question par l'expérience ; il existe un moment — qui peut revenir au fil du temps — où l'on vient à se demander si l'on veut suivre le chemin ou non. Même si elle n'a pas abordé la place de ceux qui quittent le Christ dans les évangiles, cette partie-ci a montré que la crise fait partie du cheminement. Mais en relevant les aspects personnel, relationnel, progressif et discontinu d'une relation dans laquelle le « dire vrai » chrétien s'inscrit, je pense avoir circonscrit un champ dans lequel on peut aussi concevoir la rencontre de la vérité chrétienne avec d'autres vérités.

### III. L'apport des sciences et des autres religions au « dire vrai » chrétien

Je pourrais résumer mon propos en disant que les sciences humaines et naturelles ainsi que le non-identique s'imposant dans l'expérience de la vie, touchent, ébranlent, changent la perception que l'homme a de lui-même, des autres, du monde et de Dieu ; il est donc en réajustement continu de sa vérité, tout en se fondant sur des aprioris, une mémoire (personnelle, collective, ritualisée) et des discours à qui il attribue une valeur constitutive. Ajoutons que la crise des certitudes de notre époque n'est pas uniquement due à une prise de conscience de la relativité de nos discours, mais aussi à l'impact majeur des données scientifiques et à une indépendance par rapport à la nature, à la société, aux autres que permet uniquement une certaine richesse, engendrant néanmoins d'autres servitudes. Développer tous ces aspects dépasse le cadre du temps qui m'est imparti cet après-midi.

Je ne puis par conséquent que m'en tenir à quelques références rapides sans pouvoir articuler des contenus spécifiques liés à tel ou tel point : je n'esquisserai que rapidement le fondement d'une méthode qu'il s'agirait de développer sur un corpus spécifique.

Prenons d'abord l'exemple de la physique : il est sûr que la physique moderne a révolutionné notre conception de l'univers et, partant, de notre place dans cet univers (qu'il me soit permis de rendre hommage ici à feu mon professeur de philosophie au Lycée de Garçons d'Esch-sur-Alzette et membre de votre section, M. Edmond Wagner, passionné par ce sujet). En théologie, une crise de la notion de création comme de celle du Dieu créateur s'ensuit si bien que le chrétien doit se demander comment il peut encore comprendre la terre qu'il habite et l'univers comme une création de Dieu. Partant du point de vue que pour sa foi cette notion n'est pas obsolète, il en viendra à relire les Écritures et la Tradition ; mais il ne pourra faire abstraction de l'apport des sciences. Ni la théologie, ni la physique n'offriront à elle seule la « solution », la « vérité ». Aucune science ne détient le monopole d'interprétation : certes elle devra aller aussi loin que possible dans son domaine, mais son apport devra entrer dans une synthèse plus large, complexe, et que le chrétien réalise dans la relation au Christ. Physique et théologie viendront, de façon différente, mettre leur propre démarche en perspective.

Si l'homme comprend l'univers de façon nouvelle, il se comprendra différemment, ce qui ne va pas sans affecter ses relations ; il en va de même s'il se comprend lui-même différemment. Quand donc la psychologie – je prends la notion au sens large – définit ou met en lumière des dimensions de l'inconscient, le processus relationnel et interprétatif est alimenté à nouveau. De plus, on peut mettre en question certains des présupposés des sciences humaines, de ses aprioris : s'il n'existe pas de point de vue absolu, l'exploration du domaine de la vie à partir de perspectives fondées sur des aprioris différents peut s'avérer enrichissante.

La question qui se pose est cependant aussi celle de savoir comment on arrive à trouver une synthèse. Le Christ est pour le chrétien la synthèse humano-divine, avons-nous dit : c'est dans sa suite, en s'unissant à lui par l'Esprit que les chrétiens la réalisent dans leur temps. C'est pourquoi je considère la spiritualité comme le lieu où le chrétien, l'Église et la théologie se construisent comme un « dire vrai »<sup>14</sup>. Il ne me semble pas faux de relire aussi la dynamique du Concile Vatican II et du consensus

<sup>14</sup> Cf. Jean Ehret, « The Catholic Intellectual Tradition and its Dynamics », dans Id. et Erwin Möde (dir.), *The Challenge of the Catholic Intellectual Tradition. Making a Difference in Contemporary Academic Settings*, Münster, Lit, coll. « Glaube und Ethos » no 10, 2011, p. 109134.

que les Pères ont cherché et trouvé pour dire la foi à des temps nouveaux à partir de ce point de vue. Le schéma qui illustrerait notre propos n'est pas le cercle, ni l'ellipse, mais une combinaison de plusieurs ellipses dont le chrétien fait partie. Quant à l'expression linguistique de cette construction synthétique, je me demande si elle ne peut pas au mieux se faire par l'art des lettres, par une narration capable de créer une cohérence complexe, intégrant des sous-cohérences, voire des contradictions, et qui demande aussi une réflexion théorique.

Enfin, sans pouvoir approfondir la question, j'aimerais signaler l'impact de la rencontre des autres religions vécues. Chaque religion constitue en elle-même un « système » de pensée et de vie, avec ses aprioris, ses apories, son imaginaire et sa cohérence propres. Sachant que les aprioris ne peuvent être démontrés par le système de pensée qu'ils fondent, on peut les mettre en doute de l'extérieur, à partir d'autres expériences notamment ; une telle démarche peut générer, comme la rencontre avec toute altérité, une réflexion sur les fondements même de la propre foi. En matière de foi religieuse, face à ce qui dépasse donc le monde matériel, il n'est pas possible de produire un « dire vrai » absolu. Dans ce sens, défendre sa foi signifie la vivre, en donner les raisons avec une humilité née d'une prise de conscience des conditions de possibilité de toute connaissance et respectueuse d'autrui et, enfin, la transmettre. Mais ce n'est pas tout : si j'ai dit plus haut que la perspective de ma religion pouvait offrir une perspective différente sur le monde, cela vaut également pour les autres religions. Le chrétien pourra donc être enrichi par la rencontre avec celles-ci : il ne s'y fermera pas mais intégrera toute cette richesse dans sa relation au Christ.

Rappelons que l'Église proclame la liberté de religion, positive et négative. Dans sa *Déclaration sur la liberté religieuse* « *Dignitatis humanae* », le Concile Vatican II la présente comme un droit qui revient à la personne humaine et en réclame la reconnaissance comme droit civil<sup>15</sup>. C'est ce même texte qui souligne également que « tous les hommes, parce qu'ils sont des personnes, c'est-à-dire doués de raison et de volonté libre, et, par suite, pourvus d'une responsabilité personnelle, sont pressés, par

<sup>15</sup> Concile Vatican II, *Déclaration sur la liberté religieuse* « *Dignitatis humanae* », 2, [http://www.vatican.va/archive/hist\\_councils/ii\\_vatican\\_council/documents/vat-ii\\_decl\\_19651207\\_dignitatis-humanae\\_fr.html](http://www.vatican.va/archive/hist_councils/ii_vatican_council/documents/vat-ii_decl_19651207_dignitatis-humanae_fr.html) (10 novembre 2013). En ce qui concerne la réception de la liberté religieuse dans le droit, cf. Vincenzo Buonomo, « Annotazioni sulla libertà religiosa : la *Dignitatis humanae* e le relazioni internazionali », dans Jean Ehret (dir.), *Primato pontificio ed episcopato. Dal primo millennio al Concilio Ecumenico Vaticano II. Studi in onore dell'Arcivescovo Agostino Marchetto*, Vatican, Libreria Editrice Vaticana, coll. « Storia e attualità » n° XIX, 2012, p. 711-727.



leur nature même, et tenus, par obligation morale, à chercher la vérité » et « d'adhérer à la vérité dès qu'ils la connaissent et à régler toute leur vie selon les exigences de cette vérité »<sup>16</sup>. En fait, cette doctrine de l'Église correspond à la nature profonde de Dieu : il est amour (cf. 1Jn 4, 16). Or, une réponse d'amour à l'amour ne peut se donner sous contrainte, elle suppose au contraire la liberté et l'appropriation proprement humaine de ce qui est donné.

### Conclusion

Le concile, affirmant que tous les hommes devraient chercher la vérité, n'aurait-il pas inclus les chrétiens ? Je le pense bien parce que la recherche de la vérité correspond à la façon humaine de se situer par rapport à Dieu, au monde, aux autres et à soi-même : c'est parce que tout ceci nous est donné et que nous ne pouvons le saisir instantanément, que la recherche continue, enracinée dans la foi, exprime l'humilité avec laquelle le chrétien peut « dire vrai ». Compte tenu de la relativité de toute connaissance humaine, la relation au Christ, certes aussi médiatisée et néanmoins ouverte à un cœur à cœur, est le lieu de crise, d'intégration, de synthèse, de dépassement aussi, dans l'élaboration d'une nouvelle synthèse. C'est dans cette relation que le chrétien cherche aussi à adopter l'attitude juste par rapport à Dieu, au monde, aux autres et à lui-même. C'est tout à la fin seulement que j'ai évoqué le fondement de la relation, l'amour, qui dépasse tout discours. Si le chrétien cherche donc à « dire vrai », il est engagé dans un processus qui ne sera terminé que dans l'éternité et son « dire » ne se réduit pas au discours, mais engage toutes les dimensions de sa personne, dans l'humilité qu'exigent les limites de sa condition humaine.

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, mon discours est certainement resté abstrait en de nombreux points ; il ne cherchait qu'à faire partager la dynamique interne d'une démarche personnelle et à vous rendre compte, qui m'avez suivi avec tant de patience et de sympathie, comme à moi-même, d'un aspect central concernant la question comment je pouvais et voulais croire en Dieu dans le monde tel qu'il se présente à moi aujourd'hui. Je reste reconnaissant d'avoir pu exposer ces fragments devant vous et vous remercie de votre attention.

<sup>16</sup> Concile Vatican II, *Déclaration sur la liberté religieuse « Dignitatis humanae »*, *ibid.*

### Éléments bibliographiques

Theodor W. Adorno, *Negative Dialektik*, Francfort-sur-le-Main, Suhrkamp, 1966.

Hans Urs von Balthasar, *La Gloire et la croix. Les aspects esthétiques de la révélation*, t. I : *Apparition*, trad. de l'allemand par Robert Givord, Paris, DDB, 1990.

Bernard de Clairvaux, *Sermons divers*, t. II : *Sermons 23-69*, Paris, Cerf, coll. « Sources chrétiennes » n° 518, 2007.

Vincenzo Buonomo, « Annotazioni sulla libertà religiosa : la *Dignitatis humanae* e le relazioni internazionali », dans Jean Ehret (dir.), *Primato pontificio ed episcopato. Dal primo millennio al Concilio Ecumenico Vaticano II. Studi in onore dell'Arcivescovo Agostino Marchetto*, Vatican, Libreria Editrice Vaticana, coll. « Storia e attualità » n° XIX, 2012, p. 711-727.

*Catéchisme de l'Église catholique*, [www.vatican.va/archive/ccc/index\\_fr.htm](http://www.vatican.va/archive/ccc/index_fr.htm) (site consulté le 10 novembre 2013).

Concile Vatican II, *Déclaration sur la liberté religieuse « Dignitatis humanae »*, 2, [http://www.vatican.va/archive/hist\\_councils/ii\\_vatican\\_council/documents/vat-ii\\_decl\\_19651\\_207\\_dignitatis-humanae\\_fr.html](http://www.vatican.va/archive/hist_councils/ii_vatican_council/documents/vat-ii_decl_19651_207_dignitatis-humanae_fr.html) (10 novembre 2013).

Jean Ehret (dir.), « The Catholic Intellectual Tradition and its Dynamics », dans Id. et Erwin Möde (dir.), *The Challenge of the Catholic Intellectual Tradition. Making a Difference in Contemporary Academic Settings*, Münster, Lit, coll. « Glaube und Ethos » n° 10, 2011, p. 109-134.

—, *L'Esthétique de l'effet de vie. Perspectives interdisciplinaires*, Paris, L'Harmattan, coll. « L'univers esthétique », 2012.

Michel Foucault, *Naissance de la clinique*, Paris, PUF, coll. « Quadrige », 8<sup>e</sup> éd., 2009 [1<sup>re</sup> éd. 1963].

—, *Philosophie. Anthologie*, anthologie établie et présentée par Arnold I. Davidson et Frédéric Gros, Paris, Gallimard, coll. « Folio essais » n° 443, p. 829.

Aloys Grillmeier, *Le Christ dans la tradition chrétienne. De l'âge apostolique au Concile de Chalcédoine (451)*, nouvelle édition revue et corrigée, Paris, Cerf, coll. « Cogitatio fidei » n° 230, 2003.



Frédéric Gros, *Michel Foucault*, Paris, PUF, coll. « Que sais-je ? » n° 3118, 4e éd., 2010.

Kurt Hübner, *Glaube und Denken. Dimensionen der Wirklichkeit*, Tübingue, Mohr Siebeck, 2<sup>e</sup> éd. revue, 2007.

Jean-Yves Lacoste (dir.), *Dictionnaire critique de théologie*, 3<sup>e</sup> éd. revue et augmentée, Paris, PUF, coll. « Quadrige Dicos Poche », 2007.

Johann Baptist Metz, « Religion, ja – Gott, nein », dans Id. et Tiemo Reiner Peters, *Gottespassion. Zur Ordensexistenz heute*, Fribourg-en-Brisgau, Bâle, Vienne, Herder, 1991, p. 14-62.

Marc-Mathieu Münch, *L'Effet de vie ou le singulier de l'art*, Paris, Champion, coll. « Bibliothèque de Littérature Générale et Comparée », n° 46, 2004.

Ignace de la Potterie, *La Vérité dans saint Jean*, t. I : *Le Christ et la vérité. L'Esprit et la vérité*, Rome, Institut pontifical biblique, 1977 ; t. II : *Le croyant et la vérité*, Rome, Institut pontifical biblique, 1977.

Hans-Joachim Sander, « Theologischer Kommentar zur Pastoralkonstitution über die Kirche in der Welt von heute *Gaudium et spes* », dans Peter Hünermann et Bernd-Jochen Hilberath (dir.), *Herders theologischer Kommentar zum Zweiten Vatikanischen Konzil*, Fribourg-en-Brisgau, Bâle, Vienne, Herder, 2005, t. 4, p. 581-886.

### Discussion après la conférence de Monsieur Jean Ehret du 26 septembre 2013

**M. André Elvinger** : Cher conférencier, pour ouvrir la discussion, puis-je vous dire qu'il y a une chose qui me frappe. Vous avez été si convaincant que la question me vient à l'esprit, et peut-être nous vient à l'esprit : en quoi est-il donc difficile de dire vrai ? Vous nous avez montré pourquoi on dit vrai et pourtant votre question pose la question s'il est possible de dire vrai.

**Le conférencier** : La conférence porte un sous-titre : « *Je suis le chemin, la vérité et la vie* ». Je voulais dire qu'en tant que chrétien je vais proposer une vérité, et en même temps, à la fin de la première partie, je fais voir que le chrétien n'est pas seul à le faire ; tous ceux qui s'engagent dans un discours « ont » aussi une vérité, même ceux qui disent qu'ils n'en ont pas, qu'ils ont aussi des *a priori* qui sont leur part de vérité à travers laquelle ils approchent le monde. Ce qui est important, c'est justement de jouer cartes ouvertes. C'était ma revendication de la transparence épistémologique et herméneutique. Et je crois que c'est fondamental, surtout pour le dialogue avec les non-croyants. *Quels sont vos apriori, pourquoi est-ce que vous les adoptez ?* Et les *apriori*, comme on l'a vu, ils ne sont pas seulement rationnels, ils sont aussi logés dans l'affectivité, dans la mémoire etc. Il est difficile de dire vrai parce que nous ne pouvons nous libérer de ces *aprioris* : notre vérité est toujours une vérité interprétée.

Et je me demande si vous ne l'avez jamais remarqué lorsque vous avez dû plaider une cause devant un juge. Vous savez très bien quel juge doit présider, vous vous dites : comment fonctionne-t-il ? Seriez-vous vraiment un bon avocat si vous ne saviez pas comment « fonctionne » le juge, si vous ne pouviez dire qu'il part de ces présupposés-là, qu'il a telle façon d'exercer le droit ? Ou est-ce qu'il y a un droit absolu ? Non, il y a toujours la personne qui doit juger, appliquer le droit. Si je dis quelque chose qui est faux, corrigez-moi très rapidement, s'il vous plaît.

Enfin, ce qui est important dans tout ceci, c'était vraiment d'en venir justement à révéler d'où l'on parle. Sur ce point, on pourrait me considérer comme un soixante-huitard, puisque je demande : « D'où parlez-vous ? » Mais c'est une question importante. Elle situe toute prétention à dire vrai.

**M. André Elvinger** : Merci. La discussion doit être dans la salle et je ne voulais pas préjuger de ce que vous diriez et de ce que diront notamment nos philosophes qui sont avec nous. Ils ont donc la parole s'ils veulent bien la prendre.

**M. Georges Goedert** : Une simple petite remarque, si vous permettez. Vous avez sans doute répondu déjà à la question que je vais poser. Il y a la recherche de la vérité, il y a le besoin de chercher la vérité, et là je voudrais aller encore un peu plus loin : pourquoi y a-t-il ce besoin, comment expliquer ce besoin de chercher la vérité ?

**Le conférencier** : Pourquoi est-il besoin de chercher la vérité ? Eh bien, je pense que vous la supposez lorsque vous me parlez. Vous supposez que je vais vous dire vrai. C'est une notion que vous mettez implicitement en œuvre pour tout discours.

**M. Georges Goedert** : Excusez-moi, est-ce que je le fais ?

**Le conférencier** : Laissez-moi répondre deux choses. Première chose. Notre communication serait-elle possible s'il n'y avait pas cette supposition que je puisse donc me fier à ce que vous dites, c'est-à-dire si je ne pouvais donc me régler sur ce que vous dites ? Non, car il y aurait un problème pour que nous puissions en fait être en communion. Le présupposé que vous dites vrai est ce qui fonde la communion.

Deuxième chose. Je ne vous ai pas fait l'énumération de toutes les théories de la vérité qui existent, bien que je me trouve dans la section des philosophes. Il y en a beaucoup. J'en avais repris seulement une quand j'avais évoqué le pragmatisme, parce qu'on peut dire que nous considérons comme vrai ce qui propose une solution qui nous arrange ou qui est la plus facile à réaliser. Mais je vous avais dit : alors vous laissez tomber un autre élément, la justice.

**M. Georges Ravarani** : Je ne suis vraiment pas philosophe, mais je doute fort pourquoi on ne puisse pas, par la recherche du consensus, en se faisant arbitre plus que juge, trouver une vérité, à l'intérieur du système, bien entendu.

**Le conférencier** : Là on est dans une autre philosophie. C'est une autre philosophie celle qui définit la vérité par le consensus. Et d'ailleurs je l'ai utilisée moi-même quand j'ai parlé de Vatican II. Il est clair que ce sera une façon de trouver la (une ?) vérité. C'est autre chose que le pragmatisme que j'avais voulu évoquer. Le consensus, et vous l'avez précisé très clairement, se trouve à l'intérieur du système. Or, si je prends du recul et mets le système lui-même encore une fois en perspective, je dirais que la question de la vérité a une valeur critique. Donc pour voir ce que vaut le système dans lequel nous fonctionnons, jusqu'où il s'est intégré

tout ce que nous avons comme apport. Donc : je plaiderais pour la valeur critique de la question de la vérité.

Si vous me demandez alors « comment voulez-vous faire un nouveau système ? », je vous renvoie au modèle de la création artistique dans laquelle une synthèse se fait. Il y a différentes façons d'y arriver. L'œuvre artistique est souvent l'œuvre d'une personne. J'ai aussi évoqué l'œuvre d'une communauté où il y a quelque chose qui naît à travers une pratique qui se constitue, c'est quelque chose que vous connaissez, je crois, très bien aussi en droit, et il y a aussi le processus plus abstrait lorsqu'on doit créer une loi.

Oui, le consensus a sa place pour dire une certaine vérité dans un certain temps, mais je vais reprendre tout le processus qui aboutit au consensus à l'intérieur d'un système et l'inscrire encore une fois dans l'histoire. Oui, ma question est très motivée par la prise de conscience de l'historicité.

Si vous permettez, j'aimerais illustrer mon propos à partir d'un film, *Die Weiße Rose*, où vous l'on voit le juge Freisler, cet horrible juge nazi, à l'œuvre. Il est dans le système, il y a un consensus autour du système qu'il représente. Dans ce même film, il y a une scène où le procureur, ou le juge d'instruction, prend les fiches avec les noms des personnes dans une main et le code pénal, ou le code civil – je ne sais plus – dans l'autre ; ensuite, il superpose les deux et affirme qu'ils doivent se correspondre parfaitement. Je crois que vous voyez pourquoi j'insiste sur la valeur critique de la question de la vérité qui nous engage. J'aimerais bien que vous me contredisiez encore, parce que j'apprécie cet échange pour lequel je vous remercie.

**M. Robert Urbé** : Vous avez émis l'axiome qu'un dialogue ne peut avoir lieu que si chacun des dialoguants peut être sûr que l'autre dit la vérité. Or il y a des religions comme l'Islam où il est parfaitement permis à un croyant de mentir devant un non-croyant. Est-ce donc à dire que selon vous un dialogue avec un musulman ne peut avoir lieu, puisque la condition de dire la vérité n'est pas garantie ?

**Le conférencier** : J'avais lié la communication de la vérité à la communion. Et refuser un échange en vérité, c'est précisément aussi une façon d'excommunier. La question sur l'*apriori* s'était inspirée beaucoup d'une œuvre fondamentale de Kurt Hübner qui m'avait rendu cela encore plus clair, parce qu'en quelques pages il résume l'affaire.

**M. Volker Kapp<sup>1</sup>** : Je pourrais parler de Kurt Hübner, mais je préfère m'attacher à votre communication, parce que vous n'avez pas mentionné un système très important pour notre civilisation, c'est la rhétorique. Eh bien, je me rattache à une stupidité publiée il y a deux années dans le grand dictionnaire « *Historisches Wörterbuch der Rhetorik* ». Au dernier volume, avec les suppléments, ils avaient l'idée astucieuse de mettre un article « *Lüge* ». En faisant le compte rendu, je me suis permis de dire « *Je suis un peu surpris que cet article vient comme supplément, pas dans le courant du dictionnaire* ». Mais j'étais plus surpris ou plutôt j'ai commencé à rire en lisant les subtilités qu'avance l'auteur de cet article, parce que l'auteur, professeur de littérature romane, veut être au niveau de nos jours en disant « *Depuis Freud il n'y a plus de vérité, excepté le catéchisme de l'Eglise catholique* ». Et il relie toute l'histoire de la rhétorique qu'il ne connaît pas en prétendant que ce sont des systèmes dans l'air qu'on a construits et qu'aujourd'hui finalement on est arrivé au point de la vérité, parce que finalement il faut une vérité pour lui aussi, qui est qu'il n'existe pas de vérité. Ma réponse était un peu simpliste, comme mon esprit. J'ai écrit : « *S'il y a quelqu'un qui a une maladie psychique et il va chez le psychiatre qui est un élève de Freud, il attend tout de même de ce médecin, de ce psychiatre, une réponse vraie. Alors une vérité doit exister.* » Qu'en pensez-vous ?

**Le conférencier** : Je fréquente très peu les psychiatres — heureusement ; mais j'aimerais demander quelle est la vérité que le psychiatre dit. N'est-ce pas un cas assez spécifique de communication ? Et justement lorsque vous dites rhétorique, quelle serait la rhétorique qu'il doit adopter ? Puisque ce n'est pas simplement une déclaration que son patient voudrait entendre. Il ne va quand-même pas se mettre à faire un diagnostic. Il doit faire un traitement pour faire rentrer ce patient de nouveau dans un comportement qui est jugé acceptable, soit par le patient lui-même, soit par la société dans laquelle il vit. Donc il faudra qu'il lui dise « une vérité » qui peut être un mensonge mais qui en arrive à faire à ce que l'*actio* soit correcte, c'est-à-dire où l'*oratio* pourrait être une chimère, mais pour que l'*actio* du patient soit correcte. Mais, je le répète, je crois que cette communication entre le psychiatre et son patient est un cas particulier dans un contexte spécifique.

<sup>1</sup> Volker Kapp (\*1940) est professeur émérite de lettres romanes à l'Université de Kiel. Outre ses travaux sur Fénelon, Claudel, le renouveau catholique et une histoire de la littérature italienne, il a publié de nombreux articles sur le rapport entre littérature et théologie.

**M. Jean-Paul Harpes** : Je voudrais faire une remarque très générale et aussi un peu indifférenciée. Tout d'abord j'ai beaucoup admiré la manière dont vous avez reconstruit la notion de vérité, le vivre vrai dans le contexte chrétien, vous l'avez très bien fait. D'un autre côté, vous avez dit aussi, et je partagerais absolument cette vue, que tout discours se fait sur un horizon disons de certains présupposés, de certains *apriori*, mais des *apriori* forcément qui étant suspendus à un horizon sont toujours historiques. Il y a bien entendu des passerelles d'un discours à un autre, mais enfin ces passerelles ne font pas que l'ensemble de ces discours ne soit tout de même suspendu à un horizon qui change avec le temps, qui est historique et pour cette raison je voudrais dire que probablement il me semble très utile de partir tout de même du présupposé qu'une vérité qui soit vérité en elle-même, vérité absolue, vérité non référée à un discours, à un horizon culturel, non référée à un horizon d'*apriorité* qui est lui-même historique, est à vrai dire impensable. Donc bien que je sois moi-même pratiquant chrétien et que je croie en quelque chose ou en espère plutôt certaines autres, je doute très fort que l'on puisse par exemple dire, sans référence à un discours, par exemple le discours chrétien, *Dieu est*, émettre des affirmations aussi générales avec une prétention aussi universelle et qui ne font pas référence à tel ou tel horizon d'*apriori* ; je crois qu'il sera désirable qu'elles soient possibles, mais je crois tout de même qu'elles ne sont pas et que nous devons tout de même, en fin de compte, nous borner à dire, bien entendu dans tel ou tel horizon qui est inévitablement le nôtre, que nous avons des vérités qui sont indépassables pour nous, mais la notion d'une vérité qui soit en quelque sorte transhorizontale, elle est tout de même une illusion.

**Le conférencier** : Merci, cher professeur Harpes, qui m'avez enseigné la philosophie ; je me rappelle ces moments de discussion pendant nos cours où vous exposiez toujours vous-même à vos étudiants. Oui, je suis d'accord avec, par exemple, l'illustration que vous avez donnée, celle de l'assertion *Dieu est* ; oui, elle est toujours liée à des présupposés, que vous parliez maintenant de *Sprachspiel* ou que vous utilisiez le terme foucauldien de discours, en tout cas elle est inscrite dans l'histoire. On pourra me demander « comment pouvez-vous affirmer cela parce que vous êtes prêtre catholique et que le Concile Vatican I a souligné que Dieu peut être connu par la raison ? » Alors ce serait tout un chapitre à développer. Je me demande d'abord quelle était la notion de raison qu'on avait à cette époque-là, et donc je réinscris ce Concile lui-même à nouveau dans l'histoire. Deuxième chose, je crois qu'une vérité, comme vous l'avez dit, transhorizontale, est un point de projection que supposent mes discours de



vérité historique. On ne sortira jamais de l'historicité de nos discours. C'est évidemment une question qui demande de préciser d'où l'on parle. Je crois que la confrontation avec d'autres systèmes de représentation peut nous faire avancer ; je constate aussi que je fonctionne moi-même beaucoup et presque uniquement à l'intérieur des représentations occidentales. Je ne suis pas asiatisant, ce que je devrais être pour être plus philosophe. Mais, je présuppose qu'il existe une vérité, je mets cela alors en jeu, parce que cela est aussi une façon de communiquer, de dire « *voilà je propose cela comme hypothèse* ». Et, comme je vous l'ai dit, c'est un point de fuite, un point de projection que je construis. Je désirais encore aborder un deuxième point, mais il m'échappe à présent. Veuillez m'en excuser.

**M. Maurice Gilbert<sup>2</sup>** : Pour embrayer sur votre discours, je ferai une remarque : le texte de Vatican I sur la possibilité pour la raison de connaître Dieu, s'est fondé essentiellement sur deux textes bibliques, dont un dans l'*Épître aux Romains* au chapitre 1, verset 18 et l'autre est lié au *Livre de la Sagesse*, chapitre 13, peu importe. Mais même dans ces textes-là, et probablement aussi à Vatican I, repris par Vatican II avec la même formule, je ne suis pas sûr qu'il s'agisse de l'existence de Dieu, mais plutôt de ce que dans une philosophie classique, c'est-à-dire un peu thomiste si vous voulez, on appellerait l'essence de Dieu. Il s'agirait de répondre non pas à la question « *Dieu existe-t-il ?* », mais « *Qui est Dieu ?* ». C'est tout de même une question très différente. Et de savoir qui est Dieu, il est peut-être possible qu'on puisse en parler grâce à sa raison. Quant à vraiment avoir une preuve de l'existence de Dieu, de répondre à la question « *Dieu existe-t-il ?* » (je pense que c'est ainsi que vous posez la question), eh bien, je ne suis pas sûr que l'on puisse le faire. Je sens bien qu'aujourd'hui le monde des philosophes, j'en ai fait l'expérience avec des philosophes à Paris, sera extrêmement réticent avant d'embrayer dans les cinq preuves de l'existence de Dieu de Saint Thomas d'Aquin. Probablement ils diront aujourd'hui que « *Dieu est mystère* » ; ce qu'il est comme mystère, cela, c'est un autre problème.

Je pense qu'une autre réponse, et qui va dans la ligne de ce que vous expliquiez, est de dire « *Dieu existe* » en raison de témoins qui ont fondé toute leur existence sur lui et qui ont rendu un témoignage d'humanité, un témoignage de service à la société, à la communauté, aux pauvres et abandonnés, et même aux intellectuels parce qu'ils ont vécu dans leur

<sup>2</sup> Maurice Gilbert SJ (\*1934) est exégète, spécialiste de la littérature sapientielle de l'Ancien Testament. Il a été recteur de l'Institut Biblique Pontifical de Rome (1978-1984), de l'Institut Biblique Pontifical de Jérusalem (1984-1992) et des Facultés Universitaires Notre-Dame de la Paix à Namur (1993-1999).

sillage, des témoins qui ont fondé leur existence sur cette croyance. Et il me semble que ces témoins ne sont pas simplement ceux du passé, mais ce sont ceux d'aujourd'hui ; pour un certain nombre de croyants, cela vaut autant dans le judaïsme que dans l'Islam, le témoignage est porteur et suscite également une confiance.

Alors, si c'est un témoignage, cela veut dire que c'est quelque chose sur quoi j'ai non seulement fondé mon existence, mais qui a aussi donné sens à ma vie et qui part de ce que le témoin puisse dire, pour un certain nombre de cas, et je reprends la formule d'André Frossard, « *Dieu existe, je l'ai rencontré* ». Mais ce n'est plus dans l'ordre de l'intellectualité, c'est dans l'ordre de la relation, de ce que vous avez essayé de nous montrer toute à l'heure, à savoir la relation au Christ, et de ce point de vue là, je penserais que, au moins pour la foi chrétienne, un peu différemment de ce que vous avez dit tout au début, elle ne se fonde pas sur la Trinité, même pas sur l'existence de Dieu, mais sur la personne de Jésus. Et c'est par lui, tout simplement, comme vous l'avez montré par la suite, que nous avons peut-être accès à cette vérité que Dieu a quelque chose à voir avec nous, ou avec moi, si vous voulez. Voilà, cela c'est l'essentiel que je voulais ajouter.

Je voudrais aussi vous poser une question, mais vous répondrez un peu à ce que je viens de dire maintenant, sur l'expression « *Je suis le chemin, la vérité et la vie* ». Je la pose sans avoir étudié énormément la question et sans avoir lu le livre du Père Ignace de la Potterie, *La vérité dans Saint Jean* : il y a 1000 pages, c'est fatigant. Mais ma question est la suivante : je crois qu'il aurait quand-même dit que le mot vérité n'a pas le sens dans saint Jean qu'il a dans la culture grecque ou la philosophie grecque, mais qu'il s'inscrit dans un contexte biblique, c'est-à-dire sémitique, ou si vous voulez hébreux, et là, la vérité, c'est *emet*. *Emet*, qu'est-ce que cela veut dire ? *Emet* signifie : c'est correct ou j'appuie, je te fais confiance, il y a tout cela qui est derrière, et pas du tout l'identité entre la réalité et le fait dit, c'est dans l'ordre de la dynamique encore. *Emet*, c'est ce qui est dans les mots internationaux que nous utilisons maintenant au niveau des prières, l'amen. Amen veut dire : je suis bien d'accord. Et *emet* c'est demander si c'est l'homme Jésus qui met d'accord, s'il est celui à qui je donne mon accord, ou qui nous établit dans l'accord. Je ne suis pas sûr que De la Potterie ait cherché dans ce domaine-là, mais on ne sait jamais. Merci.

**Le conférencier** : Un grand merci. Pendant que vous parliez, mon deuxième point, que j'avais perdu de vue tout à l'heure, m'est revenu. Je voulais répondre aux réflexions de mon ancien professeur sur l'affirmation « *Dieu existe* » en tant qu'affirmation absolue : l'homme est contingent

et tout absolu est un absolu relatif. Voilà le point où j'en suis. Mais, je vais projeter ce point comme absolu et voir où j'en arrive avec une telle démarche. Il faut bien que je me fixe quelque part. Sinon je tombe dans la *stultitia*.

Ensuite, merci, Père Gilbert – je dis toujours simplement Père Gilbert, mais il s'agit d'un éminent professeur, ancien recteur de l'Institut biblique pontifical et ancien recteur des facultés Notre-Dame de Namur – pour votre réflexion sur le témoignage. Je vois aussi mon ancien professeur de lettres françaises dans l'assemblée [L. Kayser] et quand je le regarde, connaissant l'expression de son visage, je me dis que s'il m'avait entendu parler ainsi pendant son cours, oui, il m'aurait répondu : « *Eh bien il y a aussi le contre-témoignage* ». En fait, je ne sais pas s'il le pense, mais je peux m'imaginer qu'il me réponde ainsi. Le contre-témoignage, ne serait-ce pas une raison de ne pas croire dans le dieu chrétien ? Je crois qu'on pourrait dire évidemment : c'est aussi une raison de perdre la foi. Qu'est-ce que j'ai à y opposer ? Mon interrogation au sujet de la vérité entre autres : regardez donc si le témoignage que vous voyez correspond à ce dont il s'inspire. Si je défends l'Évangile, c'est parce que l'Évangile contient la puissance critique de son actualisation en lui-même. En fait, si vous voulez faire la barbe au curé, si vous voulez bouffer du curé au petit déjeuner, passez-le s'il vous plaît au fil de l'Évangile et pas de l'épée. Voilà donc, en réponse à une question peut-être imaginaire, quelque chose qui me convainc encore davantage de la valeur et de la vérité de l'Évangile, c'est-à-dire sa puissance critique par rapport à son actualisation et plus généralement par rapport à tout pouvoir.

D'une façon ou d'une autre, on arriverait donc à dire : « *Dieu est* ». C'est une affirmation, comme je l'ai souligné, qui engage bien ma personne, puisque je dois alors aussi me situer par rapport à ce Dieu : la vérité, elle m'oblige. La vérité est ce par rapport à quoi je me situe pour prendre l'attitude juste. Quand je dis juste, je pense donc à justice et justesse : rendre justice à Dieu, et ajuster ma vie, c'est aussi être situé de façon à ce que je ne dérange pas l'ordre fondamental, c'est le contraire de la *hybris*.

En outre, il ne faut pas oublier l'aspect qualitatif d'une expérience. C'est-à-dire qu'on peut avoir 25 arguments pour ou contre l'existence de Dieu, mais ils sont toujours situés au niveau de la raison. Or, dire : « *Dieu existe* », engage l'homme davantage, comme toutes les questions fondamentales. Une telle affirmation engage l'homme non seulement avec sa raison, mais avec sa mémoire, son affectivité et son imaginaire. À un certain moment, il y a quelque chose comme un « saut » que l'on fait pour en arriver à adhérer à la vérité : c'est un aspect de la foi. Mais cette

idée me vient d'Adorno qui m'avait marqué quand j'avais entendu pour la première fois une phrase qu'il avait écrite : « *Es gibt das Moment, wo das Quantitative ins Qualitative umschlägt* ». Il parlait d'Auschwitz. D'abord j'ai hurlé parce que pour la métaphysique classique une telle affirmation est un non-sens ; or pour l'expérience et pour l'existence, c'est clair, c'est exactement cela.

Ce qui intervient également, que je n'ai pas repris ou développé dans ma présentation mais évoqué sans utiliser le nom, c'est le moment d'intuition, le moment lorsque vous saisissez quelque chose et que vous savez : voilà, c'est cela. Et ensuite vous devez tout de même passer ce que vous avez saisi à la moulinette de la raison ; c'est le travail critique qui s'impose et impose les limites de toute connaissance. Ce moment était présent au début lorsque j'ai par exemple décrit ma propre expérience.

Donc il y a un saut qualitatif à faire et il y a le travail intellectuel pour savoir répondre à la question comment, pourquoi cela en est ainsi pour moi et peut-être pas pour d'autres. Mais vous voyez combien je m'éloigne là d'un rationalisme positiviste quelconque qui voudrait s'attacher simplement à la réflexion comme source de certitude.

Enfin, Ignace de la Potterie nous rappellerait certainement que la présence du terme de vérité n'est pas le résultat d'une projection de la pensée grecque dans l'Évangile selon saint Jean, mais qu'il s'agit précisément d'un travail de traduction qu'il importe de faire. L'Évangile utilise une langue, mais il doit l'adapter de façon à pouvoir rendre compte de ce qu'il croit, de ce qu'est son expérience, sa vérité. Au moment même où il traduit l'expérience, il découvre cette vérité sous un nouvel aspect. J'aimerais faire un détour pour illustrer ce propos.

Dans le cadre d'un projet de recherche sur la réception de Stendhal au Japon, j'ai parlé de la réception de cet auteur et de l'effet de vie qu'il créait auprès de ses lecteurs. Vous ne pouvez pas faire de traduction si vous ne faites pas l'expérience de la vie fictionnelle que le roman sait faire naître en vous, si vous n'entrez pas, si vous ne vous laissez pas saisir par toute son histoire, s'il ne développe pas sa vie propre à l'intérieur de vous-mêmes. Je vais vous donner un autre exemple. Vous ne pouvez pas jouer un concert pour piano simplement en lisant les notes, il faut que vous ayez joué plusieurs fois le tout, que vous ayez saisi justement ce que j'avais appelé la « *Gestalt* », parce que ce n'est qu'à l'intérieur du tout qui doit se créer en vous que chaque note prend sa valeur. De même, dans la traduction, la valeur d'un mot ne prend sa valeur qu'à l'intérieur du tout qui est plus que la somme, que la simple addition des mots. En musique, vous pouvez additionner les notes mais cela ne donne pas le tout, et vous le savez bien parce que vous ferez la différence entre celui qui est inspiré en



jouant et celui qui ne l'est pas. Cela vaut pour l'art littéraire aussi. On peut être un lecteur inspiré ou non.

Tout cela intervient donc aussi dans nos réflexions sur le passage à cet acte qui dit « *Dieu existe* ». En traduisant un texte, on le découvre davantage et on l'approfondit ; il en va ainsi de l'expérience. Et d'ailleurs, c'est *emet* que j'étais venu à exprimer à travers ma recherche qui se voulait d'abord philosophique. Quand la raison cherche la vérité, elle cherche ce sur quoi elle peut se fonder, ce qui la porte elle-même et la vie. Je crois que c'est exactement ce sens d'*emet*. Ce à quoi je puisse dire *amen*.

**M. André Elvinger** : J'aimerais venir un instant à mon prédécesseur, notre ancien président de notre Section de l'Institut Grand-Ducal, Edmond Wagener, qui était un homme extrêmement attachant, et il avait la double qualité de scientifique et de philosophe. Le « Big Bang » à l'origine de ce monde, était un de ses thèmes préférés, et je me rappelle que nous étions là à l'entendre dire comment donc la vie était née. Nous aurons d'ailleurs à l'Institut Grand-Ducal prochainement, toutes nos Sections réunies, une conférence sur la naissance de la vie. Je vous y invite tous. En cela, Edmond Wagener ne se prononçait pas sur l'aspect religieux. Et l'une de nos réactions, de beaucoup d'entre nous, était : votre « Big Bang », on veut bien, mais d'où vient-il. Et c'est pourquoi que j'ai dit à un moment donné tout à l'heure, il est tout aussi difficile de croire, de croire en un Dieu, que de ne pas croire en un Dieu. Mais croire en un Dieu ne résout pas le problème, car quel est ce Dieu ? Pourrait-ce être un Dieu épouvantable ou terrible ? Car beaucoup de choses qu'on voit dans la vie pourraient faire penser que ce Dieu n'est pas le Dieu des chrétiens. Alors là il y a, à mon avis, qu'un chemin, si je puis employer ce terme, c'est la révélation. Je ne pense pas que la philosophie et la théologie résolvent nos problèmes.

Je n'ai pas voulu répondre à vos observations sur l'avocat devant le juge. L'avocat devant le juge ne doit jamais faillir à la vérité, mais il n'est pas là pour « dire » la vérité. Il est là pour convaincre et donc, tout en restant dans les limites de la décence, de la bonne foi, sa recherche n'est pas la vérité. C'est le juge qui recherche la vérité. Notre confrère Patrick Kinsch nous en a parlé, et nous a dit aussi les difficultés du juge et du degré de vérité qu'il doit trouver.

**Le conférencier** : Monsieur le Président, merci parce que vous avez d'abord soulevé une question importante, celle de la souffrance, que je n'avais pas abordée ; je vous suis aussi reconnaissant de répondre à ma référence au métier d'avocat. Vous dites que l'avocat n'est pas là pour dire la vérité, il est là pour convaincre. De fait, il porte une robe très spécifique

et il se trouve dans un endroit très spécifique et on sait ce qu'il va faire. C'est encore un jeu déterminé. Je reviens un peu à ce que vous avez dit, cher professeur Kapp, sur la rhétorique parce que le cas de l'avocat nous ramène à la rhétorique, comme le psychiatre. N'allez évidemment pas raconter que j'ai dit que les avocats sont comme les psychiatres !

Deuxième chose : Vous venez de parler d'une question que la vie pose et vous dites qu'il est tout aussi difficile de croire en un Dieu que de ne pas croire en un Dieu. Il y a d'abord question ; je crois que c'est fondamental d'en venir à dire : la vie pose question. Le bouddhisme y répond d'une autre façon que le christianisme, d'une façon complètement différente. J'aimerais rajouter à votre énumération, philosophie, théologie, révélation, le mythe qui est une narration qui cherche aussi à donner une cohérence (et donc une vérité) et qui permet justement à l'être humain de se situer dans un processus.

Quant à la question de savoir de quel Dieu il s'agirait, et pour le chrétien de savoir si Dieu est bon, je vais vous donner simplement les éléments que j'intègre dans une réponse face à l'expérience de la souffrance. Je ne vais pas résoudre le problème quand j'affirme ceci : que l'homme meure est pour moi parfois moins problématique que l'existence du choléra ou de la peste, de tous ces virus, bactéries et bacilles qui l'emportent sur l'homme. Pourquoi cela ? La question est de savoir si cette création est bonne. Que l'homme meure, qu'il soit faible, qu'il se recycle, cela fait partie de sa nature. Cela je peux le comprendre.

**M. André Elvinger** : C'est le renouvellement des générations, comme disait Monsieur Ruel.

**Le conférencier** : C'est encore autre chose que la matière qui a ses lois physiques internes, dirais-je. Et il y a des questions là où vous partez aussi d'une certaine foi, fondée sur une expérience. En tant que chrétien, je donne une réponse qu'à partir de l'événement Jésus ; mais c'est aussi cet événement qui motive déjà ma question. Et je dois vous dire que ce qui devient de plus en plus important pour moi, c'est de respecter l'autonomie du créé, c'est-à-dire de ne pas voir derrière tout ce qui arrive une action immédiate de Dieu. Mais dans l'incarnation le Fils de Dieu vient assumer la réalité, cette vie qui existe avec son autonomie. Je devrais développer cette réflexion pour dire comment l'autonomie est assumée : selon la théologie chrétienne, Dieu est Trinité, ce qui signifie qu'en lui-même il existe une distinction entre les personnes et qu'il y a, pour ainsi dire, un espace relationnel en Dieu. C'est ce même espace qui permet le péché, qui permet donc la liberté, et qui l'assume.



**M. Henri Etienne :** Monsieur le président, vous avez cité notre *past president* Edmond Wagener. Je viens, pour préparer un peu l'audition de votre conférence, de relire une publication dans notre Institut sur « *Evolution et capacités cognitives* ». Alors, à un certain moment, il est d'un modernisme total, et cela rejoint un peu la dernière partie de votre conférence, il a dit que parmi les adaptations à l'évolution, il y a certainement aussi les capacités cognitives, soit par le sens sentiment, soit intellectuelles par raison. Alors, si cela est vrai, chaque individu, tels que nous sommes ici, a l'obligation, dans le contexte qu'il est, de développer, de contribuer avec ses connaissances cognitives à l'humanité dans laquelle nous sommes et pense à ce que ses ancêtres ont déjà fait. Je crois que nous sommes à la 8200<sup>e</sup> génération depuis 1 million et demi et à ce qui va suivre. Maintenant comment est-ce que cette mayonnaise va prendre. Alors, je suis extrêmement optimiste par tout ce qu'on sait et saura maintenant, même ce que travaille chaque individu, ce qu'il a etc. Cela va conduire certainement à des réflexions et je suis content que deux de mes enfants ne soient pas baptisés. Je suis aussi très content que le parti chrétien social propose la suppression de l'enseignement religieux et de le remplacer par l'enseignement des valeurs. Pourquoi ? Parce-que je me dis qu'une génération ainsi fondée va comprendre qu'il faut faire les choses vraies ensemble et quelque chose doit de nouveau lier la mayonnaise, que ce soit le Christ, oui, mais sans l'Eglise.

**Le conférencier :** Je vous remercie de votre verve, mais je vais vous répondre aussi, si vous permettez, de la même couleur. Parce que si vous regardez bien, votre Christ sans l'Eglise, c'est une chimère. C'est une chimère que chacun adapte à ses idées... Je préfère l'Eglise, dans laquelle les évangiles sont nés, avec sa tradition riche, diverse, ouverte. J'aimerais en revenir de ce Christ sans Eglise parce que tous ceux qui me proposent cette voie, ils font du Christ le plus souvent une projection de leurs propres idéaux. Mais j'ajouterais volontiers aussi que le Christ dont bien des pratiques de l'Eglise témoignent, ne correspond pas à l'Evangile ! Ou, inversement, que l'Eglise donne un contre-témoignage.

[N.B. En relisant ma réponse, j'en entrevois une autre : Oui, je partage votre approche, car je comprends que vous ne vouliez pas de l'Eglise : ses représentants peuvent décevoir humainement, spirituellement, théologiquement ; ils ont perverti plus d'une fois l'évangile, commis infidélités et crimes.

Oui, nous, nous l'Eglise, avons besoin de retourner à Jésus, de lire donc les évangiles puisque les ouvrages d'un Loisy, Bultmann ou Ratzinger

*— pour ne citer que ceux-ci — ont certes marqué de nombreux lecteurs, mais restent des relectures personnelles. Il s'agirait de nous laisser interroger, interpeller par les évangiles comme ces auteurs, de nous laisser travailler par leur texte qui est plus qu'un message qu'on en a abstrait et de chercher à entrer ainsi en dialogue avec la personne-même de Jésus.*

*Permettez d'ajouter néanmoins que je connais l'évangile grâce à l'Eglise, qu'il y a outre les croyants infidèles un François d'Assise, un Jean XXIII... des hommes nourris précisément de l'évangile, témoins de Jésus, du dialogue vivant non seulement avec un texte, mais avec celui dont parlent les textes, et capables donc d'actualiser dans la plus grande fidélité plus que son message, en fait sa présence.*

*Et, oui, j'aime votre pensée que « la mayonnaise puisse prendre » grâce à Jésus : ce serait beau si des gens de tous bords se mettaient à lire les évangiles et à partager cette parole. Celui qui s'engage dans une telle relecture, dans une telle conversation avec le texte des évangiles se rend rapidement compte de leur densité, de leur puissance fictionnelle qui peut devenir le lieu d'un échange avec ce lecteur nourri des questions de sa propre vie, de son monde et donc source d'inspiration.]*

J'aimerais aussi vous répondre encore quelque chose sur l'évolution des capacités cognitives. C'est un des grands champs qui intéresse pour l'instant les neurosciences ; il engage évidemment la philosophie tout comme la théologie. Depuis les années où Edmond Wagener s'en occupait, il y a eu des évolutions du côté de l'analyse des capacités du cerveau. Il y a l'évolution des capacités cognitives qui est due d'un côté à l'évolution biologique, il y a le phénomène biologique, mais il y aussi une évolution qui est due à tout ce qui est culture, à tout ce qui est vraiment la constellation culturelle dans laquelle nous sommes engagés.

De plus je retrouve dans vos propos l'idée d'un progrès général, d'un progrès quasi absolu. Cette conception me rappelle le positivisme du 19<sup>e</sup> siècle. Or, nous nous rendons compte qu'à chaque époque, nous devons vraiment refaire l'être humain dans son rapport au monde. Je suis bien plus foucauldien là-dessus que vous, ou non ? De plus je constate que l'être humain doit toujours vaincre son égoïsme à nouveau. Et voilà pourquoi je défends justement l'enseignement religieux qui prend acte de la valeur critique de l'Evangile et qui sait donner peut-être un meilleur instrument à la main de certaines personnes pour critiquer la religion qu'une critique extérieure qu'on peut toujours relativiser comme je l'ai fait. Alors je fais un peu la mayonnaise, comme vous l'avez faite, mais un peu autrement.

**M. Lucien Kayser :** Je ne voulais pas poser cette question parce qu'elle risquait peut-être de nous ramener trop terre à terre, mais elle pourrait avoir comme effet de vous amadouer, de vous adoucir maintenant un peu à la fin de la soirée, dans le contexte de ce que nous avons vu, vérité, insertion de l'histoire etc. Comment voyez-vous le changement de locataire du Saint Siège ?

**Le conférencier :** J'observe avec beaucoup d'intérêt le nouveau pape et je me sens très proche de lui par son approche de la vie, cette approche qui prend les choses d'abord telles qu'elles sont, qui ne leur impose pas la mesure d'une pensée systématique, mais les voit à la lumière de la miséricorde et mise plus sur le discernement que sur la déduction. L'interview qu'il a donnée aux revues culturelles jésuites le montre ; si vous ne l'avez pas encore lue, vous la trouverez dans la revue *Études*. Vous pouvez la télécharger gratuitement sur la toile. Vous pouvez aussi l'avoir en langue allemande à la *Stimmen der Zeit* et l'original *in lingua italiana* à la *Civiltà cattolica*, mais il y a aussi d'autres langues.

Comme je vous l'ai dit, je retrouve chez le pape une forme de théologie que j'ai dû chercher moi-même à un certain moment. C'est-à-dire le Pape et moi, on a un peu les mêmes ancêtres, notamment la spiritualité ignacienne. Cela tient d'abord à la formation au Séminaire à Luxembourg, où les pères spirituels ont toujours été des Jésuites. Et les *Exercices spirituels* vous mettent dans cette attitude de disponibilité et de discernement pour vivre la relation avec Dieu. Donc, je me sens très proche de lui.

Je dois vous avouer que je suis aussi quelqu'un qui a lu beaucoup de livres de Ratzinger. D'un côté, j'ai toujours apprécié Ratzinger pour la clarté de sa diction, pour la force de son raisonnement et il me convainquait. D'un autre côté je me dis : *oui c'est beau, c'est logique, c'est cohérent*, mais est-ce tout... — je prends du recul, je prends une distance critique parce que je n'arrive pas toujours à affronter la vie avec une telle pensée. Il y a le non-identique qui me semble ne pas être assez intégré, pour reprendre encore une fois l'expression d'Adorno.

Je crois qu'il est intéressant d'observer le changement d'attitude : les papes sont des personnes qui ont développé une synthèse, un apport personnels, intégrant leur culture. Une façon différente de se confronter à la vie en fait aussi partie. C'est tout à fait normal. Et chacun donne de son mieux.

**M. Lucien Kayser :** Il serait intéressant de voir justement comment cette grosse machine qu'est l'Eglise va également s'arranger avec la personne qui est ....

**Le conférencier :** Je viens de rentrer de Rome. J'y étais la semaine passée. Nous y avons des maisons où les prêtres peuvent habiter lorsqu'ils vont à Rome ; j'aime bien y résider parce que j'y retrouve des gens que je connais, je rencontre des prêtres d'à travers le monde et il y a un échange très fraternel. Il est très intéressant d'écouter les voix de ceux qui travaillent au Vatican. Et là, je vois un confrère qui me dit : *« Mais oui, tu sais, il est là maintenant, il dit qu'on va réfléchir à la situation des divorcés et remariés. Mais il ne va quand même pas mettre en doute tout ce pourquoi nous avons lutté jusqu'à présent ! Nous avons imposé ce qui était juste. Et il ne va quand-même pas mettre en doute les fondements. »* Et, vous n'allez pas le croire, vous me connaissez tout de même un petit peu, mais je me suis tu parce que je savais que c'était peine perdue d'engager une discussion. Voilà exactement l'illustration de ce que je viens de vous dire, où le discours remplace la confrontation avec l'expérience concrète, la situation vécue, le rapport vivant. On pense savoir et ne pas avoir besoin de demander, de regarder ce qui se passe. Or, il faudrait le faire et alors ramener cette situation, ces expériences à l'intérieur de la relation avec Dieu dont le pape François ne cesse de proclamer la miséricorde. Ne pas simplement déduire un jugement à partir d'une doctrine, mais prendre par exemple un texte comme celui de la première lecture du jour de la Pentecôte où il est dit : Voilà les fruits de l'Esprit, voilà ce qui montre ce qui vient de Dieu. On parle de paix, on parle aussi de maîtrise de soi etc., il y a beaucoup de choses. Mais pourquoi est-ce qu'on ne peut pas s'y référer pour mesurer ce qu'il y a de nouveau dans l'expérience de l'Église, dans la vie des hommes ? La Bible ne fonctionne pas en tant qu'approche systématique. Elle passe par la narration et par l'intégration de nouvelles expériences dans la narration et elle fonde donc ce processus que j'ai essayé d'illustrer.

**Le Président :** Cher conférencier, chers invités. Si je me permets d'arrêter là notre réunion, c'est d'abord pour vous dire combien votre discours a été passionnant, mais aussi pour dire que ce que vous auriez encore pu dire à la suite de la question pertinente et intéressante de Lucien Kayser, vous nous le direz peut-être à une prochaine occasion à cette tribune. La question intéressera certainement au-delà nos membres tous les hommes, disons de bonne volonté. Merci.

II. TABLE RONDE DU 7 DÉCEMBRE 2013

**LA PLACE FINANCIÈRE  
DE LUXEMBOURG  
—  
DÉFIS ET PERSPECTIVES**

PRÉSIDENT : M. ANDRÉ ELVINGER



## Table des matières

I)	Accueil par le président et présentation des intervenants ( <i>André ELVINGER</i> ) .....	121
II)	Introduction ( <i>Alain GEORGES</i> ) Des places financières en général : De la « Grosse aventure » aux plates-formes électroniques. Les fondements de toute place financière .....	129
III)	Analyse des faiblesses et des forces de la place financière de Luxembourg : .....	143
1)	Erosion de l'«avantage souverain» : dernier exemple : centralisation européenne de la surveillance des banques ( <i>Jean GUILL</i> ) .....	145
2)	L'importance du Rating du Luxembourg ( <i>Fernand GRULMS</i> ) .....	151
3)	Le défi fiscal et budgétaire ( <i>Georges BOCK</i> ) .....	163
	Et pourtant :	
4)	L'augmentation en quantité et en qualité de l'infrastructure professionnelle de la place financière ( <i>André ELVINGER</i> ) .....	177
5)	Regards sur la formation ( <i>Robert URBÉ</i> ) .....	181
6)	«Outsourcing» : L'externalisation (ou sous-traitance) comme catalyseur du développement ( <i>Alain GEORGES</i> ) .....	189
7)	Influence de l'environnement juridique sur les activités de la place financière ( <i>André PRŮM</i> ) .....	195

IV)	La vocation du système bancaire : .....	203
1)	Le rôle des banques, privé, public, social ? Corporate governance, pour qui et par qui ? ( <i>Robert URBÉ</i> ) .....	205
2)	L'éthique de la place (philanthropie, microfinance, impact financing, crowdfunding) ( <i>Marc ELVINGER</i> ) .....	215
V)	Allocution par <i>Luc FRIEDEN</i> présentant ses vues sur les défis et les perspectives de la place financière, à la lumière de son expérience en tant que Ministre des Finances au cours de la législature écoulée .....	219
VI)	Etat des lieux des différents secteurs de la place financière : .....	227
1)	Les banques devant l'échange automatique de renseignement ( <i>Fernand GRULMS</i> ) .....	229
2)	Les fonds d'investissement : explosion des avoirs en gestion, défis et opportunités de nouveaux marchés ( <i>André ELVINGER</i> ) .....	243
VII)	Discussion .....	249
VIII)	Essai de conclusion par le président .....	263

TABLE RONDE DU 7 DÉCEMBRE 2013

**I.**  
**ACCUEIL ET PRÉSENTATION**  
**DES INTERVENANTS**

## ACCUEIL ET PRÉSENTATION DES INTERVENANTS

par André Elvinger

Chers Invités,  
Chers Membres,

Je suis heureux de vous accueillir à notre Table Ronde sur « La place financière de Luxembourg : défis et perspectives ». Je rappelle que ces Tables Rondes sont une tradition de notre Section. Depuis 1977 nous en avons organisé seize<sup>1</sup> ; la dernière avait pour titre, en 2011, « Révision de la Constitution : où en sommes-nous ? »<sup>2</sup>. C'était une bonne question à l'époque qui n'avait rien de rhétorique : on croyait en être assez près. Aujourd'hui, nous savons que nous sommes devant des idées nouvelles sur notre loi fondamentale qui pourraient justifier que nous remettions ces travaux sur le métier.



Je vous remercie d'être venus nombreux à sacrifier votre samedi. J'espère que nos travaux vaudront ce sacrifice.

Je salue d'abord nos membres d'honneur, Jacques Santer et Marcel Mart, nos membres correspondants, Jean Hamilius et Alain Georges, et notre membre effectif depuis près de vingt ans, Luc Frieden, Ministre des Finances jusqu'à il y a quelques jours et qui a bien voulu nous parler au déjeuner pour nous communiquer son expérience de ministre en charge de la place financière.

Je salue aussi tout particulièrement les présidents de trois autres Sections, Mario Dicato qui est le nouveau président de l'Institut Grand-

<sup>1</sup> 1973 : La libéralisation de l'avortement ; 1979 : Le suicide ; 1980 : Les étrangers et leur insertion à la collectivité luxembourgeoise ; 1983 : Presse écrite et télécommunication ; 1985 : La liberté de la presse dans la loi luxembourgeoise ; 1987 : Enseignement public et éducation morale ; 1988 : Commémoration Descartes ; 1988 : Réflexions sur la réforme de la Constitution ; 1989 et 1990 : Le marché unique de 1993 et ses répercussions sur le Luxembourg ; 1992 : Mobilité et flexibilité dans l'économie luxembourgeoise ; 1993 : Le traité de Maastricht et la Constitution ; 1997 : La problématique de l'Union monétaire européenne ; 2007 : Faut-il dépénaliser l'euthanasie ? ; 2009 : Euthanasie et soins palliatifs ; 2010 : Population luxembourgeoise : nationalité, intégration, langue ; 2011 : Révision de la Constitution : où en sommes-nous ?.

<sup>2</sup> Volume XVI de nos Actes



Ducal dans son ensemble tout en restant président de la Section médicale, Paul Dostert, président de la Section historique, et Lucien Kayser, président de la Section des arts et des lettres.

Il n'est nul besoin de dire l'importance de notre sujet : la place financière, sur le plan matériel, est la première ressource budgétaire de notre pays, l'une des désormais deux mamelles – si j'ose dire – en présence de l'industrie qui se bat contre la perte de compétitivité. Sans la place financière, nous perdrons le plus gros de l'emploi productif, d'où son importance capitale sur le plan social, et la perte de ressources budgétaires ruinerait nos activités culturelles et philanthropiques, notre recherche scientifique et ne permettrait plus l'essor de notre université.

Le hasard veut que nous ayons bien choisi la date : la place financière doit être – et elle l'est – au centre du gouvernement qui est entré en fonctions il y a quelques jours.

Il m'incombe d'introduire, en les remerciant de tout cœur, ceux qui interviendront tout à l'heure au cours de cette table ronde et des discussions, dans l'ordre d'entrée en scène : Alain Georges, Jean Guill, Fernand Grulms, Georges Bock, Robert Urbé, Marc Elvinger, André Prüm et Alain Steichen, qui ont pris sur eux de nous présenter les différentes facettes de la place financière.

**Alain Georges**, membre correspondant de notre Section, a bien voulu introduire nos débats par un exposé sur les places financières en général et le rôle qu'a joué, et peut jouer, notre place financière dans le contexte à la fois historique, actuel et future.

Alain Georges a vécu la place financière à son centre, au sein de la banque. C'est pour la banque qu'il a quitté la profession d'avocat et même celle de notaire à laquelle il était candidat, pour rejoindre la Banque générale du Luxembourg dans ses belles années. Il y est devenu membre du comité de direction puis président de ce comité. Il a quitté cette banque, avec sagesse et prémonition, au moment où il estimait qu'elle allait, avec la mainmise d'un actionnaire majoritaire étranger, vers un destin dont elle ne s'est remise qu'à grand peine grâce à l'intervention de l'Etat et d'un nouvel actionnaire étranger mais déjà bien implanté au Luxembourg. Alain Georges a été, au cours de sa carrière, président du CRP Gabriel Lippmann, de la Fondation Alphonse Weicker et de BIP Investment Partners. Il assume la présidence du groupe de rédaction des X principes de gouvernance

d'entreprises de la Bourse de Luxembourg. Il est donc en toute simplicité le pape de la *corporate governance* dont il a ressenti l'impérieuse nécessité au cours de sa vie professionnelle.

Toujours en quête d'idées nouvelles, il nous parlera aussi non seulement des dangers du *outsourcing*, mais, sur un ton optimiste, de l'externalisation créative de nouveaux pôles de développement.

L'introduction d'Alain Georges nous préparera à notre premier chapitre de la place financière. Nous aurons le plaisir d'entendre d'abord à ce sujet **Jean Guill** que vous connaissez comme le directeur général de la très puissante mais aussi très importante Commission de surveillance du secteur financier. Jean Guill est, là encore juriste et avocat à ses débuts, mais il s'est rapidement dirigé vers le service public en entrant au Commissariat au contrôle des banques, devenu l'Institut monétaire luxembourgeois et ensuite la Commission de surveillance du secteur financier. Entre ces étapes, il était Directeur du Trésor au ministère des finances. Il dirige donc actuellement, respecté par tous, la CSSF, non sans avoir constamment participé aux instances communautaires et mondiales. Jean Guill a présidé le Comité d'experts juridiques de l'Institut monétaire européen tout au long de la vie de ce comité. En janvier 2011, il a été élu au conseil d'administration de l'Autorité européenne des marchés financiers. Jean Guill va nous parler de l'érosion de l'avantage souverain, terme un peu terrifiant si l'on ne savait pas, tous autour de cette table ronde, que les abandons de souveraineté que le Luxembourg a consentis et dû consentir depuis un demi-siècle – n'oublions pas nos inquiétudes lors de l'entrée à la Communauté européenne du charbon et de l'acier puis du traité de Rome – ont, du moins jusqu'à présent, apporté à notre pays plus que ce que nous y avons perdu.

Toujours sous le chapitre de l'analyse des faiblesses et des forces de la place financière, **Fernand Grulms** va nous parler d'une autre chose qui nous inquiète, le danger de la perte du *Rating* AAA du Luxembourg. Fernand Grulms, pour une fois, n'est pas juriste, du moins pas au niveau de sa formation professionnelle originaire. Il est économiste, licencié en administration des affaires et major en finance technique quantitative de l'Université de Liège. Il a passé par la Banque générale du Luxembourg pendant quelques années et, dès 1987, il a rejoint l'ABBL en tant qu'économiste puis conseiller de direction et actuellement membre du comité de direction, avec une longue période, 2008 à 2013 en tant que CEO de Luxembourg for Finance. Fernand Grulms, président fondateur



de l'Economist Club Luxembourg, est particulièrement bien placé pour nous parler du sujet du *rating* du Luxembourg, mais nous allons ensuite l'entendre encore sur d'autres sujets.

Nous n'entendions pas revenir dans cette Table Ronde sur la situation financière de l'Etat luxembourgeois en tant que telle, un sujet que notre secrétaire général Georges Als a traité avec brio sous le titre significatif « Sacrifier l'avenir pour préserver le présent ? Les impasses des finances publiques »<sup>3</sup>. Ce qui nous préoccupe aujourd'hui, c'est comment ce problème budgétaire peut être résolu sans porter des atteintes graves à la place financière. C'est ce sujet, qui requiert toute l'attention du nouveau gouvernement, sur lequel va nous entretenir **Georges Bock**. Il y est bien préparé puisqu'il s'est fait remarquer par des articles et publications d'une grande clairvoyance. Georges Bock, qui a fait toute sa carrière depuis 1991 chez KBM dont il est le *managing partner* depuis 2012, est maître en sciences économiques et en *business administration*, réviseur d'entreprises et fiscaliste reconnu.

Le président de notre Section a pris sur lui de parler de l'élargissement en quantité et qualité des ressources professionnelles sur la place financière. **André Elvinger** est avocat inscrit au Barreau de Luxembourg depuis 1953, ayant été Bâtonnier de l'Ordre des avocats de 1986 à 1987, membre de notre Institut depuis 1978 et président de sa Section depuis 2004.

**Robert Urbé** nous parlera, là encore dans le cadre des ressources professionnelles de la place financière, de la formation des dirigeants et agents. Il ne fait aucun doute que l'amélioration de cette formation est une condition *sine qua non* de toute place financière et de la nôtre en particulier. Il nous exposera également ses vues sur le rôle des banques, privé, public, social en se demandant : « Corporate governance pour qui et par qui ? ». Robert Urbé apporte d'ailleurs une saine dose de discussion dans nos débats en exposant certains arguments qui justifieraient à ses yeux, contrairement aux autres intervenants, l'adhésion du Luxembourg à un système de taxe sur les opérations financières. Il est bien placé à ces sujets, puisque diplômé en sciences économiques à la suite d'études faites à Bonn et à Hagen, il a une vocation d'enseignant avec une tendance marquée vers l'action sociale. Il est, depuis 2012, porte-parole de Caritas Luxembourg et secrétaire général de Confédération Caritas Luxembourg. Robert Urbé est membre effectif de notre Section depuis 2009 et membre de notre conseil d'administration depuis 2011.

<sup>3</sup> Volume XVI de nos Actes

Quant à **André Prüm**, membre effectif de notre Section depuis 2002, il est professeur agrégé des facultés de droit de France, ayant enseigné aux universités de Montpellier, de Paris XI et de Nancy II. Professeur invité à l'Université de Paris II, Panthéon, ayant rejoint l'Université du Luxembourg en 2005, il a été le Doyen de la Faculté de droit, d'économie et de finances de cette université de 2005 à 2012 et continue à enseigner à cette université en tant que professeur. Grand enseignant, André Prüm est particulièrement bien placé pour nous entretenir de l'influence de l'environnement juridique sur les activités de la place financière.

**Marc Elvinger** est avocat, mais en marge de son activité professionnelle, il consacre une partie importante de son temps et de ses efforts aux services du tiers monde. Il est le fondateur au Luxembourg d'une organisation Friendship qui se consacre aux citoyens les plus déshérités du Bangladesh, aux services d'une fondation qui procure des services médicaux aux habitants des îles du Brahmaputra et s'efforce d'apporter la scolarisation et la formation des jeunes de cette partie du monde. Il s'occupe également de contribuer au développement des fondations sans but lucratif, un domaine qui est resté largement en souffrance, mais encore de la promotion de la microfinance, du *impact financing* et du *crowdfunding*, notions qu'il nous expliquera.

Les orateurs et leur auditoire très attentifs, ayant bien mérité un verre de crémant et leur participation à des agapes conviviales au Golf Club Grand-Ducal, lieu de tradition pour ces rencontres, ils auront droit, au cours de leur déjeuner, à une brillante intervention de notre confrère **Luc Frieden** qui, tout juste sorti de ses fonctions de Ministre des Finances, offre ses vues sur les défis et les perspectives de la place financière à la lumière de son expérience au cours de la législature écoulée. Très attendu et très écouté, il a brossé sur neuf points, dans ce que la presse a qualifié de « testament politique », un tableau éloquent des impératifs que commande le maintien et le développement de la place financière.

Quant à la dernière partie de nos travaux que nous avons définie comme l'état des lieux des différents secteurs de la place financière, **Fernand Grulms**, que j'ai déjà présenté, nous parlera des banques devant l'échange automatique d'information, moi-même j'assumerai l'examen des défis et opportunités dans le domaine des fonds d'investissement et **Alain Steichen** du domaine des SOPARFI. Alain Steichen est avocat de Bonn & Steichen, fiscaliste renommé, auteur de plusieurs livres, précis et mémento sur le droit fiscal, et est professeur associé à l'Université du Luxembourg.

Il est particulièrement bien placé pour nous parler de ces SOPARFI, une catégorie moins connue, mais combien importante sur la place financière et ce en présence de la pression qu'exercent les instances internationales et européennes sur l'imposition des groupes internationaux.

TABLE RONDE DU 7 DÉCEMBRE 2013

## **II.**

### **INTRODUCTION**



DES PLACES FINANCIÈRES :  
DE LA « GROSSE AVENTURE »  
AUX PLATES-FORMES ÉLECTRONIQUES

par  
Alain Georges

Une définition élémentaire nous dit qu'une place financière est « une ville dans laquelle les opérateurs financiers organisent ou effectuent des transactions financières ». Luxembourg est donc indéniablement une vraie place financière et est reprise comme telle dans les classements des centres financiers mondiaux. Ainsi le « Global Financial Centres Index », publié par une institution du Qatar, sans définir un centre financier, classe Luxembourg au 13ème rang mondial. Cet indice décrit Luxembourg comme *global specialist*, loin des premières places en termes de volumes des échanges ou de disponibilité de capital, mais parmi le groupe de tête dans les catégories « stabilité politique », « disponibilité de personnel qualifié » ou encore « infrastructure ICT ».



Mieux que l'analyse d'une définition incomplète, l'examen des fondements historiques et de la genèse des places financières permettra de dégager des impulsions utiles pour notre Table-ronde. Une excursion historique justifiera le sous-titre aguichant « De la grosse aventure aux plates-formes électroniques ». En comparant le prêt à la grosse aventure, opération très ancienne de financement du commerce maritime, aux transactions électroniques de nos marchés, on mesure le chemin parcouru par la finance en 4 millénaires. Le prêt à la grosse aventure concernait des montants individuels relativement élevés, sur des périodes longues avec une VAR (*Value et Risk*) de près de 100% mais un rendement éventuel du multiple de la somme engagée. Aujourd'hui les plates-formes du négoce électronique à haute fréquence réalisent des transactions sur base d'algorithmes en une centaine de microsecondes, avec une VAR limitée et un rendement minimal, mais avec des volumes devenus phénoménaux, alors que l'on parle de millions de milliards par jour. La réglementation a suivi. Si le Code d'Hamurabi règle la grosse aventure en quelques articles, la réglementation des activités de marché remplit aujourd'hui plusieurs volumes.

Même si la place de Luxembourg n'a pas connu la grosse aventure et n'est pas aujourd'hui un centre du négoce électronique, il peut être intéressant de dégager la genèse de notre place en analysant les 4 éléments fondamentaux à l'origine de toute place financière :

- Le financement de l'activité économique,
- La mise en œuvre de l'épargne et des capitaux,
- Le cadre légal et réglementaire,
- Le réservoir des talents et compétences professionnelles.

### 1) Le financement de l'activité économique

Centres de transport maritime dans l'Antiquité, utilisant le prêt à la grosse aventure, Athènes, Alexandrie et Rhodes peuvent être considérées comme les premiers centres financiers du monde classique. C'est le financement du commerce, essentiellement maritime, qui constitue le fondement premier des places financières historiques, réunissant prêteurs et changeurs. Ceci est resté une constante au fil des siècles et les grands ports sont devenus, et restent à ce jour, les grandes places financières du globe : Londres, New-York, Hong-Kong et Singapour sont premières dans tous les classements des places financières. Ces quatre places ont su étoffer leurs activités initiales en diversifiant vers le financement des Princes et des Etats, des entreprises et des particuliers, vers les activités de marché et de gestion d'actifs, pour devenir prépondérantes dans la plupart des segments d'activité. L'existence du port, initialement déterminante, est devenue un facteur négligeable dans l'évolution de ces places.

Le Luxembourg n'a pas connu cette piste de départ. Son économie agricole, sa situation de ville-forteresse, son isolement géographique, n'ont pas favorisé l'éclosion de « matière à financer », au-delà de ce que pouvaient supporter les fonds propres des agents économiques et les notaires pour les particuliers. Au 19<sup>ème</sup> siècle, les besoins limités de nos industries exportatrices du fer et du cuir étaient couverts par des traites sur les places de Paris ou d'Anvers.

Des transactions ou investissements à financer en volumes suffisants, matière première « naturelle » d'une place financière, n'a donc pas été le catalyseur d'une place financière à Luxembourg. Il en est ainsi jusqu'à ce jour.

Des efforts en vue de créer de la « substance financière » sur place ont bien été lancés. On peut les discerner sous le couvert de la législation

sur les captives de réassurance, ou de celle organisant les fonds de pension internationaux ou encore de celle à la base du registre maritime. Ces démarches en vue de créer de la substance locale pour les banques ont donné des résultats décevants, au moins de ce point de vue. La création en cours d'un port franc à l'aéroport du Findel procède en partie de la même ambition de créer de la substance à financer.

Ce n'est que pour une courte période de 1970 à 2000, en raison des décisions de la Bundesbank concernant les dépôts de réserve obligatoires, que l'arrivée conséquente des banques allemandes à Luxembourg y a vu naître un important marché « naturel » de l'Euro-DM. Nos autorités semblent caresser l'espoir qu'avec l'implantation des grandes banques chinoises à Luxembourg, un marché « naturel » de l'Euro-Renminbi se créera avec Luxembourg comme plaque-tournante.

**Conclusion :** Il faut probablement se faire une raison : la place de Luxembourg ne s'est pas développée et ne se développera pas sur base de la substance des activités générées localement.

Deux questions peuvent être posées ici :

a) Tout ce qui se fait comme activité sur la place financière, en dehors de la banque classique servant l'économie locale, est-ce vraiment utile, voire nécessaire pour la société et le système économique au-delà de la création d'emplois et de recettes fiscales ? Dans ce registre critique, d'autres contributions parleront du rôle des banques et décriront l'activité financière éthique.

b) Quelle est la raison du détachement, presque hostile, des Luxembourgeois vis-à-vis de la place financière ? Alors que les Luxembourgeois vivaient en empathie avec leur agriculture et acceptaient de bon cœur que l'Etat consacre des sommes importantes au bien-être des agriculteurs ; alors qu'ils ont gardé une attitude de sympathie vis-à-vis de la sidérurgie, en acceptant que la communauté nationale consacre des efforts budgétaires importants à la sidérurgie en crise, leur position vis-à-vis de la place financière est radicalement différente. La place reste considérée par beaucoup de citoyens comme un corps étranger, au mieux incompris et jaloux. Les investissements de l'Etat dans certaines banques, en crise à cause de leurs maisons-mères, ont été largement et vivement critiqués. Et il ne passe pas de semaine sans discours officiel cherchant à se distancer de la place financière.

Ces attitudes sont dangereuses et pourraient conduire à des politiques populistes de sur-taxation des activités financières et des résultats générés par elles, profits trop légèrement considérés comme « excessifs ».

Un effort de communication et d'éducation est d'urgence nécessaire pour expliquer à nos concitoyens le fonctionnement et l'utilité du travail des acteurs de la place financière et de l'industrie des fonds.

## 2) La mise en œuvre de l'épargne et des capitaux

Le deuxième élément géniteur d'une place financière provient de la présence de capitaux importants disponibles pour des opérations financières. L'Histoire nous donne de nombreux exemples de marchands utilisant leurs capitaux accumulés au cours de leur négoce dans des opérations de financement et devenir banquiers. Les noms de Médici et Fugger viennent automatiquement à l'esprit.

Le mot anglais « merchant-bank » donne bien l'origine du métier de banquier. C'est l'agglomération de marchands dans une ville qui donne la base d'une place financière.

Bien que place peu commerciale, Luxembourg a quand même failli avoir ses Médici. A la suite de Jules-Joseph-Antoine Pescatore, commerçant éclectique à Luxembourg au 18<sup>ème</sup> siècle, qualifié de premier « merchant-banker » luxembourgeois par Antoine Wehenkel dans sa « Chronique de la Famille Pescatore », ce furent ses petits-enfants qui formèrent au 19<sup>ème</sup> siècle la grande génération des Pescatore. Le plus connu et le plus doué fut Jean-Pierre, qui fait fortune dans le commerce de tabac cubain pour entrer ensuite dans le commerce de l'argent en fondant la Banque Jean-Pierre Pescatore en 1844. Malheureusement, Jean-Pierre Pescatore déplace rapidement le centre de ses affaires à Paris, laissant son guichet luxembourgeois à son gérant Krewinkel, qui aura d'ailleurs du mal à survivre. (Guillaume Pescatore, le frère de Jean-Pierre, est également banquier à Luxembourg, associé à ce même Krewinkel pour reprendre les affaires bancaires de son frère aîné Antoine Pescatore). Tous ces Pescatore, Krewinkel, Tschiederer et autres ne font pas une place financière et je renvoie à l'excellente histoire de « La Banque Nationale du Grand-Duché de Luxembourg » de Jutta Jaans-Hoche: « Bis Mitte des vorigen (19.ten) Jahrhunderts war das Bankwesen in Luxemburg praktisch inexistent....Es Bestand auch kein realer Bedarf nach Bankdienstleistungen. » et Paul Margue de renchérir (dans le livre jubilaire publié lors du 75<sup>ème</sup> anniversaire de la BGL): « Le commerce de l'argent n'a pas à l'époque l'assise nécessaire....Privé de grand commerce, de banque valable, de caisse d'épargne digne de ce nom, le Luxembourg

souffrait également de l'imbroglia monétaire de cette époque d'avant 1842. ». Si la Société Générale de Belgique créa en 1828 la Société du Luxembourg qui devait construire le canal reliant la Meuse et la Moselle, « elle n'avait pas répondu en 1825 à la demande de quelques fabricants qui souhaitaient pouvoir disposer d'un comptoir d'escompte, ni à la proposition d'Antoine Pescatore d'ouvrir une véritable succursale à Luxembourg afin de pratiquer le crédit et de recevoir l'épargne » (Paul Margue dans le rapport annuel de la BGL pour l'exercice 1988). Les quelques industriels du fer et du cuir se débrouillaient avec leurs correspondants à Anvers, à Paris ou à Cologne. Il n'y avait pas de capitaux financiers à placer et il n'y avait que peu d'activités à financer.

Les choses changèrent avec l'accession du pays au Zollverein en 1842, suivant de près l'indépendance en 1839.

La construction du réseau routier (travaux de crise 1847/48) et les concessions des lignes de chemin de fer en 1855, combinées avec les concessions minières, donnèrent quelque élan à l'économie et créèrent un apparent besoin de capitaux et d'établissements bancaires. La création d'une grande banque, la Banque Internationale à Luxembourg, répondit à ce besoin. Elle fut constituée en 1856 par des banquiers de Francfort et de Cologne, « sollicités par le gouvernement luxembourgeois soucieux de financer les premières lignes ferroviaires du pays » (Paul Margue).

Dix-sept ans plus tard le Gouvernement favorisa la création en 1873 de la « Banque Nationale du Grand-Duché de Luxembourg » portée par des capitaux surtout allemands et belges mais aussi par les fantasmes de rentrées d'argent facile de certains acteurs luxembourgeois. (Si la BIL a traversé les crises pour se maintenir jusqu'à aujourd'hui, la Banque Nationale sombra dans la faillite après 8 ans d'existence, tel que décrit dans l'ouvrage de Jutta Jaans-Hoche précité).

**Conclusion :** Pour développer une place financière, il faut des capitaux. Comme il n'y en avait pas à Luxembourg, il a fallu attirer des capitaux étrangers en offrant concessions et privilèges d'émission. A l'époque cela n'a pas été une réussite.

Près d'un siècle plus tard, toujours avec des capitaux étrangers, une place financière s'est créée avec succès. Mais la présence de capitaux locaux dans le capital des banques établies à Luxembourg reste plus réduite que jamais. Trois autres facteurs ont été déterminants :

- La qualité du cadre réglementaire combinée à une attitude pro business des autorités.



- La qualité de la surveillance et du contrôle bancaire.
- La solidité financière du pays.

Cette conclusion suscite trois questions :

a) La prépondérance massive de capitaux étrangers contient-elle un risque d'instabilité pour la place ? En effet le Luxembourg est en concurrence permanente avec d'autres places et les banques ont la migration facile. Pour les retenir nous devons rester les meilleurs et les plus utiles et efficaces dans tous les domaines, de la réglementation au contrôle, de la fiscalité au prix de revient, de la stabilité financière à la qualité de vie,

b) L'affirmation qui précède permet-elle de déclarer qu'une place financière est plus solide si elle compte une part significative de banques qui ont des racines, des capitaux et des dirigeants locaux ou qui forment la tête du groupe financier auquel elles appartiennent ?

c) Le seul capitaliste local d'importance est l'Etat luxembourgeois. L'Etat s'est limité à créer la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat et la SNCI, servant les besoins de l'économie nationale. Il est aujourd'hui en plus actionnaire de la BGL et de la BIL. Doit-il le rester ?

### 3) Le cadre légal et réglementaire

Ni le financement de flux commerciaux et d'investissements, ni l'abondance de capitaux en quête d'emploi ne valent comme catalyseurs de la place de Luxembourg. C'est le troisième élément fondateur qui a joué : le cadre réglementaire, créé de toutes pièces par le législateur. Pour les grandes places « naturelles », le cadre réglementaire a été structuré et amélioré *après* l'émergence des activités financières, en vue de les favoriser ou de les orienter. Dans le cas de Luxembourg, le cadre réglementaire vient *avant* le démarrage des activités financières.

Si les fantasmes de la Société Générale de Belgique suscitèrent d'abord la création de sa filiale la Société du Luxembourg en 1828 avec ses projets grandioses mais sans suite, pour aboutir un siècle plus tard à la création de la Banque Générale du Luxembourg (BGL) en 1919, si les fantasmes des financiers allemands en quête de bénéfices faciles, ont créé la Banque Internationale à Luxembourg (BIL) en 1856 pour un succès qui viendra des années plus tard, puis créé la Banque Nationale en 1873 vouée à un échec retentissant, il reviendra aux fantasmes de M. Pierre Brann, directeur de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines, de fournir l'étincelle créatrice de la place, incarnée dans la loi du 31 juillet

1929 sur le régime fiscal des sociétés de participations financières (Holding Companies) dont il est considéré comme le père spirituel. Cette loi avait été précédée par celle du 30 décembre 1927 autorisant la création de la Bourse de Luxembourg, dont la première séance eut lieu le 6 mai 1929. C'est donc bien l'année 1929 que nous devons célébrer comme départ du grand effort de créer des lois et structures juridiques destinées à attirer les capitaux et les opérations financières à Luxembourg. Les fantasmes de M. Braun, qui espérait que les sociétés holding atteignent un jour collectivement un capital de 2 milliards de francs belges, ont été rapidement dépassés. La Bourse de Luxembourg de son côté a vivoté pour atteindre son réel développement seulement dans les années 60 avec la cotation des euro-bonds, qu'elle a contribué à attirer à Luxembourg. Avec eux l'euro-marché est arrivé et la place financière de Luxembourg a vraiment démarré.

Ces Euro-bonds tout comme le démarrage des activités internationales de la place sont également dus en grande partie aux réglementations de pays étrangers : Régulation Q sur le plafonnement de taux (1933), Interest Equalization Tax (1963) et OFDI (1965) aux USA, Kuponsteuer (1965) et Bardepot en 1968 en Allemagne.

Pour les banques voulant échapper à ces réglementations rigides, l'attrait du Luxembourg était renforcé par l'absence de retenue d'impôt sur les intérêts étrangers, l'absence de contrôle des changes dans le cadre de l'IBLC, l'absence de Banque Centrale et donc de régulation du crédit et de la masse monétaire et la présence à Luxembourg d'une Bourse de cotation efficace.

La place a donc connu au début un développement impressionnant grâce à des initiatives réglementaires contraignantes sur d'autres places, alors que la base réglementaire luxembourgeoise était légère et favorable. La machine législative luxembourgeoise s'est sérieusement mise en branle dans les années 1980 avec la loi de 1983 sur les fonds d'investissement, consolidant les structures créées par des praticiens inventifs, et anticipant la directive de 1985, transposée en 1988. Ce travail législatif créatif et fructueux dure jusqu'à aujourd'hui.

L'élan de la place a longtemps été favorisé par le développement de l'Union Européenne imposant la liberté de circulation des personnes et des capitaux, harmonisant la législation sur les fonds d'investissement et créant progressivement un marché unique pour ces fonds.

Aujourd'hui l'impression prévaut que la phase de la politique ouverte et libérale en matière financière est révolue et que l'Union prend

une orientation faite de contrôles et de contraintes. Le champ de notre souveraineté, sur laquelle repose notre capacité à légiférer, est rétréci progressivement par l'approfondissement de l'Union Européenne. Pour réagir à ce rétrécissement, nous devons à l'avenir labourer ce champ plus intensément, avec une approche plus créative encore.

**Conclusion :** Les développements extraordinaires de la place financière doivent être attribués en majeure partie à l'évolution des textes réglementaires luxembourgeois, communautaires ou étrangers. Le cadre réglementaire est bien la base fondamentale de notre place.

Cela est bien compris et l'effort de réflexion stratégique entrepris par les Ministères compétents, la CSSF, l'Université et les associations professionnelles notamment, pour dégager les réformes nécessaires, les orientations nouvelles et créer de nouveaux produits est intense. Cependant il ne faut pas de se limiter aux aspects réglementaires touchant directement le seul secteur financier. Pour asseoir fermement l'industrie des services financiers à Luxembourg, des réformes et modernisations de notre cadre juridique général méritent les mêmes efforts soutenus. Ce cadre général contient en effet des lois désuètes et affiche des lacunes.

De ce chapitre se dégagent trois avenues de développement de la place:

a) Que penser d'un rapprochement entre le secteur financier et le secteur du traitement des données?

Deux évolutions convergentes peuvent être constatées :

La tendance des opérations financières vers l'abstraction est indéniable. Notre place devient progressivement une centrale d'informations traitant des données digitalisées représentant des clients, des montants d'argent ou de titres, plutôt que le sous-jacent (la loi du 6 avril 2013 relative aux titres dématérialisés constitue une nouvelle étape dans cette évolution).

La place financière devient progressivement un des segments de la nouvelle « industrie de l'information ». Dans ce contexte les législations nouvelles ou en projet sur l'archivage électronique, la signature électronique, la dématérialisation des titres sont essentielles et illustrent une stratégie intelligente du législateur de conjuguer Finance et ICT (Informatique, Communication, Téléphonie).

Une autre évolution illustre la même tendance : après l'argent électronique et la monnaie en plastique, nous voyons se développer des expériences concluantes de services financiers par téléphone portable, ce dernier permettant transferts et paiements (Apple aurait 400 millions de comptes-clients sur l'i.phone). Le financement par *crowdfunding* ou le *peer-to-peer financing* sur le Web sont par ailleurs bien installés comme dispensateurs de crédit.

Même si au bout du système se trouve une banque, celle-ci devient simple exécutant. C'est un opérateur, entreprise de téléphonie ou de l'Internet, qui tient le client et gère les données, données qui par nature ne sont pas différentes d'autres données non-financières. (cf. « Digitalisierung krempelt die Finanzbranche um. Land du 22.11.13).

D'un autre côté, nos récents gouvernements, par des lois et des investissements (LuxConnect) importants, ont propulsé notre pays au premier rang en matière de connectivité digitale et électronique. Le Luxembourg est devenu un véritable carrefour de l'information et a vu l'éclosion d'un cluster d'activités en relation avec le traitement, l'archivage, le transport et la protection de l'information.

Fusionner les réflexions des responsables de la place financière avec celles des décideurs du Net à Luxembourg pourrait donner des impulsions nouvelles aux deux secteurs qui aujourd'hui traitent, séparément, la même matière première : des données digitalisées. Ne serait-il pas utile si les organismes de la place financière mêlaient leurs réflexions avec celles d'organismes professionnels du secteur ICT, au sein desquels l'activité créatrice semble débordante ?

b) Ne faut-il pas renforcer les ressources consacrées au travail législatif ?

Comme nous sommes dans une si grande mesure dépendants de notre arsenal législatif, nous devrions mettre des ressources importantes à la disposition de l'activité « de lege ferenda ». Un modèle flexible est constitué par la « Law Commission » anglaise, qui a pour mission d'analyser, d'améliorer et de compléter le corps des textes légaux, indépendamment de pressions conjoncturelles ou politiques.

Il s'agit dans le cas anglais d'une commission de 5 jurisconsultes confirmés venant d'horizons différents, avocats, enseignants, fonctionnaires ou magistrats, qui dirigent et orientent le travail d'une équipe de juristes à

plein temps. Une telle commission pourrait faire merveille au Luxembourg et le coût d'une équipe de juristes dédiés ne devrait pas être exorbitant. Elle aurait un précurseur dans le Laboratoire de Droit économique dirigé par le professeur André Prum. Créé au sein du CRP Gabriel Lippmann, le Laboratoire est aujourd'hui intégré à la Faculté de Droit. Nous lui devons des textes importants.

Notre « corpus legis » mérite un « quantum leap » dans son adaptation aux nécessités d'une économie avancée.

#### c) Luxembourg : Lieu dédié au Droit bancaire et financier?

Un développement tel que proposé ci-dessus pourrait conduire à un nouvel élargissement des activités de la place en faisant du Luxembourg un centre du droit bancaire et financier.

Dès à présent, et grâce à la place financière, Luxembourg abrite une communauté d'avocats et de praticiens de haut niveau. La Faculté de Droit, d'Economie et de Finance, la bien nommée, a pris des contours respectables et rassemble enseignants et chercheurs de qualité. La Cour de Justice de l'Union Européenne apporte ses magistrats et son for. Cette base considérable permettrait des développements stratégiques importants. Avec quelques adaptations de notre législation, Luxembourg pourrait devenir un centre des contrats du monde international des affaires et une place pour la solution des litiges internationaux. Nous suivrions en cela la place de Londres ou encore celle de Wilmington au Delaware (USA).

Nos cours et tribunaux apporteraient leur contribution nécessaire. On mettrait en route des réformes visant une certaine spécialisation des tribunaux et des magistrats.

Ces améliorations seraient bénéfiques pour le développement de notre économie en attirant des entreprises qui choisiraient le droit ou le for luxembourgeois pour leurs sièges sociaux, leurs contrats ou leurs litiges éventuels.

Sachant qu'une bonne administration de la Justice constitue un avantage compétitif majeur pour une économie, les réformes esquissées y contribueraient tout en créant un segment nouveau d'activités, proche de la place financière.

#### 4) Les talents et compétences.

Le 4ème pilier de toute place est formé par l'ensemble des talents et compétences réunis au sein de la population des professionnels du monde financier. C'est ce facteur qui prend aujourd'hui une ampleur et une importance grandissantes.

Dans le monde globalisé, les flux financiers circulent à grande vitesse, les capitaux migrent facilement, lois et règlements font l'objet d'une concurrence active et le plagiat est pratiqué couramment, les textes légaux n'étant pas protégés par un droit d'auteur.

C'est alors le facteur humain qui devient le plus important pour la stabilité de la place car il est le plus difficile à développer. Notre capacité à attirer et former des professionnels de haut niveau constitue à la fois le gage de la permanence de la place et la source de son évolution dynamique.

Dans le chapitre des compétences Luxembourg a fait des progrès formidables au cours des 50 ans de son existence, partant avec une population bancaire inexpérimentée, sauf en transactions des plus classiques, et réduite en nombre. Ce sont souvent les banques étrangères, débarquant à Luxembourg dès la fin des années 60, qui ont amené capacités et compétences avec leurs cadres et experts déjà formés.

Des structures de formation se sont progressivement développées autour de l'ABBL et aujourd'hui de l'Université, avec sa Luxembourg School of Finance, procurant les formations générales et spécialisées indispensables.

**Conclusion.** Nous avons aujourd'hui une population financière et comptable hautement qualifiée et diversifiée travaillant dans les banques, les cabinets d'avocats et d'audit, les firmes de consultants et les PSF. Elle constitue une grande force et un atout de grande valeur, car difficile à dupliquer rapidement. Mais cette population d'experts est aujourd'hui plus mobile que dans le passé et il faut veiller à ce que Luxembourg reste attrayant et réponde le mieux aux attentes de ces cadres et spécialistes internationaux.

Une question délicate peut être posée ici.

Malgré la haute qualité professionnelle et la diversité du personnel de notre place financière, ne faut-il pas constater qu'il s'agit le plus souvent



d'exécutants de haut niveau, de spécialistes et d'experts. Les vrais décideurs, les vrais financiers sont ailleurs. A de rares exceptions près, Luxembourg est un atelier d'exécution pour les grandes places. C'est ailleurs que les grandes orientations et les décisions importantes sont prises, c'est ailleurs que les stratégies sont arrêtées.

Comment attirer à Luxembourg ces professionnels au sommet de la hiérarchie financière et stabiliser à Luxembourg les activités qu'ils dirigent ? En termes de qualité de vie, de diversité culturelle, de sécurité, Luxembourg offre un ensemble très attrayant. Le domaine qui exige adaptation car très important pour la population visée, est celui de la fiscalité des personnes. Une analyse comparative pourrait dégager des mesures d'optimisation.

\*\*\*\*\*

**Conclusion finale.** Deux champs sont ainsi à labourer, celui des lois et celui des cerveaux : il s'agit d'un vaste et noble programme nécessaire pour assurer la prospérité future de notre pays.

Luxembourg, le 7 décembre 2013.  
Alain GEORGES

TABLE RONDE DU 7 DÉCEMBRE 2013

### III. ANALYSE DES FAIBLESSES ET DES FORCES DE LA PLACE FINANCIÈRE DE LUXEMBOURG

## ANALYSE DES FAIBLESSES ET DES FORCES DE LA PLACE FINANCIÈRE DE LUXEMBOURG : EROSION DE L'AVANTAGE SOUVERAIN

par  
Jean Guill

Le début d'une nouvelle législature est sans aucun doute un moment opportun pour faire le point et pour regarder de l'avant. Lorsqu'un secteur de l'économie pèse d'un tel poids et n'en est pas moins aussi souvent mal connu voire mal compris, comme l'est la place financière au Grand-Duché, cet exercice devient franchement indispensable.



Pour bien l'appréhender, il faut d'abord et toujours garder à l'esprit qu'une place financière et tout particulièrement une place financière internationale, vit en premier lieu de la confiance qu'elle inspire. Sans cette confiance, aucun professionnel ne s'y établit, aucun client ne s'y aventure. La confiance est à la fois sa plus grande force lorsqu'elle est maintenue et sa plus grande faiblesse lorsqu'elle est entamée. Cela explique pourquoi une place internationale est si vulnérable lorsque sa réputation est mise en cause, serait-ce injustement ou sur des aspects irrelevantes en soi.

Il faut aussi se rendre compte que le secteur financier au Luxembourg n'est ni monolithique ni statique. Au fil des décennies il est déjà passé par plusieurs mues et n'a cessé de se réinventer et de se développer. Il peut aujourd'hui être comparé à un écosystème complexe et diversifié. Les changements en train de se produire sur différentes facettes qui ont pu contribuer à façonner la place font partie de son évolution à long terme, mais elles constituent tout au plus des césures partielles sans remettre en cause son essence.

L'un de ces ingrédients qui a aidé la croissance de la place, mais qui s'estompe graduellement, consiste en ce que vous avez bien voulu appeler « l'avantage souverain ». Il peut paraître frustrant de devoir se limiter à examiner cet élément, d'autant plus que son état actuel est présenté comme une faiblesse, mais je pense qu'il est aussi possible d'y voir une opportunité pour l'avenir.

Le fait d'être maître chez soi et de pouvoir faire ses propres lois donne un avantage indéniable lorsque la concurrence se fait sur le cadre législatif et réglementaire, y compris d'ailleurs en matière fiscale. Le Luxembourg s'est souvent procuré une longueur d'avance par la réactivité de son infrastructure législative, aidée évidemment par d'autres facteurs structurels positifs.

La disparition progressive de cet avantage que confère la souveraineté, est le corollaire inéluctable de l'érosion de souveraineté qu'entraîne l'appartenance à des ensembles plus larges que l'Etat national et plus particulièrement bien sûr par l'intégration dans l'Union européenne. Au sein de celle-ci les transferts de souveraineté touchent désormais le cœur de la souveraineté, à savoir la politique budgétaire. Le pacte dit fiscal et l'instauration d'autorités macroprudentielles dans chaque Etat membre en sont des signes distinctifs.

La suite de crises avec la perte de confiance dans le secteur financier qu'elles ont entraînée, ont fini par sonner le glas de l'avantage souverain. Comme les crises ont mis en exergue les interconnexions multiples qui relient entre elles les économies et leurs structures financières, il est devenu indispensable pour conserver la confiance des marchés de respecter et de prouver que l'on respecte au plus haut niveau de qualité toutes les règles et tous les standards développés par les instances internationales - depuis le G 20 dont les oukases sont relayés par le *Financial Stability Board*, le Fonds Monétaire International, l'OCDE et autres GAFI - et plus près de nous par les institutions communautaires.

Il ne faut par ailleurs pas se leurrer en croyant que l'élimination de la concurrence entre les réglementations n'aurait été poussée que par des intentions pures. Elle a permis de porter la guerre concurrentielle entre les places financières sur d'autres champs où elle sévit avec acharnement.

Une place internationale, d'autant plus si elle n'a guère de marché domestique, se mettrait tout simplement hors jeu si dans cet environnement elle courait encore derrière l'illusion de l'avantage souverain. Ce constat établi, il faut se mouvoir avec le courant, reconnaître que l'adoption de normes communes est le prix à payer pour rester dans la course et en tirer le meilleur parti possible en mettant en avant les points forts qui restent les nôtres.

Pour ne prendre que cet exemple, comme par hasard, le Luxembourg est toujours très bien placé et garde de multiples atouts pour continuer à développer les activités de banque privée et de gestion de fortunes. Grâce

à sa stabilité, son savoir-faire et son offre en produits d'investissement, il s'est fait une excellente réputation auprès d'une clientèle fortunée que n'échaude nullement la soi-disant abrogation du secret bancaire. (Notons au passage et pour être précis que ceux qui utilisent cette expression raccourcie, se réfèrent en fait à la disparition annoncée de la première branche de l'alternative entre une retenue à la source et un échange automatique d'informations concernant les intérêts payés sur l'épargne des personnes physiques résidant dans l'Union européenne.)

Afin de sauvegarder cette bonne réputation et d'assurer la pérennité de la banque privée au Luxembourg, le moment actuel est particulièrement propice pour que les autorités luxembourgeoises ne s'engagent pas seulement de façon générale à maintenir une place propre et transparente. Elles devraient prendre sans tarder les mesures concrètes nécessaires afin d'éliminer les textes et pratiques administratives qui, à tort ou à raison, peuvent être perçus à l'extérieur comme des entraves aux principes ainsi affirmés. L'occasion ne doit pas être ratée de parachever l'alignement du Luxembourg sur une approche communautaire et internationale généralement acceptée, sans les réserves, restrictions ou réticences désormais dépassées et en fin de compte nocives pour la place.

La perte de souveraineté et l'obligation de converger vers des standards communs, dans la théorie des règles et dans leur application pratique au jour le jour, touche aussi et très fortement le régulateur chargé de la surveillance prudentielle du secteur financier.

La mise en place, début 2011, du Système européen de surveillance financière avec notamment la création des trois autorités sectorielles plus communément connues sous leurs acronymes anglais EBA, ESMA et EIOPA, a définitivement mis fin dans l'Union européenne à cet avantage souverain que pouvait constituer l'arbitrage réglementaire, s'il se faisait dans le respect bien compris de la protection des déposants et des investisseurs.

Les autorités européennes de surveillance ont en effet pour mission non seulement de renforcer la coordination internationale de la surveillance et d'atteindre un niveau de surveillance sain, efficace et cohérent, mais aussi de façon explicite précisément d'éviter les arbitrages réglementaires en favorisant des conditions de concurrence égales par la convergence en matière de surveillance.

Afin d'exercer leur mission, les autorités européennes ont été dotées d'une panoplie d'instruments juridiques, qui leur permettent d'imposer



leur ligne de conduite aux autorités nationales. Rien que l'énumération des têtes des chapitres afférents illustre à quel degré les régulateurs nationaux doivent veiller à ne pas sortir des rangs : « normes techniques, orientations, recommandations, violation du droit de l'Union, décisions individuelles adressées à des autorités, actions d'urgence, règlement des différends entre autorités, culture commune en matière de surveillance, examens par les pairs, médiation, coordination ».

Dans le domaine spécifique des banques, un changement de paradigme supplémentaire est en passe d'être accompli avec la mise en place de l'Union bancaire, définie comme « un corpus réglementaire unique complet et détaillé pour les services financiers, qui vaille pour l'ensemble du marché intérieur et qui comprenne un mécanisme de surveillance unique et de nouveaux cadres pour la garantie des dépôts et la résolution des défaillances bancaires ».

Le règlement UE du 15 octobre 2013, pour respecter la lettre du Traité en la copiant, affirme pudiquement dans son intitulé qu'il confie à la Banque centrale européenne « des missions spécifiques ayant trait aux politiques en matière de surveillance prudentielle des établissements de crédit ». Mais en réalité la compétence pour la surveillance des banques qui jusqu'ici ressortissait aux pouvoirs souverains nationaux, est transférée à la BCE, dont les autorités nationales deviennent à cet égard des agents. Pour s'en convaincre, plutôt que d'examiner les missions et pouvoirs confiés à la BCE, mieux vaut déguster l'énumération de la portion congrue de compétences laissée aux régulateurs nationaux, telle qu'elle apparaît au considérant 28 du règlement :

« Les missions de surveillance qui ne sont pas confiées à la BCE devraient rester du ressort des autorités nationales. Ces missions devraient inclure le pouvoir de recevoir les notifications soumises par les établissements de crédit dans le cadre de l'exercice du droit d'établissement et de la libre prestation de services, de surveiller les entités qui ne relèvent pas de la définition des établissements de crédit dans le droit de l'Union, mais qui sont surveillées en tant que tels en vertu du droit national, de surveiller les établissements de crédit de pays tiers qui établissent une succursale ou fournissent des services en prestation transfrontalière dans l'Union, de surveiller les services de paiement, de réaliser des contrôles quotidiens concernant les établissements de crédit et d'exercer la fonction d'autorités compétentes pour les établissements de crédit en ce qui concerne les marchés d'instruments financiers, la prévention de l'utilisation du

système financier aux fins du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme, ainsi que la protection des consommateurs. »

Beaucoup de mots pour une substance en peau de chagrin.

Sans les avantages que la souveraineté procure, le maintien de l'attractivité de la place financière exige la poursuite d'une gouvernance de la place qui permette de développer d'autres atouts, tels que la cohérence dans l'action des différentes composantes de la place grâce à leur proximité, la rapidité de réaction face aux innovations, la sérieux et l'accessibilité des autorités. L'instauration du Haut comité de la place a créé une enceinte qui peut devenir le point focal d'une telle gouvernance.

Il reste des domaines pour le législateur qui ne sont pas encore à cent pour cent harmonisés et qui permettent donc de se démarquer en tirant avantage de la riche expertise du secteur privé, avec toutefois cet avertissement que ce sont les acteurs du secteur public qui devraient tenir la plume lors de la rédaction des projets de lois. Il existe aussi des volets qui demandent des investissements autres que réglementaires, comme celui des infrastructures, notamment dans le domaine des nouvelles technologies, et qui sont d'une importance cruciale pour la place.

Le régulateur se doit de jouer son rôle dans la gouvernance de la place financière. Il doit contribuer à assurer et justifier cette confiance indispensable dont les professionnels et leur clientèle nous créditent. Pour accomplir cette mission, il doit avoir l'indépendance, les pouvoirs et les ressources à la hauteur des exigences de ses pairs et des instances communautaires et internationales.

Le défi est de taille !

## L'IMPORTANCE DU RATING DU LUXEMBOURG

Par Fernand Grulms

Une concurrence croissante et une pression d'harmonisation rampante effritent les avantages légendaires du Grand-Duché du passé. L'un des derniers remparts pour attirer de nouvelles affaires semblerait être la stabilité et la crédibilité du pays. Cet argument est d'autant plus vrai pour les activités de la place financière. Cette stabilité du pays est traditionnellement mesurée par le concept du « rating ». On a ainsi pu entendre et lire que la sauvegarde du rating AAA (qui est le rating le plus élevé qu'on peut atteindre) est une contrainte de la politique économique du Grand-Duché. Un rating élevé permet d'avoir accès aux marchés de capitaux à des conditions les plus favorables. Le 22 février 2014, seul 3 pays de la zone Euro bénéficiaient encore d'un rating AAA (auprès de Standard & Poor's) : l'Allemagne, la Finlande et le Luxembourg. A noter que l'Autriche et les Pays-Bas bénéficiaient toutefois encore d'un rating AAA auprès de Moody's.



La notion anglaise de « rating » fait référence à une évaluation ou une notation. Dans nos propos nous allons nous limiter aux évaluations ou notations financières. Le rating peut être attribué à un débiteur, souverain ou privé, ou encore à un titre de dette spécifique. Le rating traduit le risque associé à l'investissement dans une valeur mobilière.

Il existait trois grandes entreprises de rating traditionnelles qui procédaient à des ratings. Ces agences de notation ('rating agencies') sont Standard & Poor's, Moody's et Fitch. Depuis 1994 il existe aussi une agence de notation chinoise appelée Dagong qui a retenu l'attention des médias pour avoir été la première à dégrader la dette souveraine des Etats-Unis.

Dans nos propos nous allons surtout nous référer aux travaux de Standard & Poor's. Ils définissent le rating (souverain) comme suit : « A sovereign Government's willingness & ability to service its debt on time and in full ». L'on soulignera qu'il s'agit donc non seulement de la capacité de rembourser une dette, mais aussi de la volonté de le faire.



Pour Standard & Poor's, le rating se compose de 5 évaluations différentes qui conduisent à 5 scores distincts qui sont agrégés par la suite:

- le score politique
- le score économique
- le score externe
- le score fiscal
- le score monétaire

Le rating final dépend des scores obtenus pour chacun des 5 indicateurs. Le score varie entre 1 et 6, 1 étant très bon, 6 étant très mauvais.

### Les facteurs influençant le rating

Le *score politique* fait référence à un certain nombre de variables comme l'efficacité de l'organisation étatique de même que la continuité et la prédictibilité des actions politiques. La transparence et la responsabilisation des institutions joue également un rôle. Le sérieux et la fiabilité des données statistiques sont examinés. La sécurité physique du pays est aussi importante. Finalement l'indépendance du pays est prise en compte, indépendance dans l'optique si d'autres pays, ou des organisations internationales et multilatérales ont un impact sur la politique nationale.

Ensuite il y a le *score économique* : on analyse le niveau des revenus et les perspectives de croissance futures. La diversification de l'économie est analysée de même que sa volatilité.

Le *score externe* se réfère au statut de la monnaie du pays : dans quelle mesure s'agit-il d'une monnaie de référence utilisée dans des transactions internationales ? Qu'en est-il de la liquidité externe, est-ce que le pays est à même de mobiliser ou de générer des réserves de change ? Et qu'en est-il de la dette envers des contreparties étrangères ?

Le 4ème facteur est le *score fiscal*. La performance fiscale est mesurée par le rapport dette/PIB. Une projection sur 3 ans est retenue dans l'évaluation. La flexibilité fiscale joue un rôle : le Gouvernement est-il en mesure de faire appel à des recettes supplémentaires via augmentations d'impôts ou ventes d'actifs ? Est-ce que le Gouvernement est disposé à réduire ses dépenses à court terme ? Et quelle est sa situation de liquidité ? Quel est le niveau des transferts sociaux, en particulier vers les personnes âgées ?

La matrice ci-après renseigne sur le score obtenu en fonction de l'importance de la charge d'intérêts dans le budget de l'Etat et le niveau d'endettement net du pays.

Table 7  
Assessing A Sovereign's Debt Burden Score  
On a scale from 1 to 6, strongest to weakest

		Debt level				
		Net general government debt as a percentage of GDP <sup>1</sup>				
Cost of debt	General government interest expenditures as a percentage of general government revenues <sup>2</sup>	Below 30%	30% - 60%	60% - 80%	80% - 100%	>100%
	Below 5%	1	2	3	4	5
	5% - 10%	2	3	4	5	6
	10% - 15%	3	4	5	6	6
	Above 15%	4	5	6	6	6

Source : S&P: Sovereign Government Rating, Methodology and Assumption, June 2011

On voit qu'un seuil de dette nette *fatidique* de 30 % par rapport au PIB joue un rôle important. Nous y reviendrons dans la suite.

Le 5ème et dernier facteur examiné par S&P est le *score monétaire*. Est-ce que la politique monétaire est en mesure de tenir compte de situations de stress éventuelles ? Est-ce que la politique monétaire est crédible et existe-t-il des canaux de transmission de la politique monétaire vers l'économie réelle qui sont efficaces ?

Si l'on passe en revue les 5 scores déterminants qui influencent un rating souverain, on constate d'emblée qu'un espace économique à taille réduite comme le Luxembourg a une marge de manœuvre limitée.

Pour le score économique, la taille du pays limite considérablement la diversification. Le coût de production élevé n'est pas fait pour faciliter la diversification non plus. Le pays est contraint à miser sur des entreprises qui font davantage appel au facteur de production capital ou alors au facteur travail hautement qualifié pour lequel la distorsion de prix est moins palpable que pour des travailleurs non qualifiés. Le Luxembourg étant une économie exportatrice, et l'Europe représentant plus de 85 % de son marché d'exportation, il est très difficile d'avoir un impact significatif sur le score économique.



Le score externe ne joue qu'un rôle accessoire pour le Luxembourg. La même remarque est valable pour le score monétaire sur lequel le Luxembourg n'a aucune emprise.

Il reste donc les scores politique et fiscal qui laissent une marge de manœuvre potentielle pour agir sur le niveau du rating du pays.

N'oublions pas que le Luxembourg subit des influences importantes tant de ses grands voisins, des organisations internationales dont il fait partie, mais aussi d'autres juridictions qui ont pris l'habitude de légiférer au-delà de leur territoire. Le score politique lui-même se retrouve donc également dans un rayon d'action limité. Il est donc d'autant plus important que le pays continue à s'engager dans une politique économique et fiscale continue, stable et crédible. Il faut avouer que le relèvement successif récent de la taxation minimum des SOPARFI au cours des 3 dernières années n'a pas été très encourageant à cet égard.

Nous arrivons donc « in fine » à la seule vraie variable sur laquelle le Luxembourg peut prétendre avoir une influence au niveau du rating: le score fiscal. Et encore, à ce niveau notre marge n'est pas illimitée non plus étant donné le contexte européen et le contexte de l'OCDE, qui fixent un certain nombre de paramètres et de règles incontournables qui s'imposent à nous comme des variables exogènes.

Il est une réalité qu'en Europe le Luxembourg est le pays le moins endetté, mis à part l'Estonie (dette/PIB = 9,8 %), pays qui a adopté l'Euro le 1er janvier 2011. Ce qui inquiète en revanche est la vitesse à laquelle les finances publiques se sont détériorées, comme le montre le tableau ci-après :

### Solde Gouvernement central et solde sécurité sociale

	Solde global	Gouvernement	SECU
2000	1.313	612	588
2001	1.379	655	690
2002	504	-105	579
2003	120	-341	461
2004	-301	-698	422
2005	1	-358	444
2006	459	-219	607
2007	1.380	354	888
2008	1.191	-60	1.082
2009	-289	-969	729
2010	-363	-1.038	623
2011	-98	-1.021	802
2012	-359	-1.157	757

Source : Ministère des Finances

Le Gouvernement central affiche dorénavant un déficit de plus d'un milliard. Dès le premier janvier 2015 un manque à gagner supplémentaire d'environ un milliard sur la TVA sur le commerce électronique portera le déficit annuel dans une région de 2 milliards.

Aussi inquiétants que ces chiffres puissent apparaître, il y a lieu de les relativiser par rapport à deux éléments : Tout d'abord, la dette publique luxembourgeoise est quasi exclusivement souscrite par des résidents. Nous ne sommes donc pas à la merci d'investisseurs étrangers pour financer notre dette. Du moins pas encore:

Ventilation du financement de la dette publique par résidents  
en non résidents (2011)

Source : Eurostat

A noter également que la dette publique du Luxembourg reste modeste en termes relatifs si on la compare à celle d'autres pays qui ont des centres financiers concurrents du Luxembourg. Ainsi la dette publique du Luxembourg est moins de la moitié de la dette publique suisse et moins d'un quart de la dette du Royaume-Uni.

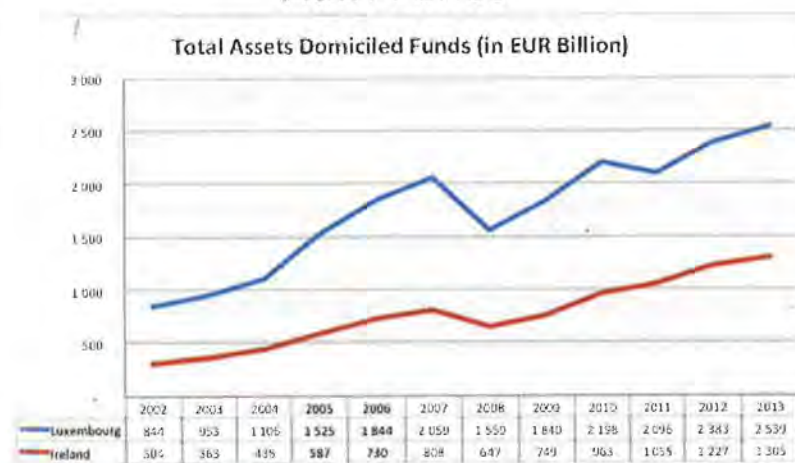
Country	Rating (S&P)	Outlook	Date	Debt/GDP (IMF)
Luxembourg	AAA	Stable	12-08-2013	21 %
Switzerland	AAA	Stable	29-11-2011	49 %
Ireland	BBB+	Positive	13-02-2013	117 %
Netherlands	AA	Stable	28-11-2013	71 %
United Kingdom	AAA	Negative	13-04-2012	90 %
France	AA	Stable	20-02-2012	90 %
Germany	AAA	Stable	27-03-2013	82 %
Hong Kong	AAA	Stable	29-11-2011	35 %
Singapore	AAA	Stable	29-11-2011	111 %

Pour Singapour, il y a lieu de signaler l'existence des deux fonds souverains Sematek et GIC qui sembleraient avoir des actifs sous gestion de l'ordre de 500 Milliards de dollars US pour un PIB de 280 milliards de dollars US. Ceci signifie que Singapour n'a pas d'endettement net.

Le même argument est d'ailleurs valable pour le Luxembourg. Alors que dans les derniers chiffres de l'OCDE (2011) notre dette brute était renseignée avec 25,8% du PIB, notre dette nette était de -44,9 %. L'Etat luxembourgeois détient en effet des participations importantes dans des entreprises luxembourgeoises (SES, Arcelor-Mittal, BCEE, Poste, BGL-BNP Paribas, BNP-Paribas, Bourse de Luxembourg, ....) auxquelles il faut encore ajouter des propriétés immobilières importantes. Ce rapport entre dette brute/dette nette est largement moins favorable pour certains autres pays européens : France (dette brute = 100% PIB, dette nette = 63 % du PIB), Suisse (dette brute = 43,2% PIB, dette nette = 6,9 % du PIB), Royaume-Uni (dette brute = 99,9% PIB, dette nette = 67,8 % du PIB), Irlande (dette brute = 123,1% PIB, dette nette = 82,4 % du PIB). Nous avons évoqué ci-avant qu'un seuil de dette nette de 30 % du PIB comme un seuil dangereux dans la mesure où Standard & Poor's considère que ce niveau est un seuil où la détérioration de la situation de la dette commence à inquiéter.

*Quels enseignements peut-on retirer de l'expérience irlandaise ?*

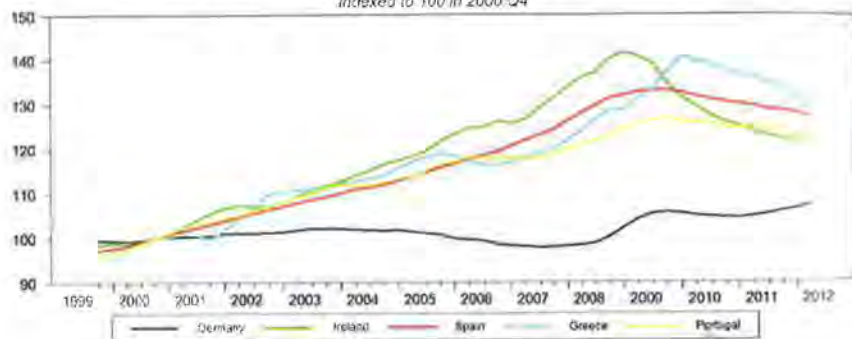
La question se pose dans quelle mesure le rating est important pour attirer des affaires financières dans une économie. Nous avons essayé de voir l'impact pour l'Irlande de la perte du rating AAA et le passage au BBB. L'Irlande est en effet le concurrent du Luxembourg le plus en vue au niveau des fonds d'investissements.

LUX versus Irlande:  
AuM Fonds



Les chiffres montrent que les actifs sous gestion dans les fonds d'investissement n'ont pas connu de détérioration significative en Irlande. Le contraire est même vrai : les actifs sous gestion à Luxembourg ont plus souffert au cours des années de crise qu'en Irlande. La raison principale en est sans doute que le Luxembourg héberge davantage de fonds actions dont la valeur s'est rétrécie considérablement durant la crise. A priori, on serait donc amené à conclure que le rating souverain n'a pas d'incidence significative sur le volume des affaires d'une place financière. Ce constat doit toutefois être mis en perspective. Tout d'abord, l'Irlande est une place financière avant tout institutionnelle : les clients sont des gestionnaires d'actifs venant du monde entier. La banque privée n'y joue aucun rôle. Parallèlement, l'Irlande est un pays qui a un marché de travail très flexible dont témoigne le graphique ci-après : dès l'entrée en crise, le coût de production unitaire a été sérieusement revu à la baisse. Il vient s'y ajouter que le Gouvernement irlandais a annoncé – mais aussi transposé – des mesures relativement douloureuses. Le Gouvernement irlandais a enclenché de suite des mesures de redressement tout en maintenant une fiscalité accommodante pour préserver la compétitivité relative de ses entreprises et de son économie.

Figure 21: Unit Labor Costs in Selected Countries  
Indexed to 100 in 2000:Q4



Source: UCD Centre for economic research, Ireland's Economic crisis:  
The Good, the Bad and the Ugly. July 2013

Il n'est pas sur que le Luxembourg aurait été capable de prendre de telles mesures douloureuses dans un laps de temps aussi bref.

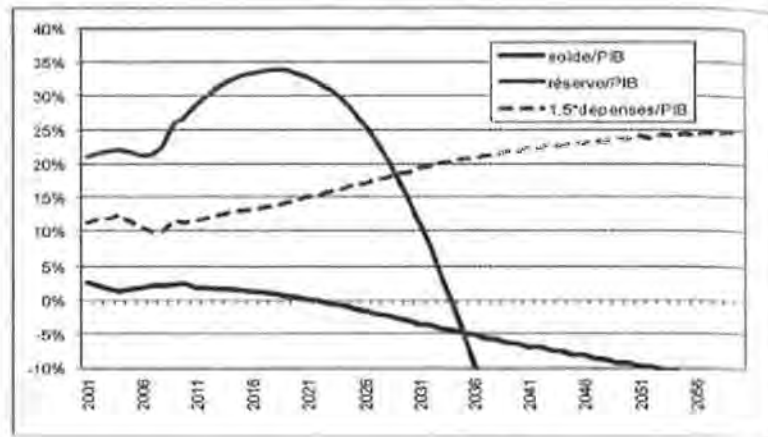
### Une dette implicite hors normes

Ceci nous amène à la question épineuse de la dette implicite. Très concrètement, nous parlons des engagements de pension. Certains observateurs soulignent que la dette implicite n'est évidemment juridiquement pas contraignante. En effet, le législateur pourrait éteindre – ou du moins diminuer – d'un simple trait de plume les engagements de pension via une modification du cadre légal. D'autres affirmeront qu'une telle façon d'agir ne constitue rien d'autre qu'un vol collectif organisé par le législateur. Alors que l'assuré est encore en mesure de comprendre qu'à partir d'un moment donné les règles soient modifiées – pour l'avenir et les années restant jusqu'à sa remise à la retraite – il a difficile à accepter des réductions de droits de pension acquis dans le passé. Signalons d'ailleurs au passage que pour les pensions complémentaires des entreprises, la loi interdit expressément l'amputation de droits de pension acquis dans le passé; si révisions à la baisse peut y avoir, une telle diminution ne saurait sortir ses effets que pour le futur.

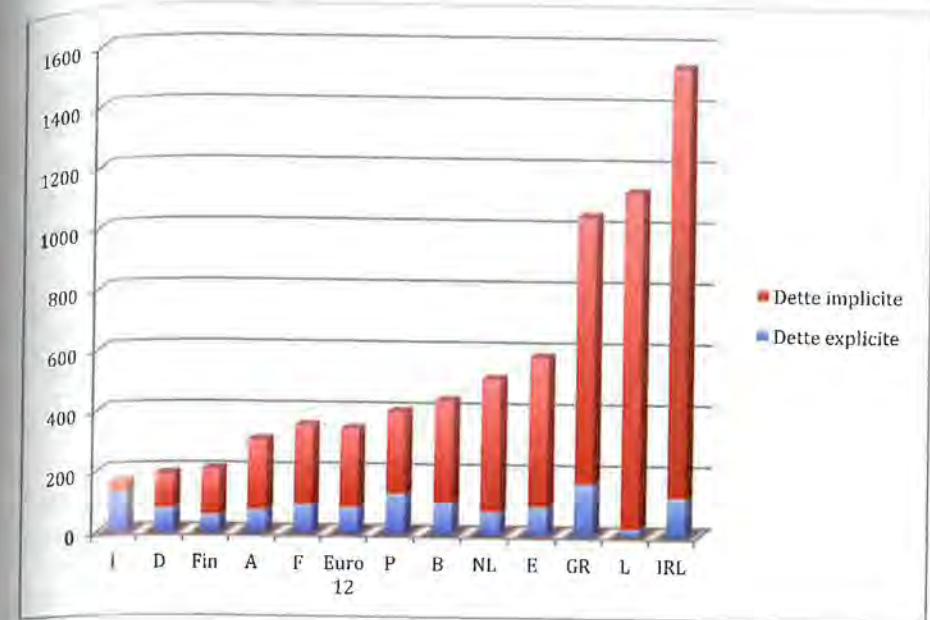
La récente loi sur la réforme des pensions nous a rappelé la fragilité des réserves de pension accumulées dans le passé. La bonne nouvelle est qu'elles continueront à croître jusqu'à peu près en 2020. Après cette date elles évolueront toutefois à la baisse. En 2036, les caisses seront vides d'après les scénarios présentés dans le projet de loi N° 6387. Ce scénario – peu encourageant – est basé sur une croissance économique réelle annuelle de 3 %. Les auteurs des textes n'ont pas précisé quels seront les secteurs économiques qui seront générateurs de cette croissance de 3 % sur les 20 – 30 ans à venir. Une détérioration plus rapide des réserves est donc plus que probable.



Figure 11: Evolution du niveau du solde et de la réserve du régime général (résultats exprimés en % du PIB) entre 2001 et 2060



On l'a souvent dit et répété, le niveau des prestations de retraite luxembourgeoises est extrêmement généreux. Aujourd'hui la pension personnelle maximum a atteint le niveau de 7'958 EUR et des niveaux de remplacement de l'ordre de 75 – 80 % du dernier salaire sont tout à fait réaliste jusqu'au montant du plafond cotisable (115'261,56 EUR/an au 1er janvier 2014). La pension retraite la plus élevée en Allemagne par exemple est de 2'200 EUR. Elle est réservée aux affiliés qui ont cotisé pendant 45 ans au plafond cotisable allemand (87'600 EUR/an à l'heure actuelle). La générosité du système de pension a été mis en exergue à de nombreuses reprises par le FMI, l'OCDE et également la Commission Européenne. Non seulement que le niveau est très élevé, encore vient-il s'y ajouter que les pensions évoluent de façon très dynamique avec l'adaptation au niveau de l'indice des prix (indexation) et parallèlement une adaptation au niveau réel des salaires (facteur d'ajustement). Dans une étude de 2011, la « Stiftung Marktwirtschaft » a estimé la dette implicite du Luxembourg à 1096 % du PIB. Des études antérieures, notamment une étude de Goldman Sachs au début des années 2000, en étaient venues à des résultats comparables. Certes, la loi du 21 décembre 2012 sur la réforme de l'assurance pension (Mémorial A 279 du 31 décembre 2012) prévoit des premières mesures de redressement possibles au cas où l'équilibre du régime allait se détériorer. Mais comparé à une dette explicite de 10 milliards, une dette implicite de 468 milliards d'EUR devrait donner à réfléchir à nos dirigeants politiques.



Sources :

Dette explicite : Eurostat, chiffres pour Q2/2013

Dette implicite : Stiftung Marktwirtschaft N° 115/ Dez 2011 : « Ehrbare Staaten : Tatsächliche Staatsverschuldung in Europa im Vergleich »

### Conclusion

L'impact exact de l'équilibre des finances publiques sur le rating du pays est difficile à mesurer. Mais il est indéniable qu'une dégradation importante et continue de l'équilibre des finances publiques aurait un impact négatif sur le rating du pays. Pour l'Irlande, un des concurrents très en vue pour le Luxembourg, l'impact de la perte du rating AAA semblerait ne pas avoir eu d'impact néfaste sur les affaires financières du pays. La raison en est sans doute que des mesures courageuses et douloureuses ont été annoncées d'emblée. Elles n'ont pas seulement été annoncées, mais elles ont aussi été transposées. Il est peu probable que le Luxembourg ait la même capacité de réaction et d'adaptation en cas de crise. Le Luxembourg étant doté d'une place financière importante (largement supérieur à l'impact de Dublin pour l'Irlande), le pays serait bien conseillé de ne pas faire d'expériences osées sur la confiance des investisseurs et clients étrangers et nous osons prétendre que le maintien du rating AAA est une contrainte de la politique économique grand-ducale. Alors que les déficits

et la dette publique au sens « Maastricht » sont encore dans des limites acceptables, le déficit de l'Administration centrale est un vrai casse-tête et il le deviendra de plus en plus au cours des 2-3 ans qui viennent. La dette implicite (engagement des pensions) en revanche a carrément atteint un niveau qui fait peur. Cette dette permet de soulever la question de savoir dans quelle mesure les hommes politiques sont responsables vis à vis des électeurs de demain et si leur responsabilité s'étend sur les générations futures.

## LE DÉFI FISCAL ET BUDGÉTAIRE LE STATU QUO N'EST PLUS UNE OPTION

par  
Georges Bock<sup>1</sup>

« N'importe quel défi ou difficulté peut être surmonté par une organisation humaine dès lors que chacun de ses membres est convaincu que le défi de la collectivité est aussi le sien »  
(Thierry Breton)



Dans le contexte de crise financière et économique internationale, la plupart des Etats se posent la question de savoir quels sont les remèdes qui permettront de relancer la croissance économique. Dans de nombreux pays, le constat est le même : les déficits publics ont nettement augmenté, entraînant le plus souvent une élévation de la pression fiscale. Le Luxembourg n'échappe pas à la règle. Les dirigeants de notre pays se trouvent eux aussi confrontés à ce difficile choix : faut-il continuer à augmenter les dépenses publiques ou doit-on au contraire prendre des mesures de réduction de l'endettement et d'assainissement des dépenses de l'Etat ?

### Les principaux défis

Comme les dépenses publiques sont largement financées par les impôts, toute hausse des dépenses publiques entraîne généralement une augmentation de la pression fiscale. Ce phénomène est d'autant plus marqué dans les périodes de faible croissance économique où l'accroissement des recettes fiscales provient moins d'une augmentation des revenus réels que d'un alourdissement de la fiscalité. La politique budgétaire a donc un impact direct sur la compétitivité des états.

A l'heure où la compétition fiscale internationale est de plus en plus forte, toute augmentation des impôts au Luxembourg serait donc en conflit direct avec le maintien de la compétitivité fiscale du pays. Certes l'attrait d'une place financière dépend également d'un certain nombre de facteurs comme la stabilité politique, des infrastructures adéquates ou une main d'œuvre qualifiée, mais dans un pays comme le Luxembourg où le secteur

<sup>1</sup> L'auteur remercie Mme Flora Castellani de KPMG de son précieux concours à la présentation du présent article.



financier est prépondérant et où la plus grande partie des entreprises sont très mobiles, le niveau de pression fiscale reste le facteur clef.

Le nouveau gouvernement du Luxembourg est donc en face d'un défi, celui de l'amélioration des finances publiques tout en maintenant et augmentant la croissance et la compétitivité du pays. Les développements suivants permettent de montrer l'ampleur de la tâche sur base de données chiffrées.

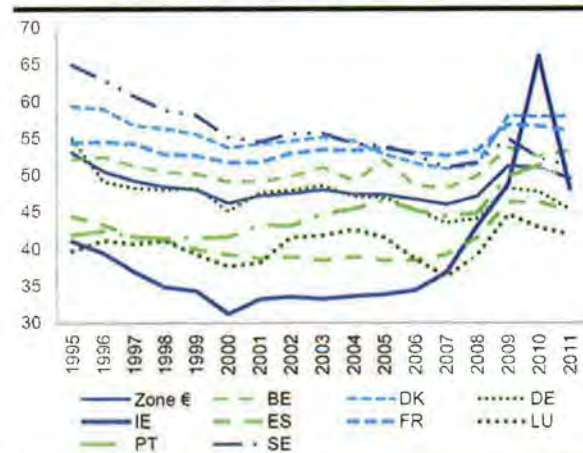
### L'évolution des dépenses publiques

Comme le montrent les schémas ci-dessous, les dépenses publiques sont très élevées au Luxembourg, même si elles restent encore inférieures à la moyenne européenne (en % du PIB).

Graphique 1 : Dépenses des administrations publiques : le Luxembourg dans la comparaison avec les pays voisins et la moyenne européenne, 2011 (en 1 000 euros par habitant)



Graphique 2 : Dépenses des administrations publiques : le Luxembourg dans la comparaison avec d'autres pays européens, 1995-2011 (en % du PIB)



Source : STATEC, EUROSTAT

Ainsi, les dépenses des administrations publiques (administration centrale, communes, sécurité sociale) sont de 34 400 € par habitant au Luxembourg, contre 14 000 € dans la zone euro en moyenne en 2011. A titre de comparaison, on notera que les dépenses des administrations publiques par résident n'étaient à la même période que de 14 400 euros en Allemagne et de 17 000 euros en France ; soit tout juste la moitié des chiffres du Luxembourg alors même que la France est souvent présentée, à tort ou à raison, comme un pays dans lequel le poids du secteur public est particulièrement important.

Toutefois, rapportées à la capacité économique du pays et donc au PIB, les dépenses publiques luxembourgeoises se situent largement en-dessous de la moyenne européenne puisqu'elles représentent 42% du PIB au Grand-Duché en 2011, contre près de 50% du PIB dans la zone euro.

A la lecture de ces statistiques, la position du Luxembourg semble donc, a priori, plutôt bonne. On aurait tort, toutefois, de s'arrêter là car si l'on observe la tendance des dernières années, on remarque une dégradation presque constante des comptes publics.

En effet, jusqu'en 2008, les administrations publiques dégageaient un solde positif (à l'exception de l'année 2004), contrairement à la plupart des autres pays européens. Mais avec la crise récente, la situation s'est fortement dégradée et les dépenses publiques se sont fortement orientées à la hausse à partir de 2007. Elles atteignent ainsi 45% du PIB en 2009, contre 36,3% en 2007, soit une élévation de près de 9 points de pourcentage, ce qui est significatif sachant que l'augmentation moyenne dans la zone euro est proportionnellement plus faible sur la même période, avec une hausse de 5 points de pourcentage uniquement. On notera toutefois que la hausse des dépenses publiques, ainsi exprimées en pourcentage du PIB, résulte d'un effet combiné d'une augmentation des dépenses et du recul de l'activité économique (qui se répercute sur le PIB).

La même tendance à la hausse est constatée quant à l'évolution de la dette publique, comme l'illustre le graphique suivant.

FIGURE 2 Evolution de la dette brute de l'administration publique au Luxembourg entre 2002 et 2016 (en % de PIB)

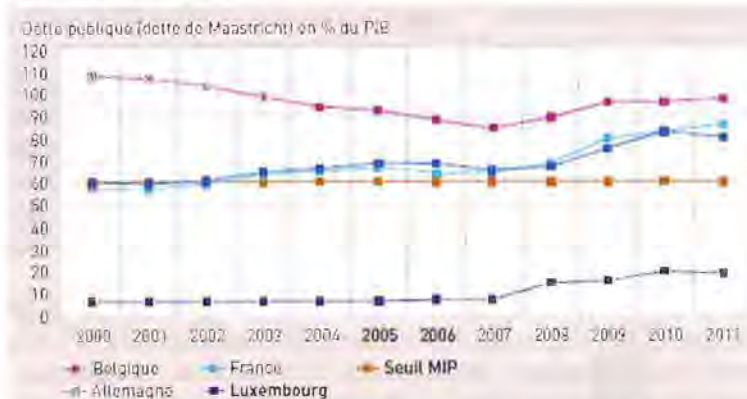


Source : État luxembourgeois, Eurostat, données de l'administration publique pour la période 2002-2016



La dette publique est ainsi passée de 6,3% du PIB en 2002 à près de 21% du PIB en 2012. Loin d'être maîtrisée, la dette publique continue donc de croître de manière **considérable** et ininterrompue avec une augmentation de 11,6 points de **pourcentage** rien qu'entre 2007 et 2011, et un quasi triplement depuis le début de la crise.

Figure 22  
La dette publique (en % du PIB)



Certes, le niveau de la dette au Luxembourg reste faible comparé aux autres pays européens puisque la dette moyenne dans la zone euro s'élève à 87,3% du PIB en 2011 et que la dette des Etats comme la France et l'Allemagne dépasse le seuil de Maastricht de 60%. Les chiffres s'envolent encore plus si l'on regarde les pays européens les plus touchés par la crise comme la Grèce, par exemple, qui voit sa dette exploser à 170,6% du PIB en 2011. Mais pour revenir au Luxembourg, ce qui est inquiétant, c'est la dégradation continue des finances publiques au cours des dernières années et la nature structurelle du déficit de l'administration centrale. Ce phénomène est aggravé par le fait que l'économie luxembourgeoise est avant tout constituée d'activités très mobiles ce qui conduit à donner aux recettes publiques un caractère très volatile. En outre, rien ne permet d'être optimiste concernant une possible inversion de cette courbe puisque les prévisions laissent penser que la dette publique pourrait atteindre environ 26% en 2014 et 29% en 2016.

Or, cette détérioration des finances publiques a nécessairement un impact négatif sur la compétitivité du pays puisqu'elle peut provoquer une hausse des taux d'intérêt ce qui constitue un frein à l'investissement privé. Comme le relève à juste titre le gouvernement, « la notation de crédit souverain du Luxembourg est un indicateur extérieur essentiel, témoignant à la fois de l'attractivité et de la compétitivité du pays pour les investisseurs

et de la **capacité du Luxembourg de garantir des finances publiques saines dans l'intérêt des générations futures** ».

Il est donc particulièrement important de veiller à enrayer cette tendance et d'éviter le recours à l'endettement dans le seul but de compenser une gestion insuffisamment rigoureuse des dépenses publiques, ce qui est le choix de la facilité mais n'est pas une solution viable à long terme. Le gouvernement doit donc prendre des mesures concrètes afin d'une part, de réduire les dépenses publiques et d'autre part, de modifier la structure de ces dépenses pour favoriser celles qui influent directement sur la création d'emploi et la croissance. Soyons réalistes, seule une refonte totale de la stratégie de nos finances publiques permettra de ne pas compromettre d'avantage nos perspectives de croissance. C'est donc un véritable changement dont le pays a besoin et, pour que celui-ci puisse s'opérer, la prise de conscience doit toucher non seulement la classe politique, mais également tous les électeurs, quel que soit leur bord.

En ce sens, il est intéressant de noter que l'OCDE remarquait déjà en 2002, à propos des perspectives économiques des pays membres de l'organisation, « qu'assurer la soutenabilité budgétaire à long terme demeure un défi, ou du moins un problème, dans beaucoup de pays de l'OCDE (...). A la source des problèmes de soutenabilité on trouve des engagements de dépenses publiques futures qui dépassent les montants susceptibles d'être financés par la base de recettes. Pour rétablir ou préserver la soutenabilité, il ne suffit donc pas d'opérer de nouveaux ajustements des soldes budgétaires : il faut mettre en oeuvre des réformes qui réorganisent les dépenses publiques – en particulier les composantes liées à l'âge – et stimulent la croissance économique. Certaines réformes peuvent d'ailleurs agir sur les deux fronts. C'est le cas, par exemple, des initiatives du marché du travail visant à accroître les taux d'activité des travailleurs âgés, ou des réformes des marchés de produits qui stimulent la concurrence ».

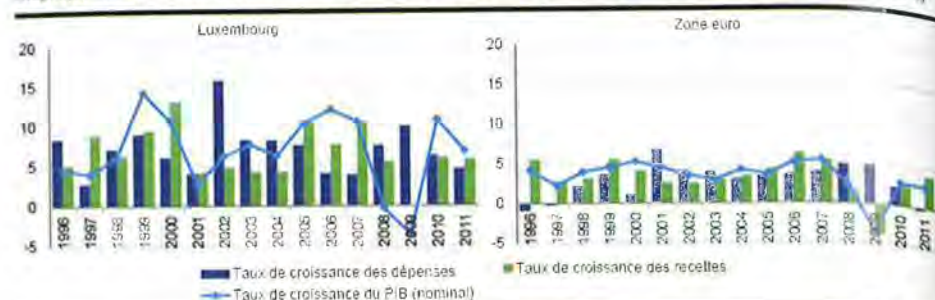
Il reste donc à voir comment le nouveau gouvernement compte procéder en pratique pour honorer son engagement de s'atteler « à la réduction du déficit structurel des finances publiques sans pour autant pratiquer une politique d'austérité », qu'il vient tout juste de prendre.

### L'évolution des recettes publiques

Par l'effet de la crise financière, les rentrées fiscales ont tendance à diminuer mécaniquement et à fragiliser l'équilibre des finances publiques. Ainsi, le ralentissement économique qui frappe le Luxembourg depuis 2008 et qui va de pair avec une croissance plus faible des recettes, combiné à une augmentation constante des dépenses (à un rythme plus élevé que celui des recettes), a conduit à placer le pays dans une situation de déficit public. Celui-ci s'élève à -0,8% en 2010 et -0,3% en 2011, mais les prévisions tablent sur une augmentation à environ -2% d'ici 2015/2016.



Graphique 4 : Taux de variation annuelle des dépenses, des recettes et du PIB nominal au Luxembourg et dans la zone euro (en %)



Source : STATEG, EUROSTAT

La situation est d'autant plus dangereuse pour le Luxembourg que ce dernier est très dépendant de son secteur financier, secteur qui est largement touché par la crise. Ainsi, comme le relève la Commission européenne, « la période de croissance économique remarquable qu'a connue le Luxembourg au cours des trente dernières années est essentiellement attribuable à la forte expansion des services financiers. Le pays est lourdement tributaire de son secteur financier, qui représente environ 30 % du total de la valeur ajoutée et 25 % des recettes fiscales perçues. L'avenir des activités financières mondiales s'annonçant moins rose que dans le passé, le fait que l'économie et les finances publiques soient fortement dépendantes de ces activités constitue un risque structurel ».

En pratique, on constate que l'incertitude qui pèse au Luxembourg sur l'équilibre des finances publiques et sur le niveau des recettes fiscales attendues provient de plusieurs facteurs dont le fait que les recettes sont plutôt volatiles en raison de la taille réduite de l'économie luxembourgeoise et de son large degré d'ouverture, de la dépendance vis-à-vis du secteur financier et de la perte attendue d'un certain nombre de postes de recettes (comme par exemple les recettes provenant de la TVA sur le commerce électronique) dans les années à venir.

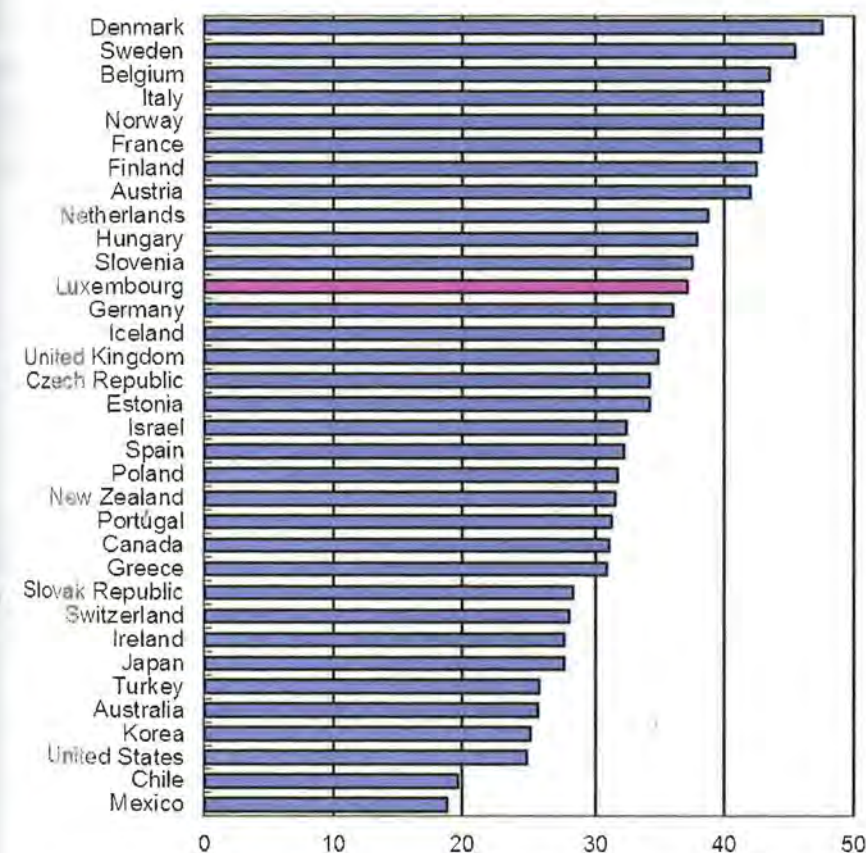
### Réduire la pression fiscale globale

On ne répètera donc jamais assez que le Luxembourg doit, aujourd'hui, relever de grands défis en ce qui concerne la viabilité à long terme de ses finances publiques, la compétitivité et la diversification de son économie. Si on réfléchit aux solutions qui doivent être mises en œuvre à cet égard, la question qui se pose est double : le Luxembourg peut-il continuer à augmenter les impôts à charge des contribuables personnes physiques et morales et, dans la négative, ne doit-il pas au contraire chercher à réduire la pression fiscale globale afin de favoriser la croissance ?

Il nous semble que l'augmentation des recettes doit être, avant tout, axée autour de la croissance. En effet, dans une économie fortement concurrentielle, le niveau de prélèvements obligatoires (et en particulier pour les entreprises) a des répercussions directes sur la compétitivité du pays.

Or, contrairement aux idées reçues, la charge fiscale globale au Luxembourg est loin d'être faible, même si elle reste inférieure à la moyenne européenne. En effet, la charge fiscale s'élevait au Luxembourg à 37,2% du PIB pour 2011, quand la moyenne européenne était de 38,8%, sachant que celle des pays de l'OCDE s'établit seulement à près de 34% sur la même période. En outre, la pression fiscale globale au Luxembourg est sur une phase ascendante depuis quelques années (puisque son taux n'était que de 35,9% en 2006).

Graphique A. Total des recettes fiscales en pourcentage du PIB, 2010



Le classement des pays a été fait en fonction du total des recettes fiscales par rapport au PIB. Source : OCDE



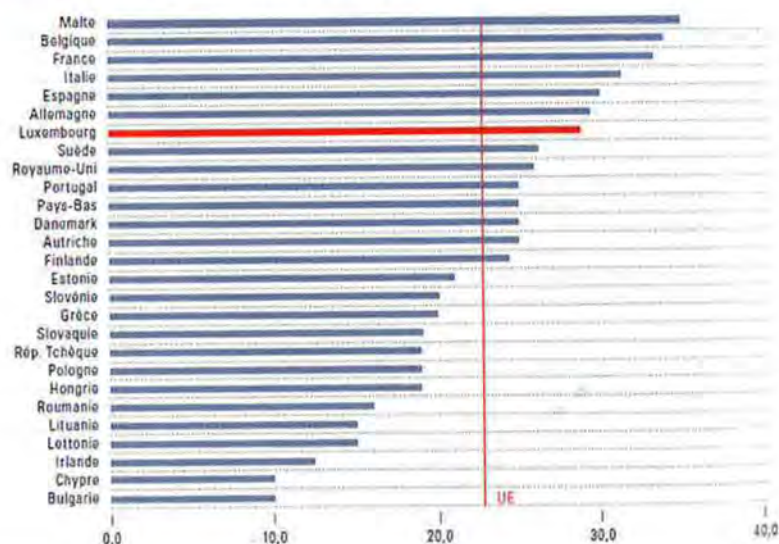
Le détail des recettes fiscales par type d'impôt est également révélateur.

Commençons par l'analyse de la pression fiscale portant sur les sociétés. Entre la fin des années 1980 et 2012, la moyenne des taux d'imposition sur le bénéfice des sociétés au sein des Etats membres de l'OCDE est passée d'environ 47% à moins de 30%. En Irlande, par exemple, ce taux a chuté d'environ 50% en 1987 à 12,5% depuis 2003, et malgré les difficultés économiques actuelles, le pays a réaffirmé sa volonté de maintenir son taux d'imposition à 12,5%. Le Royaume-Uni a, pour sa part, annoncé une réduction de son taux statutaire à 20% à compter de 2015 alors que celui-ci était encore de 23% en 2013 (et de 28% en 2010-2011). En comparaison, le taux global de 29,22% actuellement applicable au Luxembourg est donc loin d'être parmi les plus avantageux et se situe même au dessus de la moyenne européenne.

**TABEAU 10** Évolution du taux d'impôt des sociétés entre 2002 et 2013 (en % au 1<sup>er</sup> janvier)

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013*
Lituanie	nd	nd	nd	15,00	15,00	15,00	15,00	20,00	20,00	15,00	15,00	15,00
Luxembourg	30,38	30,38	30,38	30,38	29,63	28,63	29,59	29,59	28,69	28,00	28,90	29,83
Malte	nd	nd	nd	35,00	35,00	35,00	35,00	35,00	35,00	35,00	35,00	35,00

**GRAPHIQUE 10** Taux d'impôt des sociétés pour 2013



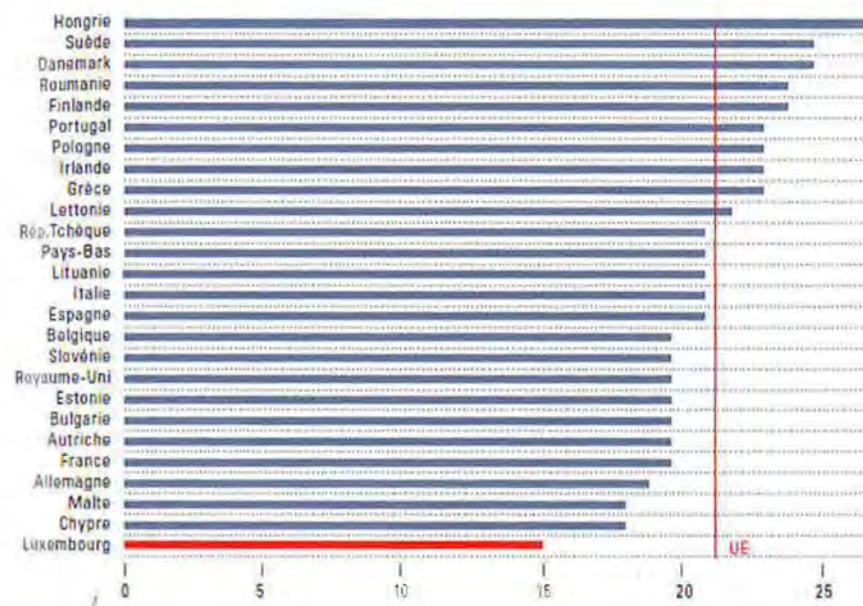
Source: KPMG's Corporate Tax rate table

Source : UEL, l'essentiel de la compétitivité, 2013

Ces données montrent bien que la marge de manœuvre pour toute éventuelle augmentation de l'imposition des sociétés luxembourgeoises est plus que limitée. Et, si le Luxembourg veut demeurer fiscalement compétitif, c'est même l'opportunité d'introduire une baisse significative du taux d'imposition statutaire qui doit être étudiée.

Bien entendu, si l'on regarde maintenant le taux standard de TVA applicable au Luxembourg qui, avec un taux de 15% reste actuellement le plus bas d'Europe, il est difficile de soutenir qu'aucune augmentation de cette taxe n'est envisageable, surtout dans le contexte de crise économique actuelle.

**GRAPHIQUE 11** Taux de TVA standard en 2013 (en %)



Source: Commission européenne

L'augmentation de la TVA est rendue d'autant plus indispensable à court terme compte tenu de la perte des recettes liées au commerce électronique. La Commission européenne observait d'ailleurs récemment que « L'objectif de la stratégie budgétaire présentée dans le programme consiste à ramener le déficit de 0,8 % du PIB en 2012 à 0,6 % en 2014. Il est toutefois prévu que le déficit se creuse sur les dernières années de la période de programmation pour s'établir à 1,3 % du PIB tant en 2015 qu'en 2016. Ce creusement s'explique par l'application aux services électroniques, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015, de nouvelles règles de TVA grâce auxquelles le Luxembourg se mettra en conformité avec les règles de l'UE. En vertu de ces règles, les recettes de TVA générées par le commerce

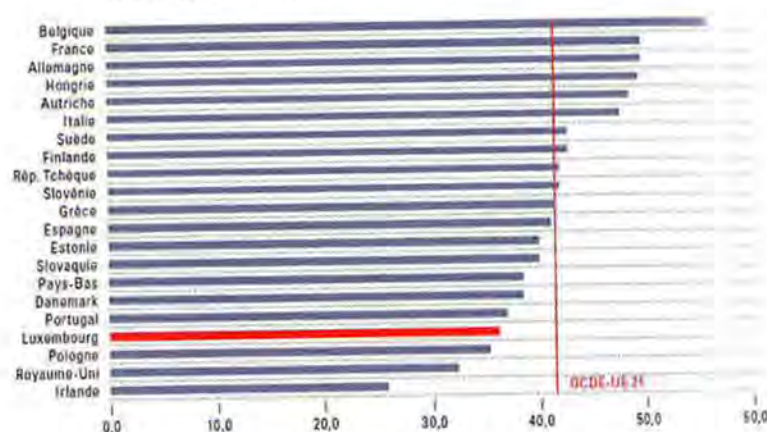


électronique doivent être virées du pays où se trouve le fournisseur vers le pays de résidence du client. Selon les estimations des autorités, ces nouvelles règles auront pour effet de réduire les recettes de TVA de 1,4 % du PIB. ». Prenant acte de cette problématique, le gouvernement a d'ores et déjà annoncé un relèvement du taux normal de TVA de 15% à 17% à compter de l'exercice 2015.

Reste la situation des personnes physiques. Certes, ce n'est pas le principal terrain où la concurrence fiscale internationale est la plus rude, mais il n'en reste pas moins important d'être également compétitif de ce point de vue si l'on souhaite attirer des activités à forte valeur ajoutée et qui nécessitent de la main d'œuvre qualifiée. Or, le taux de prélèvements obligatoires sur les salaires est déjà fort élevé au Luxembourg, même si la charge fiscale globale est bien entendu différente selon la situation familiale des contribuables concernés.

GRAPHIQUE 8

Prélèvements obligatoires sur salaires pour un contribuable célibataire sans enfant et disposant d'un revenu total égal à 100% du salaire moyen dans son pays en 2011 (en % du coût total du travail)



Source : ILO, 2011

Ainsi, comme le montre le schéma ci-dessus, un célibataire (sans enfant) sera soumis à une pression globale sur les salaires de 35,8% (en % du coût du travail total, chiffre qui inclut les prélèvements sociaux et fiscaux) ce qui est loin d'être négligeable. Même si le Luxembourg se montre là encore généralement plus attractif que la plupart des autres pays européens, il faut noter que deux de nos principaux concurrents, le Royaume-Uni et l'Irlande, font mieux que nous.

Par conséquent, augmenter la fiscalité des personnes physiques serait une solution de facilité qui pourrait ne pas donner lieu aux effets escomptés si on prend en compte le fait qu'à partir d'un certain niveau d'imposition, les recettes fiscales baissent (au-delà d'un certain niveau de revenu), même si le taux de l'impôt augmente (selon la célèbre courbe de Laffer) puisque

les contribuables sont alors découragés d'investir ou d'entreprendre, ou cherchent à se délocaliser.

### Maintenir un environnement fiscal compétitif

Il est donc nécessaire de lancer un réel mouvement de réflexion sur la modernisation de la législation fiscale du pays avec comme objectif prioritaire la réforme de la fiscalité des entreprises. Certes, les contraintes budgétaires ne peuvent pas être ignorées. Néanmoins, une telle réforme devrait pouvoir être faite à budget constant. En effet, les investissements étrangers (en particulier dans le secteur financier) contribuent largement à la prospérité du Luxembourg. C'est donc en favorisant l'arrivée de nouveaux acteurs grâce à un environnement fiscal compétitif, tout en permettant aux entreprises déjà implantées au Grand-duché de croître et de prospérer, que l'on s'assurera des recettes fiscales suffisantes. Les exemples irlandais et britanniques démontrent la pertinence de cette démarche. Plus récemment encore, la Suisse a entrepris une profonde réflexion sur la réforme de sa fiscalité des sociétés et envisage plusieurs pistes dans le but de moderniser sa fiscalité et maintenir sa compétitivité fiscale internationale.

Mais le tour d'horizon ne serait pas complet si l'on n'abordait pas de manière spécifique la situation des fonds d'investissement, puisqu'ils constituent une des pierres angulaires de l'économie luxembourgeoise (compte tenu de l'importance de la place financière dans l'économie globale du pays). Deux écueils doivent à notre sens être évités. Le premier est celui d'une augmentation de la taxe d'abonnement, qui avait récemment été envisagée par certains partis politiques lors des dernières élections. Une telle augmentation constituerait en effet une réelle menace pour l'avenir de l'industrie compte tenu du contexte fortement concurrentiel et des rendements déjà relativement faibles. Le danger semble néanmoins être désormais écarté puisque le nouveau gouvernement a clairement annoncé dans son programme de coalition son intention de maintenir un *statut quo* et/que « dans le secteur des fonds d'investissement UCITS, le Gouvernement consolidera la place du Luxembourg comme plate-forme mondiale des fonds d'investissements en améliorant constamment le cadre juridique et réglementaire et en évitant en particulier toute hausse de la taxe d'abonnement ».

Le deuxième écueil serait celui de céder à la tentation de soutenir une mesure européenne comme la taxe sur les transactions financières, dans le but d'augmenter les recettes fiscales. Si une telle action pouvait en effet avoir des effets bénéfiques à court terme sur les finances publiques, son impact à plus ou moins long terme ne pourrait être que désastreux car elle conduirait inévitablement à placer le Luxembourg en position de désavantage compétitif vis-à-vis de certains de ses concurrents internationaux (y compris des pays tels que Hong Kong ou Singapour).



Ceci serait donc clairement contradictoire avec la volonté traditionnelle du Luxembourg de défendre un « level playing field ». L'introduction de la taxe sur les transactions financières au Luxembourg aurait en effet un impact financier important pour tous les fonds d'investissement concernés et plus particulièrement pour certains fonds comme les ETFs qui verraient leurs rendements diminuer, réduisant ainsi leur attractivité. Mais une telle taxe aurait aussi inévitablement des répercussions au niveau des investisseurs eux-mêmes du fait de l'augmentation des coûts des différentes transactions d'achat et de revente et du fait de la baisse escomptée des rendements des fonds. Ceci serait d'ailleurs en totale contradiction avec l'objectif de la taxe qui est, à l'origine, destinée à faire supporter le coût de la crise aux institutions financières et non pas aux petits épargnants. En effet, le but clairement affiché de la Commission européenne est de faire payer au secteur financier une « contribution plus équitable » au budget des différents Etats, et ce notamment compte tenu du rôle du secteur dans le déclenchement de la crise financière mondiale. Ce à quoi on pourrait également objecter que les fonds luxembourgeois paient déjà une taxe financière, la taxe d'abonnement, ce qui est loin d'être le cas dans toutes les autres centres financiers d'envergure.

Fort heureusement, le nouveau gouvernement luxembourgeois semble partager les craintes de l'industrie puisqu'il vient de confirmer qu'il « continue à écarter une participation luxembourgeoise à l'introduction d'une taxe sur les transactions financières (FTT) dans le cadre de la coopération renforcée actuellement proposée par la Commission européenne. Le Luxembourg veillera aussi à ce que la coopération renforcée des Etats membres participants soit pleinement compatible avec le marché intérieur et respecte des dispositions du Traité ainsi que les légitimes intérêts des Etats non participants. Le Luxembourg pourrait être disposé à se rallier à une FTT au niveau mondial qui éviterait toute délocalisation d'activités hors de l'Union européenne ».

### Etablir une stratégie de communication claire

Comme on l'a relevé dans les développements ci-avant, le nouveau gouvernement du Luxembourg vient de prendre une série d'engagements dans son programme de coalition gouvernemental, qui semble aller dans la bonne direction. Mais, même si l'on ne peut que se féliciter du fait que le Luxembourg semble disposé à relever le défi qui l'attend et à continuer de promouvoir un environnement fiscal moderne et innovant, on aurait tort de sous-estimer l'importance de la communication vis-à-vis des investisseurs étrangers et des autres pays.

Il est en effet primordial de donner un signal clair aux investisseurs internationaux et de s'assurer de la continuité du message qui est véhiculé à leur égard, ce qui n'a pas toujours été le cas dans le passé. Certains pays

comme le Royaume-Uni ou l'Irlande l'ont bien compris et n'hésitent pas à venter haut et fort les mérites de leur stratégie fiscale internationale ou encore à afficher leur soutien à l'industrie des fonds d'investissement en s'engageant à mettre en œuvre d'une politique fiscale adaptée à leurs besoins spécifiques. Il est donc important que le Luxembourg rassure les investisseurs étrangers en affirmant plus clairement sa volonté de préserver sa compétitivité grâce à une politique fiscale stable, innovante et adaptée à leurs besoins.

### Conclusion

Par conséquent, à l'heure où la concurrence fiscale internationale est de plus en plus forte, il nous semble impératif de réfléchir à l'introduction de mesures fiscales qui permettent de maintenir et d'augmenter la compétitivité du Grand-duché, tout en prenant en compte l'objectif d'assainissement des dépenses publiques. Différentes mesures sont en effet susceptibles d'être mises en œuvre afin d'attirer de nouvelles activités au Luxembourg et ainsi renforcer la situation économique du pays, et par là même contribuer à l'augmentation des recettes fiscales, tout en maintenant une pression fiscale égale, voire même réduite.

Bien entendu, une réforme fiscale d'envergure ne pourra être couronnée de succès que si elle s'inscrit dans le cadre des nouvelles normes fiscales internationales qui sont en cours d'élaboration. On pense bien entendu à l'initiative « BEPS » au niveau OCDE ou encore aux différentes mesures de lutte contre la fraude et l'évasion fiscale lancées à l'échelon européen. Nul ne peut en effet ignorer le fait que la transparence et la moralité fiscale sont en train d'occuper une place grandissante, ce qui implique de réfléchir à des mesures qui soient tant compétitives qu'acceptables internationalement.

Parmi les mesures qui devraient à notre sens être introduites à court terme, on peut citer toutes les mesures permettant de renforcer l'attractivité du Luxembourg pour les quartiers généraux de groupes internationaux (eg, amélioration du régime de propriété intellectuelle et du régime mère-filles) ou encore des mesures permettant de renforcer les fonds propres des entreprises par le biais d'un mécanisme d'intérêts notionnels. Le Luxembourg se doit en effet de maintenir un cadre fiscal attractif et innovant pour les sociétés, s'il veut renforcer l'attrait économique du pays face à ses principaux concurrents.

A cet égard, les premières annonces faites récemment par le nouveau gouvernement sont encourageantes puisqu'il a été indiqué que « le Gouvernement élaborera une stratégie fiscale à court, moyen et long terme visant à garantir la compétitivité internationale du Luxembourg, le financement adéquat de l'action politique et la justice sociale. Il veillera tout particulièrement à une communication cohérente dans ce domaine et mettra

l'accent sur la prévisibilité de la politique fiscale. (...) Le Gouvernement poursuivra une politique fiscale qui vise à augmenter les recettes fiscales surtout à travers la croissance économique et le moins possible à travers l'augmentation des impôts. » Reste encore à voir comment ces annonces se traduiront dans les faits et dans quel délai.

#### Sources

- Annuaire de la compétitivité 2013, UEL, Septembre 2013
- Bilan de compétitivité 2013, Dix ans de tableau de bord compétitivité : une évolution en dents de scie, Ministère de l'économie, Octobre 2013
- L'évolution et la structure des dépenses publiques depuis le milieu des années 1990, Statec (mars 2013)
- Programme gouvernemental luxembourgeois publié par la nouvelle coalition le 2 décembre 2013
- Commission européenne, Projet de recommandations du Conseil concernant le programme national de réforme du Luxembourg pour 2013 (COM(2013)366 final), juin 2013.
- Taxation trends in the EU, Eurostat (European commission), 2013 edition
- Statistiques de l'OCDE pour le Luxembourg
- OCDE, perspectives économiques, « la soutenabilité budgétaire, le rôle des règles », 2002.

## L'AUGMENTATION EN QUANTITÉ ET EN QUALITÉ DE L'INFRASTRUCTURE PROFESSIONNELLE DE LA PLACE FINANCIÈRE

par  
André Elvinger

Sur le plan de la dimension, on constate une véritable explosion des différentes professions dont l'activité relève en partie, en majorité, ou entièrement du secteur financier.

Je cite à titre d'exemple la profession que je connais le mieux, celle de l'avocat. Comme l'a constaté notre confrère Jacques Loesch lors de sa conférence prononcée à notre tribune le 25 mars 2009, le tableau du Barreau renseignait, au 1er janvier 1950, 113 avocats, tous de nationalité luxembourgeoise<sup>1</sup>. Ils s'occupaient du droit des personnes (partages, divorces), du droit de la responsabilité civile, mais certainement pas, sauf rares exceptions, d'affaires financières. Et ils étaient surtout avocats plaidants. En 1974, ce tableau renseignait 175 avocats, en 1980, 239 avocats. Selon ce qu'a dit le bâtonnier actuel, René Diederich, lors d'une interview publiée au Luxemburger Land du 27 septembre 2013, le Barreau de Luxembourg renseigne, au 15 septembre 2013, 2013 avocats de 34 nationalités différentes, ceux de nationalité française, avec 867 avocats, dépassant de 200 les Luxembourgeois. Certes, et heureusement d'ailleurs, beaucoup d'entre eux ont gardé des activités qui se situent en dehors du domaine financier. Cependant, ceux qui sont groupés dans ce que l'on appelle maintenant les « grandes études » ou encore les « Top 10 » qui sont au total de l'ordre de 600 avocats<sup>2</sup> pratiquent des activités, le plus souvent extrajudiciaires, qui sont, pour la grande majorité, en rapport avec le secteur financier.



Le développement des professions de réviseur et d'experts comptable est tout aussi spectaculaire. Le nombre des réviseurs d'entreprises diplômés est passé de 88 en 1985 à 447 au 20 juin 2013, ce qui pourrait paraître modeste par rapport au nombre d'avocats. Mais le total des collaborateurs

<sup>1</sup> Volume XIII des Actes, page 66.

<sup>2</sup> Source : site du Barreau de Luxembourg



est, en 2013, de 6.688. Selon IRE, on peut estimer<sup>3</sup> que 4.347 de ces collaborateurs travaillent principalement dans le secteur financier<sup>4</sup>.

Si l'on se tourne vers les opérateurs directs de la place financière, à savoir les banques et les professionnels du secteur financier, il y a certes un nombre de moins en moins grand de banques proprement dites, ce qui est dû en grande partie aux fusions et restructurations (141 établissements de crédit, qui pourtant employaient, au 31 décembre 2012, selon le rapport d'activité 2012 de la CSSF, 20.537 personnes). Mais en dehors des banques, les autres professionnels du secteur financier (PSF) occupent une place de plus en plus importante. Ainsi, toujours selon le même rapport d'activité, il existait, au 31 décembre 2012, 109 entreprises d'investissement employant 2.662 personnes, 125 professionnels du secteur financier spécialisés employant 3.046 personnes et 85 PSF « *de support* » employant 9.016 personnes communication, informatique, publications financières. Dans la nomenclature de la loi relative au secteur financier<sup>5</sup>, on trouve pas moins de 22 catégories différentes de tels professionnels.

Il faut encore y ajouter les entreprises employées directement par les fonds d'investissement, les OPC dont il sera question dans un chapitre séparé.

Mais il n'y a pas que la quantité.

Pour ne parler que du domaine juridique, il n'est plus vrai, comme nous le disions autrefois, qu'il n'existe pas de doctrine au Luxembourg. Les publications d'articles, voire de livres, à sujet juridique sont de plus en plus nombreuses. On peut citer les revues périodiques – à l'époque nous ne connaissions que la *Pasicrisie* – tels que le *Bulletin Droit et Banque* qui réunit des articles de doctrine et des décisions de jurisprudence, le *Journal des Tribunaux Luxembourg*, recueil de jurisprudence, le *Bulletin d'information sur la jurisprudence* édité par le Jeune Barreau, les *Annales de droit luxembourgeois* qui, chaque année, contiennent des articles consacrés en partie au droit financier, ou encore l'imposant recueil décennal *Droit Bancaire et Financier au Luxembourg*, édité par Larquier ; celui de 2004 comportait cinq volumes avec une soixantaine d'articles, alors que ce même ouvrage, en voie de préparation et qui paraîtra au premier semestre

<sup>3</sup> Source : Institut des Réviseurs d'Entreprises

<sup>4</sup> Ce nombre ne comprend pas celui des experts comptables

<sup>5</sup> Articles 24-29 de la loi.

de 2014, comprendra pas moins de cent articles, probablement en cinq volumes tous consacrés au droit bancaire et financier.

On peut encore citer dans ce contexte l'important ouvrage présenté par l'ALEF, Association Luxembourgeoise d'Etudes Fiscales, affiliée à l'International Fiscal Association, édité par Bruylant en 2008, près de 1000 pages, sous le titre « *Droit fiscal luxembourgeois* ».

Ces travaux de doctrine proviennent tant des professions libérales que des juristes d'entreprises.

La moisson est devenue encore plus importante, tant en quantité qu'en qualité, depuis l'éclosion de l'Université du Luxembourg et les nombreuses conférences et publications de grande qualité des professeurs de la faculté de droit, d'économie et de finance de cette université.

On ne peut que s'en réjouir et constater que si la place financière nourrit – au sens propre du terme – les juristes, la réciproque est vraie : l'apport des juristes à la place financière est loin d'être négligeable. Nous en parlerons plus tard.

## REGARDS SUR LA FORMATION

par  
Robert Urbé

## Plan de la contribution :

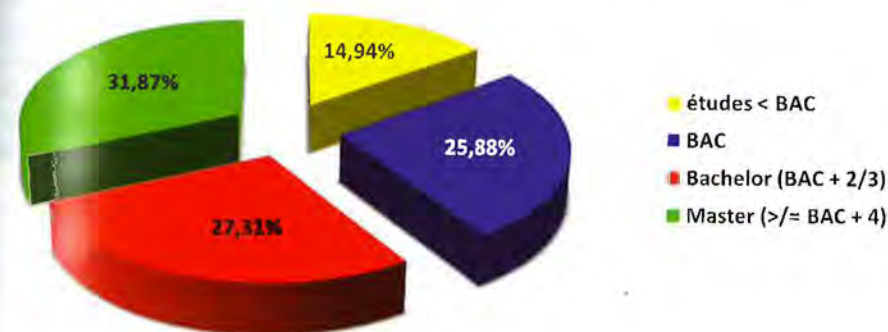
1. Formations requises
2. Formations affichées
3. Perspectives

## 1. Formations requises

Tandis que André Prüm est convaincu de ce que parmi les acteurs de la place financière le « besoin de personnes disposant d'un niveau d'études supérieures a indéniablement cru au cours des dernières années avec la sophistication des activités financières et les attentes de plus en plus élevées »<sup>1</sup>, sans que ce besoin lui semble « avoir été mesuré avec précision »<sup>2</sup>, une contribution de Fernand Grulms montre que la répartition des employé(e)s des membres de l'ABBL par niveau d'études en 2011 était la suivante :



**Tableau 1 :** Répartition des employé(e)s de banque par niveau d'études en 2011



Source : Fernand Grulms<sup>3</sup>

<sup>1</sup> Dans une contribution non publiée aux préparatifs de la table ronde.

<sup>2</sup> Ibidem.

<sup>3</sup> Voir Grulms(2013).

Il est à noter que cette répartition n'a pas beaucoup changé entre 2007 et 2011. Cette répartition représente cependant plutôt la photo des formations des employé(e)s actuels qu'elle ne représente les formations requises par les acteurs de la place financière. D'autre part les formations de la population résidente ne semblent pas suffire aux exigences des acteurs de la place, si l'on considère que 53,47% des employé(e)s ne résident pas au Luxembourg. Ce qui plus est, les quatre cinquièmes des employé(e)s de banques sont de nationalité étrangère, les Luxembourgeois ne représentant que quelque 20% des employé(e)s du secteur, la palme revenant aux français avec 32,75 %<sup>4</sup>.

## 2. Formations affichées

Il est à constater que le système scolaire luxembourgeois (en combinaison avec les ambitions universitaires des résident(e)s ne correspond pas aux attentes de la part des acteurs de la place financière quant aux formations requises des employé(e)s. Ainsi tant le taux de la population affichant l'accomplissement d'études secondaires que celui de la population se prévalant d'études supérieures sont insuffisants.

Entre 2000 et 2012 le taux des personnes âgées entre 15 et 64 ans et ayant un niveau d'études secondaires supérieures, contrairement à celui des pays avoisinants, a même diminué :

**Tableau 2 :** Taux des personnes âgées entre 15 et 64 ans ayant un niveau d'études secondaires supérieures :

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
UE (27 pays)	45,1	45,0	45,5	45,9	45,9	46,2	46,3	46,5	46,6	46,4	46,4	46,6	46,0
Belgique	33,8	34,0	34,6	34,8	35,4	36,5	36,4	37,1	38,0	38,1	36,7	37,7	37,4
Allemagne	57,1	55,5	56,9	55,7	55,3	54,6	55,3	56,1	56,3	55,8	56,1	57,4	57,0
France	40,1	40,2	40,2	40,8	41,0	41,1	41,1	41,6	42,2	41,7	41,9	42,1	41,9
Luxembourg	44,8	40,7	42,6	44,0	38,2	38,3	40,2	38,6	39,5	41,3	40,8	39,2	38,2

Source: Eurostat<sup>5</sup>

Le pourcentage des personnes âgées entre 15 et 64 ans et ayant un niveau d'études supérieures a cependant progressé largement (surtout après 2008, suite à un changement dans la collecte des données), et cette progression est également impressionnante en comparaison avec les pays avoisinants, le Luxembourg passant de la dernière à la première position :

<sup>4</sup> Ibidem.

<sup>5</sup> Voir Eurostat (2013a).

**Tableau 3 :** Taux des personnes âgées entre 15 et 64 ans et ayant un niveau d'études supérieures :

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
UE (27 pays)	17,1	17,1	17,4	18,1	19,1	19,6	20,0	20,6	21,2	22,0	22,7	23,7	24,6
Belgique	23,8	24,4	24,9	25,6	26,8	27,2	27,9	28,1	28,4	29,4	30,7	30,4	31,3
Allemagne	21,4	20,0	18,9	20,3	21,1	20,6	20,1	20,4	21,4	22,5	22,6	24,2	24,8
France	19,8	20,7	21,3	22,2	22,7	23,4	24,0	24,4	24,9	26,0	26,3	26,8	27,9
Luxembourg	16,7	16,0	16,2	12,6	20,8	23,0	20,5	22,7	25,7	30,2	30,3	31,7	33,4

Source: Eurostat<sup>6</sup>

Nonobstant l'effet non mesurable du changement de la collecte de données de 2008, il est à constater que le taux des personnes entre 15 et 64 ans et ayant un niveau d'études supérieures est seulement de 22% pour les personnes nées au Luxembourg (toutes nationalités confondues !) et de 40% pour les personnes nées à l'étranger. Ces différences sont d'ailleurs moins marquées dans les pays limitrophes, et surtout la relation y est inverse : les taux des personnes nées à l'intérieur du pays sont nettement plus élevés que ceux des personnes nées à l'étranger !

Est-ce que l'évolution du nombre d'étudiants en études supérieures peut nous rassurer ?

**Tableau 4 :** Evolution du nombre d'étudiants en études supérieures :

02/03	04/05	05/06	06/07	07/08	08/09	09/10	10/11	différence	en %
6 535	7 197	7 335	7 282	7 800	7 910	8 562	13 324	4 762	36%

Source : Statec<sup>7</sup>

En regardant cette évolution du nombre de Luxembourgeois qui se sont inscrits dans des études supérieures, la forte progression de 2010/2011 saute aux yeux et laisserait présager d'un rattrapage tardif. Cependant il ne faut pas oublier que 2010 est l'année d'entrée en vigueur de la nouvelle loi concernant l'aide financière pour étudiants<sup>8</sup>.

<sup>6</sup> Ibidem.

<sup>7</sup> Voir STATEC (2013).

<sup>8</sup> Voir Chambre des Députés (2010b).



**Tableau 5 : Bénéficiaires d'aides financières de l'État pour études supérieures :**

	02/03	04/05	05/06	06/07	07/08	08/09	09/10	10/11	11/12
demandes	6 288	7 223	7 380	7 531	8 077	8 220	8 887	13 942	14 961
bourses(Mio)	7,878	8,865	9,884	10,389	12,314	13,006	14,889	83,875	90,818
prêts	38,662	42,353	42,809	44,032	48,679	49,885	55,027	87,171	94,079

Source : MESR<sup>9</sup>

Comme le montre le développement des bourses et prêts accordés après l'entrée en vigueur de cette loi, les deux mouvements, évolution du nombre d'étudiants inscrits et évolution de bourses et prêts accordés, vont de pair. Il semble donc qu'au moins un des paris de l'ancien Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, à savoir augmenter le nombre d'étudiants pourrait se réaliser<sup>10</sup>. Mais il se pourrait aussi, qu'un doute exprimé par le recteur de l'Université du Luxembourg en ronde privée après conférence qu'il avait donnée à la tribune de l'Institut Grand-Ducal, Section des Sciences Morales et Politiques, le 10 décembre 2012<sup>11</sup> se vérifierait, à savoir que l'augmentation du nombre d'étudiants ne serait pas le résultat d'une volonté plus grande d'étudier, ou encore d'une possibilité matérielle d'entamer des études pour ceux qui avant n'avaient pas la possibilité, mais plutôt du fait que bon nombre de jeunes ne savent quoi faire dans leur vie professionnelle et vu la sécurité financière introduite par la nouvelle loi, choisiraient plutôt des études supérieures que d'autres issues professionnelles. Il est trop tôt de pouvoir vérifier ceci par des statistiques, les premiers étudiants qui ont commencé leurs études après l'entrée en vigueur de la loi allant seulement finir leurs études supérieures dans les années qui viennent.

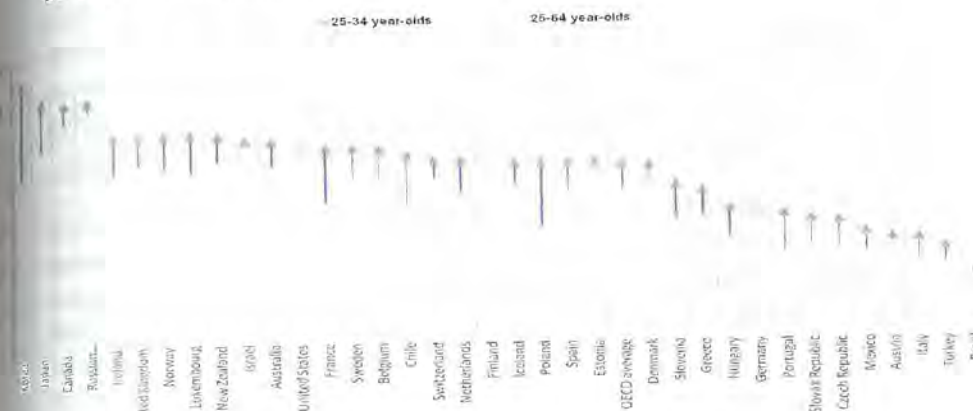
### 3. Perspectives

Cette situation peu satisfaisante risque de perdurer. Avec presque 50% le taux des personnes ayant un niveau d'études supérieures est certes plus élevé pour les personnes âgées entre 25 et 34 ans, cependant il nous manque ici une répartition entre personnes nées au Luxembourg et celles nées à l'étranger. Avec l'immigration accrue de ces dernières années il est à estimer que cette relation ne s'est pas améliorée. D'autre part, outre la France, la différence entre les personnes ayant un niveau d'études supérieures et âgées entre 25 et 34 ans et celles âgées entre 25 et 64 ans est plus grande au Luxembourg que dans les pays limitrophes.

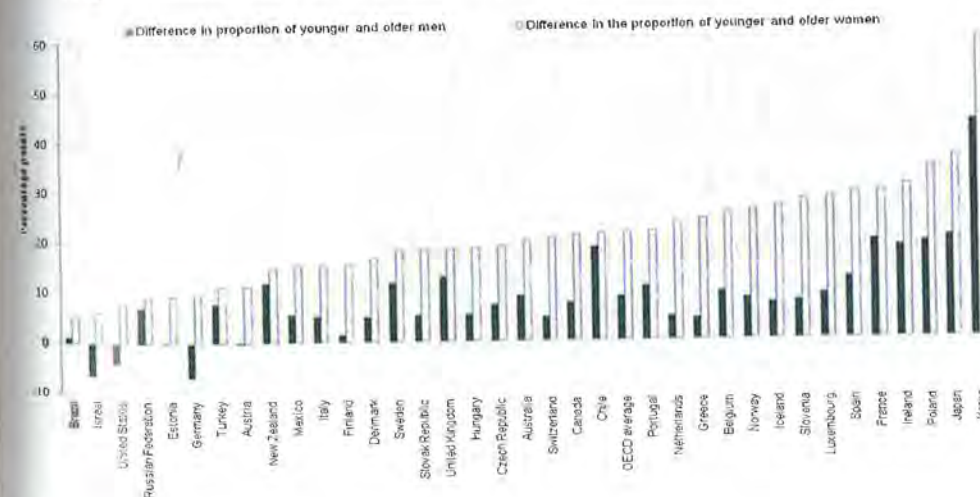
<sup>9</sup> Voir Caritas Luxembourg (2013), Chapitre III, fiche 11.

<sup>10</sup> Voir Chambre des Députés (2010a), exposé des motifs.

<sup>11</sup> Voir Institut Grand-Ducal (2013), page 193 et svts.

**Tableau 6 : Taux des personnes âgées entre 25 et 34 ans resp. entre 25 et 64 ans et ayant un niveau d'études supérieures :**Source : OECD<sup>12</sup>

Un autre élément plus positif consiste dans le fait que concernant la différence entre femmes plus jeunes et plus âgées et ayant un niveau d'études supérieures le Luxembourg se trouve parmi les premiers du peloton.

**Tableau 7 : Différence des taux des femmes âgées entre 25 et 34 ans respectivement entre 35 et 64 ans et ayant un niveau d'études supérieures :**Source : OECD<sup>13</sup>

<sup>12</sup> Voir OECD (2013).

<sup>13</sup> Ibidem.

Ces considérations différenciées concernant la performance du Luxembourg, avec des hauts et des bas, ont conduit les responsables de la politique gouvernementale à envisager des performances futures plus ambitieuses que celles des pays voisins. Ainsi la stratégie Europe 2020 de l'Union Européenne<sup>14</sup> préconise, tant au niveau européen qu'au niveau de chaque état membre, une cible à atteindre en 2020 pour les personnes âgées entre 30 et 35 ans pour ce qui est du taux de niveau d'études supérieures.

La cible du Programme National de Réformes du Luxembourg dans le cadre de cette stratégie Europe 2020 est de 66% des personnes âgées entre 30 et 35 ans qui ont suivi des études supérieures, la cible européenne n'étant que de 40%. Le Luxembourg a déjà atteint un taux de 49,6% en 2012. Ce chiffre se base sur l'enquête „Labour Forces Survey“. Le taux „national“ (en relation avec la population résidente) cependant serait autour de 30% seulement<sup>15</sup>.

**Tableau 8 : Taux des personnes âgées entre 30 et 35 ans et ayant un niveau d'études supérieures et cible à atteindre en 2020 :**

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	cible
UE (27 pays)	22,4	22,8	23,5	25,0	26,9	28,0	28,9	30,0	31,0	32,2	33,5	34,6	35,8	40
Belgique	35,2	35,2	35,2	37,7	39,9	39,1	41,4	41,5	42,9	42,1	44,4	42,6	43,9	47
Allemagne	25,7	25,5	24,2	25,1	26,8	26,1	25,8	26,5	27,7	19,4	29,8	30,7	30,2	42
France	27,4	29,5	31,5	34,9	35,7	37,7	39,7	41,4	41,3	43,2	43,5	43,3	43,6	50
Luxembourg	21,2	23,9	23,6	17,3	31,4	37,6	35,5	35,3	39,8	46,6	46,1	48,2	49,6	66

Source: Eurostat<sup>16</sup>

La nécessité de formation accrue de leur personnel que requièrent les acteurs de la place financière a ostensiblement mené dans le passé à une embauche préférée d'étrangers, voire de frontaliers parce que les qualifications de la main d'œuvre luxembourgeoise aussi bien que de la main d'œuvre résidente n'y correspondaient pas assez. Pour l'avenir il semble que cette lacune pourrait être comblée, surtout par les performances au dessus de la moyenne que promet la main d'œuvre féminine.

<sup>14</sup> Commission Européenne (2010).

<sup>15</sup> Gouvernement luxembourgeois (2013).

<sup>16</sup> Voir Eurostat (2013b).

## Bibliographie

CARITAS LUXEMBOURG (2013): Les transferts sociaux en temps de rééquilibrages budgétaires, Luxembourg.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS (2010a): Projet de loi N° 6148 modifiant: 1. la loi modifiée du 22 juin 2000 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures; 2. la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu; 3. la loi du 21 décembre 2007 concernant le boni enfant; 4. la loi du 31 octobre 2007 sur le service volontaire des jeunes; 5. le code de sécurité sociale (Livre IV – prestations familiales), dépôt le 18 juin 2010, Luxembourg.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS (2010b): Loi du 26 juillet 2010 modifiant: 1. la loi modifiée du 22 juin 2000 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures; 2. la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu; 3. la loi du 21 décembre 2007 concernant le boni enfant; 4. la loi du 31 octobre 2007 sur le service volontaire des jeunes; 5. le code de sécurité sociale, Luxembourg.

COMMISSION EUROPÉENNE (2010): Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des Régions: Europe 2020, Une stratégie pour une croissance intelligente, durable et inclusive. COM(2010) 2020 final, Bruxelles.

GOUVERNEMENT LUXEMBOURGEOIS (2013) : Luxembourg 2020, Plan national pour une croissance intelligente, durable et inclusive, Programme national de réforme du Grand-Duché de Luxembourg dans le cadre du semestre européen 2012, Luxembourg.

EUROSTAT (2013a): Population and social conditions, Education and training, [http://epp.eurostat.ec.europa.eu/portal/page/portal/statistics/search\\_database](http://epp.eurostat.ec.europa.eu/portal/page/portal/statistics/search_database)

EUROSTAT (2013b): Europe 2020 Indicators, Headline Indicators, <http://epp.eurostat.ec.europa.eu/tgm/table>, ?tab=table&init=1&plugin=0&language=en&pcode=t2020\_41&tableSelection=1

GRULMS, Fernand (2013) : Les ressources humaines, Présentation power point prévue pour la Table Ronde « Place financière : défis et perspectives », papier non publié, Luxembourg.

INSTITUT GRAND-DUCAL (2013): Actes de la Section des Sciences Morales et Politiques, Volume XVI, Luxembourg.

OECD (2013): Education at a glance 2013: OECD – Indicators, Paris.

STATEC (2013): Annuaire statistique 2012, Luxembourg.



## « OUTSOURCING » : L'EXTERNALISATION (OU SOUS-TRAITANCE) COMME CATALYSEUR DU DÉVELOPPEMENT

par  
Alain Georges

La pratique des entreprises de confier des activités, effectuées jusque-là en interne, à des fournisseurs externes a été favorisée ces dernières décennies par les progrès des technologies de la communication et par la libéralisation des échanges, ainsi que par la globalisation des économies et des marchés qui en a été la conséquence. Ainsi il est aujourd'hui possible de connecter en temps réel concepteurs, opérateurs et chaînes de production, même distants les uns des autres de milliers de kilomètres, comme s'ils étaient situés dans le même bâtiment.



Comme les services se prêtent particulièrement bien à l'externalisation, la place financière, prestataire de services financiers, a vu l'externalisation se développer grandement. Son développement se reflète dans celui des Professionnels du Secteur Financier (« PSF ») qui sont souvent actifs dans l'externalisation ou la sous-traitance. A vrai dire, c'est la création en 1993 du régime des PSF et ensuite son extension à des fournisseurs de travaux non-financiers, mais industriels, comptables ou informatiques, qui a déclenché le développement explosif de la sous-traitance au sein du secteur financier. Conférant à ces professionnels un statut comparable à celui des banques en termes de secret professionnel, de contrôle prudentiel et de supervision, le régime a rendu possible le transfert de multiples tâches de support des banques vers des entreprises externes. Ce transfert a apporté au secteur financier des améliorations considérables en prix de revient et en qualité.

Le segment des PSF renseigne 316 structures employant près de 15.000 personnes au Luxembourg. Alors que l'emploi dans les banques est légèrement régressif, l'emploi dans les PSF augmente. Parmi les PSF, ce sont les PSF de support, surtout actifs dans des activités de sous-traitance, qui sont particulièrement dynamiques. D'après les listes de la CSSF ils sont au nombre de 83 et emploient 9.000 personnes.

Par l'externalisation, les entreprises poursuivent un ou les deux des objectifs suivants: La réduction des coûts de production et l'amélioration de la qualité des services.

La réduction des coûts de production est obtenue :

- Soit par le transfert d'une activité à une autre entreprise travaillant à un moindre coût.
- Soit par la mise en commun par plusieurs entreprises de certaines activités, obtenant ainsi des économies d'échelle.

L'amélioration de la qualité est obtenue :

- Soit par le transfert de certaines activités à des prestataires spécialisés, l'activité transférée se transformant d'activité marginale (parfois négligée) chez l'entreprise qui externalise, en activité principale et prioritaire chez l'entreprise réceptrice.
- Soit par la mise en commun par plusieurs entreprises de certaines activités non centrales en les réunissant dans une entreprise commune spécialisée, qui en fait son cœur de métier.

Quand le transfert d'une activité se fait vers un pays étranger, souvent mais non-exclusivement à bas salaires, ou avec un droit du travail flexible, nous parlons de délocalisation.

La délocalisation a été longtemps négligeable pour la place financière. En effet, la réglementation interdit d'externaliser certaines activités hors de nos frontières, ou bien pour des raisons de « contrôlabilité » par la CSSF, ou bien pour des raisons de secret bancaire. Les deux justifications sont en train de s'effiloche à cause des changements dans le cadre juridique européen.

La délocalisation contient à la fois une menace et une promesse. Par la délégation d'opérations à des acteurs étrangers, plus adaptés à ces travaux spécifiques, notre place financière pourrait être vidée de son contenu. Inversement des acteurs de notre place, devenus sous-traitants spécialisés, peuvent attirer des travaux leur confiés par des opérateurs étrangers et contribuer ainsi à diversifier et à étoffer la place de Luxembourg.

La délocalisation n'est donc pas à condamner par principe car elle peut jouer dans les deux sens.

Il est vrai que l'externalisation, qu'elle soit activée vers l'étranger ou vers des sous-traitants locaux, est souvent perçue négativement, comme abaissement ou dégradation, alors qu'elle est simplement la promotion d'une activité qui d'accessoire devient principale, fût-ce au sein d'une autre entreprise. Dans le cas idéal, il s'agit d'une opération « win-win » : la qualité est améliorée par la spécialisation et le coût est amoindri par le rassemblement et l'effet d'échelle qui en résulte.

Par la suite, grâce à l'amélioration en qualité et en coût apportée aux prestations qui leur ont été confiées, les entreprises sous-traitantes attirent une nouvelle clientèle, locale ou internationale. Ayant transformé les activités leur sous-traitées en « core-business » elles développent à partir de là de nouveaux métiers.

Avec optimisme nous voulons adopter cette vue des choses et nous citerons 4 exemples à l'appui.

1) Clearstream, fut créée en 1970 sous le nom de CEDEL pour recevoir en sous-traitance de ses actionnaires, la plupart des banques luxembourgeoises, l'activité de livraison/paiement des Eurobonds d'alors. Le marché très actif de ces obligations exigeait la presque instantanéité des opérations de liquidation des transactions. Seuls la mise en commun des titres sous-jacents et leur fongibilité rendaient possible cette rapidité. La société s'est développée pour devenir un acteur de plein droit de notre place et du monde financier, au cours d'une histoire qui a vu une extraordinaire croissance de ses structures, devenues internationales, avec des bureaux dans les 10 grands centres financiers mondiaux servant des clients institutionnels de 110 pays. Les volumes atteignent des montants phénoménaux. Les valeurs en dépôt atteignent EUR 12 trillions (12.000 milliards) et le nombre de transactions annuelles est de 126 millions.

Ayant dépassé le seul domaine du strict service « post-trading », Clearstream, aujourd'hui filiale de la Deutsche Börse, est aussi devenue banque et gestionnaire de garanties. Coopérant avec le réseau des banques centrales, elle est partie intégrante du régime de gestion de la liquidité du système bancaire européen.

2) Kneip Communication a été créée en 1993 comme prestataire du service de la publication des annonces légales obligatoires pour les fonds luxembourgeois. Cette activité formaliste mais importante leur a été



confiée par les gestionnaires de fonds d'investissement pour des raisons d'efficacité et de coût. Depuis Kneip Communication s'est développée pour être aujourd'hui une société de services internationale assistant les fonds d'investissements à rassembler, formater et disséminer les données de leurs fonds et produire et communiquer les notifications, annonces légales, rapports et autres documents (KIIDs) à l'intention des régulateurs et distributeurs de ces fonds. Kneip sert aujourd'hui tant les fonds luxembourgeois que les fonds étrangers.

Kneip s'appuie sur un réseau de bureaux à l'étranger et sur une machine informatique puissante. Kneip emploie 240 personnes et a le statut de PSF.

3) EFA European Fund Administration fut créée en 1996 par plusieurs banques de la place pour reprendre en sous-traitance l'activité d'administration de fonds et, par la mise en commun des opérations, créer les économies d'échelle réducteurs de coûts. Elle couvre aujourd'hui la comptabilité et le calcul de la valeur nette, les activités d'agent de transfert, le reporting, le middle office transactionnel et l'analyse du risque. Elle agit pour les fonds de placement, les fonds de pension et des produits d'assurance. De sous-traitant, EFA est devenue un acteur de plein exercice de notre place, attirant des clients d'au-delà du cercle de ses actionnaires et d'au-delà de nos frontières.

4) Victor Buck Services a été créée en 2000 comme société-sœur de l'imprimerie éponyme, sous-traitante de l'industrie des fonds locale pour l'impression des rapports à l'intention des porteurs de parts. La nouvelle société a agrandi son empreinte pour reprendre, grâce au statut PSF, la gestion entière de la communication, réglementée et commerciale, à l'adresse de ces mêmes porteurs de parts. A partir de cette base, la société a élargi sa clientèle et est devenue prestataire autant pour les banques, les sociétés de télécommunication et les distributeurs d'énergie que pour les fonds d'investissement. Elle assure aussi les fonctions de facturation, leur marketing et en général la gestion de l'information à la clientèle. Depuis Luxembourg, la société utilise aujourd'hui un réseau global pour servir une clientèle internationale appuyée par un outil informatique puissant et une équipe de 120 personnes.

L'écueil que ces 4 entreprises ont évité, c'est de se considérer comme de simples ateliers, exécutant passivement sur mesure des services pour les banques et gestionnaires de la place financière. Initialement, leur

position était intrinsèquement faible, car en concurrence surtout sur le prix. Il leur a donc fallu devenir des créateurs et, dans un esprit entrepreneurial, développer des services innovants à réelle et nouvelle valeur ajoutée, parfois débordant du secteur financier et des limites géographiques du Luxembourg. Nos 4 champions ont bien maîtrisé ce défi. Ils sont cités ici à titre d'exemples pour un grand nombre d'entreprises sous-traitantes qui, se nourrissant au début de leurs clients de la place, ont réinventé leur métier et élargi leur gamme de services. Ils acquièrent aujourd'hui des clients nouveaux venus d'autres places et parfois s'établissent eux-mêmes à l'étranger.

Un atout considérable pour le secteur de la sous-traitance est constitué par la « connectivité » tous azimuts du système de communication luxembourgeois et l'incroyable densité des capacités de stockage digital installées dans notre pays. Heureusement le coût de l'infrastructure ICT, très important dans le calcul du prix de revient de ces entreprises, est d'un niveau comparable dans tous les pays, ce qui atténue le désavantage compétitif dû à nos salaires élevés.

**Conclusion:** C'est l'esprit entrepreneurial qui est le moteur du développement des entreprises de sous-traitance. Parties du constat qu'il faut produire au coût le plus bas avec la qualité la meilleure, elles se sont tournées vers la spécialisation et vers de nouveaux services pour en faire de nouveaux métiers. Voilà l'attitude des sous-traitants dynamiques. C'est l'attitude nécessaire pour développer ce nouveau segment de la place financière. En outre, pour créer de nouveaux métiers, les acteurs de la sous-traitance ont eu besoin de régulateurs compréhensifs. Cela a été heureusement le cas.

La dynamique entrepreneuriale associée à la créativité réglementaire aura transformé le segment des services de support périphériques; d'ancillaire ce segment est devenu principal et pilier autonome de la place financière. Aujourd'hui son développement futur exige effort et appui continus des autorités et des acteurs de la place.

INFLUENCE DE L'ENVIRONNEMENT JURIDIQUE SUR  
LES ACTIVITÉS DE LA PLACE FINANCIÈREpar  
André Prüm

L'environnement juridique dans lequel agissent les opérateurs économiques n'est pas sans influence sur le développement de leurs activités. Ce constat, certes banal, est régulièrement avancé à propos de l'essor qu'a connu depuis un demi-siècle la place financière du Luxembourg. L'émergence puis le développement de celle-ci ont été très largement favorisés par certaines contraintes posées par des réglementations étrangères auxquelles fait écho le cadre ouvert et libéral du droit luxembourgeois pour les activités financières. Le processus d'intégration européenne, fondé sur les libertés de circulation des capitaux, des personnes et des services, a stimulé à son tour un développement axé, en première ligne, sur les activités transfrontières. En veillant à transposer avec célérité, voir à anticiper les nouvelles règles européennes, le Luxembourg s'est positionné comme un lieu d'accueil privilégié pour de nombreuses filiales et succursales de banques, de fonds d'investissement et d'autres acteurs financiers tirant profit des différents passeports européens dans le secteur financier. Depuis une série d'années, d'autres États membres de l'Union européenne jouent cependant activement la même carte pour attirer sur leur territoire une partie de l'industrie financière européenne. C'est le cas, par exemple, de l'Irlande pour les organismes de placement collectif. L'harmonisation récente des régimes juridiques dans des domaines connexes aux passeports européens, en particulier, dans le domaine fiscal, tend par ailleurs à restreindre les opportunités d'arbitrage réglementaire des banques comme de leurs clients. La compétition des États pour définir le cadre juridique le plus propice au développement des activités financières s'accroît en même temps que leur marge de manœuvre dans les domaines couverts par le processus d'intégration européenne s'évanouit. La nouvelle architecture centralisée de la supervision des établissements de crédit sur un plan européen accentue cette tendance et constitue, à cet égard, un défi pour les places financières comme celle du Luxembourg qui ont jusqu'à présent su bénéficier d'une attitude proactive, mais sans complaisance, de l'autorité chargée de la surveillance du secteur financier.





Si l'existence d'un impact du cadre juridique sur les activités financières qui se déploient en son sein ne prête guère à discussion, la manière dont cette influence est susceptible d'être évaluée et surtout les critères qui doivent être pris en considération sont loin de faire l'unanimité. Les rapports périodiques établis par la Banque mondiale sur l'attractivité des systèmes juridiques pour les activités économiques font l'objet de vives critiques comme étant fondés sur un biais favorable aux pays de la famille de la « common law », alimenté notamment par des travaux académiques d'économistes américains. L'exercice n'est évidemment pas aisé s'il est accompli à une si vaste échelle et donne alors inévitablement lieu à des simplifications peu à même de traduire les véritables atouts et faiblesses du cadre juridique d'un pays déterminé pour les activités commerciales. Le fait que le Luxembourg ait glissé de quatre places au 60<sup>e</sup> rang dans le dernier rapport « Doing Business » de la Banque mondiale ne devrait donc pas être perçu comme une source particulière d'inquiétude, même s'il peut utilement encourager le gouvernement comme les acteurs sociaux à poursuivre et à intensifier les efforts de modernisation de la législation économique luxembourgeoise.

La clé de la performance et de l'attractivité d'un système juridique au regard du développement des activités économiques et tout particulièrement financières ne réside pas uniquement dans la qualité des règles écrites. Elle tient tout autant à la manière dont ces règles sont concrètement appliquées et, le cas échéant, sanctionnées par les tribunaux comme par les autorités de régulation et de supervision. L'enjeu de « the law in action v. the law in the books » existe, tout particulièrement, dans un contexte quasi fédéraliste tel celui vers lequel tend de plus en plus l'Union européenne. Il est également particulièrement sensible dans des domaines comme celui des activités financières dont le cadre réglementaire et prudentiel fait l'objet d'une convergence mondiale accrue, que la crise financière récente n'a fait qu'encourager.

Dans son évaluation de la stabilité du système financier luxembourgeois, le Fonds Monétaire International (rapport d'avril 2011) tient directement compte de cette dimension en soulignant l'intérêt pour le Luxembourg de veiller au plein respect du cadre réglementaire et prudentiel par tous les acteurs financiers. La mise en œuvre concrète des règles est considérée comme d'autant plus sensible que les grandes orientations de celles-ci sont définies largement sur un plan européen. Le FMI relève en même temps que les risques potentiels auxquels se trouve exposée la place financière du Luxembourg sont liés, pour l'essentiel, à des facteurs exogènes à savoir, d'une part, l'influence des politiques des groupes

bancaires installés au Luxembourg, mais dont les centres de décision se trouvent à l'étranger et, d'autre part, des changements réglementaires également imposés depuis l'étranger qui rendraient la place moins attractive pour les investissements et les capitaux étrangers. Une application sûre et intelligente des règles juridiques régissant les activités financières devient, relativement à ces contraintes extérieures, un enjeu majeur.

La qualité d'un environnement juridique s'apprécie d'abord au vu de certaines qualités générales telles la précision des règles, le niveau de sécurité qu'elles offrent aux justiciables, le sentiment de justice qu'elles inspirent et la prévisibilité des solutions de mise en œuvre. Elle est facteur aussi des besoins et attentes spécifiques à un secteur déterminé. Pour la place financière du Luxembourg, elle dépend ainsi de la capacité du cadre juridique de permettre et de favoriser les activités transfrontières et de fournir à des établissements aux capitaux et à l'actionnariat en grande partie étrangers un domicile accueillant. Cette constellation n'est pas, en tous points, identique à celle d'autres centres financiers, ne serait-ce notamment parce que la clientèle de la place est majoritairement non domestique. C'est partant à l'aune de ces critères généraux et particuliers que l'on doit évaluer l'évolution qu'a connue l'infrastructure juridique sur laquelle repose l'industrie financière luxembourgeoise et surtout tenter de formuler quelques recommandations pour continuer à renforcer son attractivité.

Le but de la présente journée d'étude étant plus de porter un regard vers l'avenir que de se tourner vers le passé, le constat relatif aux mutations enregistrées au cours des dernières années se limitera à de très brèves observations sur l'élaboration des textes législatifs ou réglementaires. Il est banal de rappeler, tout d'abord, sur un plan quantitatif, l'impressionnante inflation des textes qui forment le cadre dans lequel les acteurs financiers doivent se mouvoir. Il s'agit évidemment d'un phénomène que le Luxembourg subit plus qu'il n'en prend l'initiative puisque la myriade de nouveaux textes trouve sa source essentiellement dans les obligations européenne et internationale du Grand-Duché. La récente crise financière n'a manifestement pas aidé les instances internationales ou l'Union européenne à faire preuve de retenue. Les nouvelles réglementations contribuent, sans doute, à mieux réguler les activités financières et d'en contenir certains effets potentiellement dangereux à travers une prise en compte plus fine des risques qu'elles comportent et d'une meilleure surveillance de ces risques sur un plan tant macro- que micro-économique. Elles engendrent en même temps des coûts non négligeables tant pour les acteurs visés que pour le législateur. Pour un pays de petite taille comme

le Luxembourg, la transposition dans le droit national des prescriptions européennes ou internationales constitue, ne serait-ce qu'en raison de l'énorme masse de textes, un véritable défi. La charge est d'autant plus lourde si l'on sait que certaines des nouvelles règles, par exemple celles relatives à la surveillance des conglomérats financiers, ne trouvent pas directement application faute de sujets et n'ont de ce fait qu'une valeur prospective.

Sur un plan plus qualitatif, l'évolution récente du cadre juridique de la place financière a eu des effets contrastés sur le développement de celle-ci. Un certain nombre d'initiatives est assurément venu enrichir la gamme des services offerts par les acteurs de la place. Les lois sur la titrisation, les titres dématérialisés ou la société de gestion patrimoniale en constituent des exemples. Elles procèdent toutes d'une politique de niche qui a souvent fait la fortune du Grand-Duché. Mais il est difficile de percevoir derrière ces progrès ponctuels une véritable stratégie globale pour moderniser l'ordre juridique économique luxembourgeois. Des réformes indispensables plus vastes peinent à être concrétisées, faute sans doute de volonté politique suffisante. Il en est ainsi de la refonte globale du droit des sociétés ou de la modernisation complète du droit des procédures collectives. La gestion difficile de la faillite des établissements luxembourgeois de banques islandaises ou des restrictions de la protection d'investisseurs minoritaires discutées devant la Cour de justice de l'Union européenne ne font pourtant pas une bonne publicité à la place. Quant aux textes d'origine européenne, leurs avantages pour le Luxembourg ne sont plus toujours aussi évidents qu'à l'époque où ils se concentraient avant tout à donner corps à l'espace financier européen. Le souci de promouvoir les libertés du marché intérieur a cédé le pas à celui d'assurer la stabilité du système financier et la transparence des transactions dans un but essentiellement fiscal. La pression exercée sur le Luxembourg pour accepter l'échange automatique d'informations relatif aux transactions financières ou la mise en place de l'union bancaire en sont de bonnes illustrations.

Peut-on tirer de ces constats superficiels quelques leçons pour l'avenir ? Pour les besoins de la discussion, je me permets de formuler deux séries de propositions.

1. Une démarche plus systématique dans la recherche de la modernisation de l'ordre juridique luxembourgeois

L'attractivité d'un ordre juridique pour des activités économiques et plus particulièrement pour le développement d'une place financière doit

s'apprécier de façon concrète au vu des attentes et des besoins des acteurs. Elle mérite d'être évaluée de façon périodique au regard de critères précis permettant d'évaluer les progrès aussi bien que les lacunes et les faiblesses. L'approche du législateur luxembourgeois s'est toujours distinguée par un certain libéralisme laissant aux acteurs économiques la plus ample marge de manœuvre pour définir leur structure d'organisation et leurs relations. Cette orientation générale, favorable au commerce, ne suffit cependant pas à guider tous les choix législatifs. Elle ne permet pas, par exemple, de résoudre les conflits d'intérêts susceptibles d'exister entre différents types d'acteurs. À titre d'illustration, elle ne renseigne pas sur le positionnement que le législateur devrait privilégier relativement aux enjeux d'agence dans les sociétés commerciales qui nécessitent de définir le poids relatif que l'on souhaite reconnaître au management vis-à-vis des actionnaires ou encore de savoir quelles limites l'on souhaite éventuellement apporter à la loi de la majorité pour protéger des intérêts minoritaires. L'objectif d'une approche libérale ne saurait davantage servir de boussole pour trouver le juste équilibre entre le souhait d'un maximum de flexibilité et la nécessité de garantir la sécurité juridique des opérations. Il serait donc utile que le législateur luxembourgeois se dote de lignes directrices plus fines et précises à l'aune desquelles il orientera à l'avenir ses initiatives. De tels critères lui permettraient aussi de veiller, de façon plus systématique, à la cohérence de son action à travers les textes épars et variés poursuivant des objectifs qui ne sont, par la force des choses, pas toujours concordants. Ils pourraient servir enfin, de façon utile, de clés d'interprétation des textes par les juridictions, les autorités administratives comme les justiciables. Les motivations des projets de lois ne renseignent le plus souvent que très peu sur les finalités et orientations des textes.

La mise en balance des bénéfices et des coûts des lois et règlements régissant l'activité financière constitue un paramètre essentiel pour apprécier leur performance. (voir notamment Posner, Weyl, Benefit-Cost Paradigms in Financial Regulation, Octobre 2013, <http://ssrn.com/abstract=2346466>) Cet exercice n'est pourtant que peu pratiqué ou seulement de façon extrêmement sommaire. Les études d'impact obligatoires pour les textes de droit dérivé européen se résument trop souvent à de purs exercices de style dont les résultats sont dictés par l'objectif réglementaire poursuivi plutôt que de servir de guide à celui-ci. Ne tenant compte que de façon très marginale des spécificités de la place financière luxembourgeoise, ces études ne sauraient, en tout état de cause, dispenser les autorités locales d'effectuer l'exercice sur le plan national. Une analyse bénéfice-coût devrait idéalement accompagner toute initiative législative ou réglementaire. Il faut assurément veiller à ce que cet exercice ne bride point la réactivité



et l'agilité du législateur luxembourgeois pour répondre aux besoins de la place financière ni qu'il n'aboutisse à une formalité sans valeur ajoutée. Une projection des bénéfices et des coûts prévisibles d'un projet de texte faciliterait aussi l'appréciation de ses résultats effectifs après une période de mise à l'épreuve. Le caractère conjoncturel de nombreux textes commande de toute manière d'en vérifier régulièrement et de façon systématique la pertinence, la qualité et la performance. En se disciplinant d'effectuer une analyse bénéfices-coût *a posteriori*, le législateur et les autorités de régulation du secteur financier pourraient procéder aisément à un « nettoyage » des textes ou à leur ajustement aux nouvelles circonstances économiques.

L'association des acteurs concernés, de praticiens du droit et d'académiques à l'élaboration de nombreux projets de textes constitue l'une des forces du Luxembourg. Cette démarche ne gagnerait-elle pas à être systématisée et développée davantage ? Intégrant le Laboratoire de droit économique du Centre de recherche publique Gabriel Lippmann et la Luxembourg School of Finance, la faculté de droit, d'économie et de finance de l'Université du Luxembourg représente une ressource encore largement sous-exploitée. Ses chercheurs spécialisés en droit bancaire et financier pourraient contribuer utilement aux discussions menées au sein du Haut comité de la place financière. La création d'une « Law Commission » sur le modèle de celle existant au Royaume-Uni, mais dédiée aux besoins spécifiques du secteur financier, constituerait un autre outil extrêmement utile.

Une codification de l'ensemble des textes législatifs et réglementaires formant la matière de plus en plus vaste et complexe du droit bancaire et financier paraît enfin indiquée. Elle faciliterait d'abord grandement l'accès est donc la connaissance de ces textes et permettrait ainsi d'en faire une meilleure promotion à l'étranger. Elle aurait également l'avantage de rendre plus aisée la définition et l'usage d'une terminologie uniforme évitant ainsi certaines difficultés d'interprétation des textes actuels. Enfin, elle présenterait l'énorme bénéfice d'organiser la matière selon une structure complète et cohérente. La base de données de l'ancien « Observatoire juridique de la place financière », dont la mise à jour a malheureusement été arrêtée il y a peu années, fournissait un travail de préparation important en vue d'une telle codification. L'exercice paraît de ce fait toujours relativement aisé à faire.

## 2. Promouvoir la qualité de la jurisprudence

La sanction du droit représente pour les justiciables un élément tout aussi important que la simple existence des lois et des règlements. Les tribunaux jouent à cet égard un rôle crucial. L'importance de la jurisprudence dans la compétition entre ordres juridiques est une donnée qu'intègrent depuis longtemps des places juridiques comme Londres, New York ou celle du Delaware. Le rôle prédominant joué par ce dernier État comme siège de nombreuses sociétés commerciales américaines repose très largement sur le prestige de sa Chancery Court en droit des sociétés. Mais les systèmes juridiques de la « civil law » ignorent encore très largement cette dimension et le Luxembourg n'échappe pas à cette tendance.

Des recettes *a priori* relativement simples permettraient d'inverser cette position et de transformer la jurisprudence rendue en matière bancaire et financière comme un nouvel atout de la place. La création d'une chambre spécialisée au niveau du tribunal d'arrondissement du Luxembourg, voire de la cour d'appel donnerait une meilleure visibilité aux décisions rendues en ce domaine. Parallèlement au recrutement traditionnel des magistrats, ces chambres devraient pouvoir compter également sur des praticiens chevronnés et des académiques jouissant d'une haute réputation en droit bancaire et financier. L'action des chambres en question devrait être soumise à des critères de performance notamment en ce qui concerne leur célérité dans la prise des décisions. Une publication rapide sur Internet de l'intégralité des décisions et des rapports annuels attestant de l'activité de ces chambres spécialisées et de l'évolution de la jurisprudence assureraient l'indispensable transparence de leur travail.

Ce ne sont ici que quelques idées sommaires qui, je l'espère, permettront de lancer notre discussion.

TABLE RONDE DU 7 DÉCEMBRE 2013

**IV.**  
**LA VOCATION DU**  
**SYSTÈME BANCAIRE**



## LE RÔLE DES BANQUES

par Robert Urbé

**Plan de la contribution :**

1. Les banques dans le cycle économique
2. Typologie des banques
3. Le rôle des banques dans la crise
4. Quel rôle pour les banques ?
5. Une taxe sur les transactions financières ?



*La question posée quant au rôle des banques a recouvert un certain degré d'actualité la semaine précédant la table ronde, quand suite à une remarque du ministre des finances fédéral de l'Allemagne que les efforts de régulation devraient continuer puisque les banques seraient toujours très créatifs pour trouver des contournements, le président de la Deutsche Bank a reproché au ministre d'avoir tenu des propos populistes et irresponsables, ce que celui-ci a de nouveau contredit : Le banquier aurait tort et il se serait trompé de ton ! Ceci de la part d'un ministre CDU qui jusqu'ici n'a pas fait parler de lui en tant que grand réformateur !*

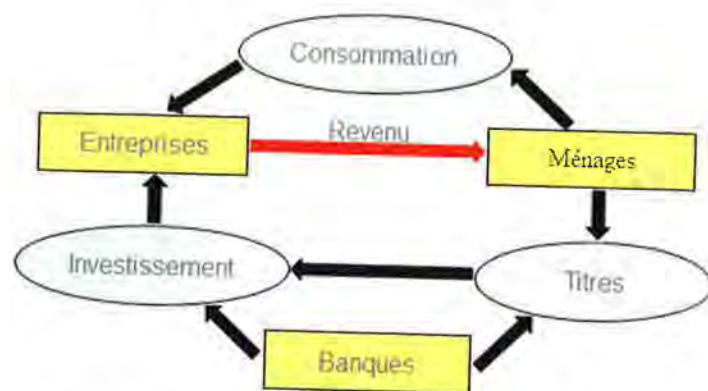
**1. Les banques dans le cycle économique**

Dans n'importe quel livre introductif pour étudiants en sciences économiques<sup>1</sup> l'on peut trouver un chapitre sur les cycles économiques, dans lesquels le système financier joue un rôle important. Quand les ménages reçoivent de la part des entreprises leurs revenus, et que les entreprises voient leurs produits être achetés par ces mêmes ménages, et quand les entreprises nécessitent d'autre part des afflux de capitaux pour leurs investissements, les ménages cherchant de l'autre côté des possibilités de placement pour la part de leurs revenus qu'ils veulent épargner au lieu de dépenser pour la consommation, alors le rôle des banques dans le cycle économique apparaît clairement être celui de canaliser tous ces flux de capitaux d'une manière à satisfaire les besoins de tous ces acteurs économiques en approvisionnement de capitaux. Rapprocher épargnants et emprunteurs contribue au bon fonctionnement des économies<sup>3</sup>.

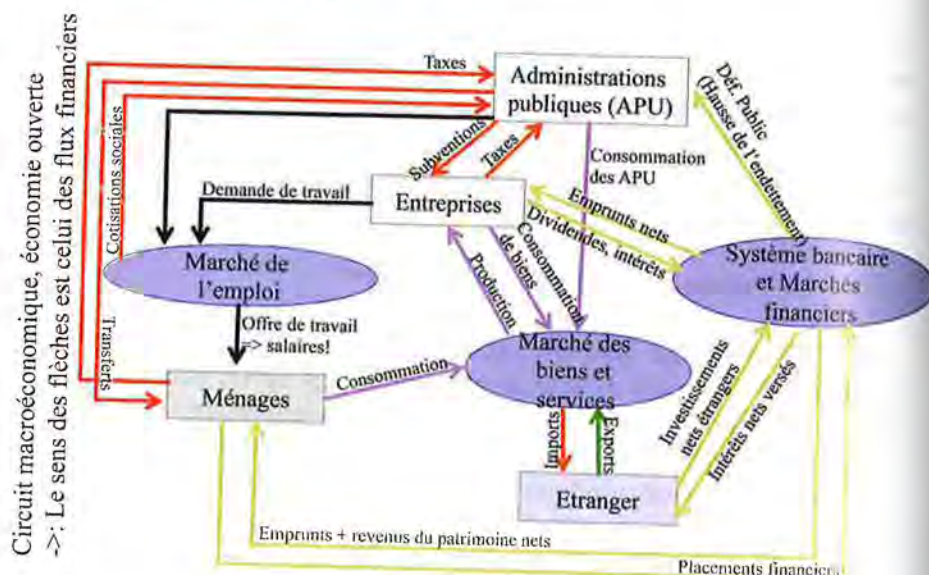
<sup>1</sup> Voir Spiegel-online (2013).

<sup>2</sup> Voir p.ex. de Wasseige (2005), Stiglitz&Walsch (2005), Woll (2011).

<sup>3</sup> Voir Gobat (2012).



Un tel cycle économique peut évidemment être présenté plus complet en y incluant aussi bien l'Etat comme acteur économique que les relations avec l'étranger.



Reste que le rôle du système des banques et des marchés financiers consiste à concilier les divers opérateurs quant à leurs besoins en argent respectivement quant à leurs désirs d'épargne et d'investissement. Les banques jouent donc un rôle important, nécessaire et utile.

Les activités bancaires sont des activités réservées à des établissements agréés et soumis à autorisation préalable. En raison de leur importance, les banques doivent être soumises à une réglementation très stricte au niveau national et international.

## 2. Typologie des banques

Banque n'est pas banque, il existe différents types de banque. Notons d'abord les **banques centrales**, créées au niveau d'un Etat (ou d'une confédération d'Etats comme la Banque Centrale européenne<sup>4</sup>), ces banques ont comme missions principales d'émettre de la monnaie et d'assurer la stabilité des prix. On les appelle aussi « prêteur en dernier ressort<sup>5</sup> », parce qu'elles ont la possibilité de prêter à l'infini en créant de la monnaie supplémentaire.

Les **banques de dépôt** (en anglais : commercial banks) sont celles qui reçoivent de leurs clients (particuliers, professionnels et entreprises) des dépôts et d'autre part leur accordent des prêts. Il faut en distinguer les **banques de détail** (en anglais : retail banks) qui en somme font les mêmes activités, mais s'adressent à une clientèle de masse, tandis que les **banques d'affaires** (en anglais : wholesale banks) s'adressent plutôt aux moyennes et grandes entreprises.

A côté de celles-ci existent des **banques d'investissement** (en anglais : investment banks) qui sont elles mêmes pour leur propre compte ou pour le compte d'autrui actives sur les marchés financiers.

Il existe aussi bon nombre de **banques spécialisées**, par exemple spécialistes du crédit à la consommation (voir p.ex. les banques filles créées par nombre de producteurs de voitures automobiles, destinées à offrir du crédit à l'achat de voitures), spécialistes du crédit immobilier ou de financement d'activités particulières (p.ex. commerce extérieur, commerce de pétrole, crédits pour l'agriculture,...) etc.

Mentionnons aussi les **banques parallèles** (en anglais : shadow banks), des institutions qui exercent des activités de type bancaire (financement, investissement, placement), sans être soumises aux mêmes réglementations que les banques ordinaires.

En Europe et dans les EEUU après 1999 prédominent les **banques universelles**, qui se livrent à toutes les sortes d'opérations bancaires telles que décrites ci-dessus. Tandis qu'en Europe la banque universelle a une longue tradition, aux Etats-Unis le Glass-Steagall Act<sup>6</sup> de 1933 avait introduit l'incompatibilité entre les métiers de banque de dépôt et banque d'investissement, donc l'interdiction de banques universelles. Cette interdiction fût levée en 1999 sous Clinton par le Gramm-Leach-Bliley Act, et la première conséquence en était la constitution par fusion de

<sup>4</sup> Voir [www.ecb.europa.eu](http://www.ecb.europa.eu).

<sup>5</sup> « Lender of last resort ».

<sup>6</sup> Voir Barth et al. (2000).



Citigroup<sup>7</sup>. Suite à la crise financière déclenchée en 2007, en 2010, la règle de Volcker, introduite par le Dodd-Frank Act, voulait rétablir la séparation entre banques d'investissement et les autres par l'interdiction du trading pour compte propre, mais elle n'allait pas jusqu'au retour du Glass-Steagall Act et rétablir la stricte séparation des différents métiers bancaires<sup>8</sup>. En Union Européenne une telle règle n'est pas prévue à l'instant, bien que des tentatives similaires apparaissent dans certains Etats membre. Ainsi la Commission Vickers au Royaume-Uni, le World pensions Council, le Centre des jeunes dirigeants d'entreprises<sup>9</sup>, la Financial Times<sup>10</sup> aussi bien que Sandy Weill<sup>11</sup>, ex-patron de Citigroup ont émis des avis favorables à une séparation des métiers bancaires en vue des conflits d'intérêts potentiels et des risques de contagion systémique en cas de crise. Des activités législatives ont été amorcées en Allemagne<sup>12</sup>, en Grande-Bretagne et en France<sup>13</sup>.

### 3. Le rôle des banques dans la crise

Depuis les années 70 du dernier siècle on a assisté à trois changements déterminants. D'une part, depuis la crise du pétrole et les nommés « pétrodollars », il y a eu toujours trop de liquidités sur le marché. « Trop » veut dire ici qu'il y a eu plus de dépôts que de demandes de prêt et d'investissement. Alors que le volume des transactions financières au début des années 1990 ne valait que 15 fois le PIB mondial, il vaut aujourd'hui plus que 80 fois le PIB mondial et la part des transactions purement spéculatives en a augmenté d'environ un tiers à plus que 90%<sup>14</sup>. Pour toutes ces sommes d'argent il fallait trouver des placements lucratifs. S'y ajoutait comme deuxième changement un changement des attitudes : la recherche de rendements toujours plus élevés. Tandis qu'avant un rendement aux alentours de 5% était réputé être un bon rendement (si la croissance des économies nationales était en moyenne de 4%, déjà un rendement de 5% était supérieur à la moyenne et supposait que d'autres avaient un rendement inférieur à 4%), la venue d'investisseurs nouveaux allait de pair avec des

<sup>7</sup> Ibidem.

<sup>8</sup> Voir Lewis (2010).

<sup>9</sup> Voir Firzli (2010).

<sup>10</sup> Voir Financial Times (2012).

<sup>11</sup> Voir Dugua (2012).

<sup>12</sup> Voir Le Monde (2013).

<sup>13</sup> Voir La Croix (2013).

<sup>14</sup> Voir p.ex. Schulmeister (2010a), p.125-126.

rendements recherchés de l'ordre de 20 à 25%<sup>15</sup>. Le troisième changement important était celui de la dérégulation et de la libération des marchés, conséquences du triomphe de l'idéologie néolibérale préconisée par Milton Friedman et les Chicago Boys et adoptée par les gouvernements de Margret Thatcher au Royaume-Uni et Ronald Reagan aux États-Unis<sup>16</sup>. Ces trois changements ensemble ont eu pour conséquence le développement de nouveaux produits, toujours plus lucratifs et plus sophistiqués, mais aussi plus opaques et plus risqués.

L'existence de ces produits sophistiqués, voire toxiques, ensemble avec l'expansion du crédit souvent sans garanties suffisantes (comme les « subprimes » aux États-Unis), les exigences des clients, l'existence des banques universelles avec le risque de contagion, le trading pour le propre compte, mais avec l'argent des dépositaires, continuait en se renforçant mutuellement jusqu'à l'éclatement de bulles. Par après une méfiance généralisée menait à un manque de liquidités et à une sous-capitalisation de sorte que des actions urgentes de sauvetage de certains gouvernements devenaient nécessaires. De même commençait par après moyennant des conférences internationales une phase de régulation plus forte, mais qui progressait avec une vitesse inappropriée de sorte qu'elle n'est pas encore terminée de nos jours<sup>17</sup>.

### 4. Quel rôle pour les banques ?

Au vu de ce qui précède il apparaît normal de préconiser que les banques devraient revenir à leur rôle primaire: permettre les échanges économiques par la gestion de dépôts et de crédits, par la transformation des délais et termes, des tailles des lots et la transformation des risques. Et ceci devrait normalement passer par une séparation des banques de dépôt et des banques d'investissement.

Ceci se traduirait par réserver aux banques de dépôt un rôle au service de l'économie et de ses composantes (entreprises, ménages, état, étranger) et en dictant pour toutes les banques des règles claires avec des interdictions précises.

<sup>15</sup> Voir Luft (2010).

<sup>16</sup> Voir Luft (2010).

<sup>17</sup> Voir e.a. Urbé (2010).

A cet effet le G20<sup>18</sup> aussi bien que l'Union Européenne ont mis sur orbite depuis 2008 un certain nombre de mesures et de mécanismes, tous voués à endiguer les risques imminents au système bancaire. En premier lieu il faut mentionner à cet effet « Bâle III », avec e.a. des règles plus strictes concernant la capitalisation des banques (le ratio capital propre / capital prêté). Ensuite viennent évidemment CRD IV (Capital requirements directive IV) et CRR (Capital requirements regulation), les instruments légaux pour traduire Bâle III au niveau de l'Union Européenne. L'ESFS (European system of financial supervision) a été créé après que les organes de surveillance ont démontré être inaptes. Il comprend l'EBA (European Banking Authority), l'EIOPA (European insurance and occupational pensions authority) et l'ESMA (European securities and markets authority). Avec les nouvelles tâches prévues pour la ECB (European Central Bank) ce mécanisme devra déboucher dans la EBU (European banking union) si discutée en ces temps à tous les niveaux des institutions Européennes. La première pierre de ce nouvel édifice a été posée le 15 Octobre 2013 par le Conseil Européen<sup>19</sup> en installant le mécanisme de surveillance unique (SRM, Single resolution mechanism) qui donne à la Banque centrale Européenne le droit de superviser les 130 banques les plus grandes dans la zone Euro. Ceci n'est qu'un petit extrait de l'arsenal de toutes les opérations en cours pour arriver à un système financier international comportant moins de risques<sup>20</sup>.

Pour les clients il serait rassurant de savoir que le nom « banque » ne soit pas synonyme de « casino »<sup>21</sup> !

Entre autre une taxe sur les transactions financières pourrait aussi endiguer la spéculation.

### 5. Une taxe sur les transactions financières ?

Sans se prononcer pour ou contre une telle taxe<sup>22</sup>, on peut analyser avec sérénité quelles conséquences elle aurait pour le Luxembourg.

<sup>18</sup> Le G20, Groupe des vingt, est un groupe composé de dix-neuf pays (industrialisés et émergents) et de l'Union européenne. Créé en 1999 pour favoriser la concertation internationale en vue ou après des crises financières, représentant les 85% du produit mondial brut et reconnaissant le poids économique atteint entretemps par certains pays émergents, il a vu le 15 novembre 2008, suite à la crise financière, pour la première fois de son histoire se rassembler les chefs d'état ou de gouvernement.

<sup>19</sup> Voir Conseil Européen (2013).

<sup>20</sup> Voir Liikanen (2012).

<sup>21</sup> Voir aussi Urbé (2010).

<sup>22</sup> Pour une rédaction plus approfondie de la thématique de ce chapitre voir Urbé (2011).

Notons d'abord qu'il existe un tas de préjugés et/ou d'idées fausses, comme :

- Les banques doivent payer pour la crise
- La TTF nuit à la croissance, et donc elle mène au chômage
- Les petits clients vont porter tout le fardeau
- La place financière perdra en compétitivité
- La TTF peut être contournée
- ...

Il faut se livrer aux évidences : les banques ne seront pas ceux qui paieront (si l'on voudrait faire participer les banques aux frais des opérations de l'après-crise, il faudrait le faire par d'autres moyens), mais ce seront effectivement les clients qui devront payer un surplus sur leurs opérations, bien entendu tous les clients et pas seulement les petits. Avec une taxe, comme préconisée par la Commission Européenne<sup>23</sup>, de 0,1% sur les produits non dérivés (actions et obligations) et de 0,01% sur les produits dérivés, ce surplus à payer est, en relation avec les sommes engagées, si minime que les transactions normales n'en seront pas affectées. La TTF ne nuirait donc ni à la croissance, ni à la compétitivité de la place financière et ne mènerait pas au chômage. Si oui ou non elle pourrait être contournée dépend du montage et des contrôles, qui dans le cas de la proposition de la Commission Européenne seraient suffisants.

Si donc tous ces préjugés s'avèrent comme être des non-lieux, est-ce que le Luxembourg devrait alors participer à l'introduction d'une TTF? Au cas où elle serait introduite par la plupart des centres financiers importants, il n'y a pas de doute. Comme à l'inverse des places de l'Europe continentale bon nombre de ces centres financiers disposent déjà d'une taxe comparable (comme la « stamp tax » au Royaume-Uni, mais aussi Hongkong, Dublin, Zurich, Singapour et Taïpeh<sup>24</sup>), une cohabitation avec une TTF au continent Européen pourrait avoir lieu, et à moyen terme ces taxes spécifiques pourraient être remplacées par une TTF commune.

Dans le cas du projet européen, porté par 11 pays, le Luxembourg aurait un intérêt, si elle correspond à la fin aux plans prévus (mais, apparemment il y a des problèmes juridiques pas faciles à résoudre). Comme la plupart des marchés conclus au Luxembourg concernent au moins une partie ayant son siège dans un des 11 pays (une banque - intermédiaire, un des clients,...), la TTF deviendrait applicable sur les transactions effectuées au Luxembourg, mais le résultat en reviendrait aux 11 pays participants et non au Luxembourg. Ce qui plus est, prendre part au

<sup>23</sup> Voir Commission Européenne (2011).

<sup>24</sup> Voir FMI (2010) et Schäfer (2012).



projet des 11 signifierait que le Luxembourg serait à table pour configurer cette taxe et aurait son mot à dire, tandis qu'au cas contraire il ne peut que subir la décision des autres.

Est-ce que donc une TTF serait une solution? D'une part elle endiguerait comme nous l'avons vu plus haut la spéculation, elle entraînerait surtout la cessation du trading à haute fréquence parce que des transactions avec un rendement infime peuvent être lucratives si elles se font sur un volume élevé, mais si la TTF est plus ou moins égale à la marge infime, elles ne sont plus rentables<sup>25</sup>. Par l'élimination de la spéculation et particulièrement du trading à haute fréquence, le système financier serait stabilisé. On peut donc conclure que oui, l'introduction d'une taxe sur les transactions financières serait une solution, mais: ce serait **une** solution, et jamais **la** solution!

Il faudrait ajouter d'autres mesures plus contraignantes. Une TTF serait un moyen d'influencer les marchés en jouant sur les comportements des acteurs. Doit-on chercher toujours et/ou seulement des éléments de marché pour promouvoir un comportement souhaité? Ou faut-il simplement interdire ce qui a des conséquences néfastes? Dans ce cas évidemment: des contrôles sont nécessaires!

Y a-t-il des parallèles avec p.ex. la réglementation de la circulation? En arrivant ici au lieu de notre table ronde en voiture, chacun a dû passer à l'entrée une sorte de « sleeping policemen » dans l'accès de la propriété, ceci pour baisser la vitesse des voitures entrantes. On peut prévoir un dispositif assez élevé, on peut aussi prévoir des clôtures pour éviter que quelqu'un passe à côté, etc. Tout ceci pour contraindre les automobilistes à réduire leur vitesse. Mais est-ce que le moyen le plus efficace ne serait pas l'interdiction de circuler à vitesse élevée par une signalisation adéquate, assortie d'une caméra surveillante et d'une amende pour les auteurs d'une infraction? Dans ce cas le montant de l'amende sera sans doute déterminant.

<sup>25</sup> Voir Schäfer (2012).

## Bibliographie

COMMISSION EUROPÉENNE (2011): Proposition de directive du Conseil établissant un système commun de taxe sur les transactions financières et modifiant la directive 2008/7/CE, 28.9.2011, COM(2011) 594 final, Bruxelles.

CONSEIL EUROPÉEN (2013) : Le Conseil approuve le mécanisme de surveillance unique des banques, 14044/13, (OR. en), PRESSE 389, Luxembourg.

DE WASSEIGE, YVES (2005) : Comprendre l'économie politique, Bruxelles.

DUGUA, PIERRE-YVES (2012) : L'ex-patron de Citigroup veut casser les grandes banques, dans Le Figaro, 26 juillet 2012, Paris.

FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL (2010): A fair and substantial contribution by the financial sector, Final report for the G-20, Washington.

FINANCIAL TIMES (2012) : Restoring trust after Diamond, dans Financial Times, 3 juillet 2012, Londres.

FIRZLI, M. NICOLAS J. (2010) : Les leçons du Glass-Steagall Act, dans *Revue Analyse Financière* N° 34, Janv-Fev-Mar 2010, Paris.

GOBAT, JEANNE (2012) : Le rôle des banques, dans *Finances & Développement*, édition de Mars 2012, FMI, Washington.

LA CROIX (2013) : L'assemblée nationale durcit légèrement la réforme bancaire, dans La Croix, 20 février 2013, Montrouge.

LE MONDE (2013) : L'Allemagne adopte le principe de séparation des activités bancaires, dans Le Monde, 6 février 2013, Paris.

LEWIS, TOBY (2010) : New Glass-Steagall Act Will Shake Private Equity, *Financial News* 22, janvier 2010, London.

LIIKANEN, ERKKI (2012) : Report of the High-level Expert Group on reforming the structure of the EU banking sector, Chaired by Erkki Liikanen, Brussels.

LUFT, CHRISTA (2010) : Verselbständigung der Finanz- gegenüber der Realwirtschaft – Überakkumulation als Krisenquelle, Sitzungsberichte der Leibniz-Sozietät der Wissenschaften zu Berlin, Nr. 107/2010, S.37-54, Berlin.

SCHÄFER, DOROTHEA (2012): Finanztransaktionssteuer: kurzfristigen Handel verteuern, Finanzmärkte stabilisieren, dans: DIW Wochenbericht 8/2012, Berlin.

SCHULMEISTER, STEPHAN (2010) : Asset price Fluctuations, financial crisis and the stabilizing effects of a general transaction tax, dans : The quest for Stability : the view of financial institutions, édité par Morten Balling, Jan Marc Berk and Marc-Olivier Strauss-Kahn, Vienne.

SPIEGEL-ONLINE (2013): "Im Ton vergriffen": Schäuble attackiert Deutsche-Bank-Chef Fetschen, <http://www.spiegel.de/wirtschaft/soziales/streit-zwischen-wolfgang-schaeuble-und-juergen-fetschen-a-937475.html>, Berlin.

STIGLITZ, JOSEPH E. & WALSCH, CARL E. (2005): Economics, New York.

URBÉ, ROBERT (2011): Pour une taxation juste et contre la spéculation: Pour une taxe sur les transactions financiers, papier non publié, Luxembourg.

URBÉ, ROBERT (2010) : La place financière et la crise économique in: SCHRONEN, DANIELLE & URBÉ, ROBERT (2010, dir.) : Sozialalmanach 2010. Schwerpunkt: Aus der Krise in die Armut?, Caritas Luxembourg.

WOLL, ARTUR (2011) : Volkswirtschaftslehre, Munich.

**QUELQUES RÉFLEXIONS SUR LES DÉFIS ET OPPORTUNITÉS  
QUE REPRÉSENTE POUR LA PLACE FINANCIÈRE  
LE COMPLEXE (AUX CONTOURS IMPRÉCIS) DE LA FINANCE  
DITE ÉTHIQUE ET OÙ SE MÊLENT MICRO FINANCE,  
ISR (INVESTISSEMENT SOCIALEMENT RESPONSABLE),  
PHILANTHROPIE, IMPACT FINANCE ETC.**

par  
Marc Elvinger

Le Luxembourg s'est incontestablement forgé une réputation comme place importante pour la micro finance par la conjonction de divers facteurs/éléments qui ont interagi de façon synergétique sans qu'il soit aisé de situer les causes premières :



- Politique d'aide au développement parmi des plus exemplaires avec la micro finance comme un des secteurs de priorité sans doute avec le double objectif de bénéficier des compétences techniques se retrouvant au Luxembourg en raison de la place financière et de montrer que la place financière pouvait faire un apport à la micro finance (plutôt que de ne brasser seulement de l'argent sans égard à « l'utilité » des activités sous-jacentes)
- Présence de longue date au Luxembourg d'acteurs qualifiés du secteur « not for profit » de la micro finance (ADA, puis d'autres : Plateforme européenne de la microfinance.)
- Expertise du Luxembourg en matière de fonds d'investissements : dès lors que des fonds de micro finance allaient émerger il était « naturel » qu'ils allaient trouver le chemin du Luxembourg,
- Volonté du secteur financier de se profiler dans ce secteur – et donc disposition à donner de l'attention à un secteur pas très rémunérateur en raison de la taille limitée des fonds et du fait qu'il ne s'agit souvent pas de produits « Wald und Wiesen » pour lesquels il fallait dès lors développer de nouvelles compétences – pour des motifs réputationnels (dans un environnement où la place n'avait pas naturellement bonne réputation sous l'angle « éthique » (secret bancaire ; évasion fiscale blanchiment...))
- Expansion du secteur comme tel...



Il n'en reste pas moins que le secteur, et en particulier celui des fonds de micro finance (puisque c'est celui qui représente une activité pour la place), reste un secteur de niche en termes de volume sans que la faiblesse du volume soit contrebalancée par une rentabilité financière particulière (au contraire).

Par ailleurs, là où le bénéfice de réputation pouvait être un *driving factor*, on a découvert que les risques de réputation n'étaient pas non plus inexistant. Et ses risques de réputation pourraient bien aller croissant avec l'expansion en volume du secteur puisque cette expansion ne pourra, le cas échéant, se faire qu'au prix d'une certaine dose de *mission drift*, les activités de micro finance se rapprochant de plus en plus des activités financières *mainstream* avec une moindre attention portée à la performance sociale (« l'inclusion financière » étant considérée comme une plus-value comme telle).

Et on ne saurait exclure qu'une place « de plus en plus propre » sous l'angle de ce qui faisait son problème réputationnel (secret bancaire, évasion fiscale) éprouve moins le besoin de se « refaire une réputation » en brillant sur le monde de la micro finance et doive plus encore, avec la disparition de certains « avantages comparatifs », se préoccuper de gagner de l'argent et donc de se concentrer sur des produits qui offrent de réelles perspectives de profit, soit de par le volume des activités potentielles, soit en raison d'une rentabilité au-delà de la moyenne.

Faut-il en conclure que dans le *global picture* de la place et de son évolution, la micro finance en particulier ne constitue qu'un épiphénomène, stimulant certes mais limité dans sa portée réelle ?

Ce n'est pas sûr du tout en se situant dans une perspective dynamique et globale et en considérant la micro finance comme une des composantes seulement – importante certes – d'un ensemble plus vaste formant un secteur de « finance éthique » dont désormais plus aucune place financière d'une certaine importance ne peut rester absente. J'en vois une manifestation tangible dans le fait que de plus en plus systématiquement l'Alfi inclut une session « Responsible Investing » dans ses *road shows* à l'étranger. Indépendamment de la question de savoir si chacune des composantes du secteur d'ensemble est, par elle-même, financièrement « rentable » pour ceux qui la pratiquent, c'est en quelque sorte une question de « full

service » qu'il faut être en mesure d'offrir sur la place. Par ailleurs les différentes composantes sont de nature à interagir de façon synergétique.

Mentionnons, comme autres composantes :

La philanthropie : Pour beaucoup d'établissements bancaires actives dans le private banking, il est désormais pratiquement un *must*, sinon objectivement indispensable, de pouvoir offrir à leur clientèle des conseils et des services en matière philanthropique. Et avec le conseil va presque nécessairement la possibilité de mettre en place « qch » au Luxembourg, d'où le besoin de promouvoir l'infrastructure pour les fondations, qu'il s'agisse des fondations *stand alone* ou de fondations abritées moyennant la création de fondations abritantes telles que la Fondation de Luxembourg.

Emergence de l'*impact investing*, dont la micro finance peut être considérée comme une des composantes, et qui se caractérise par la recherche délibérée (voire prioritaire) d'un impact social (au sens large) positif plutôt que d'un rendement financier seulement. Le développement de ce secteur est à mettre en rapport, notamment, avec les contraintes budgétaires auxquels se voient confrontés les Etats et par conséquent le besoin de certains acteurs de l'économie dite sociale ayant traditionnellement fonctionné principalement sur base de subventions publiques (et le cas échéant de donations privées) d'obtenir accès à des ressources financières privées, y compris autres que des dons purs et simples. En constitue une manifestation le Règlement communautaire (entré en vigueur le 22 juillet 2013, c.à.d en même temps que la réglementation AIMFD) sur les Fonds européens d'Entrepreneuriat social (EuSEF). Besoin, dans ce secteur aussi de développer l'infrastructure nécessaire pour abriter ses activités avec la perspective d'attirer des investisseurs (philanthropiques et autres) étrangers. D'où, entre autres, l'initiative de la création d'un véhicule spécifique, la Société d'Impact Sociétal qui comblera un vide législatif dont souffrent actuellement les acteurs de l'économie sociale, au Luxembourg et à l'étranger.

Enfin – et peut-être surtout, en termes de volume – développement du secteur ISR/SRI au sens large du terme, notamment dans le secteur des fonds d'investissement : déjà actuellement certains acteurs majeurs du secteur financier (ex Dexia) clament qu'une majeure partie de leurs fonds

sont ISR, étant souligné que le concept et les limites sont excessivement vagues (et de toute façon non réglementés et très minoritairement labellisés). Les limites par rapport au « risk management » de deuxième génération sont ténues et pas mal de professionnels du secteur clament expressément que ce qu'on présente comme des critères d'ISR ne sont rien d'autre que des facteurs de risk management que tout gestionnaire financièrement responsable devrait intégrer dans sa gestion. Qu'on accepte de considérer cela comme faisant partie de la finance éthique ou non, il est clair qu'aucune place tournée vers l'avenir n'est en mesure de s'en désintéresser et de se mettre en mesure de satisfaire les besoins de services en résultant.

- Ajouter qch sur la finance islamique, même si l'équation finance islamique = finance éthique relève plus d'une pétition de principe que d'une pratique généralement vérifiable

Comme c'est souvent le cas, le simple fait d'avoir une longueur d'avance peut être décisif dans un environnement de plus en plus compétitif. Tout comme le fait d'avoir une masse critique et variée d'activités.

L'ambition et les efforts de la place de/pour se positionner sur tous les volets de la nébuleuse de la finance éthique sont de nature à faire en sorte qu'elle remplisse ces conditions.

## TABLE RONDE DU 7 DÉCEMBRE 2013

### V. ALLOCUTION PAR LUC FRIEDEN



**ALLOCUTION PAR LUC FRIEDEN**  
présentant ses vues sur les défis et les perspectives  
de la place financière, à la lumière de son expérience en tant que  
Ministre des Finances au cours de la législature écoulée

Je suis heureux de pouvoir faire ma première intervention depuis que j'ai quitté le Gouvernement il y a trois jours, devant l'Institut grand-ducal, dont je suis membre depuis de nombreuses années. Libéré des contraintes gouvernementales, je voudrais vous livrer certaines réflexions sur la place financière qui résultent de mon travail comme ministre du Trésor, puis des Finances au cours de la période 1999 à 2013.



Je voudrais dans ces brèves remarques énoncer un principe, faire un constat sur les changements ayant affecté récemment cette place et émettre quelques recommandations pour l'avenir.

Pour tout Gouvernement luxembourgeois, la place financière doit être une **priorité nécessaire** de son action politique en raison de son importance économique : La place financière représente aujourd'hui 35% du PIB (cette proportion a augmenté au cours des dernières années), près de 20% de l'emploi du pays, 30% des recettes fiscales et est le moteur de l'économie toute entière ; en effet de nombreux autres secteurs (commerce, artisanat, horesca) en dépendent.

Il n'est toutefois pas suffisant d'affirmer ce principe. Ce qui importe, c'est de faire en sorte qu'il y ait une cohérence des politiques pour respecter cette priorité et atteindre l'objectif politique. Ainsi, l'introduction d'une taxe sur les transactions financières ou l'augmentation de la taxe d'abonnement sur les fonds d'investissement, mesures proposées par certains au cours de la législature qui vient de se terminer, auraient été contraires au développement de la place et donc à l'objectif politique fixé.

En jetant un regard en arrière, et en particulier sur les cinq à dix dernières années, je constate que plusieurs phénomènes ont eu un effet considérable sur notre pays et sa place financière : l'**interdépendance** des

Etats, la perte de **confiance** dans le monde de la finance, l'**Europe** et la **concurrence** accrue due à la crise économique.

La globalisation et l'interdépendance ont été particulièrement fortes ces dernières années, comme en témoigne la crise des crédits immobiliers aux Etats-Unis qui a nécessité une intervention des autorités monétaires européennes ou encore la faillite de Lehman Brothers qui a déclenché une crise bancaire européenne. La crise dans la zone euro a également montré l'interdépendance des Etats, alors que les problèmes de certains pays du sud de l'Europe ont eu un effet considérable -économique, financier et surtout psychologique- sur les autres Etats de la zone euro et de leur monnaie commune.

Cette crise bancaire a, à son tour, rapidement détruit un facteur clé du développement du monde de la finance : la confiance. Pour la première fois depuis plus de cinquante ans, les gens se posaient à nouveau des questions sur la sécurité de leurs dépôts bancaires et de leurs investissements. Dans un souci de rétablir la confiance, plusieurs phénomènes positifs peuvent être constatés au cours des dernières années : une réflexion bienvenue sur l'éthique bancaire, une nouvelle appréciation du risque tant par les établissements financiers que par leurs clients et une évolution de la recherche du profit à court terme vers l'investissement durable. La réglementation et surtout l'autorégulation ont également pris de l'importance pour rétablir la confiance dans le secteur financier.

La construction européenne a eu des effets considérables sur l'évolution de la place au cours des dernières années, évolutions à effets souvent contradictoires pour le Luxembourg : Ainsi, si le marché unique et le passeport européen pour les produits et services financiers restent des éléments-clé du succès de la place, on constate également une tendance vers une nouvelle fragmentation du marché européen, une harmonisation accrue des règles en matière financière, un transfert de compétences vers le niveau européen en matière de surveillance bancaire, et, enfin, une concurrence économique accrue qui fait en sorte que de nombreux Etats, dans les négociations européennes, défendent avant tout leur intérêt économique national. Et le Luxembourg est moins au cœur de l'Europe à 28 qu'il ne le fut dans une Europe à 6 ou à 15.

La construction difficile de l'Union bancaire est une bonne illustration de ces tendances : De nombreuses compétences en matière de supervision

bancaire seront désormais exercées par la Banque centrale européenne et les opinions divergent sur la question de la résolution bancaire : qui décide selon quelles modalités de la résolution d'une banque, y compris de ses filiales à l'étranger, et qui paie en cas de résolution (fonds européen ou national). Seule une vraie logique européenne au niveau des mécanismes de décision et de financement peut amener une stabilité et une sécurité au système financier européen.

Enfin, on constate que la situation économique et financière de nombreux Etats, de même que la globalisation, accentuent l'esprit de concurrence et les succès de la place financière de Luxembourg sont vus d'un mauvais œil par certains.

Il est évident que face aux changements substantiels constatés au cours des dernières années, notre pays et sa place financière doivent continuer à évoluer. Je voudrais, à la lumière de mon expérience de ministre du Trésor, puis des Finances, émettre dix réflexions et recommandations pour l'avenir, tout en remarquant que cette liste est loin d'être exhaustive.

Premièrement, la capacité d'innover sera essentielle si le Luxembourg veut rester un centre financier important. **Innovation** en termes de produits, d'activités, de marchés géographiques, de fiscalité. Le positionnement du Luxembourg comme centre international pour la devise chinoise dans la zone euro ou l'émission par le Luxembourg d'un emprunt obligataire souverain conforme aux principes de la finance islamique ou encore le projet sur la fondation privée patrimoniale sont autant d'exemples de cet esprit d'innovation nécessaire. Le secteur privé doit aussi constamment innover en termes de produits et services.

Deuxièmement, pour réussir, il faut développer des **compétences sophistiquées** dans les services financiers. Les clients sont devenus plus exigeants et plus peureux à la suite de la crise. Par ailleurs, la clientèle, plus internationale et plus riche, demande aussi d'autres services. Il s'agit donc de recruter des gens bien qualifiés pour répondre à ces besoins et de former les autres pour qu'ils soient à la hauteur des nouveaux défis de la place.

Troisièmement, les établissements financiers doivent veiller à rester compétitifs dans une économie mondialisée et à forte concurrence. Le **facteur coût** et le **rapport qualité-prix** jouent un rôle important pour le positionnement du Luxembourg.



Quatrièmement, le Luxembourg doit se distinguer des autres places financières par son caractère résolument **ouvert et international**. Ainsi, il convient de continuer à développer le réseau des conventions de non-double imposition en ayant une vraie stratégie de diplomatie économique. Il importe aussi de renforcer notre promotion de la place dans le monde. Le Luxembourg est mal ou peu connu dans de nombreux endroits du monde. Sans négliger les marchés traditionnels, il sera nécessaire, sur le moyen et long terme, de renforcer notre présence par des missions de promotion, voire des bureaux permanents, en Amérique latine, en Asie, en Afrique et au Moyen-Orient.

Cinquièmement, **stabilité et prévisibilité** sont des facteurs importants pour maintenir la confiance des investisseurs. Cela vaut tant pour les décisions politiques qu'administratives, ainsi que pour l'environnement économique et social.

Sixièmement, la **rapidité des décisions administratives** est un facteur clé en termes de compétitivité. La question se pose dans ce contexte s'il n'y a pas lieu d'introduire des délais fixes dans la loi endéans lesquels certaines décisions doivent être prises pour mieux permettre aux acteurs économiques de planifier leurs projets.

Septièmement, il importe que le Luxembourg jouisse d'une excellente réputation. L'adoption de **standards internationaux** en matière de lutte contre le financement du terrorisme, le blanchiment d'argent et la fraude fiscale est de ce fait absolument nécessaire. Notre démarche de transition vers le nouveau standard international de l'échange automatique d'informations entre les administrations fiscales doit être vue dans ce contexte ; en effet de nombreuses maisons-mère de banques et certains clients hésitaient à développer leurs activités au Luxembourg en raison de la réputation du Luxembourg (image de 'paradis fiscal' malgré l'introduction d'une retenue à la source ; liste grise du G-20 et *peer review* du Global Forum).

Huitièmement, l'Etat doit se doter des **moyens humains** nécessaires, en nombre et en qualité, s'il veut réussir à garder un centre économique et financier plus compétitif que les autres. Si la coopération entre le secteur public et privé est utile, comme à travers le Haut Comité de la Place Financière, il n'en reste pas moins que l'Etat doit disposer des meilleures personnes pour négocier les textes européens et internationaux, ainsi que pour préparer et appliquer les législations nationales. A cet égard,

il serait essentiel d'envisager l'abolition des obstacles à un transfert de salariés du secteur privé au secteur public. De même, une rémunération plus individualisée liée à la performance, respectivement au salaire touché préalablement dans le secteur privé ou public me semble essentielle si l'Etat veut réussir à atteindre l'objectif fixé. Dans cet ordre d'idées se pose également la question de la qualification en matière économique et financière pour, ainsi que de la rémunération de certaines fonctions politiques.

Neuvièmement, je voudrais souligner l'importance du **courage politique** nécessaire de ceux qui doivent prendre des décisions. Pour développer la place financière, il faut parfois prendre des décisions et défendre des points de vue contraires à l'opinion majoritaire, fortement influencée par certains médias ou par des comportements excessifs ou abusifs d'une minorité de banquiers. Le refus de ma part d'introduire ou d'augmenter certains impôts avait pour objectif de veiller à ce que rien ne soit entrepris qui puisse nuire au développement du centre financier.

Finalement, il importe de réfléchir sur la bonne **gouvernance** de la place et, plus largement, du pays. Le modèle démocratique doit être repensé et amélioré pour faire face aux défis économiques qui se posent. Les mécanismes démocratiques classiques et la tripartite n'ont pas abouti aux résultats nécessaires pour relancer la machine économique et rétablir l'équilibre des finances publiques. Une réflexion approfondie sur la gouvernance, en étudiant notamment d'autres modèles de *consensus building and decision-making*, en ce compris les exemples d'Etats comme la Suisse et Singapour, me semble utile pour notre pays.

En développant ces recommandations, ainsi que bien d'autres idées, le Luxembourg et son centre financier ont un avenir comme **centre d'excellence pour des solutions cross-border**, que ce soit pour les fonds d'investissement, les sociétés internationales ou la gestion de patrimoine.

TABLE RONDE DU 7 DÉCEMBRE 2013

o

**VI.**  
**ÉTAT DES LIEUX DES DIFFÉRENTS**  
**SECTEURS DE LA PLACE FINANCIÈRE**



**ETAT DES LIEUX DES DIFFÉRENTS SECTEURS  
DE LA PLACE FINANCIÈRE  
LES BANQUES DEVANT L'ÉCHANGE AUTOMATIQUE  
DE RENSEIGNEMENT**

par  
**Fernand Grulms**

**Le passage à l'échange automatique et  
son impact probable**

Dès juin l'année 2000, l'échange automatique de renseignements fut annoncé lors du sommet du Conseil européen de Santa Maria Da Feira. Très concrètement cet accord prévoit qu'un agent payeur (la plupart du temps, une banque) résident dans un Etat-membre de l'Union Européenne et effectuant un paiement d'intérêts au profit d'un bénéficiaire résident dans une autre Etat membre, devra fournir aux autorités fiscales de cet autre Etat membre le montant des intérêts payés, l'identité et la résidence dudit bénéficiaire.



Un régime dérogatoire fut accordé, à leur demande, au Luxembourg, à l'Autriche et à la Belgique pendant une période transitoire pour opérer une retenue à la source sur les paiements d'intérêts en lieu et place de l'échange de renseignement. Les taux de cette retenue à la source ont été fixés à des taux progressifs de 15, 20 puis 35 %. La Belgique a renoncé à son régime dérogatoire de retenue et est passé au système d'échange de renseignement automatique au 1er janvier 2010.

En mars 2009, le Luxembourg s'était déclaré d'accord à accepter l'échange de renseignement *sur demande* tel qu'il est prévu par la convention modèle de l'OCDE en son article 26.5. Le secret bancaire ne peut pas être opposé aux stipulations de l'article 26.5 de la convention modèle. Depuis cette date, le Grand-Duché a revu ses traités de non double imposition pour y inclure cette clause d'échange de renseignement. Contrairement au dispositif européen, l'OCDE prévoit – du moins à l'heure actuelle –

un échange de renseignement, non pas automatique, mais sur demande uniquement et en cas de soupçon de fraude fiscale. En décembre 2013, 36 traités de non double imposition luxembourgeois avaient été revus pour y inclure la clause en question.

Le 7 avril 2013, le ministre des Finances Luc Frieden, s'exprime dans un entretien au journal allemand *Frankfurter Allgemeine Zeitung* en ces termes: «La tendance internationale va vers un échange automatique d'informations bancaires. Nous n'y sommes plus strictement opposés. Nous voulons une coopération renforcée avec les autorités fiscales étrangères». Trois jours plus tard, le Premier ministre, Jean-Claude Juncker, dans son discours sur l'état de la nation à la Chambre des Députés annonça que le Luxembourg allait passer à l'échange automatique de renseignement avec effet au 1er janvier 2015.

Depuis lors, de nombreux observateurs se posent la question de savoir quel sera l'impact de cette mesure sur l'activité de banque privée à Luxembourg. Nous essayerons d'y apporter des éléments de réponse avec cette contribution.

Pour mesurer l'impact, on peut tout d'abord se référer à quelques chiffres publiés par l'Association des Banques et Banquiers, Luxembourg (ABBL).

Au niveau de l'importance économique, le secteur de la banque privée représentait en fin 2010 (source Luxembourg for Finance, rapport Deloitte sur l'importance de la place financière)

- 10'000 emplois directs et indirects (dont 1'500 conseillers clients),
- 2,8 milliards en termes de valeur ajoutée annuelle
- 500 millions en termes d'impôts annuels

Les actifs sous gestion représentaient 300 milliards d'EUR à cette même date. En fin d'année 2012, les actifs sous gestion avaient été estimés au même montant de 300 milliards d'EUR.

Au niveau de la ventilation géographique de la clientèle, on peut retenir les données suivantes :

Tableau 1 : Ventilation géographique de la clientèle en termes d'actifs sous gestion et en %

Luxembourg	19
Belgique	10
France	6
Allemagne	7
Autres pays européens	19
Europe de l'est (hors UE)	2
Asie	2
Amérique latine	4
Moyen Orient	1
Afrique	1
Etats-Unis	2
Autres pays hors Europe	13
Non définis	14
Total	100

Source ABBL

Il reste à préciser que ces chiffres se réfèrent à des comptes détenus par des personnes physiques en direct et en nom personnel. Ils ne tiennent pas compte des patrimoines qui sont organisés sous forme sociétale. Ces derniers représentent environ la moitié des avoirs détenus par des clients dans les banques luxembourgeoises.

D'autres chiffres intéressants concernent les statistiques par rapport à la taille des clients :



Tableau 2 : 'Wealth bands' en fonction des montants investis et par rapport aux nombres de clients

< 250'000 EUR	48 %
250'000 – 500'000 EUR	24 %
500'000 – 1'000'000 EUR	14 %
1'000'000 – 5'000'000 EUR	7 %
5'000'000 – 10'000'000 EUR	19 %
10'000'000 – 20'000'000 EUR	2 %
> 20'000'000 EUR	2 %
Total	100 %

Source ABBL

72 % du nombre des clients disposent d'avoirs inférieurs à 500'000.  
86 % du nombre des clients disposent d'avoirs inférieurs à 1'000'000 d'EUR.

On doit mettre ces chiffres en relation avec les parts relatives des clients en termes d'actifs sous gestion :

Tableau 3 : 'Wealth bands' en fonction des montants investis et par rapport aux actifs investis

< 250'000 EUR	7 %
250'000 – 500'000 EUR	7 %
500'000 – 1'000'000 EUR	8 %
1'000'000 – 5'000'000 EUR	19 %
5'000'000 – 10'000'000 EUR	8 %
10'000'000 – 20'000'000 EUR	8 %
> 20'000'000 EUR	43 %
Total	100 %

Source ABBL

S'il est un fait que 72 % des clients disposent d'avoirs inférieurs à 500'000 EUR, ces mêmes clients ne représentent pourtant que 14 % des

actifs sous gestion des clients. Il est sans doute réaliste de prendre comme hypothèse que ce seront avant tout les clients de taille modeste qui vont se détourner des banques luxembourgeoises. Il est donc indéniable que les banques luxembourgeoises vont perdre un grand nombre de clients. Ils vont en revanche perdre beaucoup moins d'actifs sous gestion. Dans des études que Mc Kinsey et PWC ont faites à peu près au même moment et de façon tout à fait indépendante, les deux cabinets ont conclu qu'en termes d'actifs sous gestion, le Luxembourg pourrait perdre 11 %, ce qui représente 33 milliards. Le STATEC<sup>1</sup>, quant à lui, est moins pessimiste et part d'une réduction des actifs entre 5 à 15 milliards. Ces deux chiffres ne tiennent pas compte de rentrées de fonds additionnelles. En fait certaines banques rapportent que des clients disposant d'avoirs importants au-delà de 10 millions d'EUR trouveraient un attrait au Luxembourg dorénavant et précisément à cause du passage à l'échange automatique de renseignement. A l'avenir, avoir un dépôt au Luxembourg n'aura plus rien de sulfureux. Nous pensons qu'il n'est donc pas illusoire de partir d'un scénario dans lequel les actifs sous gestion en fin d'année 2013 seront sensiblement au même niveau qu'en fin 2012 mais ces avoirs pourraient être détenus par moins de la moitié des clients en termes de nombre de clients.

Rappelons encore à cet endroit que l'introduction de l'échange de renseignement automatique sur les revenus d'intérêts pour des clients provenant d'Etats membres de l'UE n'est pas synonyme d'abandon du secret bancaire. La confidentialité des données du client restera une pierre angulaire des activités de banque privée à Luxembourg avec une protection par le code pénal.

Même si les actifs sous gestion pourraient rester relativement stables, plusieurs défis doivent être gérés:

- Les marges brutes perçues par les banques sur les avoirs des clients 'mass-affluent' en partance peuvent facilement se situer aux alentours de 100 points de base ou plus. En supposant que les banques perdent effectivement 11 % des avoirs sous gestion et dans l'hypothèse que ces clients soient remplacés par de nouveaux clients pour lesquels les marges seraient encore d'un tiers par rapport aux clients qui ont quitté (soit 33 points de base), il manquerait 218 millions de revenus aux banques (66 points de base sur 33 milliards). Cette envergure n'est pas dramatique alors que le produit bancaire, (la somme de tous les revenus des banques) se situe dans un ordre de grandeur de 9,7 milliards (en

<sup>1</sup> Note de Conjoncture 2/2013, page 8

2012). En revanche, de nombreuses banques n'échapperont pourtant pas à mener des réflexions sur leurs modèles d'affaires.

- Le STATEC (voir supra) part d'un impact possible pour les finances publiques de l'ordre de 0,2 – 0,3 % du PIB. Ceci reviendrait à un montant de l'ordre de 80 – 120 millions d'EUR. L'impact sur l'emploi devrait rester inférieur à un chiffre de 2'000. Globalement, la réduction des effectifs en banque privée pourra partiellement être compensée par des activités en croissance sur d'autres segments de l'activité financière.
- L'échange automatique de renseignement n'est pas le seul défi auquel sont confrontés les banques luxembourgeoises (et européennes d'ailleurs). D'autres modèles de reporting devront être mis en place. Nous pensons notamment au FATCA américain et, le cas échéant, aussi son équivalent européen qui fait l'objet de discussions actuellement. Il y aura CRD 4, l'équivalent européen de Bâle 3, qui mettra en œuvre des règles plus exigeantes en matière de fonds propres, introduira un ratio de levier de même que des ratios de liquidité à court et à long terme. MIFID 2 avance aussi à grande vitesse, requérant une plus grande transparence au niveau des transactions avec les clients. Il vient s'y ajouter que la moitié des banques luxembourgeoises seront soumises au contrôle de la Banque Centrale Européenne et non plus au contrôle de la CSSF.
- La conquête d'une nouvelle clientèle, davantage haut de gamme et venant le cas échéant aussi de contrées plus lointaines entraînera forcément des coûts d'acquisition de la clientèle plus élevés. Elle exigera aussi ou bien la mise à niveau des conseillers clientèle existants ou alors le recrutement d'un nouveau type de conseillers qui ont un profil davantage à cheval entre banquier privé et banquier d'affaires. Si le client type de demain est l'entrepreneur international, la qualification du personnel doit suivre cette évolution.

Une étude de Mc Kinsey, non encore publiée au moment où nous rédigeons ces lignes estime que le seuil critique de 'survie' pour une banque privée se chiffrerait dans un ordre de grandeur de 5 milliards d'EUR. Une minorité de banques privées luxembourgeoises atteignent ce seuil. Le chiffre cité est certes à mettre en relation avec le 'business model' de la banque et il doit être relativisé par rapport à des synergies possibles avec d'autres lignes de métier. De même, tous les opérateurs n'auront pas

des contraintes identiques en termes de RoE (Return on equity), certains actionnaires étant plus gourmands que d'autres. Mais c'est une réalité qu'une taille minimum d'actifs sous gestion sera nécessaire pour affronter les défis qui se posent. On peut aussi anticiper que certains acteurs seront amenés à remettre en question le statut juridique de leur entité. Alors que le statut bancaire exige des fonds propres conséquents et des règles de gestion de risques complexes, certains établissements bancaires pourraient chercher à assurer leur survie via une modification de leur statut. Sont envisageables à priori une transformation d'une filiale en succursale ou encore une transformation en gérant de fortune ou en family office. La réponse à cette question sera inspirée de considérations financières et réglementaires mais également de principes stratégiques. Il y aura certainement des acteurs qui, pour des raisons de stratégie ou de prestige, ne voudront pas opérer sous un statut autre que bancaire.

Face aux défis, il y a aussi des opportunités à saisir dont on peut en mentionner au moins trois:

- Comportements éthiques des clients : Dans l'allocation des actifs des clients, les comportements socialement responsables des entreprises et des acteurs financiers gagneront en importance. La place du Luxembourg a pu se tailler une solide réputation sur des compartiments comme les investissements socialement responsables, la philanthropie ou la finance islamique (pour ne citer que ces exemples-là) ce qui devrait nous permettre d'avoir une offre de services adaptée à ce type de clientèle.
- Augmentation de l'espérance de vie : L'augmentation de la longévité cumulée à la situation précaire de l'équilibre des régimes de pensions publiques donnera l'occasion à la mise en place de nouveaux produits de banque-assurance pour la phase de la réduction des capitaux accumulés. Parallèlement, les besoins en conseil sur la transmission des patrimoines des générations âgées iront croissants. Sur ce créneau également, le Luxembourg peut certainement apporter une valeur ajoutée.
- Face aux incertitudes liées à la gestion de l'équilibre des finances publiques et de la sécurité sociale dans de nombreux pays, un nombre croissant de clients veulent diversifier leurs avoirs et déposer une partie de leurs avoirs dans une juridiction stable.



*Les banques privées luxembourgeoises dans une optique internationale*

Il est important de situer également l'évolution et les défis des acteurs luxembourgeois, non seulement dans une optique purement domestique, mais encore dans un contexte international. Pour les banques privées luxembourgeoises, on peut identifier 3 grandes catégories de concurrents:

- Les banques privées domestiques dans le pays de résidence de leurs clients potentiels
- Les banques privées opérant à l'échelle internationale dans d'autres juridictions (à priori, Suisse, Singapour et Hong Kong)
- D'autres opérateurs financiers qui sont actifs sur le segment de la banque privée (Gérants de fortune, Family Office, Stock Broker,...)

Le positionnement international des banques privées luxembourgeoises est une question à laquelle pratiquement l'entièreté des banques est confrontée. Dans les grands groupes financiers, les ressources et les fonds propres sont attribués aux entités du groupe pour lesquelles la maison-mère espère obtenir un rendement comparatif élevé. En d'autres termes, un questionnaire intéressant est la compétitivité relative de la place luxembourgeoise par rapport à des concurrents comme la Suisse ou Singapour. La question du positionnement se pose à l'échelle de chaque acteur individuel mais également au niveau de la place globalement, les deux aspects étant intimement liés. Les banques privées luxembourgeoises doivent faire valoir leur position dans leur groupe et seront mesurées individuellement. Mais elles seront aussi évaluées par rapport au fait si elles opèrent à partir d'une place financière 'intéressante' qui a des perspectives de développement. Il est donc primordial que la place luxembourgeoise garde une taille significative pour apparaître sur le 'radar' des grands groupes. S'il est illusoire que la banque privée au Luxembourg puisse évoluer à un rythme aussi fulgurant que Hong Kong ou Singapour, il est crucial de ne pas céder des parts de marché à la Suisse ou d'autres places européennes en revanche.

Essayons donc d'évaluer le positionnement des banques privées luxembourgeoises dans ce contexte. PriceWaterHouse Coopers (PWC) a mené une étude comparative intéressante sur ce sujet<sup>2</sup> dont nous nous permettrons de commenter plusieurs aspects.

<sup>2</sup> PriceWaterhouseCoopers (PWC) : Global Private Banking and Wealth Management Survey 2013

Un premier volet important concerne l'origine des capitaux apportés par les clients. S'agit-il d'argent reçu en héritage par le client ('old money') ou plutôt d'argent accumulé par le client dans le cadre de ses activités professionnelles ('new money')? Cette question est posée aux banquiers à intervalles réguliers et la réponse évolue au fur et à mesure du temps comme le montre le tableau 4:

Tableau 4  
Proportion entre 'old money' et 'new money'  
(mesuré par rapport au stock des actifs en gestion)

	2007		2011		2013		2015 (estimé)	
	New money	Old money	New money	Old money	New money	Old money	New money	Old money
LUX	23%	77 %	40%	60 %	48%	52 %	54%	46 %
CH	32 %	68 %	47 %	53 %	38 %	62 %	38 %	62 %
HK/SGP	N/a		62 %	38 %	67 %	33%	69 %	31 %

Source : PWC, Global Private Banking and Wealth Management Survey 2013

Il n'est pas étonnant de constater que le stock de 'new money', issu d'une activité professionnelle et entrepreneuriale est plus important en Asie qu'en Europe. La perception des banquiers luxembourgeois est plus optimiste que celle de leurs confrères suisses à cet égard. L'optimisme relatif des acteurs locaux sur la capacité d'attirer du 'new money' (en comparaison par rapport à la Suisse) pourrait être lié à deux éléments : d'abord le passeport européen des banquiers luxembourgeois. Le passeport Européen leur facilite la prospection de clients entrepreneuriaux dans l'Union Européenne. Les banquiers suisses sont plus limités dans leur champ d'action de prospection (pas de 'libre prestation de services active', sauf pour l'Allemagne). Ensuite, et en suite logique avec le premier argument, la panoplie des structures et dispositifs luxembourgeois peuvent faciliter l'implantation à Luxembourg de quartiers généraux pour des entrepreneurs qui agissent à l'international. Le monde de la banque privée peut ainsi travailler en symbiose avec le monde économique dit 'réel' pour attirer des entrepreneurs à Luxembourg. Il ne faut pas sous-estimer toutefois que cette nouvelle clientèle entrepreneuriale aura des besoins qui seront différents des clients que les banquiers luxembourgeois ont traditionnellement servis dans le passé. Ils seront mobiles et éduqués ; ils voudront accéder à leur

compte bancaire de n'importe où dans le monde et la banque sera appelée à mettre à disposition des outils digitaux performants. Elle devra sans doute aussi mobiliser l'actif de son bilan pour offrir des opérations de financement à ce genre de clients. Des clients plus éduqués et plus sophistiqués devront être accompagnés par des conseillers clientèle qui ont des profils plus pointus et qui seront davantage à cheval entre ceux d'un 'private banker' et d'un 'investment banker'.

Toujours, sur la typologie de la clientèle, PWC a examiné la structure démographique de la clientèle par tranche d'âge. Sans grande surprise, la clientèle à HK/SGP est considérablement plus jeune qu'en Suisse et au Luxembourg. Ainsi 71 % de la clientèle est au-delà d'un âge de 50 ans. En Suisse, cette proportion se situe dans les mêmes parages à 67 %.



Source : PWC, Global Private Banking and Wealth Management Survey 2013

Le renforcement d'une clientèle de type 'new money' devrait logiquement aller de pair avec un rajeunissement de la clientèle.

Dans la même lignée, on peut encore se poser la question de savoir quelle stratégie une banque privée doit déployer pour acquérir de nouveaux clients. Il y a plusieurs moyens d'y parvenir qui sont repris dans le tableau ci-après.

Tableau 5  
Sources of new Clients in banks (in %)

	LUX	CH	HK/SGP
Referrals from existing clients	33	21	29
Cross referrals from Group	26	20	10
1/3 party referrals	15	7	16
Acquisition of new CRMs	14	16	25
Direct customers (via website or walk in)	5	3	1
Entry to new markets	3	1	5
Specific targeting	3	32	12
Acquisition of new business	2	-	2
Total	100	100	100

Source : PWC, Global Private Banking and Wealth Management Survey 2013

59 % des clients des banques luxembourgeoises sont acquis via des recommandations par d'autres clients ou alors par d'autres entités du même groupe. C'est un prorata largement supérieur par rapport aux deux principaux marchés concurrents que sont la Suisse et Singapour. C'est à la fois une bonne et une mauvaise nouvelle. D'un côté, il fait toujours plaisir à une entreprise si des clients existants recommandent ses services. C'est un gage de qualité. Les transferts de clients intra-groupes également soulignent la confiance de la maison-mère ou d'autres entités du groupe dans l'entité luxembourgeoise. Le revers de la médaille est qu'il existe une défaillance au niveau d'actions spécifiques entamées par des conseillers de clientèle luxembourgeois en comparaison à leurs confrères des autres juridictions. Ce constat est directement lié à la structure du personnel en banque privée. Au niveau des conseillers clientèle on fait souvent la distinction entre 'hunters' et 'farmers'. Les premiers vont 'à la chasse' de nouveaux clients alors que les seconds s'occupent de la gestion des clients une fois qu'ils sont dans la maison. Le tableau suivant illustre parfaitement que la banque privée luxembourgeoise était traditionnellement souvent 'en attente' de la clientèle alors que les banquiers privés dans les centres concurrents étaient dans une situation moins confortable et devaient être davantage prêts à 'chasser' pour acquérir de nouveaux clients.

Tableau 6  
*Proportion of hunters and farmers in Private Banking*

	2011		2013		2015 (expected)	
	Hunters	Farmers	Hunters	Farmers	Hunters	Farmers
LUX	24 %	76 %	29 %	71 %	38 %	62 %
CH	36 %	64 %	34 %	66 %	40 %	60 %
HK/SGP	51 %	49 %	49 %	51 %	53 %	47 %

Source : PWC, Global Private Banking and Wealth Management Survey 2013

Les banquiers luxembourgeois reconnaissent dans cette étude qu'il y a des efforts à réaliser pour faire davantage appel à des 'hunters'. Une question qui reste encore sans réponse à ce jour est celle de savoir si des efforts collectifs de 'hunting' font du sens en banque privée ou non. L'appétit des banquiers privés pour se joindre à des initiatives de 'hunting collectif' comme les road-shows de Luxembourg for Finance par exemple doit encore être testé. Un modèle qui a fait ses preuves au niveau des fonds d'investissement avec les efforts développés par l'ALFI dans ce domaine est plus difficile à transposer 1:1 au niveau de la banque privée. Le relationnel joue un rôle plus important en banque privée et l'offre de services est moins homogène d'un acteur à un autre.

### Conclusion

Le secteur de la banque privée luxembourgeoise est en mutation profonde depuis des années. La pression sur les marges brutes, l'augmentation des frais d'exploitation et l'avalanche réglementaire ont changé la donne. L'introduction de l'échange automatique de renseignement n'est qu'un élément supplémentaire qui accélère le processus de transformation en cours.

L'impact isolé de l'échange automatique de renseignement sera gérable et moins redoutable qu'anticipé auparavant par de nombreux acteurs. Beaucoup s'y étaient préparé depuis 4-5 ans. Si l'on peut estimer que l'impact global sur les actifs sous gestion sera minimal, il aura un impact considérable sur le nombre de clients et la rentabilité des acteurs. Certains vont remettre en question leur statut juridique, d'autres pourraient même remettre en question leur implantation à Luxembourg.

La banque privée luxembourgeoise est en pleine transition d'une tradition basée sur le 'old money' vers le 'new money'. Cette transition nécessitera la remise en question des modèles d'affaires. Il y a aura lieu d'examiner la palette des produits mais aussi la qualification des collaborateurs. Des mises à niveau seront indispensables. Plus que jamais, il sera nécessaire d'aller chercher le client. Il ne viendra plus par lui-même et par hasard. Parfois, il faudra aller chercher le client dans des contrées éloignées, la croissance étant limitée en Europe.

Devant les avantages réglementaires s'effritant, les arguments de stabilité et de solidité du Luxembourg gagneront en importance. Le maintien du rating AAA devient ainsi pratiquement une contrainte de la politique économique du pays.



## LES FONDS D'INVESTISSEMENT : EXPLOSION DES AVOIRS EN GESTION, DÉFIS ET OPPORTUNITÉS DE NOUVEAUX MARCHÉS

par  
André Elvinger

Le terme « *organisme de placement collectif – OPC* », qui a remplacé, comme terme technique et juridique, celui de « *fonds d'investissement* », comprend d'abord les OPC proprement dits que l'on divise en OPCVM ou UCITS (les fonds qui sont admis à l'offre au public dans toute l'Europe grâce au « *passeport européen* ») et les « *autres* » qui ne peuvent être offerts au public. Ces fonds se présentent sous forme de fonds commun de placement ou de SICAV, sociétés d'investissement à capital variable. Il faut y ajouter les SICAR, sociétés d'investissement à capital en risque, et les SIF, fonds d'investissement spécialisés (ouverts à un ou plusieurs investisseurs à circulation très restreinte).



Trêve d'abréviation : tout ce secteur est une *success story* pour le Luxembourg. Depuis les balbutiements, à la fin des années 60 et le début des années 70, les avoirs détenus et gérés par les organismes de droit luxembourgeois ont connu une croissance spectaculaire. Les chiffres donnent le vertige : près de 2.500 milliards d'euros aujourd'hui détenus par près de 4.000 entités diverses. L'« *industrie des fonds* », comme on dit, occupe environ 14.000 emplois au Luxembourg<sup>1</sup> et apporte au trésor public, par une taxe joliment appelée « *taxe d'abonnement* », 600 millions d'euros : 10% du budget de l'Etat. Le Luxembourg est deuxième au monde avec ces chiffres, après les Etats-Unis, et premier au monde en fonds transnationaux.

Comment expliquer un phénomène aussi extraordinaire ?

Pour une fois, ce n'est pas la fiscalité qui en est la clé, même si un régime fiscal ingénieux a pu jouer un rôle important au départ. Les fonds

<sup>1</sup> Déclaration de l'ALFI selon Luxemburger Wort, 10 octobre 2013.

d'investissement sont largement exempts d'impôt partout dans le monde et la taxe d'abonnement dont nous venons de parler en constitue plutôt un handicap puisqu'elle est unique en Europe.

C'est une véritable industrie qui s'est créée au fil des années par l'ingéniosité des professionnels dans un régime réglementaire très léger au début et qui a su s'adapter aux développements de la réglementation en Europe à travers des directives et règlements de plus en plus sophistiqués. Alors que le Luxembourg ne brille pas par la rapidité de la transposition des directives et est régulièrement sur la sellette de la Commission et même de la Cour de justice, notre pays a toujours été le premier ou l'un des premiers à transposer les directives dans ce domaine et à saisir les opportunités que donne cet environnement réglementaire, notamment pour ce qu'on appelle le « *passport européen* » qui permet la vente des fonds dans toute l'Europe et de façon croissante sur les 5 continents. Il s'est donc créé, au départ autour des banques, conseillées par des juristes inventifs comme le regrette Bernard Delvaux, le premier à écrire sur ce sujet, mais par la suite par les autres professionnels et les professions libérales pour ne pas dire les avocats, un know-how considérable, probablement unique en Europe du moins quant à l'administration, l'organisation, le *back office* comme on dit parfois avec trop de complaisance et la structure juridique – car la gestion boursière, le « *asset management* » s'opèrent largement à l'étranger, notamment à Londres et aux Etats-Unis. Tout cela a été favorisé par la facilité linguistique autour de l'anglais, première langue en ce domaine. Un exemple : pourquoi la Suisse n'a-t-elle pas saisi ces opportunités ? On peut citer, entre autres, trois raisons : la plus importante est que la Suisse est restée hors de la Communauté et est donc privée du *passport européen*, la deuxième une *Stempelsteuer* inacceptable pour les opérateurs internationaux, enfin sans doute une certaine inflexibilité administrative. Plus généralement, pour les pays plus grands ayant vocation à l'internationalisation, comme la Suisse et également les Pays-Bas, cette « industrie » ne reçoit pas le même intérêt que pour le Luxembourg.

Cette véritable industrie, et cette manne pour l'Etat, seraient-ils en péril ?

L'ALFI (Association Luxembourgeoise des Fonds d'Investissement), qui est l'association professionnelle de ce secteur, note, dans l'interview citée tout à l'heure, que certains partis politiques auraient, dans leur programme, prévu l'augmentation de la taxe d'abonnement. La taxe d'abonnement est un impôt tentant non seulement abondant, mais aussi

peu connu des électeurs, de sorte qu'une confrontation pourrait passer inconnue, et si commode et si peu coûteux à administrer. Nous voilà rassurés par les déclarations faites avant-hier par M. Gramegna. L'Accord gouvernemental dit qu'on n'augmentera pas la taxe d'abonnement. A la même occasion, l'ALFI s'est félicitée de ce que le Luxembourg n'a pas rejoint les onze Etats membres qui ont adopté une taxe européenne sur les transactions financières. Elle espère que l'institution d'une telle taxe sur un plan européen « s'éloigne », alors que même en France, Monsieur Moscovici « prend ses distances » et semble plaider pour que cette taxe en France ne soit pas « un repoussoir »<sup>2</sup>.

Et cette industrie, contrairement à d'autres, n'est pas attaquée sur le plan fiscal communautaire et mondial !

D'autre part, quoiqu'en aient dit les journalistes, surtout en France, le Luxembourg garde en ce domaine, du moins auprès des promoteurs de fonds et de vrais professionnels, une bonne réputation. L'affaire Madoff, qui n'atteint le Luxembourg que par la débâcle aux Etats-Unis, et qui concerne surtout un certain nombre d'investisseurs français, ne semble pas mettre en péril cette réputation.

On parle beaucoup du défi que constituerait la création d'un grand marché asiatique qui menacerait le placement des fonds d'investissement européens et donc surtout luxembourgeois dans ce continent. Mais ces développements sont à la fois un défi réel et une source d'opportunités. Le défi est, il est vrai, important car ce marché est d'une importance capitale : les ventes nettes de fonds d'investissement en Asie, au Japon, à Singapour, Hong-Kong et Taiwan excèdent pour certains mois de l'année déjà actuellement celles faites en Europe. Or, des inquiétudes se font entendre auprès des banques, gérants de fortune et autres vendeurs asiatiques de fonds qui considèrent, et ils ne sont pas seuls dans le cas, qu'il y a de la part de l'Union Européenne, de Bruxelles comme on dit, une véritable surréglementation. Et cela non seulement par la dernière grande directive, la AIFMD, *Alternative Investment Fund Managers Directive*, véritable monstre, transposée au Luxembourg par la loi du 12 juillet 2013 qui, pourtant ne s'appliquant directement qu'aux fonds dits alternatifs et donc non aux UCITS, mais apporte indirectement pour ces derniers aussi de nouvelles contraintes administratives. Il faut cependant dire que cette

<sup>2</sup> Déclaration lors d'une participation par Monsieur Moscovici à la conférence « Paris Europlace » en juillet 2013.

directive, que le Luxembourg s'est empressé de transposer, comporte, pour les gérants de fonds alternatifs également au Luxembourg, à côté d'une réglementation complexe, de réelles perspectives par la mise à disposition d'un passeport européen pour les gérants de ces fonds.

Il reste que, avec tout cela, Hong-Kong devient un concurrent sérieux pour le Luxembourg. Hong-Kong se développe en effet, avec l'encouragement de la Chine, comme un centre de domiciliation de fonds d'investissement transfrontaliers. Au début de l'année 2013, il a été annoncé que la Hong-Kong Securities and Futures Commission et la China Securities Regulatory Commission se dirigent vers un système de « mutual recognition », ce qui facilitera le placement de fonds d'investissement en Chine continentale à partir de la plateforme de Hong-Kong. Les experts constatent aussi qu'il s'établit un triangle de coopération entre la Chine, Hong-Kong et Taiwan, qui est un marché important pour les fonds luxembourgeois, et des contacts existent dans ce sens pour étendre cette coopération vers la lointaine Australie.

Quant à la Chine elle-même, qui constitue évidemment un potentiel énorme au regard d'une population immense avec une partie réduite mais en augmentation de classes riche et moyenne, elle n'est encore ouverte aux placements de fonds européens que dans la limite de quotas qui viennent d'être portés de 80 milliards de dollars à 150 milliards de dollars, montant modeste par rapport au total de fonds luxembourgeois de 2.500 milliards d'euros, mais l'augmentation est en elle-même une bonne nouvelle pour Luxembourg.

D'autre part, ces placements de fonds étrangers en Chine sont restreints par l'intermédiaire obligatoire de « *Qualified Foreign Institutional Investors* » qui sont initialement des gestionnaires établis à Hong-Kong et depuis peu peuvent être des gestionnaires établis à Taiwan, Singapour et Londres.

Cependant, Luxembourg for Finance vient d'annoncer que la CSSF a autorisé le premier UCITS sous la forme de « *Renminbi Qualified Foreign Institutional Investor Funds* » pour l'investissement en actions de catégorie A cotées aux bourses chinoises avec des facilités au regard du contrôle des changes chinois, toujours dans les limites des quotas rappelés tout à l'heure. Cette autorisation, qui attend encore l'approbation de la China Securities Regulatory Commission, est considérée comme une nouvelle manifestation de la position de leader de Luxembourg comme un centre

européen en Renminbi, déjà caractérisée par les nouvelles grandes banques chinoises qui se sont établies au Luxembourg.

Ce qu'on peut dire à l'heure actuelle c'est que l'Europe, et donc en premier lieu dans ce domaine le Luxembourg, ne seront certes pas sans une concurrence accrue, mais ce sur un marché en extension et à grande potentialité. L'essentiel est de ne pas baisser les bras !



TABLE RONDE DU 7 DÉCEMBRE 2013

**VII.**  
**DISCUSSION**

## DISCUSSION

## M. Serge de Ganay

En tant qu'administrateur de Quilvest S.A., président de Quilvest Wealth Management S.A. et administrateur de Quilvest Compagnie de Banque Privée, je remercie l'Institut Grand-Ducal de m'avoir invité à cette Table ronde. Notre groupe est implanté au Luxembourg depuis plus de soixante ans par des sociétés importantes de participation et de gestion de *private equity*, et depuis plus récemment, au sein d'une banque privée luxembourgeoise. Pour assumer mes fonctions dans ce cadre, je suis devenu résident luxembourgeois au cours de l'année. Je forme le vœu que mon groupe continue à rester solidement et pour longtemps ancré au Luxembourg.

En même temps, alors que je reviens de Singapour où le groupe Quilvest dispose d'un établissement, et ayant rendu visite à l'autorité de surveillance de cette place, j'ai été étonné de constater que cette autorité dispose en son sein d'un département marketing et développement<sup>1</sup>. A cette occasion, on m'a fait comprendre sans ambages que Singapour serait heureuse d'accueillir plus largement notre groupe, et cela en insistant non seulement sur des avantages fiscaux par rapport au Luxembourg, mais encore sur la qualité et le sérieux de l'environnement et de la surveillance de la place de Singapour. J'ai ainsi pu me rendre compte qu'il existe une véritable compétition réglementaire entre les places financières, et que le Luxembourg doit y répondre.

D'un autre côté, j'ai, dans les fonctions que j'exerce à Luxembourg, constaté la grande charge de la réglementation, du *reporting* et de la *compliance*, et du temps et des ressources que cela comporte, ce qui témoigne bien sûr de la rigueur et du sérieux du régulateur, mais également du fait que ces exigences sont, contrairement à la perception qu'on en a le plus souvent à l'étranger, supérieures à celles exigées dans d'autres places d'Europe, de l'Asie ou de l'Amérique. Aussi la compétitivité du

<sup>1</sup> Note de la rédaction : On se rappellera que la CSSF a été critiquée pour s'être prétendument impliquée, par la présidence de fait de l'ancien Comité pour le développement de la place financière (Codeplafi), dans une prétendue activité de marketing ou du moins de développement, et que c'est entre autres pour répondre à cette critique que le successeur du Codeplafi, le Haut comité de la place financière, est présidé, en droit et en fait, par le Ministre des Finances en personne et placé sous l'administration de ce ministère.

Luxembourg me paraît-elle exiger un effort accru de communication internationale pour améliorer encore la perception à l'étranger du Luxembourg et la juste appréciation de ses mérites.

### M. Jean-Louis Schiltz

J'aimerais revenir sur ce que Georges Bock et Alain Georges ont dit sur les technologies de l'information.

Il est exact que les infrastructures sont importantes. Je pense cependant qu'il faut faire attention à ne pas tomber dans l'un ou l'autre piège. Si Alain Georges nous dit qu'il faut rapprocher le secteur financier du secteur des technologies de l'information, c'est vrai – mais c'est vrai en partie seulement. Il faut savoir par exemple qu'il y a beaucoup d'acteurs qui n'ont pas besoin des systèmes d'information sécurisés dont a pas besoin le secteur financier ; donc : oui pour un rapprochement, mais un rapprochement qui ne sera de toute façon que partiel.

Je donne un autre exemple pratique de ce rapprochement partiel – et André Prüm aurait pu le citer dans la liste des textes législatifs particulièrement mal faits. C'est l'exemple de l'archivage électronique – et je trouve même que le Conseil d'Etat était encore très gentil avec le texte – : il faut dire les choses franchement : je pense que le texte a vocation à pratiquer peut-être à 5 % des données.

**Ceci est ma première observation** – concernant le rapprochement du secteur financier et des technologies de l'information.

**Deuxième observation** : elle concerne les paiements électroniques et les paiements mobiles en particulier.

Ce n'est pas seulement Apple qui innove dans ce domaine : les projets sont là au Luxembourg et cela fonctionne plutôt bien.

Le cadre est adéquat – je ne rentre pas dans les détails.

J'aborde simplement un aspect, celui de la qualité et des standards. L'un des principaux standards internationaux en matière de paiements électroniques est celui de la PCI Compliance ; il s'agit d'un critère international développé pour les paiements par carte et qui permet à un

opérateur de dire – s'il est PCI compliant – que ce qu'il fait, c'est de la qualité et qu'il respecte les standards les plus élevés en matière de sécurité à l'international. Lorsque ce même opérateur – qui respecte tous les standards internationaux – vient au Luxembourg et que vous devez lui expliquer qu'il doit en plus avoir recours à un PSF informatique pour être en règle, vous avez des difficultés à le convaincre qu'il doit vraiment le faire – il vous demandera pourquoi il doit en plus au Luxembourg avoir recours à un professionnel qui relève du secteur régulé, ce qui représente évidemment des contraintes et un coût additionnel, sachant qu'il respecte d'ores et déjà tous les standards internationaux. Donc, je pense qu'il y aura une évolution de ce point de vue là également et, pour dire les choses de manière simplifiée, je pense que certaines catégories de PSF – pas tous – risquent de disparaître à un horizon de cinq à dix ans. A mon avis.

Le secret bancaire n'est pas un avantage non plus, lorsque l'on parle de monnaie électronique. C'est plutôt un obstacle à certains développements – je passe sur les détails. Et en disant cela, je ne néglige aucunement le facteur sécurité et le facteur protection des données qui sont importants, mais la façon dont le secret bancaire est organisé est franchement aujourd'hui plutôt un obstacle qu'autre chose.

**Troisième et dernière observation** concernant les monnaies virtuelles, le crypto-currencies comme on dit en anglais :

Il y a un an je ne pouvais pas imaginer qu'il pouvait y avoir des monnaies virtuelles qui ne relèvent pas de la régulation du secteur financier et que ces monnaies virtuelles pouvaient exister en dehors du système des banques centrales. Je dois vous dire que j'ai totalement changé d'avis entretemps.

La Banque centrale européenne vient d'ailleurs de dire, il y a quelques mois déjà, qu'elle n'était pas concernée par les monnaies virtuelles du type bitcoin et compagnie. La Banque centrale chinoise, quant à elle, vient d'interdire le bitcoin il y a quelques jours.

Je pense – et sachant aussi qu'il existe d'ores et déjà des demandes pour déployer des plateformes de monnaie virtuelle à partir du Luxembourg – qu'il faudra absolument se pencher sur cette question. Il faudra sans doute remettre en cause certaines choses dans ce cadre. Il faut bien mesurer les risques.



En tout état de cause, la pire chose que nous puissions faire, c'est de ne pas nous intéresser à cette question de la monnaie virtuelle.

### M. Jean-Jacques Rommes

Je voudrais revenir aux observations d'Alain Georges puisqu'il a appelé à deux reprises à une intervention de l'ABBL. Je dois donc réagir, surtout que je suis – encore – le directeur de la ABBL. Alain Georges a parlé de la pression réglementaire de l'activité financière à Luxembourg et aussi de ce que les banquiers ne semblent pas être très aimés à Luxembourg même. Je voudrais commenter le second volet.

Tout d'abord, il est un fait que l'on n'aime pas les métiers de l'argent. Ce n'est pas typiquement luxembourgeois, cela se retrouve partout. Que ce soit l'Eglise, la gauche politique, la littérature, personne n'aime trop l'argent, et encore moins les métiers de l'argent. Dès que quelqu'un gagne son argent avec de l'argent, cela n'est jamais très populaire et nous à Luxembourg, nous en sommes certainement victime.

Ensuite, la finance, ce n'est pas très palpable, contrairement à l'acier, par exemple. On peut aimer presque toute sorte de produit, mais on n'aime pas un produit financier. On peut aimer une voiture, on aime une montre ou on aime encore un plat cuisiné avant qu'on ne se mette à aimer un produit financier. La finance n'est donc pas quelque chose de très émotionnel et cela joue contre nous.

Et puis la politique à Luxembourg ne nous a pas toujours servi, puisqu'elle n'aime pas non plus la place financière. Elle aime bien l'argent qui en provient, mais elle n'aime pas la place financière. A Luxembourg, nous avons des larmes aux yeux lorsqu'on inaugure des ruines de hauts-fourneaux, mais on n'a pas de larmes aux yeux lorsqu'on inaugure une banque, toute nouvelle qu'elle soit.

Luc Frieden nous dira peut-être le contraire, mais – pour lui rendre hommage – je crois qu'il faut mentionner qu'il y a toujours deux ministres au Gouvernement luxembourgeois qui sont en charge de gagner l'argent, ce sont le ministre de l'économie et le ministre des finances. Et tous les autres sont toujours prêts à le dépenser et se permettent de ne pas aimer le métier d'où cet argent provient.

Puis, en parlant de réputation de la finance, il y a aussi un volet de cohésion sociale à prendre en compte. Manifestement nous avons tous ceux qui orbitent autour de la place financière – et peut-être aussi un peu autour des institutions européennes – qui sont réputés être les riches étrangers, ensuite nous avons toute une couche de fonctionnaires, tous luxembourgeois et finalement nous avons les autres citoyens étrangers ou luxembourgeois. Entre ces trois là les choses ne fonctionnent plus très bien. C'est un problème de cohésion sociale et c'est un problème pour la place financière, parce que plus nous nous développons vers les métiers à très haute valeur ajoutée, plus le problème de cohésion va se poser. Ainsi, le taux de pauvreté relative augmente chaque année, parce que nous avons beaucoup de gens relativement riches qui viennent habiter le pays et y travailler. Il en résulte que statistiquement le nombre des pauvres relatifs augmente, parce que c'est ainsi que se calcule la pauvreté relative.

Puis il y a le fait que nous n'avons pas de presse luxembourgeoise qui fasse un impact au niveau européen. Nous lisons tous la presse étrangère, mais évidemment l'étranger ne lit nullement la presse luxembourgeoise. Et lorsque la presse étrangère dit beaucoup de mal de nous, les Luxembourgeois eux-mêmes pensent qu'il n'y a pas de fumée sans feu : là où il y a tellement d'argent mal aimé, de si grosses sommes d'argent sur un gros tas, il doit y avoir quelque chose de louche. Les Luxembourgeois eux-mêmes le pensent.

Puis nous avons tous plein d'ONG et autres organismes bien pensant qui nous font des rapports réguliers pour affirmer à quel point nous sommes nuisibles, que, comme on le prétend par exemple, nous exploitons les pays en voie de développement.

Il y a donc énormément de choses qui s'ajoutent pour nous faire mal. La dernière que je citerai est celle qui nous fait le plus mal, c'est la remise en cause de la dimension même de la place financière. La place n'est pas à la dimension du pays. C'est aussi un problème réputationnel et j'ai bien peur que nous ne serons sous attaque aussi longtemps que cette question ne sera pas réglée dans le sens qui arrange nos détracteurs. A ce moment-là cependant, le Luxembourg sera évidemment devenu un pays pauvre.

Comme vous le voyez, il sera difficile de donner satisfaction à Alain Georges par une action à court terme de la seule ABBL.

**M. Romain Heinen**

Je suis le Directeur de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines. Il a été dit ce matin de veiller à la mise en place d'un cadre réglementaire performant pour garantir le développement futur de la place financière. Je veux revenir à un point qui n'a pas été suffisamment relevé à mon avis, c'est qu'il y a également le besoin de disposer d'une administration flexible et performante qui puisse implémenter cette réglementation. On a parlé très brièvement des tribunaux, en ce qui concerne les aspects « law in the book » et « law in practice », mais je crois qu'avant les tribunaux, il y a une administration publique, il y a une administration fiscale qui doit faire son job au service du citoyen et de l'économie nationale. Or, on constate aujourd'hui que l'administration a beaucoup de problèmes à s'adapter aux évolutions de l'économie nationale en raison de structures trop rigides, qui reposent à 90 % sur des lois, sur des règlements grand-ducaux, ce qui veut dire que la gestion, la réaction au niveau administratif, devient terriblement difficile. Le magasin de chaussures de la nouvelle Ministre de la Famille est certainement plus facilement gérable, qu'une administration nationale qui, pour chaque adaptation mineure de son organisation, doit faire changer un règlement grand-ducal ou une loi organique, ce qui nécessitera deux à trois années avant la publication au Mémorial. En matière d'impôts directs on se trouve sur la sellette dans l'évaluation internationale, où est attaquée notamment la réactivité en matière d'échange d'informations. En matière d'impôts indirects, également là, les défis sont énormes. Je prends deux exemples : je prends le freeport, la zone franche, qui, dans sa complexité, n'existe dans aucun autre endroit dans la Communauté. Or, il y a une tradition dans les grands ports d'Anvers, de Rotterdam, d'Hambourg où l'administration douanière dispose d'une pratique certaine en matière de contrôle fiscal. Le Luxembourg doit maintenant gérer dans une telle zone des livraisons intracommunautaires de biens, ce qui ne se fait pas dans les ports, c'est donc un élément tout à fait nouveau. Un autre élément nouveau, c'est que vous pouvez acheter dans un freeport à titre privé également des tableaux, en tant que collectionneur, donc il n'y a pas seulement des prestations ou des livraisons à des assujettis, mais également à des consommateurs, ce qui met l'administration luxembourgeoise devant un défi énorme, car elle n'a aucune expérience fiscale dans tout cela. Deuxième exemple, c'est la mise en place en 2015 du Guichet unique en matière de commerce électronique, secteur où le Luxembourg a encaissé depuis 2003 plus de 4 milliards d'euros de TVA, et où il faudra mettre en place des structures performantes pour transférer l'argent au pays de destination. Il faut donc donner à l'administration les moyens et ressources

pour répondre aux nouveaux défis économiques, en donnant à celle-ci les outils nécessaires d'adaptation, sans passer par des structures trop lourdes comme les règlements ou les lois organiques. Dernier point concernant ce qui a été dit par Monsieur Prüm relativement à la bonne administration de la justice. Par rapport à la pression internationale, il y a lieu de veiller à des poursuites et condamnations en matière de droit fiscal pénal. Or, la première condamnation en matière de TVA est survenue la semaine dernière au tribunal d'arrondissement de Diekirch concernant deux agriculteurs, pour vous dire qu'il y a également un besoin très important au niveau de la spécialisation du Parquet. Le fonctionnement d'un Parquet économique spécialisé et efficient est une condition du sérieux de la place financière par rapport à l'étranger.

**M. Jacques Santer**

Je reviens sur l'observation faite par Alain Georges concernant l'importance du cadre juridique et réglementaire d'une place financière. C'est à juste titre que Alain G. dit qu'en général le cadre juridique et réglementaire est en retard sur l'évolution économique et financière. Mais des fois il est important pour notre place que le cadre juridique devance les faits économiques et soit de ce fait innovateur. Je me permets d'ajouter que sur ce point le Luxembourg a tiré profit, dans le passé, de ce qu'il était innovateur, l'exemple le plus ancien d'innovation ayant été l'institution du régime des sociétés holding en 1929. L'innovation a à nouveau joué un rôle important dans le domaine des fonds d'investissement où, sur base d'une pratique ingénieuse, le législateur luxembourgeois a instauré un cadre juridique et réglementaire bien avant les premières directives européennes sur les fonds d'investissement. Pour ma part, j'ai aussi gardé un excellent souvenir des travaux de la Commission d'études législatives qui m'a très utilement assisté et conseillé dans mes fonctions ministérielles à l'époque.

L'innovation peut d'ailleurs être constatée également dans des domaines autres que ceux du secteur financier. Je rappelle nos initiatives en matière de radiodiffusion, puis de télédiffusion et plus tard le lancement de nos satellites. C'est pour moi un véritable credo : le Luxembourg, en tant que petit pays, ne peut réussir que s'il est innovateur voire précurseur et ne doit pas se contenter de sauter sur un train qui démarre.

Pour le dire encore autrement, notre pays doit être un genre de laboratoire, car c'est un rôle qu'un petit pays, en exploitant les niches

possibles dans tous les domaines jusqu'à la recherche scientifique, peut jouer un rôle plus facilement que les grands pays.

C'est là le message que j'aimerais convier aujourd'hui.

### M. Romain Heinen

La taxe d'abonnement existe comme droit d'enregistrement forfaitaire sur la circulation des titres depuis 1913 maintenant et des premiers allègements ont été introduits dans les années 1990, ce qui connaît comme conséquence, que la charge grevant la globalité des actifs mêmes a diminué de moitié jusqu'aujourd'hui. Il faut savoir qu'environ 50% des actifs nets actuellement sous gestion sont actuellement soumis au taux normal, donc le champ d'application du taux réduit de 0,01 % respectivement de l'exonération va déjà très loin, de sorte qu'à mon avis, et vous me dites que cet impôt n'existe dans aucun pays concurrent, il faut tenir en compte au niveau du coût, de tout l'ensemble de frais et non seulement d'un point de vue isolé sur cette taxe, qui a quand-même perdu en importance, même si au budget on touche presque aux 700 millions aujourd'hui.

### M. Pierre Henri Conac

Je pose une question sur les risques qu'il pourrait y avoir à long terme pour l'attractivité de la place luxembourgeoise en raison du prix très élevé des logements au Grand-duché. En effet, cela peut rendre plus difficile d'attirer du personnel qualifié étranger au Luxembourg.

### Henri Etienne

Je voudrais faire deux observations.

Tout d'abord, en tant qu'ancien fonctionnaire de la Commission je crois me souvenir que les dispositions du Traité sur les aides interdites concernent les aides qui profitent aux nationaux. Ici ce sont les étrangers qui sont privilégiés.

J'ai une autre observation concernant les SOPARFI et de nature plus politique. Il y a longtemps, lorsque je commençais mon droit, le Luxembourg rangeait parmi les pays dont la législation sur les sociétés disposait que le siège social était celui qui était aussi le centre de ses activités. Ce principe concernait aussi les sociétés holding. L'immunité fiscale qui leur était accordée avait pour corollaire que toute activité commerciale leur était interdite. L'avantage fiscal avait pour postulat qu'aucun revenu découlant d'opérations entre sociétés ne pouvait apparaître au niveau de la société holding. Vos Soparfi, si j'ai bien compris, font des tas d'opérations à l'étranger et risquent donc d'y faire apparaître des bénéfices au Luxembourg.

Le principe est que le bénéfice doit être imposé là où il est généré. Je ne vois pas la raison pour laquelle le pays où les déclarations sur le revenu annuel étaient affichées avant la guerre dans les communes n'adhère pas sans restriction à ce principe qui est en outre la prémisse de l'impôt sur le revenu. Nous sommes dans une union européenne où l'application du principe va de soi. J'en viens maintenant à la conclusion politique. Ici comme ailleurs, nous devrions commencer par proclamer notre pleine adhésion au principe et nous devrions en même temps déclarer notre détermination de coopérer aux travaux devant assurer sa mise pleine application. A ce niveau nous sommes pleinement justifiés à ce que ces modalités placent chacun sur un plan d'égalité. A la longue pareille politique est plus profitable à la place financière que celle qui consiste à glisser dans notre législation des failles permettant aux opérateurs d'échapper à l'application du principe. Cette autre présentation de notre position défend durablement nos intérêts. Elle suppose que la politique ait le dernier mot et ne soit pas le prisonnier de la place financière dont nombre de tenants défendent, à tort, bec et ongle le système des failles comme un droit acquis.

### M. Jean Guill

Je ne voulais pas poser de question, mais juste faire deux observations sur deux sujets complètement distincts qui ont été traités auparavant.

Le premier est celui de l'avenir de la banque privée. Pour faire simplement un constat chiffré, quand nous regardons nos données sur les dépôts de la clientèle auprès des banques depuis l'annonce du passage à l'échange automatique d'informations, nous constatons que sur le total,



sur l'ensemble de la place, ces dépôts sont restés stables, ont même très légèrement augmenté. Ce constat de calme plat à la surface cache toutefois de très grands mouvements en dessous de la surface. Il y a effectivement beaucoup de soi-disant petits clients qui sont partis, mais il y a déjà suffisamment de nouveaux clients, d'un type nouveau, qui sont arrivés. Pour reprendre la formule que Jean-Jacques Rommes a déjà employée à l'une ou l'autre occasion, au lieu de cent clients avec un million il y a désormais un client avec cent millions. Cela confirme donc quelque peu les potentialités de la place. Mais, bien entendu, ces mouvements en sens inverses ne se font pas forcément chez les mêmes banques. Donc il y a effectivement des banques qui enregistrent des pertes de dépôts et il y en a d'autres qui récupèrent la nouvelle clientèle. Je tenais à faire ce constat à cette heure-ci, sans pouvoir pour l'avenir lire dans une boule de cristal. Par ailleurs, le nombre de banques a en fait, sur cette année-ci, augmenté, en partie à cause des banques chinoises, bien entendu, mais aussi à cause d'autres nouvelles présences. Là encore, nous avons une « pipeline » d'un certain nombre de banques qui sont intéressées à s'établir sur la place, même si quelques-unes ont disparu et que nous savons qu'un peu de monde va certainement, sur le court terme, encore partir, mais pour les raisons que nous connaissons. Donc nous ne voyons pas à ce stade-ci les départs nombreux que certaines études semblent prédire. C'est de nouveau simplement un constat factuel que je voulais faire.

Sur un autre sujet, à savoir l'enseignement et la formation, s'il a été dit ici que la place financière était souvent méconnue dans le pays, il faut bien constater qu'elle est aussi très méconnue dans l'enseignement, surtout dans l'enseignement secondaire. On n'y parle pratiquement pas de la place financière et des possibilités que cette place offre aux jeunes pour leur avenir, alors que ces jeunes sont la plus importante ressource de notre pays. Pour ne vous donner qu'un exemple, si apparemment le barreau se porte bien, il en va autrement chez les réviseurs d'entreprises. Le dernier Luxembourgeois qui s'est porté candidat stagiaire réviseur, il faudrait presque le mettre au musée, parce que sa candidature remonte à 2009. Depuis, aucun jeune Luxembourgeois n'a eu l'idée de faire le stage de réviseur. C'est un métier certes exigeant, ce sont des examens difficiles, mais c'est une profession qui offre des débouchés nombreux et intéressants, alors que par ailleurs on parle réforme de l'enseignement, on parle chômage. Voilà un autre constat que je livre à la réflexion.

### M. André Elvinger

Merci à Jean Guill de ces trois observations dont les deux premières sont réjouissantes, la troisième un peu inquiétante. Je pense que cela tient aussi au mode de fonctionnement des réviseurs. Pour les avocats, la situation est différente. Ils restent totalement profession libérale. Même si les jeunes stagiaires sont actuellement, au point de vue fiscal et juridique, des employés, ils ne se sentent pas comme tels. Il peut certes y avoir une tendance à se passer de l'examen de fin de stage qui est laborieux et difficile, et d'avoir simplement un grand nombre d'employés qui sont des juristes et qui se satisfont de cela. Mais telle n'est pas l'orientation chez les avocats, à ma connaissance, du moins à l'heure actuelle. A mon avis la différence tient beaucoup aux réviseurs eux-mêmes qui ne semblent pas encourager suffisamment la profession d'audit qui est pourtant si importante, et c'est peut-être parce que l'« audit » paie moins, semblerait-il, que le « conseil ».

TABLE RONDE DU 7 DÉCEMBRE 2013

**VIII.**  
**ESSAI DE CONCLUSION**  
**PAR LE PRÉSIDENT**

### Essai de conclusion par le président<sup>1</sup>

Si les défis qui attendent la place financière sont nombreux et importants, nos travaux ont permis de constater que les atouts de la place financière le sont autant.



Quant aux défis à caractère international, on a vu que certains sont la rançon des avantages que la place financière de Luxembourg a trouvés, depuis les débuts, dans la construction européenne. Il en est ainsi par exemple de ce que nous avons appelé « l'érosion de la souveraineté » en face de l'avantage qu'a apporté le régime communautaire par les différents « passeports européens », en commençant par celui qui profite grandement aux fonds d'investissement et en dernier lieu par celui dont bénéficient les *investment managers* dans le régime AIFMD, en passant par les facilités de liberté d'établissement et de prestation que l'Europe apporte à nos banques et à nos professionnels du secteur financier. Un autre exemple est celui de l'externalisation dite « outsourcing » où nos travaux ont démontré, exemples à l'appui, qu'elle peut être exportée avec succès au lieu d'être seulement subie.

Enfin, si la surcharge bureaucratique qu'entraînent les directives et les règlements communautaires ronge les marges bénéficiaires des banques, elle devient source d'emploi et de revenus pour les entreprises auxiliaires et les professions libérales.

Nous avons aussi vu que, devant le handicap que peut constituer l'exiguïté de notre territoire, notre petitesse nous permet de prendre conscience de nos possibilités mieux que les grands et que la proximité de nos institutions est un avantage non négligeable. Et si nos ressources intellectuelles et humaines sont limitées, nous avons vu que, grâce notamment à la grande région d'une part, à notre université d'autre part, elles sont en élargissement tant en quantité qu'en qualité. Nous avons pu nous rendre compte également de l'importance qui revient à l'élargissement et à l'amélioration du cadre juridique et institutionnel de la place financière.

<sup>1</sup> Le grand nombre de sujets traités, la richesse des interventions et l'importance de celles faites au cours de la discussion ont, l'heure étant trop avancée, empêché le président de tirer une conclusion des débats. Il a paru utile d'insérer *ex post*, dans le texte suivant, l'essai d'une telle conclusion.



Notre *Rating*, qui heureusement est encore brillant, pourra être conservé si nous arrivons à rétablir notre équilibre budgétaire qui est la condition du maintien de la confiance dont l'étranger nous a témoigné jusqu'à présent.

Nos travaux ont également démontré que la place financière n'est pas que la vache à lait de nos budgets, mais qu'elle étend ses activités au-delà de la seule recherche du profit, fût-ce aussi avec le souci de sa réputation, dans les domaines culturel et philanthropique et par la recherche de l'« impact sociétal ».

Il y a évidemment des nuages à l'horizon de la fiscalité. L'échange automatique de renseignement est devant la porte et il en résultera des pertes d'actifs sous gestion pour la banque privée, mais on peut espérer qu'elles ne seront pas dramatiques. Et si l'imposition des groupes internationaux est sous haute surveillance, l'exigence de plus de substance peut agir favorablement sur le plan de l'emploi et sur l'immobilier. On peut même espérer que ces développements conduiront à améliorer l'image de la place financière qui, à tort ou à raison, continue à être écorchée.

Nous avons vu que des nuages pointant aussi au ciel national avec la menace d'un alourdissement de la charge fiscale qui compromettrait la position de la place financière par rapport à ses concurrents de l'étranger, mais que les premiers signes de la part du nouveau gouvernement sont rassurants.

Il faut, pour conclure, retenir les préceptes en dix points présentés par notre confrère Luc Frieden dans sa brillante intervention que la presse a considérée comme un véritable testament à l'issue de ses fonctions de ministre des finances. En son dixième et dernier point, il insiste sur la nécessité, au niveau le plus élevé, de réfléchir sur la bonne gouvernance non seulement de la place financière, mais du pays. Il y constate que les mécanismes démocratiques classiques et sociaux « n'ont pas abouti aux résultats nécessaires pour relancer la machine économique et rétablir l'équilibre des finances publiques », ce qui exige « la réflexion sur d'autres modèles pour rétablir le consensus et la prise de décision ». On ne peut qu'espérer que nos décideurs législatifs et exécutifs s'inspirent de ces sages paroles.

### III. TABLEAU DES MEMBRES

de la Section des Sciences morales et politiques  
(Mars 2014)

La société, selon Auguste Comte, se compose de plus de morts que de vivants. Notre Section, progressivement, en fait l'expérience.

Statistique des membres:

1) par catégorie		2) par sous-section	
Membres effectifs (décédés: 33)	45	Droit	21
		Économie/Sciences sociales	14
		Philosophie	10
Membres correspondants (décédés: 3)	11		45
Membres d'honneur (décédés: 3)	5		
	61		

#### Présidents de la Section

Alphonse Huss	1967 – 1978
Carlo Hemmer	1978 – 1983
Edmond Wagner	1983 – 2004
André Elvinger	2004 –

#### Secrétaire Général

Georges Als

**Institut Grand-Ducal**  
**Section des Sciences morales et politiques**

**Tableau des Membres (2014)**  
 (entre parenthèses: année de l'élection)  
 (Préfixe téléphone et fax 00352)

*Membres effectifs*

NOM ET PROFESSION	ADRESSE PRIVÉE	DROIT	ECO	PHILO
<b>AHLBORN Henri (1978)</b> Maréchal de la Cour hon. Tél.: 33 02 85 Fax: 33 09 33 Courriel: henri.ahlborn@pt.lu	58, rue Belle-Vue L-7214 Bereldange		E	
<b>ALS Georges (1966)</b> Directeur hon. du Statec Prof. hon. à l'ULB Tél.: 44 22 46 Bureau: Tél + Fax: 45 65 63 Courriel: alsgeo@pt.lu	11, rue Adolphe L-1116 Luxembourg		E	
<b>BAUSCH Julie-Suzanne</b> Professeur GSM: 621 17 34 28 Courriel: julie-suzanne.bausch@education.lu	56, rue des Aubépines L-1145 Luxembourg			P
<b>CAMPAGNA Norbert (1995)</b> Professeur Tél.: 0033/3/82 216 139 Courriel: norbertcampagna@hotmail.com	3, allée des Marronniers F-54560 Serrouville			P
<b>ELVINGER André (1978)</b> Avocat Tél.: 24 13 90 ou bur. 44 66 440 Fax: 47 15 06 ou bur. 44 40 02 Courriel: andreelvinger@ehp.lu	174, av. de la Faïencerie L-1511 Luxembourg		D	
<b>ELVINGER Marc (1991)</b> Avocat Tél.: 45 24 17 – Fax: 44 22 55 Courriel: marcelvinger@ehp.lu	22, rue des Franciscaines L-1539 Luxembourg		D	
<b>ENTRINGER Henri (1989)</b> Directeur hon. de la C.E. Tél.: 44 51 19	31, rue Albert 1 <sup>er</sup> L-1117 Luxembourg		E	

NOM ET PROFESSION	ADRESSE PRIVÉE	DROIT	ÉCO	PHILO
<b>ETIENNE Henri</b> (1985) Directeur hon. de la C.E. Tél. et Fax: 40 57 15 Courriel: hetienne@pt.lu	4, rue P. de Coubertin L-1358 Luxembourg	D		
<b>FRIEDEN Luc</b> (1993) Ancien Ministre Tél.: 47 10 55-1 – Fax: 22 59 22 Courriel: lfrieden@chd.lu	23, In der Grof L-5322 Contern	D		
<b>GÉRARD Edmond</b> (1988) Président de chambre à la Cour d'Appel Tél.: 44 28 39 ou bur. 47 59 81 363 Fax: 45 34 12 Courriel: m.e.gerard@pt.lu	24, rue Alphonse Munchen L-2172 Luxembourg	D		
<b>GOEDERT Georges</b> (1985) Professeur hon. à l'Athénée et au C.U. Tél.: 44 48 72 – Fax: 44 43 98 Courriel: geogoe@pt.lu	40, rue Schrobilgen L-2526 Luxembourg		P	
<b>GOEDERT Henri</b> (1979) Docteur en droit Tél.: 44 83 86 Courriel: goedejeh@pt.lu	62, rue Charlemagne L-1328 Luxembourg	D		
<b>GRULMS Fernand</b> (2014) Professeur associé Luxembourg School of Finance Tél.: 691 919 710 Courriel: fernandgrulms@gmail.com	2, rue Nic Flener L-8228 Mamer		E	
<b>HARLES Guy</b> (1985) Avocat Tél.: 621 163 043 ou bur. 40 78 78-204 Fax: 40 78 04-641 Courriel: guy.harles@arendt-medernach.com	9, rue J.B. Fresez L-1542 Luxembourg	D (E)		
<b>HARPES Jean-Paul</b> (1968) Professeur hon. au C.U. Tél.: 44 55 57 – Fax: 45 74 01 Courriel: jean-paul.harpes@education.lu	119, Val des Bons Malades L-2121 Kirchberg		P	
<b>HAUSEMER Hubert</b> Professeur hon. Tél. et Fax: 51 09 39 Courriel: hubert.hausemer@education.lu	31, rue de Peppange L-3270 Bettembourg		P	
<b>HOSS Jean</b> (1979) Avocat Tél.: 45 43 30 Bureau: 44 66 440 – Fax: 44 22 55 Courriel: jeanhoss@ehp.lu	4, rue Pierre d'Aspelt L-1142 Luxembourg	D		

NOM ET PROFESSION	ADRESSE PRIVÉE	DROIT	ÉCO	PHILO
<b>KINSCH Patrick</b> (1991) Avocat Tél.: 26 26 73 Fax: 26 26 73 73 Courriel: patrick.kinsch@wka.lu	9, rue Jean Bertels L-1230 Luxembourg	D		
<b>KREMER Paul</b> (1985) Professeur au C.U. Tél. + Fax: 22 90 65 Courriel: p.a.kremer@web.de	12, rue de l'Avenir L-1147 Luxembourg			P
<b>LOESCH Jacques</b> (1979) Avocat Tél.: 44 52 18 ou prof. 26 08-1 Fax: 26 08-88 88 Courriel: jacques.loesch@linklaters.com	9, rue des Foyers L-1537 Luxembourg	D		
<b>MERSCH Yves</b> (2010) Membre du Directoire de la Banque Centrale européenne Tél.: +49 69 1344 7191 Fax: +49 69 1344 7183 Courriel: office.mersch@ecb.europa.eu	Kaiserstr. 29 D-60311 Frankfurt/Main	D (E)		
<b>MISCHO Jean</b> (2000) Ministre plénipot. hon. Avocat Général hon. à la Cour de Justice Européenne Tél.: 33 98 20 – Fax: 26 33 41 99 Courriel: mischoj@pt.lu	21, rue de la Paix L-7244 Bereldange	D (Sc. po.)		
<b>MOLITOR Roger</b> (2014) Conseiller d'Etat Tél.: 44 31 20 – Fax: 45 88 30 Courriel: romolito@pt.lu	31, rue Schafssrachen L-2510 Luxembourg		E	
<b>MOUSEL Paul</b> (1985) Avocat, Chargé de cours à l'Université du Luxembourg Tél.: 31 70 76 ou bur. 40 78 78-217 Fax: 40 78 04-667 Courriel: paul.mousel@arendt-medernach.com	13, rue de Dippach L-8055 Bertrange	D		
<b>NEUEN Jacques</b> (1979) Juriste Tél.: 44 52 50 GSM: 691 46 73 05 Fax: 25 41 79 Courriel: jacques@neuen.lu	35, allée Pierre de Mansfeld L-2118 Clausen	D		



NOM ET PROFESSION	ADRESSE PRIVÉE	DR. DROIT	ECO. ÉCON.	PHILO. PHILO.
<b>PRUM André (2002)</b> Doyen de la Faculté de Droit (Université du Luxembourg) Tél.: 33 67 18 ou bur. 44 72 72 Fax: 45 24 70 Courriel: andre.prum@uni.lu	17, Bridelsknupp L-8135 Bridel	D		
<b>RAVARANI Georges (2002)</b> Président de la Cour administrative Tél.: 43 14 58 ou bur. 42 105-7869 Fax: 42 105-7872 Courriel: georges.ravarani@ja.etat.lu	24, rue Funck-Brentano L-1544 Luxembourg	D		
<b>ROMMES Jean-Jacques</b> Directeur de l'ABBL Tél.: 46 36 60-1 Fax: 46 09 21 Courriel: rommes@abbl.lu	P.O. Box 13 L-2010 Luxembourg	D		
<b>SCHMIT Roger (1988)</b> Professeur Tél.: 72 98 84 Courriel: roger.schmit@education.lu	4, rue des Bénédictins L-6414 Echternach			P
<b>SCHULLER Guy (1988)</b> Conseiller écon. 1 <sup>er</sup> cl. au Statec Tél.: 30 90 84 ou bur. 247-84271 Courriel: guy.schuller@statec.etat.lu	13, rue Erasme L-1468 Luxembourg		E	
<b>SIWECK Jean-Lou (2006)</b> Lic. en journalisme Tél.: 26 33 06 67 Bureau: 478-8116 Courriel: jean-lou@siweck.com	28, rue Josy Welter L-7256 Walferdange		E	
<b>SPELLER Jules</b> Professeur hon. Tél.: 46 11 74	71, av. Pasteur L-2311 Luxembourg			P
<b>SPIELMANN Dean (2002)</b> Juge à la Cour des droits de l'homme Tél.: 00 33-3-88 41 30 54 Fax: 00 33-3-88 41 27 30 Courriel: dean.spielmann@echr.coe.int	2, rue Wimpheling F-67000 Strasbourg	D		
<b>STEICHEN Alain (200?)</b> Avocat – Prof. à l'Uni Lux Tél.: 26025-1 – Fax: 26025-999 Courriel: asteichen@bsp.lu	2, rue Peternelchen Immeuble C2 L-2370 Howald	D		

NOM ET PROFESSION	ADRESSE PRIVÉE	DR. DROIT	ECO. ÉCON.	PHILO. PHILO.
<b>THEIS Robert</b> Professeur émérite à l'Université du Luxembourg Tél. + Fax: 31 63 93 Courriel: robert.theis@education.lu	4, rue de la Liberté L-8020 Strassen			P
<b>THELEN Carlo (2009)</b> Chef Dpt. Econ. Chambre de Commerce Tél. bureau: 42 39 39 - 351 Courriel: carlo.thelen@cc.lu	6, rue Engelhardt L-1464 Luxembourg			E
<b>THEWES Marc (2014)</b> Avocat Tél.: 22 66 22-1 – Fax: 22 55 66 Courriel: marc.thewes@thewes-reuter.lu	B.P. 55 L-2010 Luxembourg		D	
<b>TRAUSCH Gérard (2000)</b> Professeur hon. Tél.: 22 33 13 Courriel: getra@pt.lu	15, rue Fr. Clément L-1345 Luxembourg			E
<b>URBÉ Robert (2009)</b> Porte-parole Caritas Luxembourg Tél.: 40 21 31-230 – Fax: 40 21 31-209 Courriel: robert.urbe@caritas.lu	p.a. Caritas 29, rue Michel Welter L-2730 Luxembourg			E
<b>WAGENER Marco (2006)</b> Conseiller à la Chambre des Salariés Tél.: 621 249 802 Bureau: 27 494 – Fax: 27 494 Courriel: marwag@aol.com	Benediktinerstr. 10 D-54292 Trier			E
<b>WEBER Raymond (2007)</b> Tél.: 23 69 75 20 GSM: 691 79 75 20 Courriel: rayweber@pt.lu	20, rue Jos Sonnen L-5403 Bech-Kleinmacher			
<b>WEITZEL Luc (1993)</b> Référéndaire Cour Justice C.E. Tél.: 22 30 35 ou prof. 43 03 22 53 Fax: 46 30 41 ou prof. 43 03 31 82 Courriel: weitzell@pt.lu	36, rue J.B. Fresez L-1542 Luxembourg		D	
<b>WIRTGEN Georges (1979)</b> Dir. hon. de l'ISERP Vice-Prés. de la Section de linguistique Tél.: 22 85 36 – Fax: 22 21 39 Courriel: georges.wirtgen@ci.rech.lu	14, rue Soupert L-2541 Luxembourg			P

**WIWENES Georges (2002)**

Premier avocat général  
Tél.: 47 59 81-331

62, avenue du Bois  
L-1250 Luxembourg

D

**WURTH Michel (1985)**

Dirigeant d'entreprise  
Tél.: 47 11 41 ou bur. 4792-2166  
Fax: 4792-2695

43, rue d'Itzig  
L-5231 Sandweiler

E

Courriel: wurth@pt.lu

michel.wurth@arcelormittal.com

[6]

[7]

**Conseil d'administration de la Section**

Elvinger André	Président
Als Georges	Secrétaire général et Trésorier
Ahlborn Henri	Membre
Goedert Georges	Membre
Harpes Jean-Paul	Membre
Kinsch Patrick	Membre
Mischo Jean	Membre
Urbé Robert	Membre

*Membres décédés (année du décès)*

ARENDT Ernest (2003)	RASQUIN Gérard (2012)
DELVAUX Bernard (1972)	RAU Fernand (1994)
FABER Georges (1993)	RIES Adrien (1991)
HEIDERSCHEID Robert (1996)	SCHAAACK Robert (2010)
HEMMER Carlo (1988)	SCHABER Gaston (2010)
HIPPERT Paul (2010)	SCHILTZ Louis (2006)
HUSS Alphonse (1993)	SCHROEDER Paul (1999)
KAUFFMAN Joseph (1988)	SCHWALL-LACROIX Annette (2013)
KAYSER Armand	SIMON Armand (1996)
KONZ Fred (1980)	STOFFELS Jules (2012)
LIESCH Léon (1985)	THIRY Roger (2000)
MAUL Roger (1987)	WAGNER Edmond (2004)
MORES Edouard (2008)	WEBER Paul (Abbé) (1988)
MUHLEN Ernest (2014)	WEITZEL Albert (2010)
OLINGER Jean (1999)	WURTH Marcel (1972)
PESCATORE Pierre (2010)	ZAHLEN Jean-Pierre (1986)
PRUSSEN Jules (1975)	

*Membres correspondants*

- GEORGES Alain** (2013)  
Juriste  
72A, rue des Eglantiers  
L-1457 Luxembourg  
Tél.: 26 44 10 01  
Courriel: ageorges@pt.lu
- GREISCH Jean, Abbé** (1988)  
Prof. émérite à la Faculté de Philosophie  
Institut Catholique de Paris  
Chaire Guardini de philosophie de la religion  
Université Humboldt Berlin  
Unter den Linden 6  
D-10099 Berlin  
Tél.: 0049 030 2093 2946  
Fax: 0049 030 2093 2107  
Courriel: Greisch@wanadoo.fr
- HAMILIUS Jean** (2013)  
Ancien Ministre  
10, Eicherfeld  
L-1462 Luxembourg  
Tél.: 43 21 19  
Fax: 42 63 65  
Courriel: jeha@pt.lu
- HELLMANN Rainer** (1968)  
Dr rer. pol.-journaliste et économiste  
61, avenue Baron d'Huart  
B-1150 Bruxelles  
Tél.: 00322-7790922  
Fax: 00322-7632924  
Courriel: Rainer.Hellmann@brutele.be
- JAANS Pierre** (2013)  
Economiste, ancien Directeur Général  
de l'Institut Monétaire Luxembourgeois  
3, rue de Kahler  
L-8356 Garnich  
Tél.: 38 04 75  
Courriel: jjhoche@pt.lu
- LALIVE d'EPINAY Pierre** (1990)  
Professeur hon. à la Faculté  
de Droit de Genève  
Etude: Lalive Avocats  
Dom: 13, rue des Sources  
CH-1205 Genève  
35, rue de la Mairie  
CH-1211 Genève 6  
Tél.: 0041-22-319 87 00  
Fax: 0041-22-319 87 60  
Courriel: info@lalive.ch
- SITTER-LIVER Beat** (1998)  
Prof. Dr Dr h.c. (Lausanne)  
Université de Fribourg  
Dép. de philosophie  
Altenbergstraße, 98  
CH-3013 Bern  
Tél.: 0041-31-3313243  
Fax: 0041-31-3313241  
Courriel: beat@sitter-liver.ch
- TOMUSCHAT Christian** (1985)  
Prof. Dr., Humboldt-Universität,  
Berlin Juristische Fakultät  
Dr h.c. (Univ. Zurich 2004)  
Odilostrasse 25A  
D-13467 Berlin  
Tél.: 0049-30-405 414 86  
Fax: 00 49-30-405 414 88  
Courriel: Chris.Tomuschat@gmx.de

- VAX Louis** (1985)  
Professeur émérite à  
l'Université de Nancy  
1, rue du Pressoir  
F-54850 Méréville  
Tél.: 0033-3-83 47 28 31
- WALINE Jean** (1985)  
Professeur émérit. à la Faculté de Droit  
Université R. Schuman, Strasbourg  
Président de l'Institut Int. des Droits de l'Homme - René Cassin  
4, avenue de l'Europe  
F-67000 Strasbourg Cedex  
Tél.: 0033-3-88 35 39 79  
de Fax: 0033-3-88 25 18 33  
Courriel: jean.waline@laposte.net
- WELCH Cyril** (2012)  
Prof. hon. à la Mount Alison Univ. Canada  
Tél.: 36 05 82  
Courriel: c.welch@mta.ca

*Membres correspondants décédés*

- CALOT Gérard, Directeur hon. de l'INED (2001)  
MERGEN Armand, Prof. hon. de criminologie (1999)  
THOLL Gérard, Dozent, Bonn



*Membres d'honneur*

NOM ET PROFESSION	ADRESSE PRIVÉE	DROIT ÉCO-PHIL.
<b>FLESCH Colette</b> (1979) Bourgmestre hon. de Luxembourg Anc. Vice-Prés. du Gouvernement	11A, bd Prince Henri L-1724 Luxembourg Tél.: 47 39 10 – Fax: 46 39 15 Courriel: coflesch@pt.lu	E
<b>JUNCKER Jean-Claude</b> Premier Ministre du Luxembourg	4, rue de la Congrégation L-2910 Luxembourg Tél.: 247 82 101 Fax: 47 57 57 Courriel: ministere.etat@me.etat.lu	
<b>LESOURNE Jacques</b> (1988) Professeur hon. au Conservatoire National des Arts & Métiers Dépt. Économie et Gestion	52, rue de Vaugirard F-75006 Paris Tél.: 0033-1-43 25 66 05 Fax: 0033-1-56 24 47 98	E
<b>MART Marcel</b> (2009) Ancien Ministre Ancien président de la Cour des Comptes Européennes Maréchal de la Cour hon.	9, rue des Champs L-1323 Luxembourg Tél.: 49 51 21 GSM: 621 15 61 21 Fax: 40 92 11 Courriel: limart@pt.lu	
<b>SANTER Jacques</b> (2009) Ministre d'Etat hon. Ancien président de la Commission Européenne	33, boulevard Roosevelt L-2450 Luxembourg Tél.: 2478-8155 Fax: 2643-0999 Courriel: jacques.santer@me.etat.lu	

*Membres d'honneur décédés*

<b>ANDERS Jérôme</b> (1983)	<b>MAJERUS Pierre</b> (1998)
<b>BECH Joseph</b> (1975)	<b>MÜLLER Jean-Pierre</b> (Rév.-P.)
<b>BIERMANN Pierre</b> (1981)	<b>RECKINGER Marcel</b>
<b>BIEVER Tony</b> (1990)	<b>REDING Marcel</b> (1993)
<b>BONN Alex</b> (2008)	<b>RODENBOURG Eugène</b> (1975)
<b>CALMES Albert</b> (1967)	<b>SAUVEPLANNE Jean Georges</b>
<b>FOOG Joseph</b> (1998)	<b>SCHAUS Lambert</b> (1975)
<b>FREDERICQ Louis</b> (Baron) (1981)	<b>SOLUS Henri</b> (1981)
<b>GANSHOF von der MEERSCH</b> Walter (1993)	<b>VERLOREN VAN THEMAAT</b> Pieter (2004)
<b>GOERENS François</b> (1992)	<b>WAGNER Camille</b>
<b>HAMMES Ch.-Léon</b> (1967)	<b>WEBER Paul</b> (1975)
<b>KRIEPS Robert</b> (1991)	<b>WEHRER Albert</b> (1967)
<b>JESCHEK Hans-Heirich</b> (2009)	<b>WELTER Félix</b> (1991)
<b>LEGROS Robert</b> (mai 2004)	<b>WERNER Pierre</b> (2002)
<b>LEVASSEUR Georges</b> (2003)	<b>WILWERTZ Paul</b> (1979)
<b>LOESCH Alfred</b> (1982)	

## IV. SYSTÈME DES PUBLICATIONS

1967-2014

- A. Actes de la Section (annuels)
- B. Cahiers (N° 1-13)
- C. Ouvrages spéciaux
- D. Communications individuelles
- E. Conférences publiques
- F. Éloges funèbres

Pour information sur les publications s'adresser au président de la Section des sciences morales et politiques, M. André Elvinger, en envoyant un courriel à l'adresse [andreelvinger@ehp.lu](mailto:andreelvinger@ehp.lu)

## Statistique des publications

20 volumes «Actes» (I à XVII, et III A-B-C)  
 16 Cahiers + 3 cahiers inclus dans Actes XII, XIII et XIV  
 5 ouvrages spéciaux  
 près de 250 communications  
 42 éloges funèbres  
 plus de 7.000 pages

## Le système des publications Présentation

La Section publie essentiellement le résultat de ses travaux, c'est-à-dire les conférences ou «communications» présentées et discutées lors de ses réunions internes, exceptionnellement des conférences publiques, ou encore des ouvrages spéciaux préparés par ses membres.

Les communications font l'objet de volumes, annuels depuis 2000, appelés «Actes». Entre 1979 et 1999 on avait jugé plus expédient de publier les communications individuelles, système auquel on a par la suite renoncé, en raison de l'accumulation d'un grand nombre de fascicules peu maniables et ... de leur publication souvent tardive! Pour combler le «trou» de vingt ans il a été décidé en 2005 de réunir les communications de cette période en trois volumes s'intercalant entre les volumes III et IV des Actes et pour cela appelés IIIA, IIIB et IIIC; ces volumes n'ont pu être édités qu'à un faible tirage, pour des raisons de coût. Dans ces trois volumes (comme d'ailleurs dans les autres volumes ainsi que dans les «Cahiers»), les communications ont été présentées selon l'ordre alphabétique des auteurs, la date de la communication étant toutefois indiquée entre parenthèses. On pourrait se demander pourquoi les Actes de la période 1979-1997 tiennent en seulement trois volumes. La réponse est triple. D'abord ces trois volumes contiennent chacun 11 communications alors que les volumes suivants n'en contiennent en moyenne que 7. En outre, cette période a vu publier 10 «Cahiers». Enfin, les communications d'Edmond Wagner ont été réunies dans un «Ouvrage spécial».

Les Actes ne réunissent toutefois pas l'intégralité des travaux. La série des «Cahiers» groupe des communications de plusieurs auteurs sur un même thème, comme p.ex. le suicide, la réforme de la constitution, la liberté de la presse, l'union monétaire, l'euthanasie, etc.

Une troisième série dénommée «Ouvrages spéciaux» contient, soit des œuvres d'un membre décédé (p.ex. Jules Prussen, Edmond Wagner), soit des études ou collections de documents dues à un membre et rentrant dans l'objet de la Section (p.ex. Rapports d'un diplomate).

Récemment, le conseil d'administration de la Section a décidé de proposer à nos membres la remise de communications individuelles sur des sujets qui intéressent notre Section dans l'une ou l'autre de ses trois



branches, publications qui pourront soit paraître dans nos Actes, soit séparément, auquel cas elle rejoindrait, mais individuellement, la liste de nos Cahiers.

Enfin, pour faciliter les recherches, il a paru utile de reproduire la liste des **quelques 250 communications** selon l'ordre alphabétique des auteurs, avec également l'indication des prénoms.

## A. Actes de la section

Les Actes, qui dorénavant paraissent chaque année en avril, reproduisent les textes des communications présentées.

### Actes: Vol. I 1968-69 128 p.

Séance académique du 24 octobre 1967

Als G.: Fondements juridiques de la statistique (12.3.1968)

Bonn A.: Considérations sur la fonction législative  
du Conseil d'Etat (10.12.1968)

Muhlen E.: Possibilités et limites d'une politique des revenus (29.3.1968)

Muhlen E.: L'Union douanière dans la théorie économique (16.7.1968)

Pescatore P.: La protection des droits de l'homme dans l'intégration  
européenne (29.10.1968)

publié dans « Cahiers de droit européen »

Prussen J.: Fatalisme et logique (25.11.1968)

### Actes: Vol. II 1971-73 186 p.

Avortement: v. Cahier N°1

Journées du 12.4 et 3.5.1972

Arendt E.: Origine et portée de l'art. 23 al. 4 de la Constitution  
(réforme des études supérieures) (15.3.1973)

Calmes C.: Fondement historique de l'art. 23 al. 4 (*id.*)

Elvinger A.: Obligation convertible et emprunt subordonné (27.2.1973)

Kauffman J.: Les données actuelles de la politique fiscale (23.3.1971)

Schaack R.: Réflexions sur la politique sociale (15.11.1971)

Stoffels J.: Régulation de la population et démographie (10.7.1972)

### Actes: Vol. III 1974-77 paru en 1999 274 p.

Le suicide: v. Cahier N°2

Journées du 2.6 - 20.11 et 2.12.1975

Als G.: Evolution économique et chômage intellectuel (24.4.1974)

Als G.: L.-A. Quételet, savant universel et père  
de la statistique moderne (27.12.1974)

Als G.: Adam Smith, père de l'économie politique (4.6.1976)

Hemmer C.: Economie et écologie (27.1.1976)

Goedert G.: Nietzsche - son aspiration à un idéal surhumain (16.5.1977)

Harpes J.P.: A l'occasion du 250<sup>e</sup> anniversaire de la naissance de Kant  
(6.11.1974)

Harpes J.P.: Adam Smith philosophe: Sympathie et éthique (4.6.1976)

- Kunitzky N.: Indexation des revenus: système généralisé ou mesure d'urgence ? (3.12.1976)  
 Peccei A.: Quels horizons pour l'humanité ? Les alternatives du futur selon le Club de Rome (4.2.1977)  
 Stoffels J.: Economie énergétique et intégration européenne (24.2.1976)

**Actes: Vol. IIIA 1978-1984 (1<sup>er</sup> sem.) (édité en 2005)**

Table alphabétique des auteurs (*date de la communication*)

- Batiffol H.: La jurisprudence, source de droit (16.5.1979)  
 Biermann P.: Nagakal: Schlangentab und Schlangenzauber (22.5.1980)  
 Elvinger A.: Tendances actuelles du droit de la concurrence (15.10.1979)  
 Harpes J.-P.: Wittgenstein: Philosophie et langage (8.12.1978)  
 Heiderscheid A.: Particularités de la presse luxembourgeoise (7.7.1978)  
 Huss A.: Louis Marchand, écrivain luxembourgeois polyvalent (1983)  
 Kremer P.: La conception du langage d'après Foucauld (8.4.1981)  
 Kremer P.: Hegels Kritik der moralischen Weltanschauung (25.10.1983)  
 Ries A.: Le Zollverein à rebours ? (12.5.1979)  
 Stoffels J.: La mutation nécessaire des PME luxembourgeoises (20.3.1984)  
 Wagner N.: L'évolution du droit de la responsabilité civile (1.12.1980)

**Actes: Vol. IIIB 1985 (2<sup>e</sup> sem.) -1990 (1<sup>er</sup> sem.) (2005)**

Table alphabétique des auteurs (*date de la communication*)

- Ahlborn H.: Luxembourg – Ses défis en l'an 2000 (25.1.1988)  
 Arendt E.: Aspects nouveaux de la responsabilité de la puissance publique (6.11.1989)  
 Goedert G.: Schopenhauers Willensmetaphysik und Mitleidsethik (24.10.1988)  
 Harpes J.-P.: La méthode dialectique de Marx à l'époque de la genèse du «Capital» (4.12.1984)  
 Hausemer H.: La philosophie personnaliste de Karol Wojtyla (3.6.1985)  
 Hausemer H.: Qu'est-ce qu'une personne? La contribution du personnalisme d'Emmanuel Mounier (1905-1950) (14.5.1990)  
 Kremer P.: Das gute Gewissen und das Böse (22.10.1984)

- Lesourne J.: L'économie européenne dans un monde d'incertitudes (9.3.1988)  
 Ries A.: L'agriculture lux. à l'ore du XXI<sup>e</sup> siècle (30.6.1986)  
 Ries A.: J'ai prié pour vous à Compostelle (1988)  
 Stoffels J.: Approvisionnement énergétique de l'Europe et coopération est-ouest (7.7.1986)  
 Thill A.: La lutte contre la pauvreté (21.11.1988)

**Actes: Vol. IIIC 1990 (2<sup>e</sup> sem.) - 1997 (2005)**

- Berlinger R.: Der Traum des Sokrates (28.6.1990)  
 Campagna N.: Darf ein liberaler Staat die Pornographie verbieten ? (23.10.1995)  
 Campagna N.: Démocratie, libéralisme et république (16.1.1997)  
 Elvinger A.: Le secret professionnel dans l'actualité (24.10.1990)  
 Entringer H.: Présence de ressortissants luxembourgeois à la Commission européenne (1994)  
 Harpes J.-P.: Il faudra, tout de même, une université à Luxembourg (20.1.1992)  
 Kremer P.: Seelenwanderung und Ich-Analyse (10.5.1996)  
 Neuen J.: Mediapolis ou Themis au pays des merveilles (16.1.1991)  
 Olinger J.: Réflexions à propos des dépenses fiscales (11.6.1991)  
 Ries A.: Mobilité – Staatsbeamtestaat – Eis Sprooch(en) (14.11.1990)

**Actes: Vol. IV 1998-99 264 p.**

- Als G.: Dans l'intimité de Brigitte Bardot (17.3.1998)  
 Campagna N.: Montesquieu, le libéralisme et la religion (5.5.1998)  
 Campagna N.: Justice et parité (3.3.1999)  
 Kremer P.: Hello Dolly (à propos du clonage) (30.11.1998)  
 Sitter-Liver B.: «Würde der Kreatur» – Ein Grenzbegriff (15.6.1998)  
 Stoffels J.: Le social, entrave au progrès économique ? (24.3.1999)  
 Wagner E.: Science et responsabilité (1.10.1998)  
 Wagner E.: Problèmes éthiques du clonage (30.11.1998)

**Actes: Vol. V 2000 296 p.**

- Campagna N.: Les limites morales de la souveraineté nationale  
 Goedert G.: Nietzsche, philosophe «inactuel»  
 Pescatore P.: Lecture critique de l'encyclique «Fides et Ratio»  
 Schuller G.: L'économie de très petit espace face à la globalisation  
 Vax L.: Les daimons de Ronsard et les diables de Bodin

**Actes: Vol. VI 2002 264 p.**

- Als G.: Le duel Churchill-Hitler en été 1940  
 Bauler A.: **Souveraineté nationale** et développement économique;  
 le cas du Luxembourg  
 Campagna N.: *Defensor iuris: Der Jurist Carl Schmitt und der Krieg*  
 Campagna N.: La société libérale et Léviathan  
 Tausch G.: Développement socio-économique du Luxembourg  
 et structures scolaires  
 Tausch G.: La triple ouverture économique, démographique  
 et socioculturelle du Luxembourg  
 Tausch G.: L'immigration au Luxembourg: quelques réflexions

**Actes: Vol. VII 2003 308 p.**

- Garapon A.: La justice pénale internationale  
 Pescatore P.: La philosophie du droit au tournant du millénaire  
 Schuller G.: Economie et bonheur  
 Tausch G.: Les 400 ans de l'Athénée de Luxembourg

**Actes: Vol. VIII 2004 340 p.**

- Campagna N.: La confiance comme problème de la philosophie  
 politique  
 Elvinger A.: Droit fiscal et confiance  
 Entringer H.: Confiance et management  
 Goedert H.: La chute du gouvernement de la Fontaine  
 en novembre 1848  
 Hausemer H.: Confiance et religion  
 Schuller G.: Economie et confiance  
 Tausch G.: Démographie, famille, société et confiance  
 au Luxembourg  
 Wagner E.: Science et confiance

**Actes: Vol. IX 2005 360 p.**

- Campagna N.: Immanuel Kant et la morale sexuelle (26.10.2004)  
 Elvinger A.: Le Juge à l'école ou: Der Richter und sein D(H)enker  
 (28.9.2004)  
*Annexes:* Le débat dans la presse  
 Interventions des membres  
 Greisch J.: «Horror religiosus»: l'âpre goût de l'absolu et le problème  
 de la tolérance (14.12.2004)

- Mischo J.: Le projet d'une Constitution pour l'Europe (1.2.2005)  
 Pescatore P.: La séparation des pouvoirs et l'office du juge,  
 de Montesquieu à Portalis (23.11.2004)  
 Speller J.: Pour comprendre le procès de Galilée (1633) (17.2.2004)  
 Tausch G.: Création d'une fonction publique moderne  
 au Luxembourg (15.3.2005)

**Actes: Vol. X 2007 314 p.**

- Als G.: La révolution sexuelle et ses problèmes  
 Où va la Sibérie ?  
 Harpes J.-P.: Les comités d'éthique: Fonctionnement et objet  
 Hausemer H.: Teilhard de Chardin: Foi et Science  
 Kremer P.: La fin de l'homme  
 Mischo J.: Les paramètres d'une solution du conflit  
 israélo-palestinien  
 Schuller G.: La réémergence de la Chine  
 Tarrach R.: En attendant Belval  
 Entringer H.: L'Université du Luxembourg: Analyse critique

**Actes: Vol. XI 2008 354 p.**

- Campagna N.: D'un prétendu droit du coupable à la sanction pénale  
 Hausemer H.: Athéisme et problème du mal  
 Ravarani G.: Quel(s) juge(s) voulons-nous ?  
 Sitter Liver B.: Albert Schweitzer : Bioethik im Rahmen  
 einer umfassenden Seinsethik  
 Steichen A.: La légitimité des droits de succession  
 Steiwer J.: La démocratie en question  
 Wagener M.: La fin du travail  
 Weber R.: La coopération au développement: enjeux, perspectives  
 et politiques

**Actes: Vol. XII 2009 296 p.**

- Eeckhout C.: La Bible et l'archéologie  
 Elvinger M.: De la difficulté à amener ceux qui font les lois  
 à les respecter  
 Frieden L.: Le rôle de l'Etat luxembourgeois au XXI<sup>e</sup> siècle  
 Kinsch P.: Probabilité et certitude dans la preuve en justice  
 Theis R.: Religion im Denken der deutschen Aufklärung  
**Colloque:** Soins Palliatifs & euthanasie cf infra Cahier N°13a



**Actes: Vol. XIII      2010      460 p.**

- Eeckhout C.: Les textes de Qumrân au bord de la Mer Morte  
 Loesch J.: Quels avocats avons-nous ?  
 Mischo J.: La candidature de la Turquie et la question des limites de l'Union Européenne  
 Prum A. et Ergec R.: La liberté académique et ses problèmes  
 Rommes J.-J.: Finance et éthique  
 Siweck J.-L.: Le défi énergétique vu du Luxembourg  
 Spielmann D.: La Cour européenne des droits de l'Homme et la marge d'appréciation nationale
- Table ronde:** Population luxembourgeoise, nationalité, intégration, langue cf infra Cahier N°14

**Actes: Vol. XIV      2011      384 p.**

- Campagna N.: L'éthique de la sexualité à la recherche de son principe  
 Feyder N.: L'intervention des N.U. au Congo  
 Cloos J.: Y a-t-il une gouvernance européenne ?  
 Goedert G.: Schopenhauer: Vorstufen der Willensverneinung  
 Hausemer H.: Lessings Ringparabel aus Nathan der Weise: ein praktikables Modell für den Religionsfrieden ?
- Table ronde:** Révision de la constitution: où en sommes-nous ? cf infra Cahier N°15

**Actes: Vol. XV      2012      336 p.**

- Bausch J.-S.: Zeitgemässe/unzeitgemässe Betrachtungen – réflexions sur Nietzsche et notre époque  
 Campagna N.: L'Islam, les Lumières et la démocratie  
 Elvinger A.: Le triomphe du droit et des droits fondamentaux: l'affaire KB  
 Harpes J.-P.: L'anthropologie structurale de Claude Lévi-Strauss  
 Juncker J.-C.: La gouvernance économique dans la zone Euro  
 Thelen C.: Recherche et innovation – un état des lieux

**Actes: Vol. XVI      2013      328 p.**

- Als G.: Sacrifier l'avenir pour préserver le présent ?  
 Les impasses des finances publiques  
 Elsen Ch.: Les accords de Schengen: Bilan et perspectives

- Elvinger A.: Historique et évolution du droit d'auteur au Luxembourg, avec application aux travaux de l'Institut
- Hollerich J.-C.  
 Mgr.: Le Japon: une expérience vécue  
 Jaans P.: L'association monétaire entre le Luxembourg et la Belgique (Contribution libre)  
 Prum A.: Les ambitions et défis de la faculté de droit, d'économie et de finance  
 Tarrach R.: Une université haut de gamme au Luxembourg: écueils, défis, stratégies

**Actes: Vol. XVII      2014      368 p.**

- Neuen J.: Le Rire et le Droit / Le Droit et le Rire  
 Welch C.: What counts as evidence ?  
 Ehret J.: Comment et à quel prix est-il possible de 'dire vrai' pour un chrétien ?, 'Je suis le chemin, la vérité et la vie' (Jn 14,6)
- Table Ronde:** La place financière de Luxembourg – défis et perspectives

**B. Cahiers** (ordre chronologique)

Les «Cahiers» rassemblent les communications de plusieurs membres sur un même sujet. Dans chaque Cahier les communications ont été présentées dans l'ordre alphabétique des auteurs, pour la facilité des recherches.

**N° 1 La libéralisation de l'avortement**

1973

Tiré à part du vol. II (pp. 45-108)

- Heiderscheid A.: Doctrine de l'Eglise et réflexions sociologiques  
 Liesch L.: Législation comparée  
 Prussen J.: L'avortement est-il immoral?  
 Dr Pundel P.: L'aspect médical  
 Pescatore P.: Notes de réflexion sur le problème de la «libéralisation»  
 Débat: Abbé P. Weber – E. Arendt – A. Heiderscheid – E. Muhlen – L. Liesch

**N° 2 Le suicide**

1979

Tiré à part du vol. III (pp. 55-135)

- Huss A. (président): Paroles introductives  
 Als G.: Le suicide au Luxembourg. Analyse statistique  
 Konz F.: Le suicide dans le droit et la pratique des assurances  
 Dr Muller G.: Suicides et tentatives de suicide  
 Wagner E.: Recherche d'une définition.  
 Aspects philosophiques et moraux

**N° 3 Les étrangers et leur insertion à la collectivité luxbg. (116 p.)**

1980

- Als G.: Les étrangers au Luxembourg: aspects économiques et démographiques  
 Kunitzki N.: Les étrangers et leur intégration au corps social  
 Olinger J.: Le statut fiscal des étrangers  
 Ries A.: Les étrangers dans l'agriculture luxembourgeoise  
 Ruppert Ch.: Sécurité sociale des travailleurs migrants  
 Wirtgen G.: Performances scolaires des élèves étrangers et luxembourgeois  
 Hemmer C.: Conclusions  
 (président)

**N° 4 Presse écrite et télécommunications (134 p.)**

1983

- Hemmer C. (président): Introduction  
 Heiderscheid A.: L'imprimerie, la presse et l'électronique  
 Neuen J.: L'évolution de la radiodiffusion au Luxembourg  
 Ries A.: L'économie de la presse écrite au Luxembourg

**N° 5 La liberté de la presse dans la loi luxembourgeoise (180 p.)**

1985

- Bonn A.: L'abus de la liberté de la presse  
 Heiderscheid A.: Considérations historiques sur la loi actuelle  
 Hemmer C.: La notion de la liberté de la presse  
 Huss A.: Observations particulières sur la chronique judiciaire  
 Kunitzki N.: Problèmes, insuffisances, perspectives d'avenir  
 Liesch L.: Liberté d'expression et droits de l'homme  
 Mergen A.: Les aspects criminologiques du problème  
 Ries A.: Un journaliste a-t-il le droit d'inventer des nouvelles?  
 Thiry R.: Problèmes de la responsabilité et des prescriptions

**N° 6 Enseignement public et éducation morale (92 p.)**

1987

- Wagner E. (président): Introduction  
 Flesch C.: L'article 48 de la loi du 10 mai 1968  
 Hausemer H.: Pour une éducation morale à l'école publique  
 Kremer P. et Schneider J.-Cl.: Pour une éducation morale autonome à l'école  
 Stoffels J.: L'enseignement économique et la morale du bien  
 Thiry R.: L'enseignement moral et les objections qu'il peut rencontrer  
 Vax L.: Pour la neutralité de l'enseignement à l'égard des problèmes de morale  
 Wagner E.: L'éducation de l'homme, personne morale  
 Weber P. (abbé): Le droit des parents et l'obligation de l'Etat concernant une formation morale dans les écoles publiques

**N° 7 Commémoration Descartes (40 p.)**

1988

- Kremer P.: Adieu René !  
 Harpes J.-P.: ... et pourtant  
 Wagner E.: Connaissance et évidence

**N° 8 Réflexions sur la réforme de la constitution (132 p.)**

1988

- Arendt E.: Le clair-obscur de l'art. 50 de la constitution  
 Arendt E.: Origine et portée de l'art. 23 al.4  
 de la constitution  
 Bonn A.: Faut-il procéder à une réforme globale  
 de la constitution ?  
 Elvinger A.: La constitution et le droit au juge impartial  
 Hemmer C.: Intervention sur la communication de M. Huss  
 Huss A.: L'accentuation des dispositions visant  
 le referendum  
 Kauffmann J.: Observations sur les communications  
 de MM. Elvinger, Pescatore et Thiry  
 Ries A.: Enseignements à tirer de certaines constitutions  
 étrangères  
 Thiry R.: Droit de grève et liberté de travailler  
 Waline J.: Le contrôle juridictionnel de  
 la constitutionnalité des lois  
 Weitzel A.: La constitution et les droits fondamentaux

**N° 9 Le marché unique de 1993 et ses répercussions sur le Luxembourg**

Volume I (100 p.)

1989

- Wagner E. (président): Introduction  
 Braun F.: Le grand marché de 1992 au service du dév.  
 écon. de l'Europe  
 Cloos J.: Den eur. Eenheidsmaatw. de Ministerrot  
 e gesait  
 Etienne H.: Propriété industrielle et intellectuelle dans  
 le marché unique  
 Goergen R.: L'action de la Communauté en matière fiscale  
 Schaack R.: Considérations sur la dimension sociale de  
 l'Acte unique  
 Stoffels J.: L'approv. énergétique au sein du marché unique  
 européen

**Volume II (66 p.)**

1990

- Etienne H.: Le marché unique et la fiscalité  
 Mousel P. et Harles G.: La physionomie du droit lux. dans un marché  
 unique  
 Ries A.: 1992 oder 2991?  
 Stoffels J.: Harmonisation de la fiscalité indirecte

**N° 10 Mobilité et flexibilité dans l'économie lux. (40 p.)**

1992

- Wagner E. (président): Introduction  
 Heiderscheid A.: Un cas précis: L'Imprimerie Saint-Paul  
 Neuen J.: Le secteur audiovisuel (case study)  
 Stoffels J.: Observations théoriques et pratiques concernant  
 la mobilité et la flexibilité des systèmes  
 économiques

**N° 11 Le traité de Maastricht et la constitution (57 p.)**

1993

- Wagner E. (président): Introduction  
 Document de travail de Me E. Arendt  
 Observations de MM. A. Bonn, L. Frieden et de Mme C. Flesch  
 Etienne H.: Le contrôle de la constitutionnalité des lois  
 au Luxembourg  
 Schaack R.: id.

**N° 12 La problématique de l'Union monétaire européenne (136 p.)**

1997

- Wagner E. (président): Introduction  
 Als G.: L'union économique et monétaire  
 Etienne H.: Monnaie commune et souveraineté nationale  
 Flesch C.: La monnaie unique dans l'opinion publique  
 Hippert P.: L'entreprise face à l'union monétaire  
 Mersch Y.: Le point de vue gouvernemental sur  
 l'union monétaire  
 Schoder J.-P.: Le Lux. peut-il adhérer à l'U.M. en l'absence  
 de la Belgique?  
 Stoffels J.: Monnaie neutre ou monnaie active?  
 VerLoren  
 van Themaat P.: L'union monétaire dans la perspective  
 d'une structure institutionnelle néoclassique  
 Werner P.: Les perplexités institutionnelles de  
 l'union européenne  
 Weyland J.: Le débat sur l'UEM



**N° 13 Faut-il dépénaliser l'euthanasie ? (82 p.)**

2007

Rapports d'experts sur la situation légale en Allemagne, Belgique, France et aux Pays-Bas et textes législatifs

**N° 13a Colloque: Euthanasie et soins palliatifs (91 p.)**

2009

in: Actes Volume XII

- Harpes J-P.: Euthanasie et soins palliatifs  
Une tentative de synthèse critique des communications et des débats
- Campagna N.: Alice au pays des confusions  
Quelques clarifications concernant l'euthanasie
- Thill B. (Dr): Les soins palliatifs et la malade en fin de vie
- Hausemer H.: Soins palliatifs et fin de vie  
Cinq thèses philosophiques
- Etienne H.: Euthanasie et sédation terminale
- Kremer P.: L'autonomie de l'homme et l'euthanasie
- Kinsch P.: Soins palliatifs et euthanasie:  
Approche juridique

**Discussion**

- Als G.: Euthanasie et soins palliatifs : quelques interrogations à propos du débat moral en cours

**N° 14 Table ronde: Population luxembourgeoise: nationalité, intégration, langue (126 p.)**

2010

in: Actes Volume XIII

- Thelen C.: Aspects économiques : une société en mouvement, une plus value pour notre économie
- Wagener M.: L'immigration et le monde du travail
- Urbé R.: Intégration et cohésion sociale
- Elvinger A.: La nationalité luxembourgeoise après la loi du 23 octobre 2008
- Als N.: Langue luxembourgeoise et cohésion du pays : les défis de l'enseignement
- Mischo J.: La langue, facteur de cohésion ou d'exclusion

**Discussion****N° 15 Table ronde: Révision de la constitution: où en sommes-nous ? (112 p.)**

2011

in: Actes Volume XIV

Introduction par le président de la Section

Introduction par la présidente de la table ronde (Colette Flesch)

- Meyers P-H.: La proposition de révision: cheminement historique, objectifs et portée générale
- Gerkrath J.: La révision dans le contexte international
- Harpes J-P.: Le chapitre 2 de la révision dans une optique philosophique
- Schmit P.: Les aspects institutionnels de la révision: revalorisation du gouvernement et du parlement
- Elvinger M.: Le rôle du chef de l'Etat dans la révision

**Discussion**

Conclusion de la présidente

**N° 16 Table ronde : La place financière de Luxembourg – défis et perspectives (152 p.)**

2014

in : Actes Volume XVII

Accueil par le président de la Section et présentation des intervenants

- Georges A. : Introduction – Des places financières en général: De la « Grosse aventure » aux plates-formes électroniques
- Guill J. : Erosion de l'«avantage souverain»: dernier exemple: centralisation européenne de la surveillance des banques
- Grulms F. : L'importance du Rating du Luxembourg
- Bock G. : Le défi fiscal et budgétaire
- Elvinger A. : L'augmentation en quantité et qualité de l'infrastructure professionnelle de la place financière
- Urbé R. : Regards sur la formation
- Georges A. : «Outsourcing» : L'externalisation (ou sous-traitance) comme catalyseur du développement
- Prüm A. : Influence de l'environnement juridique sur les activités de la place financière
- Urbé R. : Le rôle des banques, privé, public, social ? Corporate governance, pour qui et par qui ?
- Elvinger M. : L'éthique de la place (philanthropie, microfinance, impact financing, crowdfunding)

- Frieden L. : Allocution présentant ses vues sur les défis et les perspectives de la place financière, à la lumière de son expérience en tant que Ministre des Finances au cours de la législature écoulée
- Grulms F. : Les banques devant l'échange automatique de renseignement
- Elvinger A. : Les fonds d'investissement : explosion des avoirs en gestion, défis et opportunité de nouveaux marchés
- Discussion
- Essai de conclusion par le président

### C. Ouvrages spéciaux

1. Georges ALS: Essais sur quelques économistes 100 p. 1987
2. Œuvres complètes de Jules Prussen (réunies par Jean-Paul Harpes)
  - Vol. I Essais et conférences (Introduction par Hubert Hausemer, Claudine Schabo, R. Koch) 240 p. 1985
  - Vol. II Apologie du solipsisme 406 p. 1986
  - Vol. III Cours de théorie de la connaissance et de métaphysique 366 p. 1992
3. Robert ALS: Rapports d'un diplomate 1950-1962 624 p. 2003  
Préface de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre  
Edité par Georges Als
4. Henri ENTRINGER: Art contemporain et société postmoderne 190 p. 2004
5. Edmond WAGNER: In memoriam. Communications présentées à la Section 350 p. 2005  
Préfaces de G. Als et N. Campagna
6. Henri ENTRINGER: Les défis de l'Université de Luxembourg 280 p. 2010  
Préface de Rolf Tarrach, Recteur de l'U. du Luxembourg

**D. Communications des membres et invités <sup>1</sup> (246)**

(ordre alphabétique et chronologique)  
(entre parenthèses : nombre de communications)

<b>AHLBORN Henri (1)</b>		
Luxembourg, ses défis en l'an 2000	in: Vol. IIIB	
<b>ALS Georges (14)</b>		
Fondements juridiques de la statistique	in: Vol. I	1970
Le chômage intellectuel	in: Vol. III	1979
Quêtelet, savant universel et père de la statistique moderne	in: Vol. III	"
et: Essais		
Le suicide au Luxembourg	in: Vol. III	"
Adam Smith, père de l'économie politique	in: Essais	1976
Les étrangers au Luxembourg	in: Cahier N°3	1981
Karl Marx et le socialisme scientifique	in: Essais	1983
Optimisme et pessimisme dans l'histoire de la pensée économique	in: Essais	1986
L'union économique et monétaire	in: Cahier N°12	1997
Dans l'intimité de Brigitte Bardot	in: Vol. IV	1994
Le duel Churchill-Hitler de 1940	in: Vol. VI	2002
Edmond Wagner (1931-2004)	in: Ouvrage Spécial n°5	2005
La révolution sexuelle en Amérique (2003)	in: Vol. X	2007
Où va la Sibérie?	in: Vol. X	2007
Euthanasie et soins palliatifs: quelques interrogations	in: Vol. XII	2009
Observations sur: La sexualité à la recherche de son principe	in: Vol. XIV	2011
Sacrifier l'avenir pour préserver le présent ? les impasses de nos finances publiques	in: Vol. XVI	2013
<b>ALS Nicolas (1)</b>		
Langue luxembourgeoise et cohésion du pays: défis de l'enseignement	in: Vol. XIII	2010
<b>ARENDT Ernest † (4)</b>		
Origine et portée de l'art. 23 al. 4 de la Constitution		
Considérations à propos de la réforme des études supérieures	in: Cahier N° 8	
	in: Vol. II	

<sup>1</sup> Les communications sont en règle générale reproduites dans les ouvrages sub A, B, C ci-dessus.

Le clair-obscur de l'art. 50 de la Constitution	in: Cahier N° 8	1985
Aspects nouveaux de la responsabilité de la puissance publique	in: Vol. IIIB	1990
<b>BATIFFOL Henri (1)</b>		
Conférence publique du 16.5.1979: La jurisprudence, source de droit	in: Vol. IIIA	1979
<b>BAULER André (1)</b>		
Souveraineté nationale et développement écon.: le cas du Luxembourg (1815-1999)	in: Vol. VI	2001
Livre: Les fruits de la souveraineté nationale Caisse Centrale Raiffeisen (332 p.)		2002
<b>BAUSCH Julie-Suzanne (1)</b>		
Réflexions sur Nietzsche et notre époque	in: Vol. XV	2012
<b>BERLINGER Rudolf Prof. Dr. (1)</b>		
Der Traum des Sokrates. Metaphysische Variationen zur Tonkunst	in: Vol. IIIC	1991
<b>BIERMANN Pierre † (1)</b>		
Nagakal: Schlangenstab und Schlangenzauber im antiken Vorderen Orient	in: Vol. IIIA	1981
<b>BOCK Georges (1)</b>		
v. Cahier n°16: Table ronde sur la place financière de Luxembourg – défis et perspectives – Le défi fiscal et budgétaire	in: Vol. XVII	2014
<b>BONN Alex † (3)</b>		
Considérations sur la fonction législative du Conseil d'État	in: Vol. I	1970
Faut-il procéder à une réforme globale de la Constitution?	in: Cahier N° 8	1982
L'abus de la liberté de la presse	in: Cahier N° 5	1985
<b>BRAUN Fernand (1)</b>		
Le marché de 1993 au service du développement économique en Europe	in: Cahier N° 9	1989
<b>CALMES Christian † (1)</b>		
Le fondement historique de l'art. 23 al. 4 de la Constitution	in: Vol. II	1973



## CALOT Gérard † (1)

Conférence publique du 5 décembre 1995:

Évolution démographique en Europe.

Tendances actuelles et réponses politiques

non publié

## CAMPAGNA Norbert (14)

Darf ein liberaler Staat

die Pornographie verbieten?

in: Vol. IIIC 1996

Démocratie, libéralisme et république

in: Vol. IIIC 1998

Montesquieu, le libéralisme et la religion

in: Vol. IV 1999

Une parité hommes-femmes est-elle plus  
juste qu'une disparité?

in: Vol. IV 1999

Limites morales de la souveraineté nat.

in: Vol. V 2000

Carl Schmitt: le juriste et la guerre

in: Vol. VI 2002

Thomas Hobbes et la société libérale

in: Vol. VI "

Confiance et philosophie politique

in: Vol. VIII 2004

Emmanuel Kant et la morale sexuelle

in: Vol. IX 2005

Le rapport entre science et métaphysique  
dans la pensée d'Edmond Wagner

in: Ouvrage spécial N°5

Tocqueville: Religion et droit

D'un prétendu droit du coupable

à la sanction pénale

in: Vol. XI 2008

Quelques clarifications concernant l'euthanasie

in: Vol. XII 2009

L'éthique de la sexualité à la recherche  
de son principe

in: Vol. XIV 2011

L'Islam, les lumières et la démocratie

in: Vol. XV 2012

## CLOOS Jim (2)

Den europäeschen Eenheitsmaat

wéi de Ministerrot e gesäit

in: Cahier N°9 1989

Y a-t-il une gouvernance européenne ?

in: Vol. XIV 2011

## EECKHOUT Père Christian (2)

La Bible et l'archéologie

in: Vol. XII 2009

Les textes de Qumrân

in: Vol. XIII 2010

## EHRET Jean (1)

Comment et à quel prix est-il possible de

«dire vrai» pour un chrétien ? «Je suis le chemin,

la vérité et la vie» (Jn 14,6)

in: Vol. XVII 2014

## ELSEN Charles (1)

Les accords de Schengen: Bilan et perspectives

in: Vol. XVI 2013

## ELVINGER André (9)

L'obligation convertible et l'emprunt  
subordonné

in: Vol. II 1973

Tendances actuelles du droit  
de la concurrence

in: Vol. IIIA 1980

La Constitution et le droit au juge impartial

in: Cahier N° 8 1980

Le secret professionnel dans l'actualité

1991

Droit fiscal et confiance

in: Vol. VIII 2004

Le Juge à l'école ou: Der Richter und  
sem D(H)enker)

in: Vol. IX 2005

La nationalité luxembourgeoise après  
la loi du 23.10.2008

in: Vol. XIII (table ronde)

Le triomphe du droit et des droits  
fondamentaux: l'affaire KB

in: Vol. XV 2012

Historique et évolution du droit d'auteur  
à Luxembourg

in: Vol. XVI 2013

v. Cahier n°16: Table ronde sur la place financière  
de Luxembourg – défis et perspectives– L'augmentation en quantité et qualité de l'infrastructure  
professionnelle de la place financière

– Les fonds d'investissement :

explosion des avoirs en gestion, défis et  
opportunité de nouveaux marchés

in: Vol. XVII 2014

## ELVINGER Marc (3)

De la difficulté à amener ceux qui font  
les lois à les respecter

in: Vol. XII 2009

v. Cahier n°15: Table ronde sur la révision  
de la constitution

in: Vol. XIV 2011

v. Cahier n°16: Table ronde sur la place financière  
de Luxembourg – défis et perspectives– L'éthique de la place (philanthropie, microfinance,  
*impact financing, crowdfunding*)

in: Vol. XVII 2014

## ENTRINGER Henri (3) + 3 livres

Présence de ressortissants luxembourgeois  
à la Commission Européenne

in: Vol. IIIC 1994

La présence européenne à Luxembourg  
p.m. (Éd. des Cahiers lux., 238 p.)

1997

Le principe de confiance dans la théorie et  
la pratique du management

in: Vol. VIII 2004

- Observations sur «Économie politique et confiance» de Guy Schuller  
p.m. Art contemporain et société postmoderne  
Les défis de l'Université du Luxembourg  
in: Vol. VIII " Livre 2004  
in: Ouvrages Spéciaux n°6 2010
- ERGECE v. PRUM
- ETIENNE Henri (4)  
La propriété industrielle et intellectuelle dans le cadre du Marché unique in: Cahier N° 9 1989  
Le Marché unique et la fiscalité in: Cahier N° 9 1990  
Monnaie commune et souveraineté nationale in: Cahier N° 12 1997  
Euthanasie et sédation terminale in: Vol. XII 2009
- FEYDER Nadine (1)  
L'intervention des N.U. au Congo in: Vol. XIV 2011
- FLESCH Colette (3)  
L'article 48 de la loi du 10 mai 1968 portant réforme de l'enseignement secondaire in: Cahier N° 6 1987  
La monnaie unique dans l'opinion publ. in: Cahier N° 12 1997  
v. Cahier n°15: Table ronde sur la révision de la Constitution : où en sommes-nous ? in: Vol. XIV 2011
- FRIEDEN Luc (2)  
Le rôle de l'Etat luxembourgeois au XXI<sup>e</sup> siècle in: Vol. XII 2009  
v. Cahier n°16: Table ronde sur la place financière de Luxembourg – défis et perspectives  
– Allocution présentant ses vues sur les défis et les perspectives de la place financière, à la lumière de son expérience en tant que Ministre des Finances au cours de la législature écoulée in: Vol. XVII 2014
- GARAPON Antoine (1)  
La justice pénale internationale in: Vol. VII 2003
- GEORGES Alain (1)  
v. Cahier n°16: Table ronde sur la place financière de Luxembourg – défis et perspectives  
– Introduction - Des places financières en général : De la «Grosse Aventure» aux plates-formes électroniques  
– «Outsourcing» : L'externalisation (ou sous-traitance) comme catalyseur du développement in: Vol. XVII 2014

- GERKRATH Jörg (1)  
v. Cahier n°15: Table ronde sur la révision de la constitution in: Vol. XIV 2011
- GOEDERT Georges (4)  
Nietzsche: son aspiration à un idéal surhumain in: Vol. III 1979  
Schopenhauers Willensmetaphysik u. Mitleidsethik in: Vol. IIIB 1989  
Nietzsche philosophe «inactuel» in: Vol. V 2000  
Schopenhauer: Vorstufen der Willensverneinung in: Vol. XIV 2011
- GOEDERT Henri (1)  
La chute du gouv. de la Fontaine en 1848 in: Vol. VIII 2004
- GOERGEN Robert (1)  
L'action de la Communauté en matière fiscale in: Cahier N° 9 1989
- GREISCH Jean (1)  
Horror religiosus: l'âpre goût de l'absolu et le problème de la tolérance in: Vol. IX 2005
- GRULMS Fernand (1)  
v. Cahier n°16: Table ronde sur la place financière de Luxembourg – défis et perspectives  
– L'importance du *Rating* du Luxembourg  
– Les banques devant l'échange automatique de renseignement in: Vol. XVII 2014
- GUILL Jean (1)  
v. Cahier n°16: Table ronde sur la place financière de Luxembourg – défis et perspectives  
– Erosion de l'«avantage souverain» : dernier exemple : centralisation européenne de la surveillance des banques in: Vol. XVII 2014
- HARLES v. MOUSEL (1)
- HARPES Jean-Paul (10)  
250<sup>e</sup> anniversaire de la naissance de Kant in: Vol. III 1979  
A. Smith philosophe: Sympathie et éthique in: Vol. III " 1980  
Wittgenstein: Philosophie et langage in: Vol. IIIA 1985-86  
p.m.: Édition des oeuvres de J. Prussen  
La méthode dialectique de Marx à l'époque de la genèse du Capital in: Vol. IIIB 1986

- R. Descartes: ... et pourtant ... in: Cahier N° 7 1988  
 Il faudra, tout de même, une université à Luxembourg in: Vol. IIIC 1992  
 Les comités d'éthique in: Vol. X 2007  
 Introduction au Colloque sur l'euthanasie v. Cahier n° 15: Table ronde sur la révision de la constitution in: Vol. XII 2009  
 L'anthropologie structurale de Claude Lévi-Strauss in: Vol. XIV 2011  
 in: Vol. XV 2012
- HAUSEMER Hubert (8)  
 La philosophie personnaliste de Karol Wojtyła in: Vol. IIIB 1986  
 Pour une éducation morale à l'école publique in: Cahier N° 6 1987  
 Qu'est-ce qu'une personne? in: Vol. IIIC 1994  
 E. Mounier 1905-1950 in: Vol. VIII 2004  
 Religion et confiance in: Vol. X 2007  
 Science et foi chez Teilhard de Chardin in: Vol. XI 2008  
 Athéisme et problème du mal in: Vol. XII 2009  
 Soins palliatifs et fin de vie: 5 thèses in: Vol. XIV 2011  
 Lessings Ringparabel: ein praktikables Modell für Religionsfrieden?
- HEIDERSCHIED André (5)  
 Avortement: Doctrine de l'Église in: Vol. II 1973  
 Particularités de la presse luxembourgeoise in: Vol. IIIA 1980  
 Considérations hist. sur la loi de la presse in: Cahier N° 5 1985  
 Mobilité et flexibilité: le cas de l'imprimerie Saint-Paul in: Cahier N° 10 1992  
 L'imprimerie, la presse et l'électronique in: Cahier N° 4 1993
- HEMMER Carlo † (3)  
 Économie et écologie in: Vol. III 1979  
 Insertion des étrangers: Conclusions du prés. in: Cahier N° 3 1981  
 La notion de liberté de la presse in: Cahier N° 5 1985
- HIPPERT Paul † (1)  
 L'entreprise face à l'Union monétaire in: Cahier N° 12 1997
- HOLLERICH Jean-Claude Mgr. (1)  
 Le Japon: une expérience vécue in: Vol. XVI 2013

- HUSS Alphonse † (1)  
 Le suicide. Introduction in: Vol. III 1979  
 Louis Marchand, Écrivain luxembourgeois in: Vol. IIIA 1983  
 Observations sur la chronique (judiciaire) in: Cahier N° 5 1985  
 L'accentuation des dispositions constitutionnelles visant le référendum in: Cahier N° 8 1988
- JAANS Pierre (1)  
 L'association monétaire entre le Luxembourg et la Belgique in: Vol. XVI 2013
- JUNCKER Jean-Claude (1)  
 La gouvernance économique dans la zone Euro in: Vol. XV 2012
- KAUFFMAN Joseph † (1)  
 Les données actuelles de la politique fiscale in: Vol. II 1973
- KIEFFER Robert (1)  
 L'avenir de nos pensions in: Vol. XVI 2013
- KINSCH Patrick (2)  
 Probabilité et certitude dans la preuve en justice in: Vol. XII 2009  
 Soins palliatifs et euthanasie: approche juridique in: Vol. XII 2009
- KONZ Fred † (1)  
 Le suicide dans le droit des assurances in: Vol. III 1979
- KREMER Paul (9)  
 La conception du langage d'après Foucault in: Vol. IIIA 1981  
 Hegels Kritik der moralischen Weltanschauung in: Vol. IIIA 1983  
 Pour une éducation morale autonome à l'école (avec J.Cl. Schneider) in: Cahier N° 6 1987  
 Das gute Gewissen und das Böse in: Vol. IIIB 1984  
 Adieu René! (Descartes) in: Cahier N° 7 1988  
 Seelenwanderung und Ich-Analyse in: Vol. IIIC 1996  
 Hello Dolly in: Vol. IV 1999  
 La fin de l'homme in: Vol. X 2007  
 L'autonomie de l'homme et l'euthanasie in: Vol. XII 2009
- KUNITZKI Norbert von † (3)  
 L'indexation des revenus: système généralisé ou mesure d'urgence in: Vol. III 1979  
 Les étrangers et leur insertion au corps social luxembourgeois in: Cahier N° 3 1981  
 La liberté de la presse dans la loi lux. in: Cahier N° 5 1985



- LESOURNE Jacques  
Conférence publique du 9 mars 1988 (20<sup>e</sup> anniversaire de la Section)  
L'économie européenne dans un monde d'incertitudes in: Vol. IIIB 1988
- LIESCH Léon † (2)  
Libéralisation de l'avortement? in: Vol. II 1973  
Liberté d'expression en société démocratique et droits de l'homme in: Cahier N° 5 1985
- LOESCH Jacques (1)  
Quels avocats avons-nous? in: Vol. XIII 2010
- MERGEN Armand † (1)  
Liberté de la presse: aspects criminologiques in: Cahier N° 5 1985
- MERSCH Yves (1)  
Le point de vue gouvernemental sur l'Union monétaire in: Cahier N° 12 1997
- MEYERS Paul-Henri (1)  
v. Cahier n°15: Table ronde sur la révision de la constitution in: Vol. XIV 2011
- MISCHO Jean (4)  
Le projet d'une constitution pour l'Europe in: Vol. IX 2005  
Paramètres d'une solution du conflit israélo-palestinien in: Vol. X 2007  
La candidature de la Turquie et la question des limites de l'Union européenne in: Vol. XIII 2010  
Langue luxembourgeoise: facteur de cohésion et d'exclusion in: Vol. XIII (table ronde)
- MOUSEL Paul et HARLES Guy (1)  
Droit luxembourgeois et marché unique in: Cahier N° 9 1990
- MUHLEN Ernest † (3)  
Possibilités et limites d'une politique de revenus au Luxembourg in: Vol. I 1970  
L'union douanière dans la théorie écon. in: Vol. I " 1998  
La conversion d'une économie planifiée en économie de marché. Théorie et réalités
- MULLER Georges Dr † (1)  
Suicide et tentative de suicide in: Vol. III 1979

- NEUEN Jacques (4)  
L'évolution de la radiodiffusion au G.-D. in: Cahier N° 4 1983  
Médiapolis ou Thémis au pays des merveilles in: Vol. IIIC 1991  
Mobilité et flexibilité: Secteur audiovisuel in: Cahier N° 10 1992  
Le Rire et le Droit / Le Droit et le Rire in: Vol. XVII 2014
- OLINGER Jean † (2)  
Le statut fiscal des étrangers in: Cahier N° 3 1981  
Réflexions à propos des dépenses fiscales 1991
- PECCEI Aurelio (Fondateur du Club de Rome) †  
Résumé de la conférence publique du 14.2.1977  
Quels horizons pour l'humanité ? Les alternatives du futur selon le Club de Rome in: Vol. III 1979
- PESCATORE Pierre † (6)  
La protection des droits de l'homme dans l'intégration européenne in: Vol. I 1970  
Note de réflexion sur l'avortement in: Vol. II 1973  
À la recherche d'un partage des rôles entre le niveau communautaire et le niveau national: le principe de subsidiarité peut-il aider à la délimitation des compétences? 1997  
Lecture critique de l'encyclique «Fides et ratio» in: Vol. V 2000  
La philosophie du droit au tournant du millénaire: Problèmes, essais de solution in: Vol. VII 2003  
La séparation des pouvoirs et l'office du juge, de Montesquieu à Portalis in: Vol. IX 2005
- PRUM André et ERGEC Rusen (2)  
La liberté académique et ses problèmes in: Vol. XIII 2010  
Les ambitions et défis de la Faculté de droit, d'économie et de finance in: Vol. XVI 2013  
v. Cahier n°16: Table ronde sur la place financière de Luxembourg – défis et perspectives – Influence de l'environnement juridique sur les activités de la place financière in: Vol. XVII 2014
- PRUSSEN Jules † (2)  
Fatalisme et logique in: Vol. I 1970  
L'avortement est-il immoral? in: Vol. II 1973  
(v. ég. C: Ouvrages spéciaux)

- PUNDEL Paul, Dr. † (1)  
L'aspect médical de l'avortement in: Vol. II 1973
- RAVARANI Georges (1)  
Quel(s) juge(s) voulons-nous? in: Vol. XI 2008
- RIES Adrien † (9)  
Le Zollvereinreours in: Vol. IIIA 1979  
Les étrangers dans l'agriculture lux. in: Cahier N° 3 1981  
L'économie de la presse écrite au Luxbg in: Cahier N° 4 1983  
Case study: un journaliste a-t-il le droit d'inventer des nouvelles? in: Cahier N° 5 1985  
L'agriculture lux. à l'orée du 21<sup>e</sup> siècle in: Vol. IIIB 1986  
\*'ai prié pour vous à Compostelle in: Vol. IIIB 1988  
Marché unique: 1992 ou 2001? in: Cahier N° 9 1990  
Enseignements à tirer de certaines constitutions étrangères lors de la révision de la constitution lux. 1988, 1992 ou 2001? in: Cahier N° 8 1990  
Mobilité et Flexibilité an der Lëtzebuerger Ekonomie – De Staatsbeamtestaat – Eis Sprooch(en) in: Vol. IIIC 1990
- ROMMES Jean-Jacques (1)  
Finance et éthique in: Vol. XIII 2010
- RUPPERT Charles (1)  
Sécurité sociale des travailleurs migrants in: Cahier N° 3 1981
- SCHAACK Robert † (2)  
Réflexions sur la politique sociale in: Vol. II 1973  
Dimension sociale de l'Acte unique in: Cahier N° 9 1989
- SCHMIT Paul (1)  
v. Cahier n°15: Table ronde sur la révision de la constitution in: Vol. XIV 2011
- SCHNEIDER Jean Claude  
v. KREMER Paul
- SCHODER Jean-Pierre (1)  
Le Luxembourg peut-il adhérer à l'Union monétaire eur. en l'absence de la Belgique? in: Cahier N° 12 1997

- SCHULLER Guy (5)  
Les relations économiques extérieures de l'U.E. 1997  
L'économie de très petit espace face à la globalisation in: Vol. V 2000  
Économie et bonheur in: Vol. VII 2003  
Économie politique et confiance in: Vol. VIII 2004  
La réémergence de la Chine in: Vol. X 2007
- STUTTER-LIVER Beat (2)  
Würde der Kreatur – Ein Grenzbegriff in: Vol. IV 1999  
Albert Schweitzer: Bioethik in: Vol. XI 2008
- SIWECK Jean-Lou (1)  
Le défi énergétique vu du Luxembourg in: Vol. XIII 2010
- SPELLER Jules (1)  
Pour comprendre le procès de Galilée (1633) in: Vol. IX 2005
- SPIELMANN Dean (1)  
La Cour européenne des droits de l'Homme et la marge d'appréciation nationale in: Vol. XIII 2010
- STEICHEN Alain (2)  
La légitimité des droits de succession in: Vol. XI 2008  
v. Cahier n°16: Table ronde sur la place financière de Luxembourg – défis et perspectives in: Vol. XVII 2014
- STEIWER Jacques (1)  
La démocratie en question in: Vol. XI 2008
- STOFFELS Jules † (10)  
La régulation de la population et le problème démographique in: Vol. II 1973  
L'économie énergétique et l'intégration eur. in: Vol. III 1973  
La mutation nécessaire des petites et moyennes entreprises luxembourgeoises in: Vol. IIIA 1984  
Renforcer l'approvisionnement énergétique par la coopération est-ouest in: Vol. IIIB 1986  
L'enseignement économique et la morale du bien in: Cahier N° 6 1987  
Approvisionnement énergétique au sein du Marché unique «européen» in: Cahier N° 9 1989

- Traité de Rome, Acte unique et harmonisation de la fiscalité indirecte in: Cahier N° 9 1990  
 Mobilité et flexibilité: observations théor. in: Cahier N° 10 1992  
 Monnaie neutre ou monnaie active? (UME) in: Cahier N° 12 1997  
 Le social, une entrave au progrès économique? in: Vol. IV 1999
- THEIS Robert (1)  
 Religion im Denken der deutschen Aufklärung in: Vol. XII 2009
- THELEN Carlo (2)  
 Société en mouvement, une plus-value pour l'économie in: Vol. XIII 2010  
 Recherche et innovation - un état des lieux in: Vol. XV 2012
- THILL André (1)  
 La lutte contre la pauvreté in: Vol. IIIB 1988
- THILL Bernard Dr. (1)  
 Les soins palliatifs et le malade en fin de vie in: Vol. XII 2009
- THIRY Roger † (3)  
 L'enseignement moral et les objections qu'il peut rencontrer in: Cahier N° 6 1987  
 Les prescriptions en matière de délits de presse in: Cahier N° 5 1985  
 Droit de grève et liberté de travailler in: Cahier N° 8 1988
- TARRACH Rolf (2)  
 En attendant Belval in: Vol. X 2007  
 Une université haut de gamme au Luxembourg: écueils, défis, stratégies in: Vol. XVI 2013
- TRAUSCH Gérard (6)  
 Relations entre le développement et les structures scolaires in: Vol. VI 2002  
 La triple ouverture du Luxembourg in: Vol. VI " "  
 L'immigration au Luxembourg: réflexions in: Vol. VI " "  
 Les 400 ans de l'Athénée de Luxembourg in: Vol. VII 2003  
 Démographie, famille et confiance au Luxembourg in: Vol. VIII 2004  
 Création d'une fonction publique moderne in: Vol. IX 2005
- URBÉ Robert (2)  
 Intégration et cohésion sociale in: Vol. XIII 2010

- v. Cahier n°16: Table ronde sur la place financière de Luxembourg – défis et perspectives  
 – Regards sur la formation  
 – Le rôle des banques, privé, public, social ?  
 Corporate governance, pour qui et par qui ? in: Vol. XVII 2014
- VAX Louis (2)  
 Pour la neutralité de l'enseignement à l'égard des problèmes de morale in: Cahier N° 6 1987  
 Daimons de Ronsard et diables de Bodin in: Vol. V 2000
- VERLOREN van THEMAAT Pieter † (1)  
 L'union monétaire dans la perspective d'une structure institutionnelle néoclassique in: Cahier N° 12 1997
- WAGENER Marco (2)  
 La fin du travail in: Vol. XI 2008  
 L'immigration et le monde du travail in: Vol. XIII (table ronde)
- WAGNER Edmond † (v. Ouvrage spécial N° 5) (15)  
 Le suicide – Aspects philosophiques et moraux 1979  
 Théories biologiques et théories cognitives 1980  
 La théorie évolutionniste de la connaissance 1984  
 Le roseau pensant dans l'univers en évolution 1984  
 L'éducation de l'homme, personne morale en vertu de sa constitution cérébrale 1987  
 Science et responsabilité en biologie 1987  
 Connaissance et évidence in: Cahier N° 7 1988  
 La procréation artificielle: aspects juridiques et éthiques 1991  
 Humanisme et pensée scientifique 1994  
 L'école face aux multiples chocs des valeurs dans la société actuelle 1995  
 L'Union économique et monétaire européenne 1997  
 Génotechnologie, identité personnelle et intégrité physique  
 Problèmes éthiques du clonage in: Vol. IV 1999  
 Science (physique, chimie, biologie, médecine, applications) et responsabilité p.m. Introductions aux volumes collectifs in: Vol. IV " "  
 L'origine et l'avenir de l'univers in: Vol. VI 2002  
 Science et confiance in: Vol. VIII 2004



- WAGNER Numa (1)  
Évolution du droit de la responsabilité civile in: Vol. IIIA 1980
- WALINE Jean  
Conférence publique du 5.2.1987:  
Le contrôle juridictionnel de la  
constitutionnalité des lois in: Cahier N° 8 1988
- WEBER Paul † (1)  
Droit des parents et obligation de l'État  
conc. une formation morale dans les  
écoles publiques in: Cahier N° 6 1987
- WEBER Raymond (1)  
La coopération au développement in: Vol. XI 2008
- WEITZEL Albert † (1)  
La Constitution et les droits fondamentaux in: Cahier N° 8 1988
- WELCH Cyril (1)  
What counts as evidence? in: Vol. XVII 2014
- WERNER Pierre † (1)  
Les perplexités institutionnelles de  
l'Union européenne in: Cahier N° 12 1997
- WEYLAND Joseph (1)  
Le débat sur l'UEM in: Cahier N° 12 1997
- WIRTGEN Georges (1)  
Performances scolaires des élèves étrangers  
et luxembourgeois in: Cahier N° 3 1981

### E. Conférences publiques par des personnalités étrangères organisées par la Section

Date	Conférences	Circonstances (Sujet: v. liste ci-dessus)
14.2.1977	Aurelio PECCEI	Fondateur du Club de Rome Conférence honorée de la présence du Grand-Duc et de la Grande-Duchesse Quels horizons pour l'humanité ?
16.5.1979	Henri BATIFFOL	Professeur de droit réputé La jurisprudence, source de droit
4.2.1985	Gérard CALOT	Auteur du rapport Calot sur la démographie du Luxembourg (1978) Evolution démographique en Europe et réponses politiques
5.2.1987	Jean WALINE	Sujet d'actualité: Projet de création d'une Cour constitutionnelle Le contrôle international de la constitutionnalité des lois
9.3.1988	Jacques LESOURNE	20 <sup>e</sup> anniversaire de la Section L'économie européenne dans un monde d'incertitude

### F. Éloges funèbres

de	par	in: Actes
Anders Jérôme	G. Als	IV
Arendt Ernest	G. Als	VII
Bonn Alex	A. Elvinger	XII
Calot Gérard	G. Als	VI
Delvaux Bernard	A. Huss	II
Faber Georges	E. Wagner	IV
Goerens François	G. Als	IV
Heiderscheid Robert	A. Elvinger	IV
Hemmer Carlo	E. Wagner	IV
Hippert Paul	H. Ahlborn	XIV
Huss Alphonse	E. Wagner	IV
Jeschek Hans-Heinrich	A. Elvinger	XIII

Kauffmann Joseph	E. Wagner	IV
Kriebs Robert	E. Wagner	IV
Levasseur Georges	G. Als	IX
Legros Robert	F. Rigaux	X
Liesch Léon	G. Als	IV
Maul Roger	G. Als	IV
Mergen Armand	G. Als	IV
Mores Edouard	J-P Harpes	XII
Olinger Jean	G. Als	V
Pescatore Pierre	A. Elvinger	XIV
Prussen Jules	A. Huss et E. Wagner	III
Rasquin Gérard	J. Loesch	XVI
Rau Fernand	G. Als	IV
Reding Marcel	G. Als	IV
Ries Adrien	E. Wagner	IV
Schaack Robert	H. Etienne	XIV
Schaber Gaston	J.P. Harpes	XI <sup>1/2</sup>
Schiltz Louis	A. Elvinger	X
Schroeder Paul	E. Wagner	V
Schwall-Lacroix Annette	A. Elvinger	XV
Simon Armand	G. Als	IV
Stoffels Jules	G. Als	XVI
Thiry Roger	A. Elvinger	V
Thorn Gaston	A. Elvinger	XI
VerLoren van Themaat Pieter	G. Als	IX
Wagner Edmond	G. Als (H. Ahlborn, H. Entringer)	IX
Weitzel Albert	G. Ravarani	XI <sup>1/2</sup>
Welter Felix	E. Wagner	IV
Werner Pierre	E. Wagner	VII
Wurth Marcel	A. Huss	II
Zahlen Jean-Pierre	E. Wagner	IV

## V. LÉGISLATION CONCERNANT LA SECTION DES SCIENCES MORALES

**RÈGLEMENT MINISTÉRIEL DU 23 NOVEMBRE 1966  
PORTANT CRÉATION D'UNE SECTION  
DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES  
DE L'INSTITUT GRAND-DUCAL**

Le Ministre d'Etat, Président du Gouvernement,  
Le Ministre des Affaires culturelles,

Vu le **règlement** organique de l'Institut **Grand-Ducal**, approuvé par arrêté royal **grand-ducal** du 24 octobre 1868, et **notamment** l'art. 3, al.2, de ce règlement;

Sur l'avis favorable de la Section historique, de la Section des Sciences médicales, de la Section des Sciences naturelles, de la Section de linguistique, de folklore et de toponymie et de la Section des arts et des lettres de l'Institut;

Arrêtent:

**Art. 1<sup>er</sup>.** Il est créé une sixième section de l'Institut Grand-Ducal, sous la dénomination de « Section des sciences morales et politiques ».

**Art. 2.** Le règlement organique de la section, annexé au présent règlement ministériel, est approuvé.

**Art. 3.** Le présent règlement ministériel sera publié au Mémorial.  
Luxembourg, le 23 novembre 1966

Le Ministre d'Etat,  
Président du Gouvernement,  
Pierre WERNER  
Le Ministre des Affaires culturelles  
Pierre GRÉGOIRE



## ANNEXE

**Règlement Organique de la Section des Sciences  
Morales et Politiques de l'Institut Grand-Ducal**  
approuvé par l'assemblée générale prorogée du 10 novembre 2009<sup>1</sup>

**Chapitre 1<sup>er</sup> – But et activité de la section**

**Art. 1<sup>er</sup>.** La section a pour but de cultiver l'étude des sciences morales et politiques et de favoriser leur diffusion.

Par sciences morales et politiques, au sens du présent règlement, il y a lieu d'entendre, notamment, la philosophie, les sciences sociales, politiques et économiques, ainsi que la science juridique.

La section groupe des personnes qui, par la valeur de leurs travaux scientifiques, méritent d'être réunies en un collège représentatif des branches du savoir définies ci-dessus.

**Art. 2.** La section accomplit sa mission par tous les moyens qu'elle juge appropriés et, en particulier, par

- des réunions de travail;
- la participation à des réunions internationales d'étude;
- l'organisation de cours et de conférences publics;
- l'édition de publications.

Les travaux de la section font l'objet d'une publication annuelle.

La section peut prendre toute disposition, le cas échéant en coopération avec les autres sections de l'Institut grand-ducal et les institutions poursuivant des buts similaires, en vue de faciliter le travail scientifique de ses membres, notamment par la constitution d'une documentation et d'une bibliothèque.

La section conseille le Gouvernement dans le domaine de la compétence définie ci-dessus. Elle donne son avis sur les questions scientifiques qui lui sont soumises; elle peut prendre l'initiative d'adresser des rapports et des vœux au Gouvernement, aux institutions et aux établissements publics.

<sup>1</sup> et par lettre de Madame la Ministre de la Culture du 6 octobre 2010.

**Chapitre 2 – Composition de la section**

**Art. 3.** La section comprend des membres effectifs, des membres correspondants, des membres agrégés et des membres d'honneur.

Le nombre des membres effectifs est limité à cinquante; il ne pourra être excédé qu'en vertu d'une délibération prise et approuvée conformément à l'article 23 du présent règlement.

Les membres effectifs participent, de plein droit, à toutes les activités et délibérations de la section. Les autres membres y prennent part sur invitation et, en ce qui concerne les délibérations, avec voix consultative.

**Art. 4.** Pour être admis comme membre d'une des catégories déterminées par l'art. 3 il faut être proposé par deux membres effectifs. Toute proposition doit être présentée par écrit et adressée au président de la Section, accompagnée d'une notice exposant les mérites scientifiques du candidat et d'un relevé de ses publications. Le président soumet la candidature au conseil d'administration qui peut demander les informations supplémentaires qu'il juge utiles.

Sur avis positif du conseil d'administration, la demande d'admission est soumise au vote lors d'une réunion des membres effectifs de la section. Si l'avis du conseil d'administration est négatif, il est communiqué, avec ses motifs, à ceux qui ont proposé le nouveau membre, et s'ils le demandent, la candidature sera soumise à la réunion des membres effectifs. Pour être élu, le candidat doit réunir les deux tiers des suffrages des membres présents ou représentés. L'élection se fait au scrutin secret.

Le conseil d'administration veille à assurer un équilibre entre les différentes branches du savoir représentées au sein de la section conformément à l'article 1<sup>er</sup>, alinéa 2 du présent règlement.

**Art. 5.** Les membres correspondants sont désignés en règle générale parmi les personnalités résidant à l'étranger, les membres agrégés parmi les personnalités susceptibles d'être admises ultérieurement en qualité de membres effectifs.

**Art. 6.** L'exclusion de la section peut être prononcée pour un fait grave, en vertu d'une décision prise à la majorité des deux tiers des membres effectifs.

**Art. 7.** Le membre effectif ou agrégé qui, pendant une année entière, n'a pas pris part, sans motif légitime, aux travaux de la section, est censé renoncer à sa qualité de membre.

### Chapitre 3 – Administration de la section

**Art. 8.** La section est administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins dont le président, élus par l'assemblée générale des membres effectifs de la section, pour des mandats de cinq ans;

Dans la mesure du possible les branches visées à l'article 2 seront représentées au conseil d'administration.

Le conseil d'administration peut désigner en son sein un vice-président. Il désigne un secrétaire général et un trésorier.

Le conseil d'administration ne peut délibérer valablement que si la majorité de ses membres est réunie.

**Art. 9.** Le président gère les intérêts de la section, convoque et préside les assemblées et les réunions de la section, et veille à l'application du règlement.

En cas d'empêchement, le président est remplacé par le vice-président ou le secrétaire général.

**Art. 10.** Le secrétaire général est chargé des écritures et de la correspondance concernant la section. Il a en outre le soin de la documentation, de la bibliothèque et des archives.

**Art. 11.** Le trésorier de la section est chargé des recettes et des dépenses de la section. Tous les ans il rend compte de sa gestion.

**Art. 12.** Les actes, écritures et correspondances de la section sont signés par le président, le secrétaire général ou le trésorier, selon leurs attributions.

**Art. 13.** Le conseil d'administration pourra, d'après les besoins de la section, fixer une cotisation annuelle à payer par les membres effectifs et par les membres agrégés.

**Art. 14.** Au début de chaque année, la section adresse au Gouvernement son rapport d'activité pour l'année écoulée, son programme de travail pour l'année en cours, ainsi que le compte des recettes et des dépenses de l'année écoulée et le budget de l'année en cours.

**Art. 15.** Les recettes de la section sont constituées notamment: 1° par les subsides du Gouvernement; 2° par la vente des publications; 3° par les dons de particuliers; 4° s'il y a lieu, par les cotisations des membres.

**Art. 16.** Les membres qui se déplacent pour remplir une mission dans l'intérêt de la section peuvent obtenir le remboursement de leurs dépenses.

**Art. 17.** Les dépenses extraordinaires excédant les ressources de la section font l'objet d'une proposition spéciale et motivée à soumettre au Gouvernement.

### Chapitre 4 – Réunions et délibérations de la section

**Art. 18.** Il sera tenu chaque année au cours du premier semestre une assemblée générale des membres effectifs. Le conseil d'administration en fixe le jour et l'heure.

**Art. 19.** Après la lecture du procès-verbal de l'assemblée générale précédente, le secrétaire général de la section donne sommairement connaissance de la correspondance et le trésorier rend compte de la gestion des fonds.

Le secrétaire général peut transmettre un extrait du procès-verbal à la presse, aux fins de publication.

**Art. 20.** Le président de la section fait convoquer des assemblées générales extraordinaires toutes les fois qu'il le juge nécessaire et, en tout cas, à la demande motivée d'au moins cinq membres effectifs.

**Art. 21.** Les rapports et les mémoires des membres ou des personnalités invitées sont présentés et discutés en séance, ou, si le conseil d'administration en décide ainsi, sont adressés aux membres. Les auteurs des mémoires ont droit à la livraison gratuite de vingt-cinq imprimés de leur travail.

**Art. 22.** L'assemblée générale délibère à la majorité des membres effectifs présents ou représentés, sous réserve des dispositions spéciales du présent règlement. Procuration ne peut être donnée qu'à un autre membre et seulement par écrit.

Les membres votent à haute voix, sauf dans les cas où le présent règlement en dispose autrement et lorsque le scrutin secret est soit proposé par le président, soit demandé par trois membres au moins.

#### Chapitre 5 – Dispositions finales

**Art. 23.** Le présent règlement ne pourra être modifié que par la délibération d'une assemblée générale de la section, pour laquelle la majorité des deux tiers des membres effectifs doit être présente ou représentée, sous réserve de l'approbation par le Gouvernement. La modification sera publiée au Mémorial.

Si l'assemblée a été convoquée sans que les deux tiers des membres effectifs soient présents ou représentés, elle pourra, après une nouvelle convocation, prendre une résolution sur les objets mis à l'ordre du jour à la majorité des membres présents ou représentés, quel que soit le nombre des membres présents ou représentés.

**Art. 24.** En cas de dissolution, le patrimoine de la section est acquis à l'Etat.

**Art. 25.** Il y a lieu d'entendre, dans le présent règlement, par l'expression «le Gouvernement», le Ministre ayant dans ses attributions les affaires culturelles.

## VI. ORGANISATION DE L'INSTITUT GRAND-DUCAL

Introduction - Sites Internet

1. Législation
2. Présence et secrétariat général de l'Institut grand-ducal
3. Adresses et administration des sections
4. Membres des sections
45. Fonctionnement des sections : Consultation  
(v. Actes Vol XV pp 285-312)



## INTRODUCTION

L'Institut Grand-Ducal fut créé par Arrêté royal Grand-Ducal du 24 octobre 1868. Il comprenait alors les trois sections des sciences historiques, des sciences naturelles, physiques et mathématiques et des sciences médicales. S'y ajoutèrent au 20<sup>e</sup> siècle la section de linguistique, de folklore et de toponymie et celle des arts et des lettres. La 6<sup>e</sup> section, celle des sciences morales et politiques, fut créée par règlement ministériel du 23 novembre 1966. Elle est donc la plus jeune partie d'un organisme intellectuel et culturel auquel la Maison Grand-Ducale a accordé son patronage dès sa création.

C'est par modestie que les départements de l'Institut sont appelés «sections» et non pas «académies», comme tel est le cas à l'étranger.

Toutes les sections se sont signalées par une remarquable présence intellectuelle dans leur domaine et se sont efforcées de fournir des contributions de qualité. Certes, comme l'a souligné M. Alphonse Huss, premier président de notre section, dans son **allocution inaugurale du 24 octobre 1967**, *« nous n'entendons pas hisser nos modestes efforts à la hauteur qui est marquée, à l'étranger, par des compagnies de grand prestige et dont les membres, en style élevé, sont parfois taxés d'immortalité. Mais, si le Grand-Duché ne sait guère mettre sur pied, dans les différents domaines du savoir humain, des institutions pouvant se mesurer avec celles des grands pays, du moins se reconnaît-il le droit et s'imposera-t-il même le devoir de consacrer à des réalisations, dans ces mêmes domaines, des forces et moyens en proportion avec son importance territoriale et démographique ».*

## SITES INTERNET

On trouvera d'ores et déjà une documentation sur les deux sites Internet :

- Institut Grand-Ducal
  - Institut grand-Ducal section des sciences morales et politiques
- avec notamment une présentation en luxembourgeois de l'histoire et des aspects généraux de l'Institut, ainsi que des présentations en français des différentes sections : sciences naturelles, arts et lettres, folklore et onomastique, sciences médicales, section historique, pour certaines sections même la liste des membres par sous-section.

Pour la section des sciences morales et politiques, la documentation se limite pour le moment aux textes de loi et aux titres (et prix) des publications.

La possibilité de porter sur Internet également les textes des publications est à l'étude dans différentes sections.

## 1. LÉGISLATION

**p.m. ARRETE ROYAL GRAND-DUCAL DU 24 OCTOBRE 1868,  
PORTANT APPROBATION DU REGLEMENT POUR  
L'INSTITUT ROYAL GRAND-DUCAL DE LUXEMBOURG**

Nous, GUILLAUME III, par la grâce de Dieu, Roi des Pays-Bas, Prince d'Orange-Nassau, Grand-Duc de Luxembourg, etc., etc.;

Vu le règlement organique proposé par la société des anciens monuments, par la société des sciences naturelles et par celle des sciences médicales, pour l'Institut royal grand-ducal de Luxembourg;

Sur le rapport de Notre Directeur-général des finances et vu la délibération du Gouvernement réuni en conseil;

Avons arrêté et arrêtons:

Art.1<sup>er</sup>

Le règlement susmentionné, tel qu'il est annexé au présent arrêté, est approuvé.

## Art.2

Notre Directeur-général des finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Luxembourg, le 24 octobre 1868.

Pour le Roi Grand-Duc:

Son Lieutenant-Représentant

dans le Grand-Duché,

HENRI,

PRINCE DES PAYS-BAS.

Pour le Prince:

Le Directeur-général des finances,  
de COLNET-D'HUART

Le Secrétaire,  
G. d'OLIMART

**INSTITUT ROYAL GRAND-DUCAL DE LUXEMBOURG  
REGLEMENT ORGANIQUE (24.10.1868)**

**1. Composition et but de l'Institut**

**Art.1<sup>er</sup>**

Il est établi à Luxembourg une société ayant pour but de cultiver les sciences, les lettres et les beaux-arts.

Cette société prend le nom d'Institut royal grand-ducal, et se compose actuellement des trois sociétés déjà existantes: de la société archéologique, de la société des sciences naturelles et de celle des sciences médicales.

Pour mieux atteindre le but que ces trois sociétés ont poursuivi jusqu'à ce jour, chacune dans sa spécialité, celles-ci sont réunies en une seule. Cette réunion met les sociétaires à même d'agir de concert, de se prêter un appui mutuel et de soigner davantage les intérêts communs à tous. Elle a en outre l'avantage de faciliter au public l'accès des collections.

**Art.2**

Sa Majesté le Roi Grand-Duc est Protecteur de l'Institut.

Son Altesse Royale le Prince Lieutenant-Représentant de Sa Majesté dans le Grand-Duché en est Président d'honneur.

En cette qualité Son Altesse Royale dirige Elle-même les opérations de l'association toutes les fois qu'Elle assiste à une de ses réunions.

**Art.3**

L'Institut est divisé, pour le moment, en trois sections. Ces sections correspondent aux susdites sociétés et se nomment respectivement: Section des sciences historiques, Section des sciences naturelles et mathématiques et Section des sciences médicales.

Le Gouvernement royal grand-ducal, d'accord avec la Société, se réserve d'ajouter une ou plusieurs sections à celles ci-dessus énumérées.

**Art.4**

L'Institut se compose de trois catégories de membres: de membres effectifs, de membres correspondants ou agrégés et de membres honoraires.

Ces membres sont nommés par les sections conformément aux règlements spéciaux de ces dernières.

Le nombre des membres n'est pas limité, sauf les cas prévus par les règlements particuliers.

Tout membre effectif nouvellement élu paie, en entrant dans sa section, un droit d'admission dont le minimum est fixé à dix francs, et dans la suite une cotisation annuelle de cinq francs au moins.

Le sociétaire qui est membre de deux ou de plusieurs sections, paie la contribution entière de la section pour laquelle il opte et la moitié seulement de la cotisation des autres sections dont il fait partie.

**Art.5**

Chaque membre effectif d'une section a le droit d'assister aux séances des autres sections, sans toutefois y avoir voix délibérative.

**Art.6**

Chaque section a son administration, son budget et ses publications séparées.

**Art.7**

Il n'y a d'autres dépenses communes à effectuer que celles autorisées par l'assemblée générale. Dans ces dépenses, chaque section ne supporte qu'une part proportionnelle au subside qui lui est accordé sur la caisse de l'Etat.

**2. Administration et Personnel**

**Art.8**

L'Institut a un président et un secrétaire général. Il est administré par les présidents des sections, assistés du secrétaire général.

**Art. 9**

Le président de l'Institut et le secrétaire général sont en exercice pendant un an, et entrent en fonctions immédiatement après la séance publique du mois d'octobre, dont il est question à l'art. 16.

**Art. 10**

Les fonctions de président annuel de l'Institut sont remplies tour-à-tour par les présidents des différentes sections, d'après l'ancienneté de leur fondation.

Il en est de même des fonctions de secrétaire général, qui sont exercées annuellement par le secrétaire de la section dont le président est en même temps président de l'Institut.

**Art. 11**

Le président gère les intérêts communs, ordonnance les dépenses, convoque et préside l'assemblée générale.

**Art. 12**

Le secrétaire général est chargé des écritures concernant l'Institut, de la correspondance générale, de la conservation des archives et de la comptabilité commune.

Dans les séances plénières, le secrétaire général peut se faire assister par les secrétaires sectionnaires comme secrétaires adjoints.

**Art. 13**

En cas d'empêchement, le président annuel est remplacé par celui des présidents de section qui doit lui succéder comme président de l'Institut.

Lorsque le secrétaire général est empêché d'exercer ses fonctions, elles sont remplies par celui des secrétaires sectionnaires qui doit lui succéder en sa dite qualité.

**3. Séances et Délibérations****Art. 14**

Le Président convoque l'assemblée générale ordinaire et extraordinaire.

Il la convoque aussi souvent qu'il le juge nécessaire ou que les bureaux sectionnaires le demandent.

**Art. 15**

Le secrétaire général rédige les procès-verbaux, et en donne lecture; il rend compte de la gestion des fonds, signale les faits nouveaux et communique aux sections les pièces ou les articles dont la connaissance peut les intéresser.

Après chaque séance générale, le secrétaire peut transmettre un extrait du procès-verbal à un ou plusieurs journaux. Lorsque l'assemblée le demande, il en publie un bulletin spécial.

**Art. 16**

Les membres de l'Institut se réunissent en séance ordinaire, chaque année le dernier mardi du mois d'octobre à cinq heures du soir. Si ce mardi tombe la veille de la Toussaint, la séance ordinaire aura lieu le lundi qui précède cette fête.

La séance ordinaire est publique.

L'ordre à observer dans les séances est fixé par le règlement.

**Art. 17**

Nul mémoire, rapport, discours et nulle communication quelconque ne peut faire l'objet d'une lecture ou discussion publique, et aucune expérience ne peut être faite sans approbation préalable du bureau de la section respective.

**Art. 18**

Les décisions de l'Institut sont prises par la totalité des sections réunies en assemblée générale.



Ces sections adoptent ou rejettent, à la majorité des suffrages, les propositions qui leur sont soumises.

#### 4. Bibliothèques et Musées

##### Art. 19

Les bibliothèques et les collections des trois sections de l'Institut sont conservées dans un bâtiment fourni aux frais de l'Etat.

Bien que distinctes, elles sont réunies pour autant que possible dans un local commun, qui servira également aux séances de l'Institut et à celles des sections.

Elles sont confiées à la garde des conservateurs et secrétaires des sections respectives.

##### Art. 20

En cas de nomination d'un bibliothécaire conservateur, les fonctions de cet employé seront déterminées dans le règlement spécial.

#### 5. Publications

##### Art. 21

Les sections font, chacune indépendamment des autres, publier leurs travaux. Elles font mutuellement l'échange de leurs publications.

#### 6. Dispositions transitoires

##### Art. 22

Si des changements ou des ajoutes au présent règlement organique sont jugés nécessaires, ils sont débattus en assemblée générale et votés à la majorité des voix.

Si l'assemblée générale les approuve, elle les soumet à la sanction du Gouvernement.

##### Art. 23

Chaque section introduira dans son règlement spécial les modifications nécessaires pour l'adapter au présent règlement organique.

Appartient à l'arrêté royal grand-ducal du 24 octobre 1868.

Le Secrétaire pour les affaires du Grand-Duché  
G. d'OLIMART

### Législation relative aux sections

(p.m. à chaque arrêté est annexé un règlement d'ordre intérieur)

#### Section de linguistique

Arrêté ministériel du 26 novembre 1935 portant création d'une Section de linguistique, de folklore et de toponymie de l'Institut Grand-Ducal (Mém. 1935, p. 1182).

#### Section des Arts et Lettres

Règlement ministériel du 5 janvier 1962 portant création d'une Section des Arts et des Lettres de l'Institut Grand-Ducal (Mém. A 1962, p. 98).

#### Section des sciences morales et politiques

Règlement ministériel du 23 novembre 1966 portant création d'une Section des sciences morales et politiques de l'Institut Grand-Ducal (Mém. A 1966, p. 1114).

## 2. PRÉSENCE ET SECRÉTARIAT GÉNÉRAL DE L'INSTITUT GRAND-DUCAL

Après des débuts prometteurs durant les années qui ont suivi la création de l'Institut Grand-Ducal en 1868, les dispositions du règlement organique concernant la tenue annuelle d'une assemblée générale ordinaire et la désignation du président et du secrétaire général de l'Institut Grand-Ducal ont été oubliées. Ce n'est que sur l'initiative de la Section des sciences morales et politiques que, depuis quelques années, ces assemblées générales ont à nouveau été tenues et l'élection des présidents et secrétaires généraux a été reprise. Aussi l'assemblée générale tenue en octobre 2011 a élu à la présidence de l'Institut M. Paul Dostert et à celle de secrétaire général de l'Institut M. Guy Thewes. L'assemblée générale tenue en octobre 2012 a élu à la présidence de l'Institut Grand-Ducal M. Pierre Seck (président de la Section des sciences naturelles, physiques et mathématiques) et à celle de secrétaire général M. Paul Heuschling, et l'assemblée générale tenue en octobre 2013 a élu à la présidence de l'Institut Grand-Ducal le Dr. Mario Dicato (président de la Section médicale) et à celle de secrétaire général le Dr. Marc Keipes.

## 3. ADRESSES ET ADMINISTRATION DES SECTIONS

Créé voilà plus d'un siècle – en 1868 – l'Institut vit encore dans le provisoire. Seule la section de linguistique possède un siège, avec secrétariat et bibliothèque, au 2a rue Kalchesbruck, L-1852 Luxembourg – la section des sciences naturelles y disposant également d'un bureau. Plusieurs sections ont leur siège administratif, voire leur bibliothèque ou leurs archives, au domicile du président ou du secrétaire. Ainsi s'explique la liste d'adresses ci-après.

### 1. Section historique

Président: M. Paul Dostert,  
18, rue Schrobilgen, L-2526 Luxembourg  
Courriel: paul.dostert@cnr.etat.lu

Secrétaire: M. Guy Thewes  
Musée d'Histoire de la Ville de Luxembourg  
14, rue du St-Esprit, L-2090 Luxembourg  
Courriel: g.thewes@musee-hist.lu

## 2. Section des sciences naturelles, physiques et mathématiques

Président: M. Pierre Seck,  
162a, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg  
Courriel: pierre.seck@uni.lu

Secrétaire: M. Laurent Pfister,  
162a, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg  
Courriel: laurent.pfister@lippmann.lu

## 3. Section des sciences médicales

Président: Dr. Mario Dicato,  
Centre Hospitalier de Luxembourg  
4, rue Barblé, L-1210 Luxembourg

Secrétaire: Dr. Marc Keipes,  
Clinique Ste-Zithe, L-2763 Luxembourg

## 4. Section de linguistique, d'ethnologie et d'onomastique

Siège: 2a, rue Kalchesbruck, L-1852 Luxembourg

Président: M. Jean Ensich

Secrétaire: M. Alexandre Ecker  
Courriel: sekretariat@igd-leo.lu  
Tél.: 247-88640

## 5. Section des arts et des lettres

Président: M. Lucien Kayser,  
11, rue Lemire, L-1927 Luxembourg  
Courriel: lucien.kayser@gmail.com

Secrétaire: M. Claude Mangen,  
30, Cité Pierre Strauss, L-9357 Bettendorf  
Courriel: cmangen@100komma7.lu

## 6. Section des sciences morales et politiques

Président: M. André Elvinger,  
174, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg  
Courriel: andreelvinger@ehp.lu

Secrétaire général: M. Georges Als,  
11, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg  
Courriel: alsgeo@pt.lu

## 4. MEMBRES DES SECTIONS

(état: mars 2014)

### A) LES MEMBRES DE LA SECTION HISTORIQUE

Barthel Charles, (2003)  
15, route de Luxembourg - L-6196 Eisenborn

Dostert Paul, (1991)  
18, rue Schrobilgen - L-2526 Luxembourg

Hellinghausen Georges, (1995)  
51, rue J.Wilhelm - L-2827 Luxembourg

Kieffer Monique, (1995)  
37, bd Roosevelt - L-2450 Luxembourg

Kirps Josée, (2006)  
Plateau du Saint-Esprit - L-1475 Luxembourg

Krier Jean, (1985)  
Marché-aux-Poissons - L-2345 Luxembourg

Langini Alex, (2010)  
4, bd Roosevelt - L-2450 Luxembourg

Margue Michel, (2000)  
6, am Gronn - L-6917 Roodt/Syre

Margue Paul, (1964)  
38, rue Seimetz - L-2531 Luxembourg

May Guy, (1991)  
6, rue des carrefours - L-8015 Strassen

Polfer Michel, (2007)  
Marché-aux-Poissons - L-2345 Luxembourg

Reinert François, (2011)  
Marché-aux-Poissons - L-2345 Luxembourg

Schoentgen Marc (2010)  
1, rue de la Croix - L-9216 Diekirch

Schroeder Jean, (1980)  
3, rue C.M. Spoo - L-6483 Echternach

Thewes Guy, (2010)  
14, rue du St Esprit - L-2090 Luxembourg



Thill Gérard, (1965)

5, rue des Lignes - L-1935 Luxembourg

Trauffer Henri, (2003)

20, rue des Lilas - L-6454 Echternach

Trausch Gilbert, (1964)

2, rue des Roses - L-2445 Luxembourg

Weiller Raymond, (1969)

40, rue de l'Avenir - L-1147 Luxembourg

#### Bureau exécutif:

Paul Dostert, Président

Guy Thewes, Secrétaire

Charles Barthel, Trésorier

Monique Kieffer, Bibliothécaire

Josée Kirps, Archiviste

Michel Polfer, Conservateur

Guy May, Secrétaire adjoint

## B) LES MEMBRES DE LA SECTION DES SCIENCES

### Membres effectifs

Nom	Prénom	Nom	Prénom
Altzinger	Gust	Massard	Jos
Bintz	Jacques	Massard-Geimer	Gaby
Diederich	Paul	Meisch	Claude
Elter	Robert	Metz	Henri
Francis	Olivier	Muller	Adolphe
Groff	Paul	Pfister	Laurent
Hary	Armand	Pier	Jean-Paul
Heuschling	Paul	Poncin	Norbert
Hoffmann	Jules A.	Sauber	Ferd
Hoffmann	Lucien	Schneider	Nico
Humbel	René L.	Seck	Pierre
Kieffer	Nelly	Stomp	Norbert
Kies	Antoine	Theves	Georges
Klopp-Albrecht	Monique	Wennig	Robert
Kugener	Henri	Werner	Jean
Lahr	Jos		

### Membres d'honneur

Nom	Prénom	Nom	Prénom
Barthelmy	Jean-Pierre	Keller-Didier	Colette
Charlier	Philippe	Krüger	Jan-Kristian
Cohen-Tannoudji	Claude Nessim	Lehn	Jean-Marie
Coppens	Yves	Leprévost	Franck
D'Hondt	Jean-Loup	Lexa-Chomard	Annette
Derniame	Jean-Claude	Lorquet	Jean-Claude
Dubaux	Dominique	Maurel	Christine
Eymard	Pierre	Paquet	Paul
Gerl	Maurice	Parent	Georges Henri
Haluk	Jean-Pierre	Pelt	Jean-Marie
Hampe	Erhart	Perdang	Jean
Hansen	Jean-Pierre	Siest	Gérard
Haton	Jean-Paul	Sigvaldson	Gudmundur
Hebrard	Jacques	Vincendon	Guy
Hocquart	Roger	von Szentpaly	Laszlo
Juvigne	Etienne	Weis	Antoine
Kahane	Jean-Pierre	Zongziz	Cai
Keller	Jean-Marie		

Source: rapport d'activités 2011 de la Section

### Bureau exécutif

Pierre Seck, Président

Robert Elter, Vice Président

Paul Heuschling, Secrétaire général

Lucien Hoffmann, Trésorier

Laurent Pfister, Bibliothécaire

### C) LES MEMBRES DE LA SECTION DES ARTS ET DES LETTRES

#### Sous-Section « Littérature française » (6)

CONTER Claude  
66, rue Dr. Welter - L-4347 Esch-sur-Alzette - Tél. 553043

KAYSER Lucien  
11, rue Lemire - L-1927 Luxembourg - Tél. 446377  
e-mail : lucien.kayser@gmail.com

MOLITOR Félix  
1877 chemin des Nauses - F-82200 Moissac  
e-mail : felix.molitor@education.lu

SCHAACK Raymond  
53, rue de Gasperich - L-1617 Luxembourg - Tél. 487417  
e-mail : rasak@pt.lu

SCHLECHTER Lambert  
30, Duerfstrooss - L-9156 Eschweiler - Tél. 26950177

WELTER René  
47, rue Marie-Curie - L-3447 Dudelange - Fax 523419  
e-mail : rene.welter@estuaires.lu

#### Sous-Section « Littérature allemande » (7)

BLAISE Henri  
28b rue J.P. Brasseur - L-1258 Luxembourg - Tél. 445149

GOETZINGER Germaine  
14, rue Edmond Dune - L-1404 Luxembourg - Tél. 760029 / 326955-315

GROBEN Jos  
2, rue Millewee - L-5417 Ehnen - Tél. 760029  
e-mail : joseph.groben@education.lu

JACOBY Lex  
8, rue Bellevue - L-7214 Lux.-Bereldange - Tél. 339953

KOHNEN Jos  
55, rue Louis XIV - L-1948 Luxembourg - Tél. 440612

KOLTZ Anise  
4, rue Comte de Ferraris - L-1418 Luxembourg

MAAS Paul  
6, rue du Château - L-5772 Weiler-la-Tour - Tél. 23667370  
e-mail : pol.maas@education.lu

#### Sous-Section « Littérature luxembourgeoise » (4)

GREISCH Pol  
17, rue J.P. Koenig - L-1875 Luxembourg - Tél. 472865

HOSCHEIT Jhemp  
58, rue des Remparts - L-4303 Esch-sur-Alzette - Tél. 542587  
e-mail : jhemp.hoscheit@education.lu

KARTHEISER Josiane  
28, rue Gutenberg - L-1649 Luxembourg - Tél. 495035  
e-mail : josiane.kartheiser@education.lu

LOSCH Henri  
6, rue des Thermes - L-8266 Mamer - Tél. 318043

#### Sous-Section « Musique » (6)

CAO Pierre  
18, rue de Roedgen - L-3961 Ehlang - Tél. 370329  
e-mail : pierre.cao@arsysbourgogne.com

KERGER Camille  
17, rue de la Gare - L-3334 Hellange - Tél. 512729

LENNERS Claude  
rue Aloyse Meyer - L-2154 Luxembourg - Tél. 407214  
e-mail : lcl.@pt.lu

MÜLLENBACH Alexander  
Rosittengasse 3 - A-5020 Salzburg  
Tél. 0043-662-820023 - Gsm 0043-676-9508541  
e-mail : amuellenbach@aon.at

ULVELING Paul  
14, rue du Fossé - L-7319 Steinsel - Tél. 339181  
e-mail : pba@vo.lu

WEBER Loll

B.P.11 - L-9701 Clervaux - Tél. 921060 - Gsm : 691 193410

e-mail : lollweb@pt.lu

**Sous-Section « Théâtre, Danse, Cinéma et Médias » (7)**

EIFFES Christiane

1, rue Fort Elisabeth - L-1463 Luxembourg - Tél. 483495

e-mail : danse@danse.lu

HOFFMANN Frank

1, Sëmmelgronn - L-8395 Simmer - Tél. 305021

e-mail : frank.hoffman.n@ename.lu

LESCH Paul

62, rue de Hamm - L-1713 Luxembourg - Tél. 292389

e-mail : paul.lesch@education.lu

LINK André

1, rue L.de Froment - L-2413 Luxembourg - Tél. 484171

e-mail : andre.link@saint-paul.lu

MANGEN Claude

30, Cité Pierre Strauss - L-9357 Bettendorf - Tél. 807437 - Gsm 621-555802

e-mail : cmangen@lookomma7.lu

REUTER Lex

25, rue des Aulnes - L-4986 Sanem - Tél. 594762

e-mail : alex.reuter@education.lu

VON ROESGEN M.-Paule

12, bvd. Paul Eischen - L-1480 Luxembourg - Tél. 475408

e-mail : mpvonroesgen@hotmail.com

**Sous-Section « Arts plastiques et Architecture » (8)**

BAUER Christian

107, rue de Hollerich - L-1741 Luxembourg - Tél. 330367-1

e-mail : cba@cba.lu

EWEN Luc

4, rue d'Ettelbruck - L-7462 Moesdorf - Tél. 325557

NEY Bertrand

34, rue de Bettembourg - L-3320 Berchem - Tél. 369988

e-mail : bertrand.ney@gmx.net

NICOLAS Pit

6b, Rannerwee - L-8334 Cap - Tél. 300296

e-mail : mady.nicolas@internet.lu

SCHUMACHER Pierre

18, av. Gaston-Diderich - L-1420 Luxembourg - Tél. 452826

e-mail : pit.schumacher@gmail.com

STRAINCHAMPS Armand

23, rue Alfred de Musset - L-2175 Luxembourg - Tél. 222091

THILL Edmond

27, rue Henri Lamormesnil - L-1915 Luxembourg

Musée National Marché-aux-Poissons - L-2345 Luxembourg

Tél. 479330-314

THURM Nico

4, rue de Rotterdam - L-4308 Esch-sur-Alzette - Tél 550895

**Membres correspondants (3)**

KRIER Rob 41, Westsalischestrasse - D-10711 Berlin

PENSIS Bram Henri 2485m Vicking Court - Wi-54904 Oskosh USA

SCHALZ Nicolas 45, Bleichstrasse - D-28203 Bremen

**Membres honoraires (3)**

GROBEN Joseph 2, rue Millewee - L-5417 Ehnen

JUNIUS Jean-Pierre 64, rue de l'Eglise - Schiffflange

WORRÉ Théo 21, avenue Monterey - Luxembourg



**D) LES MEMBRES DE LA SECTION  
DE LINGUISTIQUE, D'ETHNOLOGIE ET D'ONOMASTIQUE**

Nom	Prénom	Ville
<b>Membres effectifs</b>		
Atten	Alain	Luxembourg
Barthelemy	Ben	Schandel
Becker	Armand	Ehnen
Bento	Isabel	Luxembourg
Berg	Guy	Bous
Diderich	Tom	Bruxelles
Ecker	Alexandre	Hesperange
Ensch	Jean	Strassen
Fichtner	Ralph	Howald
Gloesener	Marthy	Olm
Jehle	Christine	Howald
Jung	Tessy	Luxembourg
Kalmes	Victor	Berschbach
Kayser	Prosper	Bech-Kleinmacher
Kohn	Jo	Schiffange
Krantz	Robert	Dudelange
Krieger	Carlo	Pekin
Lafontaine	Paul	Belvaux
Lulling	Jérôme	Schiffange
Malget	Jean	Whlerange
Meintz	Jean-Claude	Luxembourg
Milmeister	Jean	Tuntange
Moulin	Claudine	Rameldange
Mousset	Jean-Luc	Luxembourg
Muller	Jean-Claude	Rédange
Reisdoerfer	Joseph	Wiltz
Reuter	Antoinette	Luxembourg
Riechert	Charles	Luxembourg
Schlechter	Pierre	Schoos
Sperl	Helmuth	Luxembourg
Tumiotto	Angela	Crauthem
Wiltgen	Alphonse	Luxembourg
Wirtgen	Georges	Luxembourg

**Membres d'honneur**

Cox	H. L.	Bonn
Fraikin	Jean	Liège
Freckmann	Klaus	Trier
Gärtner	Kurt	Berlin
Kramer	Johannes	Trier
Krier	Fernande	Paris
Langensiepen	Fritz	Bonn
Meder	Cornel	Niedercorn
Newton	Gerald	Sheffield
Rohr	Günther W.	Föhren
Schanen	François	Clapiers
Scholer	Othon	Diekirch
Wegera	Klaus-Peter	Bochum

**Membres correspondants**

Berg	Florence	Schrasség
Biver	Jemph	Scheedgen
Deitz	Luc	Koerich
Gardini	Fausto	Jacksonville, Florida, USA
Leytem	Eugène	Mersch
Margue	Michel	Roodt-sur-Syre
Schons	Guy	Hollenfels
Weyland	Léon	Luxembourg

**Publications:**

Bulletin linguistique et ethnologique  
Beiträge zur luxemburgischen Sprach- und Volkskunde

**Conseil d'administration**

- Jean Ensich, président
- Alain Atten, vice-président et archiviste
- Alexandre Ecker, secrétaire
- Armand Becker, vice-secrétaire
- Angela Tumiotto, trésorière
- Tessy Jung, publications
- Marthy Gloesener, relations chercheurs et étudiants

**E) CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DE LA SECTION DE MÉDECINE**

Président: Dr Mario Dicato  
Vice-Président: M. Robert Wennig  
Trésorier: Dr Laurent Meyers  
Secrétaire général: Dr Marc Keipes  
Bulletin: Dr G. Berchem  
Membres: Drs Pascal Burg - Carine Federspiel - Jacqueline  
Genoux-Hames - Henri Metz - Cl. Muller -  
N. Welschbillig - Ch. Pull - L. Meyers -  
M. Rosch - Annick Sax

**F) LES MEMBRES DE LA SECTION  
DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES**

cf supra III. Tableau des membres

**VII. PROJET DE  
RÉORGANISATION DE  
L'INSTITUT GRAND-DUCAL**

### **Pourquoi une réorganisation ?**

Des efforts sont en cours, à l'initiative d'André ELVINGER, pour réveiller l'Institut Grand-ducal de sa torpeur plus que centenaire, seules ses sections ayant été actives, dans une splendide isolation. Le président en a rendu compte dans ses préfaces des Actes. Un inventaire des structures et activités des six sections a pu être dressé, sur base d'un questionnaire conçu par Jean-Paul Harpes ; la synthèse des réponses a été publiée au volume XV des Actes (pages 286-312). Une collaboration réelle a été formalisée entre les 6 sections depuis 2011, avec élection d'un président et d'un secrétaire général de l'Institut, sur base du règlement organique de 1868. Mais le besoin s'est fait sentir d'adapter ce règlement aux données actuelles, moyennant des amendements qui font l'objet de l'avant-projet ci-après, qui a été soumis aux pouvoirs publics pour approbation.

Version juillet 2013

### **Avant-projet de loi concernant l'Institut Grand-Ducal et portant abrogation du règlement organique de l'Institut Royal Grand-Ducal de Luxembourg du 24 octobre 1868**

## **Texte de l'avant-projet de loi**

### **1. Organisation et but de l'Institut**

#### **Article 1<sup>er</sup>**

L'Institut Grand-Ducal (ci-après en abrégé « *l'Institut* ») est la continuation de l'Institut Royal Grand-Ducal de Luxembourg institué par arrêté royal grand-ducal du 24 octobre 1868.

L'Institut est une personne morale de droit public à statut particulier régie par le présent règlement organique (ci-après le « *Règlement Organique* »).

L'Institut est placé sous la protection du Grand-Duc.



**Article 2**

L'Institut a pour objet de cultiver les sciences, les lettres et les arts et de contribuer au rayonnement de la production intellectuelle sur les plans national et international.

L'activité de l'Institut, sans préjudice des activités des Sections (telles que définies ci-après), comporte notamment la tenue de réunions de travail, les communications des membres et des invités, l'organisation de manifestations à caractère culturel et scientifique, ainsi que la participation à des réunions internationales d'instituts similaires.

L'Institut a comme mission de promouvoir les travaux de recherche et d'encourager les initiatives scientifiques et artistiques. Il est un centre de coopération entre les savants et artistes du pays ou d'autres pays.

L'Institut et les Sections, chacune indépendamment des autres ou, selon l'objet, en commun, publient leurs travaux. L'Institut et les Sections font mutuellement l'échange de leurs publications.

L'Institut assume sa représentation et celle des Sections à l'égard des pouvoirs publics et d'autres personnes morales de droit privé ou public.

A la demande d'un ou de plusieurs membres du gouvernement, l'Institut émettra des avis relatifs à des questions de caractère scientifique ou répondra à des missions qui lui sont confiées. L'Institut pourra également, de sa propre initiative, rendre des avis à l'attention d'un ou plusieurs membres du gouvernement.

L'Institut recherchera la coopération active et régulière avec l'Université du Luxembourg en ses différentes facultés.

**Article 3**

L'Etat met à la disposition de l'Institut et de ses Sections les moyens requis pour assurer leur fonctionnement.

**2. Les Sections et leurs membres****Article 4**

L'Institut comprend des sections, (ci-après les « Sections »), qui répondent, chacune dans son domaine, à son objet. Chaque Section constitue une personne morale de droit public à statut particulier.

Les Sections actuelles sont : la Section historique, la Section des sciences naturelles, physiques et mathématiques, la Section des sciences médicales, la Section de linguistique, d'ethnologie et d'onomastique, la Section des arts et des lettres et la Section des sciences morales et politiques.

Chaque Section est régie par son Règlement. Chaque Section arrête son Règlement qui doit être en conformité avec le Règlement Organique et qui peut être modifié selon les dispositions du Règlement et moyennant approbation de l'Institut et du Ministre ayant dans ses attributions la culture. Les Sections peuvent prévoir des sous-sections.

L'Institut pourra, moyennant approbations par règlement grand-ducal, ajouter une ou plusieurs Sections à celles énumérées ci-avant.

**Article 5**

Chaque Section groupe les personnes qui, par la valeur de leurs travaux scientifiques, culturels ou artistiques, méritent d'être réunies en un collège représentatif des branches du savoir ou de la culture de la Section. Pour devenir membre d'une Section, le candidat doit justifier de travaux scientifiques, culturels ou artistiques significatifs.

Chaque Section se compose de membres effectifs et peut comporter, selon son Règlement, d'autres catégories de membres. Seuls les membres effectifs des Sections sont considérés et désignés comme membres de l'Institut.

Ces membres sont nommés par chaque Section conformément à son Règlement.

Aucune Section ne pourra comprendre plus de 50 membres effectifs.

Chaque membre d'une Section a le droit d'assister aux séances des autres Sections, sans toutefois y avoir voix délibérative.

**3. Dispositions générales****Article 6**

Les modalités d'administration de l'Institut et des Sections seront déterminées par règlement grand-ducal. Toutes autres modalités d'administration pourront être réglées par l'Institut et les Sections en conformité avec le présent Règlement Organique et le règlement grand-ducal à intervenir en vertu du présent article.

**Article 7**

En cas de dissolution de l'Institut, le patrimoine de l'Institut est acquis à une institution similaire désignée par Séance extraordinaire de l'Institut et approuvée par l'Etat et, à défaut, à l'Etat.

**Article 8**

Le Règlement Organique de l'Institut Royal Grand-Ducal approuvé par l'arrêté royal grand-ducal du 24 octobre 1868, est abrogé.

**Texte de l'avant-projet de Règlement grand-ducal**

Vu l'article 5 de la loi du ... concernant l'Institut Grand-Ducal et portant abrogation du Règlement Organique de l'Institut Royal Grand-Ducal de Luxembourg du 24 octobre 1868.

**1. Administration de l'Institut et des Sections****Article 1**

L'Institut et chaque Section ont leur administration, leurs comptes de recettes et de dépenses et leurs budgets séparés.

**Article 2**

Les recettes de l'Institut et des Sections peuvent notamment comprendre un subside que l'Institut et les Sections peuvent solliciter auprès du Ministre ayant dans ses attributions la culture et, le cas échéant, les cotisations à arrêter par les Sections. Les dépenses de l'Institut et des Sections sont celles occasionnées par leurs activités dans le cadre de leur objet.

**Article 3**

L'Institut a un président et un secrétaire général. Chaque Section a un président et un secrétaire qui sont désignés par la Section selon son Règlement.

**Article 4**

**Le président de l'Institut et le secrétaire général de l'Institut sont en exercice pendant deux ans et entrent en fonctions immédiatement après la séance ordinaire prévue à l'article 11 (ci-après la « Séance ordinaire »).**

**Article 5**

Les fonctions de président de l'Institut sont remplies tour-à-tour par les présidents des Sections, d'après l'ancienneté de leur fondation, sauf si, sur proposition de la Section revêtue de l'ancienneté, la Séance ordinaire décide d'une autre séquence.

Il en est de même des fonctions de secrétaire général de l'Institut, qui sont exercées par le secrétaire de la Section dont le président est en même temps président de l'Institut.

**Article 6**

Le président de l'Institut représente l'Institut à l'égard des tiers. Il gère les intérêts communs, ordonnance les dépenses, convoque et préside la Séance ordinaire et les séances extraordinaires.

En cas d'empêchement, le président de l'Institut est remplacé par le président d'une autre Section dans l'ordre d'ancienneté des Sections, et à défaut, par le secrétaire général de l'Institut ou un secrétaire d'une Section dans l'ordre d'ancienneté.

Le président est assisté par un conseil consultatif composé des présidents, et en leur absence, des secrétaires des autres Sections. Le conseil consultatif émet son avis sur les questions que lui soumet le président qui le convoque à cet effet chaque fois qu'il le juge nécessaire.

Le conseil est également consulté sur l'attribution aux différentes Sections des avis et missions demandés ou confiés par un ou plusieurs membres du gouvernement selon l'article 2, sixième alinéa de la loi.

**Article 7**

Le secrétaire général de l'Institut est chargé des écritures concernant l'Institut, de la correspondance générale, de la conservation des archives et de la comptabilité commune. Il peut être assisté d'un trésorier désigné d'un commun accord du président et du secrétaire général.

Dans les séances, le secrétaire général de l'Institut peut se faire assister par les secrétaires des Sections comme secrétaires adjoints.

Lorsque le secrétaire général est empêché d'exercer ses fonctions, elles sont remplies par le secrétaire d'une autre Section dans l'ordre d'ancienneté des Sections qui doit lui succéder en sa dite qualité.

**Article 8**

Au début de chaque année, l'Institut et chacune de ses Sections remettent au Ministre ayant dans ses attributions la culture leur rapport d'activité ainsi que leur bilan et leur compte de recettes et de dépenses de l'année écoulée. L'Institut et ses Sections remettent en même temps leur programme de travail et leur budget pour l'année à venir.

**2. Séances et Délibérations****Article 9**

Le président convoque la Séance ordinaire.

Il convoque les séances extraordinaires aussi souvent qu'il le juge nécessaire ou qu'une Section le demande.

**Article 10**

Le secrétaire général rédige le procès-verbal de la séance qu'il soumet pour contresignature au président; il rend compte de la gestion des fonds, signale les faits nouveaux et communique aux Sections les pièces ou les articles dont la connaissance peut les intéresser.

**Article 11**

Chaque année, avant le 30 juin, l'Institut se réunit en Séance ordinaire.

La Séance ordinaire entend les rapports du président, du secrétaire général et, s'il y a lieu, du trésorier. Elle examine et approuve les comptes de l'année écoulée et le budget de l'année en cours. Elle procède à la désignation du président et du secrétaire général conformément aux articles 4 et 5 du présent règlement.

**Article 12**

Les séances de l'Institut comportent, outre celles prévues pour la Séance ordinaire, les activités qui rentrent dans son objet tel que défini à l'article 2 de la loi.

**Article 13**

Les décisions de l'Institut sont prises, en séance ordinaire ou extraordinaire, à la majorité des Sections représentées à la séance, chaque Section disposant d'une voix, et à cet effet, chaque Section est représentée par son président, par son secrétaire ou le membre auquel ceux-ci auront donné pouvoir pour les représenter. En cas d'égalité de voix des Sections, la voix de la Section dont relève le président de l'Institut est prépondérante.

**3. Bibliothèques et collections****Article 14**

Les bibliothèques et les collections de l'Institut et des Sections sont conservées dans un ou plusieurs bâtiments fournis aux frais de l'Etat et réunies pour autant que possible dans un local commun, qui pourra servir également aux activités administratives ainsi qu'aux séances de l'Institut et à celles des Sections.

Elles sont confiées à la garde du secrétaire général de l'Institut et des secrétaires des Sections.

**4. Disposition transitoire****Article 15**

Chaque Section introduira dans son Règlement les modifications nécessaires pour l'adapter au Règlement Organique et au présent arrêté.



### Exposé des motifs

L'Institut Grand-Ducal fut créé par arrêté royal grand-ducal du 24 octobre 1868 par la réunion, comme l'explique l'article 1<sup>er</sup> de cet arrêté, de trois sociétés alors existantes, la Société archéologique, la Société des sciences naturelles et la Société des sciences médicales.

L'arrêté royal grand-ducal n'a pas été modifié depuis lors. Cependant, son article 3, alinéa 2, qui prévoyait d'ajouter une ou plusieurs sections supplémentaires aux trois sections issues des sociétés existantes en 1868, a été appliqué à plusieurs reprises :

- par arrêté ministériel du 26 novembre 1935 portant création d'une Section de linguistique, de folklore et de toponymie de l'Institut Grand-Ducal (Mémorial 1935, page 1182) qui érigeait la Société luxembourgeoise d'études linguistiques et dialectologiques en quatrième section de l'Institut Grand-Ducal,
- par le règlement ministériel du 5 janvier 1962 (Mémorial A 1962, page 98) qui instituait une cinquième section de l'Institut Grand-Ducal sous la dénomination de « *Section des arts et des lettres* », et enfin
- par le règlement ministériel du 26 novembre 1966 (Mémorial A 1966, page 1114) qui créait une sixième section de l'Institut Grand-Ducal sous la dénomination « *Section des sciences morales et politiques* ».

Les six Sections de l'Institut Grand-Ducal ont développé au cours des années, et de façon autonome, une activité soutenue par des communications de qualité et des publications importantes.<sup>1</sup> Par contre, l'Institut Grand-Ducal en tant que tel n'a pas, pendant de longues années, exercé ses fonctions propres et nommé ses président et secrétaire général.

1 C'est par modestie que les départements de l'institut sont appelés « sections » et non pas « académies », comme tel est le cas à l'étranger. Certes, comme l'a souligné M. Alphonse Huss, le premier président de la section des sciences morales et politiques, la plus jeune des sections, dans son allocution inaugurale du 24 octobre 1967, « nous n'entendons pas hisser nos modestes efforts à la hauteur qui est marquée, à l'étranger, par des compagnies de grand prestige et dont les membres, en style élevé, sont parfois taxés d'immortalité. Mais, si le Grand-Duché ne sait guère mettre sur pied, dans les différents domaines du savoir humain, des institutions pouvant se mesurer avec celles de grands pays, du moins se reconnaît-il le droit et s'imposera-t-il même le devoir de consacrer à des réalisations, dans ces mêmes domaines, des forces et moyens en proportion avec son importance territoriale et démographique ».

Ce n'est que récemment que des assemblées générales annuelles ont à nouveau été tenues conformément à l'article 14 de l'arrêté royal grand-ducal.

Le maintien de l'existence juridique de l'Institut Grand-Ducal sous l'arrêté royal grand-ducal de 1868 ne fait pourtant pas de doute. Comme le signale Pierre Pescatore dans « *Introduction à la science du droit* », il existe une continuité historique de l'ordre juridique sous les différents régimes qu'a connus le Luxembourg, tel que, entre autres, celui sous la révision de la Constitution du 27 novembre 1856 sous laquelle se place encore l'arrêté royal grand-ducal du 24 octobre 1868 créant l'Institut Grand-Ducal.<sup>2</sup> Il est donc certain que, Belle au bois dormant, l'Institut Grand-Ducal a perduré comme le prouve la création des nouvelles Sections en 1935, 1962 et 1966, jusqu'à sa réactivation récente.

Lorsque les Sections de l'Institut ont pris l'initiative de cette réactivation de l'Institut Grand-Ducal en tant que tel, il est apparu que le texte de 1868, bien que continuant à définir de façon assez adéquate l'objet et l'organisation de l'Institut et de ses Sections, avait, sur un certain nombre de points, besoin d'être adapté aux exigences actuelles. C'est la condition pour que l'Institut Grand-Ducal puisse assumer sa représentation sur le plan national en faveur de l'Etat et de ses institutions, et, en toute modestie, sur le plan international, à l'égard d'institutions comparables dans les pays voisins et en Europe.

L'Institut Grand-Ducal ne relève d'aucune des formes actuelles des institutions à caractère non but lucratif, ne s'agissant ni d'une association sans but lucratif, ni d'une fondation, ni encore d'un établissement public.

Il est intéressant de constater que, par une législation fort récente, la France a, quant à elle, procédé à une mise à jour sur le plan juridique de l'Institut de France et des Académies qui en dépendent. Comme le constate le rapport de la Commission spéciale du Sénat (no 121) l'Académie française existait avant la création de l'Institut puisque ses statuts et règlements datent de 1635, mais les premiers textes constitutifs de l'Institut de France

2 L'arrêté royal grand-ducal est intervenu sept jours après l'approbation de la Constitution du 17 octobre 1868, publiée au Mémorial n° 23 du 22 octobre 1868, page 213. Cependant cette Constitution n'est entrée en vigueur, à défaut d'une disposition en sens contraire dans son texte, que trois jours francs après sa publication, donc au plus tôt le 25 ou le 26 octobre 1868. L'arrêté royal grand-ducal du 17 octobre 1868 se plaçait donc encore sous la Constitution antérieure, celle du 27 novembre 1856.

remontent à la Constitution de l'an III et à la loi du 3 brumaire an IV qui ont affirmé l'indépendance de l'Institut et des Académies. Il fut constaté également que l'Institut et les Académies bénéficient, en fait, des attributs de la personnalité morale, même si ce terme ne figurait pas jusqu'à présent dans les actes constitutifs.

Aussi, en France, la loi de programme no 2006-450 du 18 avril 2006 pour la recherche contient-elle un titre IV traitant des « *Dispositions relatives à l'Institut de France et aux Académies* », dont l'article 35 dispose que « *l'Institut de France ainsi que l'Académie Française, l'Académie des inscriptions et belles-lettres, l'Académie des Sciences, l'Académie des Beaux-Arts et l'Académie des Sciences Morales et Politiques qui le composent sont des personnes morales de droit public à statut particulier placées sous la protection du Président de la République* ».

En Belgique, la personnalité morale des Académies royales avait été reconnue par la loi du 2 août 1924 « *accordant la personnification civile* » à ses « *compagnies* ».

Il semble indiqué de suivre ces exemples édifiants. En effet, la forme de « *personne morale de droit public à statut particulier* » est celle qui convient le mieux au caractère, unique en lui-même, de l'Institut Grand-Ducal. Contrairement à une association sans but lucratif, l'Institut n'est pas créé par ses membres, mais par la loi elle-même, et contrairement à une fondation, il ne repose pas sur l'affectation d'un patrimoine, enfin, contrairement à un établissement public, l'Institut, pour sauvegarder son caractère et celui de ses sections, est revêtu de l'indépendance également à l'égard de l'Etat.

Compte tenu de la nature constitutionnelle de l'arrêté de 1868 qui est celle d'un arrêté loi<sup>3</sup>, il a paru préférable de l'abroger plutôt que de le

3 Selon Pierre Majerus, « *l'Etat luxembourgeois* » (page 30), même la Constitution de 1868, plus démocratique que la Constitution très monarchique de 1856, restait équivoque : « *L'opinion prépondérante dans la doctrine était que le Grand-Duc jouissait, d'après le texte de 1868, de la plénitude du pouvoir souverain ...* ». Selon cet auteur, cette équivoque n'a été levée qu'à l'énonciation du principe de la souveraineté nationale lors de la révision de 1919 (op. cit. page 32). Le préambule de l'arrêté royal grand-ducal du 24 octobre 1868 indique que le Règlement Organique a été « *proposé par la Société des anciens monuments, par la Société des sciences naturelles et par celle des sciences médicales pour l'Institut Royal Grand-Ducal* », et fait mention d'un rapport du Directeur Général des finances et de la délibération du gouvernement en conseil. Par contre, cet arrêté ne se réfère à aucune disposition de la loi dont il constituerait l'exécution. Il ne pouvait donc s'agir que d'un « *arrêté loi* ».

modifier, tout en soulignant, dès l'article 1<sup>er</sup> de l'avant-projet de loi que l'Institut est la continuation de l'Institut tel qu'il existe depuis bientôt un siècle et demi.

D'autre part il paraît opportun que la loi réserve les dispositions concernant l'administration de l'Institut et de ses Sections à un règlement grand-ducal, permettant une plus grande flexibilité de cette matière.

Le projet de loi et de règlement grand-ducal s'efforcent, pour assurer à l'Institut sa continuité, de suivre dans les grandes lignes le règlement organique de 1868 qui, pour l'essentiel, répond encore à la vocation et à l'objet de l'Institut aujourd'hui.

### Commentaire des articles

#### Article 1<sup>er</sup> :

Cet article, en son premier alinéa, se place dans la continuité de l'Institut Royal Grand-Ducal de Luxembourg institué le 24 octobre 1868.

L'alinéa 2 s'inspire du texte de l'article 35, premier alinéa de la loi française du 18 avril 2006 qui confirme la personnalité morale de l'Institut et des Académies. En droit belge, la loi du 2 août 1924 a confirmé à son tour la personnalité juridique des académies. La qualification de personne morale, nécessaire pour que l'Institut puisse bénéficier de la sécurité juridique de son patrimoine, de ses ressources et de ses engagements, ne constitue pas véritablement une nouveauté.<sup>4</sup> Il est permis en effet de considérer que l'arrêté royal grand-ducal du 24 octobre 1868, en assurant à l'Institut des organes tels que son président, son secrétaire général, son assemblée générale et ses séances, a implicitement attribué à l'Institut sa personnalité juridique. Comme en France, il s'agit donc de le confirmer, tant pour l'Institut que pour ses Sections.

L'alinéa 3 reprend le principe, tel qu'il était énoncé à l'article 2 de l'arrêté royal grand-ducal de 1868, que l'Institut est placé sous la protection du Grand-Duc.

4 Certes, la notion de la personnalité juridique n'était pas entrée dans les textes en 1868. Ce n'est que par un arrêt du 11 mars 1875 (Pasieris I, no 63) que la Cour d'appel a confirmé, en l'absence de tout texte, qu'en ce qui concerne les sociétés civiles, elles constituaient des personnes morales. Curieusement, c'est plus tard, par des arrêts du 23 février 1891 et 2 mars 1892, que la Cour de cassation de France, là encore sans texte à l'appui, a confirmé la personnalité morale des sociétés civiles.

*Article 2 :*

Cet article reprend l'objet tel qu'il était défini à l'article 1<sup>er</sup> du règlement organique en s'inspirant en outre de l'article 35, alinéa 2 de la loi française du 18 avril 2006 selon lequel l'Institut a « *pour mission de contribuer à titre non lucratif au perfectionnement et au rayonnement des lettres, des sciences et des arts* ».

L'alinéa 2 prévoit les activités de l'Institut. Alors qu'à l'heure actuelle ces activités sont assurées par les seules Sections, on peut concevoir et espérer qu'à l'avenir l'Institut pourra s'adonner à des activités communes conformes à ses buts et à ceux des Sections, sans empiéter sur les domaines de celles-ci, et cela tant sur le plan national, de manière intersectorielle, que sur le plan international, en vue de développer ses relations avec des institutions similaires à l'étranger. Il appartient également à l'Institut d'assurer les relations avec les pouvoirs publics en se faisant l'interlocuteur de l'Institut lui-même et de ses Sections.

L'alinéa 3 décrit la mission de l'Institut en s'inspirant de l'article 1<sup>er</sup> du statut organique de l'Académie royale des sciences et belles lettres.

L'alinéa 4 traite des publications de l'Institut et des Sections.

L'alinéa 5 traite la représentation de l'Institut et des Sections à l'extérieur.

L'alinéa 6 prévoit les avis que l'Institut ou les Sections peuvent remettre au gouvernement et des missions qui peuvent lui être confiées.

L'alinéa 7 rappelle la coopération avec l'Université.

*Article 3 :*

Cet article rappelle le soutien financier que l'Institut reçoit, actuellement surtout sous la forme d'un subside annuel de la part du gouvernement.

*Article 4 :*

Cet article rappelle l'existence des six sections actuelles de l'Institut Grand-Ducal dénommées actuellement Section historique, Section des sciences naturelles, Section des sciences médicales, Section de linguistique, d'ethnologie et d'onomastique, Section des arts et des lettres et Section des sciences morales et politiques.

Le texte confirme à chacune d'elles sa personnalité juridique.

A l'image, toujours toutes proportions gardées, de l'Institut et des Académies en France, cette organisation, qui maintient celle de 1868, donne à l'Institut et à ses Sections une structure quasi fédérale, assurant ainsi l'autonomie des Sections.

Comme le prévoyait l'article 3 du règlement organique de 1868, l'Institut pourra ajouter une ou plusieurs Sections à celles qui existent, et ce sur approbation par règlement grand-ducal.

*Article 5 :*

Le premier alinéa de cet article est inspiré par l'article 1<sup>er</sup> alinéa 3 du règlement organique de la Section des sciences morales et politiques, en tenant compte des adaptations que cette disposition comporte pour les autres Sections. La désignation des membres de chaque Section doit se faire sur la base de travaux scientifiques significatifs, culturels ou artistiques, tels que des ouvrages, œuvres, articles et autres publications, des conférences, la participation active à des colloques, congrès ou expositions et la collaboration à des revues scientifiques, culturelles ou artistiques.

Pour le surplus, cet article reprend en l'adaptant, le contenu de l'article 4 du règlement organique actuel quant à l'existence de différentes catégories de membres et quant à leur désignation. La plupart des Sections comprennent, outre les membres effectifs, des membres correspondants, des membres agrégés et des membres d'honneur, seuls les membres effectifs étant considérés et désignés comme membre de l'Institut.

L'alinéa 4 prévoit la limitation du nombre des membres effectifs de chaque Section, conformément à l'usage des académies notamment en France et en Belgique, ce nombre étant le plus souvent de l'ordre de cinquante membres effectifs par Section.

Le dernier alinéa reprend l'article 5 du règlement organique en étendant aux membres autres que les membres effectifs le droit d'assister aux séances des autres Sections.

*Article 6 :*

L'article 6 prévoit que les modalités d'administration de l'Institut et des Sections seront déterminées par règlement grand-ducal. Il a été jugé préférable, contrairement au texte du règlement de 1868, de grouper dans la loi elle-même les dispositions fondamentales concernant l'Institut, sa mission et l'organisation des Sections, et de réserver à un règlement grand-ducal les modalités d'administration de l'Institut et des Sections.



Les modalités d'administration, qui ne seront pas réglées par règlement grand-ducal, feront l'objet de règlements de l'Institut et des Sections qui devront être en conformité avec la loi et le règlement grand-ducal.

*Article 7 :*

L'article 7 prévoit l'attribution du patrimoine de l'Institut en cas de sa dissolution.

*Article 8 :*

L'article 8 déclare abrogé le règlement organique de 1868.

**Commentaire des articles de l'avant-projet  
du règlement grand-ducal**

*Article 1 :*

Cet article, qui reprend l'article 6 du règlement organique de 1868, confirme l'autonomie des Sections en disposant que chaque Section a son administration, ses comptes et ses budgets séparés.

*Article 2 :*

A l'heure actuelle, l'Institut en lui-même n'a ni recettes ni n'assume des dépenses, seules les Sections ayant des recettes, surtout par les subsides du ministère ayant dans ses attributions la culture – qui cependant sont déterminées globalement – et des dépenses occasionnées par leurs réunions et leurs publications. Il faut prévoir qu'à l'avenir l'Institut réactivé assumera les dépenses causées par ses activités et devrait donc disposer de certaines ressources propres. C'est ce que prévoit cet article en adaptant à cet effet l'article 7 du règlement organique actuel.

*Article 3 :*

Cet article reprend pour partie celui de l'article 8 du règlement organique actuel en confirmant que chacune des Sections, a un président et un secrétaire. Le terme de secrétaire général est réservé, dans ce texte, à l'Institut ; pour éviter toute confusion, le terme de secrétaire est employé pour les sections. Rien n'empêche cependant les sections de conférer à leur secrétaire le titre de secrétaire général.

*Article 4 :*

Cet article reprend, là encore, les dispositions de l'article 10 du règlement organique actuel sur l'exercice et la durée des président et secrétaire général en portant toutefois leur durée, prévue pour un an au règlement organique, à deux ans, de manière à assurer une certaine continuité des fonctions.

*Article 5 :*

Cet article reprend la formule de l'article 10 du règlement organique actuel qui prévoit que les fonctions des président et secrétaire général de l'Institut sont remplies tour à tour par les présidents et secrétaires des Sections, d'après l'ancienneté de leur fondation.

C'est encore une particularité de l'Institut qui s'explique par son caractère fédéral.

*Article 6 :*

Cet article reprend en substance l'article 11 du règlement organique actuel quant aux fonctions du président en ajoutant la fonction de représentation du président.

Le texte prévoit en outre l'institution d'un conseil consultatif des présidents ce qui facilitera par ailleurs la transition dans la rotation des présidents.

*Article 7 :*

Même observation quant à cet article qui reprend, quant au secrétaire général, les fonctions prévues à l'article 12 du règlement organique actuel.

*Article 8 :*

Il n'a pas paru opportun de suivre ici la loi française de 2006 qui, en son article 36, dispose que « l'Institut et les Académies bénéficient de l'autonomie financière sous le seul contrôle de la Cour des Comptes ». La solution française est inspirée par le souci de l'indépendance de l'Institut. La mission de la Cour des comptes luxembourgeoise est définie par l'article 105 de la Constitution, tel que révisé le 2 juin 1999, comme suit : « Une Cour des comptes est chargée du contrôle de la gestion financière des organes, administrations et services de l'Etat ; la loi peut lui confier d'autres missions de contrôle de gestion financière des deniers publics ». La question se poserait si une telle extension de la mission de la Cour des comptes peut s'appliquer, au-delà de l'attribution de deniers publics

par le Gouvernement, à la gestion de ces deniers, après subside, par une institution qui n'est pas un organe, une administration ou un service de l'Etat.

A l'heure actuelle, les Sections remettent les comptes de l'année et leur budget au Ministre ayant dans ses attributions la culture. Il est proposé de maintenir cette solution, ce degré de contrôle du Gouvernement n'étant pas incompatible avec l'autonomie de l'Institut Grand-Ducal et des Sections.

#### Article 9 :

Le règlement organique de 1868 prévoyait en ses articles 14 et suivants des « *assemblées* » générales ordinaires et extraordinaires. En l'état actuel, la tenue d'une assemblée des membres des Sections se heurterait à la disparité dans le nombre des membres des différentes Sections qui aurait pour conséquence de compromettre l'égalité des Sections. Aussi paraît-il préférable de prévoir des « *séances* » ordinaires et extraordinaires qui, comme il sera dit à l'article 13, sont prises à la majorité des Sections, chaque Section étant représentée pour ces séances par le président ou le secrétaire ou les membres qu'ils désignent.

#### Article 10 :

Cet article correspond à l'article 15 du règlement organique.

#### Article 11 :

Cet article reprend l'exigence, prévue à l'article 16 du règlement organique, d'une séance ordinaire annuelle en évitant de fixer un jour déterminé. Il prévoit donc la tenue de la séance ordinaire annuelle avant le 30 juin de chaque année. L'article supprime également la publicité de la séance ordinaire. Il prévoit en outre que la séance ordinaire examine les comptes et le budget de l'Institut.

#### Article 12 :

Cet article remplace l'article 17 du règlement organique de 1868 qui, en termes de négation et par une sorte censure, subordonnait les travaux de l'Institut à celles des Sections.

#### Article 13 :

Ainsi qu'il a été relevé à propos de l'article 9, l'assemblée générale telle qu'elle était prévue par le règlement organique de 1868 est remplacée

par des séances ordinaires et extraordinaires, les décisions étant prises à la majorité des Sections. Comme les Sections pourront, comme c'est le cas à l'heure actuelle, être en nombre pair, il convient de prévoir la voix prépondérante de la Section dont relève le président.

#### Article 14 :

L'article 19 du règlement organique prévoyait que les bibliothèques et les collections des trois Sections alors existantes étaient conservées dans un bâtiment fourni aux frais de l'Etat. Il faut rappeler qu'en 1868 il n'existait aucun musée au Luxembourg en dehors des collections de la Section historique qui sont actuellement conservées par le Musée national d'histoire et d'art. Il existe pour chaque Section une bibliothèque, modeste ou plus importante selon les Sections, bibliothèques qui sont tenues en des endroits divers. L'établissement d'un « *local commun* » reste un vœu que les Sections ont constamment rappelé.

#### Article 15 :

Ce texte à caractère transitoire reprend le contenu de l'article 23 du règlement organique de 1868 et prévoit les modifications aux règlements des Sections que le Règlement organique nouveau peut rendre nécessaires.